

TABLE DES MATIÈRES

REVUES DE PRESSE H12 SUR LA GGI: Actions, manifestations, Vote, AGECVM, Editoriaux	5
Autour de la GGI	5
Semaine du 12 mars 2012	5
TVANOUVELLES.CA: Hausse des droits de scolarité: Les étudiants ont besoin d'un plus grand appui des Québécois - Première publication dimanche 18 mars 2012 à 20h56	5
24HMONTREAL.CANOE.CA: Grève étudiante : besoin d'un plus grand appui des Québécois - dimanche 18 mars /2012 18h30	5
TVANOUVELLES.CA: Sondage - Hausse des droits de scolarité: La population refuse de payer pour un gel - Première publication dimanche 18 mars 2012 à 07h04 - Mise à jour : dimanche 18 mars 2012 à 13h32.....	5
JOURNAL DE MONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Éducation Portraits: Dans la peau des étudiants - Publié le: samedi 17 mars 2012, 22H26 Mise à jour: dimanche 18 mars 2012, 24H56	6
TVANOUVELLES.CA / JOURNAL DE MONTRÉAL : Spectacle à L'Astral: Des manifestants en concert - Première publication samedi 17 mars 2012 à 20h19 / Publié le: dimanche 18 mars 2012, 24H13 Mise à jour: dimanche 18 mars 2012, 24H22.....	8
LE SOLEIL: Les jeunes libéraux réaffirment leur appui à la hausse des droits de scolarité - Publié le samedi 17 mars 2012 à 19h17	8
JOURNAL DE MONTRÉAL.COM / JOURNAL DE QUÉBEC.COM : Taxer les riches - Publié le: samedi 17 mars 2012, 19H11 Mise à jour: samedi 17 mars 2012, 19H19.....	9
24HMONTREAL.CANOE.CA: Jeunes libéraux: L'éducation au cœur des débats – Samedi 17 mars 2012 18h45	9
LESOLEIL.COM: Droits de scolarité: la hausse n'est pas inévitable, selon la CLASSE - Publié le samedi 17 mars 2012 à 17h13	9
CYBERPRESSE: Droits de scolarité: les étudiants proposent des solutions - Publié le samedi 17 mars 2012 à 14h41 Mis à jour le samedi 17 mars 2012 à 18h35.....	10
Les profs inaugurent l'îlot Voyageur	10
LA PRESSE: 10+1 avec Gabriel Nadeau-Dubois - Publié le samedi 17 mars 2012 à 09h23.....	10
CYBERPRESSE: La hausse des droits de scolarité nuira à la santé - Publié le samedi 17 mars 2012 à 05h00 Mis à jour le samedi 17 mars 2012 à 07h06	11
RADIO-CANADA / SUJET: Droits de scolarité au Québec: Enjeux et analyse - Mise à jour le samedi 17 mars 2012 à 21 h 05 HAE	12
Accessibilité et fréquentation	12
Un accès à l'université à deux vitesses?	12
Financement des universités et participation de l'État	12
Et si la solution passait par la gratuité?	13
La position des étudiants	13
À lire aussi.....	13
Des données sur l'aide financière au Québec(source : Conseil supérieur de l'éducation)	13
LE DEVOIR: Lutte contre la hausse des droits de scolarité - Les écoles secondaires sont aussi touchées – Samedi 17 mars 2012	13
Vos réactions	14
LE SOLEIL: 1 ^{ère} page / Grève étudiante: le dilemme des futurs médecins - Publié le samedi 17 mars 2012 à 05h00.....	16
JOURNALDEMONTRÉAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM / 24HMONTREAL.CANOE.CA : Hausse des frais de scolarité: Sondage: la population demeure tiède - Publié le: vendredi 16 mars 2012, 17H51 Mise à jour: vendredi 16 mars 2012, 18H27 / Publié le: dimanche 18 mars 2012, 4H00 Mise à jour: dimanche 18 mars 2012, 4H10 / Dimanche 18 mars 2012, 07h13	17
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Mouvement étudiant : l'UQAM planifie l'après-grève – Mise à jour le vendredi 16 mars 2012 à 16 h 42 HAE..	17
Les commentaires (90).....	18
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La ministre Beauchamp imperturbable face à la grève étudiante – Mise à jour le vendredi 16 mars 2012 à 14 h 04 HAE.....	21
LA TRIBUNE: Des grévistes sensibilisent les élèves du secondaire à leur cause - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 10h02	21
LE SOLEIL: De plus en plus de professeurs contre la hausse des droits de scolarité - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 05h00 Mis à jour à 09h19	22
LA PRESSE: Hausse des droits de scolarité: des parents inquiets - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 08h11 Mis à jour à 08h47	22
Les parents québécois champions de la contribution	23
LE NOUVELLISTE: Amir Khadir: une visite qui tombe à point à l'UQTR - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 08h23	23
LA PRESSE: Régime de prêts et bourses au Canada: Prêts et bourses: la classe moyenne québécoise est la plus sollicitée - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 08h21	23
Volte-face au Nouveau-Brunswick	24
Quand le revenu des parents ne compte plus.....	24
LE SOLEIL: 1 ^{ère} page / Université Laval: privé de cours, un étudiant réclame 600 \$ - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 05h00 Mis à jour à 08h15.....	24
LE DEVOIR: Hausse des droits de scolarité - Au tour des parents de se joindre à la lutte - Vendredi 16 mars 2012	25
LA PRESSE: Montréal calcule les coûts des manifestations étudiantes - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 15h47	25
JOURNAL DE MONTRÉAL: Il distribuait des carrés rouges: Suspendu pour sa solidarité - Publié le: jeudi 15 mars 2012, 21H46 Mise à jour: jeudi 15 mars 2012, 21H48.....	25
24HMONTREAL.CANOE.CA / JOURNAL DE MONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Manifestations : Applebaum veut envoyer la facture à Québec – jeudi 15 mars 2012 18h27 / Publié le: jeudi 15 mars 2012, 21H05 Mise à jour: jeudi 15 mars 2012, 21H14.....	26
JOURNALMÉTRO.COM: Droits de scolarité: Les étudiants en droit de poursuivre Québec, selon Daniel Turp - Publié: jeudi 15 mars 2012 15:18 – Mis à jour: jeudi 15 mars 2012 15:25	26
Qu'en pensez-vous?.....	26
RADIO-CANADA / QUÉBEC: Le mouvement étudiant reçoit l'appui de 300 professeurs – Mise à jour le jeudi 15 mars 2012 à 15 h 17 HAE	27
Les commentaires (8).....	28
CYBERPRESSE: Plus de la moitié des cégeps du Québec sont en grève - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 12h59	28
24HMONTREAL.CANOE.CA: Actes de vandalisme: L'IEDM porte plainte – jeudi 15 mars 2012 12h41	28
JOURNAL DE MONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Éducation Grève: Un enseignant perd la moitié de son salaire - Publié le: mercredi 14 mars 2012, 22H31 Mise à jour: mercredi 14 mars 2012, 22H37.....	29
TVANOUVELLES.CA / JOURNAL DE MONTRÉAL: Employés des universités: Scolarité gratuite pour conjoints et enfants - Première publication jeudi 15 mars 2012 à 07h52 / Publié le: mercredi 14 mars 2012, 22H26 Mise à jour: mercredi 14 mars 2012, 22H34.....	29
CYBERPRESSE: Des professeurs pénalisés par la grève - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 07h26	30



LE DEVOIR: «Tous étudiants»: Les professeurs offrent un appui de plus en plus important au mouvement étudiant de lutte contre la hausse des droits de scolarité – Jeudi 15 mars 2012.....	30
24HMONTREAL.CANOE.CA: Assemblée nationale: Une pétition pour la refonte des associations étudiantes – mercredi 14 mars 2012 19h43	30
JOURNLMÉTRO.COM: Droits de scolarité: Les étudiants en grève reçoivent l'appui d'un millier de professeurs – Publié: mercredi 14 mars 2012 11:37 - Mis à jour: mercredi 14 mars 2012 11:39.....	31
LE SOLEIL: Droits de scolarité: des professeurs s'opposent à la hausse – Publié le mercredi 14 mars 2012 à 05h00 Mis à jour à 09h47 ..	31
LA TRIBUNE: Des profs forment le groupe «Estrie contre la hausse» – Publié le mercredi 14 mars 2012 à 09h05.....	32
CYBERPRESSE: Pour des associations étudiantes neutres – Publié le mercredi 14 mars 2012 à 07h38	32
LE DEVOIR: Hausse des droits de scolarité – Appui syndical aux étudiants: La CSQ, la CSN et la FTQ se rangent aux côtés des protestataires – Mercredi 14 mars 2012	32
LA PRESSE: Publicités universitaires: 80 millions en cinq ans – Publié le mercredi 14 mars 2012 à 07h11	33
LA PRESSE: 1 ^{ère} page: Nouveaux campus, publicité, primes de départ généreuses ... Gaspilleuses, nos universités? / La gestion des universités soulève des questions – Publié le mercredi 14 mars 2012 à 00h00 Mis à jour à 06h23	33
LE SOLEIL: Un des partisans de la hausse des frais de scolarité quitte le navire – Publié le mercredi 14 mars 2012 à 05h00.....	34
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Accusés au criminel – Publié le: mardi 13 mars 2012, 22H47 Mise à jour: mardi 13 mars 2012, 22H51.....	35
LE SOLEIL.COM / CYBERPRESSE: Les étudiants obtiennent l'appui de syndicats – Mardi 13 mars 2012, 09h40 / Publié le mardi 13 mars 2012 à 08h35 Mis à jour à 10h57.....	35
CNW: Grève étudiante: À une semaine du dépôt du Budget, la FECQ rappelle au gouvernement que des solutions existent – Mardi 13 mars 21012, 10h00	35
LAVANTAGE.QC.CA: Hausse de 1625 \$ des frais de scolarité : les femmes particulièrement frappées – Publié le lundi, 12 mars 2012 23:30	36
CNW: FECQ-FEUQ: En route vers la grande manifestation du 22 mars – Lundi 12 mars, 13h40.....	36
LE DEVOIR: À l'école de la contestation – La Boîte rouge documente la grève étudiante – Lundi 12 mars 2012.....	36
Un fanzine contre Quebecor.....	37
Semaine du 05 mars 2012.....	37
JOURNALDEMONTREAL.COM: Ses prêts étudiants payent sa maison – Publié le: dimanche 11 mars 2012, 19H30 Mise à jour: dimanche 11 mars 2012, 19H32.....	37
JOURNLMÉTRO.COM / LEDEVOIR.COM: De nouveaux moyens pour les étudiants en grève – Publié dimanche 11 mars 2012, 15h27 / dimanche 11 mars 2012 15h59.....	38
LAVANTAGE.QC.CA: Des associations en grève de la FECQ et de la FEUQ redonnent à la communauté – Publié le dimanche, 11 mars 2012 13:17	38
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Droits de scolarité : des enseignants solidaires des étudiants – Mise à jour le samedi 10 mars 2012 à 21 h 06 HAE.....	38
Les commentaires (272).....	39
TVANOUVELLES.CA: Contre la hausse des frais de scolarité – Profs et jeunes du secondaire en grève? – Première publication samedi 10 mars 2012 à 12h56 - Mise à jour : samedi 10 mars 2012 à 18h56	39
LESOLEIL.COM: Des professeurs songent à une grève pour appuyer les étudiants – Publié le samedi 10 mars 2012 à 17h17 Mis à jour le samedi 10 mars 2012 à 17h33.....	39
LAPRESSE.CA: Grève étudiante: des profs veulent sauter dans l'arène – Publié le samedi 10 mars 2012 à 00h00 Mis à jour le samedi 10 mars 2012 à 13h23.....	40
JOURNALDEQUÉBEC.COM / JOURNALDEMONTREAL.COM: Grève étudiante: Le secondaire s'en mêle : Des élèves veulent se joindre à la manif – Publié le: samedi 10 mars 2012, 23H04 Mise à jour: samedi 10 mars 2012, 23H13	40
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM: Secondaire: Des élèves veulent joindre le mouvement de grève – Publié le: samedi 10 mars 2012, 15H15 Mise à jour: samedi 10 mars 2012, 15H27.....	41
TVANOUVELLES.CA / JOURNALDEQUÉBEC.COM / JOURNALDEMONTREAL.COM: Frais scolaires: Des étudiants mauvais payeurs – Jusqu'à 20 % des universitaires acquittent leurs frais en retard – Première publication samedi 10 mars 2012 à 11h13 / vendredi 09 mars 2012, 20H57 Mise à jour: vendredi 09 mars 2012, 22H18	41
Incapable de payer 125 \$.....	41
98.5FM: Les professeurs en grève le 22 mars ? – le samedi 10 mars 2012 à 08h39. Modifié à 09h40	42
On en parle en ondes :	42
LAPRESSE.CA: Grève étudiante: les élèves du secondaire courtisés – Publié le samedi 10 mars 2012 à 08h48 Mis à jour le samedi 10 mars 2012 à 08h49	42
LAPRESSE.CA: Grève étudiante: Montréal presse Québec d'intervenir – Publié le samedi 10 mars 2012 à 08h23.....	42
LE DEVOIR: Perspective: Malade, l'université? – Samedi 10 mars 2012.....	43
Vos réactions	44
LE DEVOIR: Plan Nord – La FEUQ est sceptique devant l'enthousiasme des universités – Samedi 10 mars 2012	48
Vos réactions	48
LE DEVOIR: La liberté du chercheur en jeu – Samedi 10 mars 2012	50
Vos réactions	51
CNW: FEUQ: La ministre Beauchamp incapable de gérer le réseau universitaire – vendredi 09 mars, 16h48	51
LAVANTAGE.QC.CA: Le CCGIM (CSN) appuie les étudiants – Publié le vendredi, 09 mars 2012 15:30.....	52
CENTRE DE DOCUMENTATION SUR L'ÉDUCATION DES ADULTES ET LA CONDITIO FÉMININE (CDEACF): Hausse de 1625 \$ des frais de scolarité : les femmes seront particulièrement frappées par la hausse du gouvernement Charest – vendredi 9 mars 2012 - 15h22	52
RADIO-CANADA / ESTRIE: Hausse des droits de scolarité : le gouvernement Charest maintient sa décision – Mise à jour le vendredi 9 mars 2012 à 14 h 19 HNE.....	52
Les commentaires (3).....	53
TVA NOUVELLES.CA / JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL: Hausse des droits de scolarité: Étudiants: endettement inévitable ou train de vie excessif? – Première publication 9 mars 2012 à 06h11.....	53
TVANOUVELLES.CA / JOURNAL DE MONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: 1 ^{ère} page Journal de Montréal: Hausse des frais pour les étudiants – des millions pour les patrons des universités / Hausse des droits de scolarité: 1 M\$ pour des hauts dirigeants d'universités – Première publication vendredi 9 mars 2012 à 05h03 - Mise à jour: vendredi 09 mars 2012, 11H58	53
Afficher 21 commentaires.....	54

LE DEVOIR: Grève étudiante - Québec doit maintenir la ligne dure, dit Legault - Vendredi 09 mars 2012.....	55
Vos réactions	55
JOURNAL DE MONTRÉAL: Concordia paie ses cadres une fortune: 2,4 millions \$ en indemnités de départ pour cinq cadres - Vendredi 09 mars 2012.....	55
LE DROIT: L'Ontario n'uniformisera pas les droits de scolarité - Publié le vendredi 09 mars 2012 à 05h30.....	56
LAVANTAGE.QC.CA: Pour expliquer la lutte étudiante, une affiche pas comme les autres! - Publié le jeudi, 08 mars 2012 16:46.....	56
LAPRESSE.CA: Droits de scolarité: Québec ne doit pas fléchir, selon Legault - Publié le jeudi 08 mars 2012 à 12h55	56
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC: Les professeurs de Trois-Rivières et Shawinigan dénoncent la hausse des droits de scolarité - Mise à jour le jeudi 8 mars 2012 à 12 h 05 HNE	57
Les commentaires (2).....	57
LE NOUVELLISTE: Les professeurs appuieront les étudiants en cas de grève - Publié le jeudi 08 mars 2012 à 10h00.....	57
LA PRESSE: UNE GUERRE D'IDÉES: POUR la hausse: Revaloriser le diplôme - Jeudi 08 mars 2012	57
LA PRESSE: Une guerre d'idées: Contre la hausse: : Un débat réclamé - Jeudi 08 mars 2012	58
JOURNAL DE MONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Propos controversés: Claude Legault fait son mea culpa - Publié le: mercredi 07 mars 2012, 23H06 Mise à jour: mercredi 07 mars 2012, 23H11	59
Afficher 5 commentaires	59
JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL: Semaine de relâche: Pas de grève dans les tout-inclus: Des milliers d'étudiants profitent du congé pour aller en voyage dans le Sud - Publié le: mercredi 07 mars 2012, 22H10 Mise à jour: mercredi 07 mars 2012, 22H22.	59
Où vont-ils ?	59
Le spring break	60
LESOLEIL.COM: Hausse des droits de scolarité: Charest demeure ferme - Publié le mercredi 07 mars 2012 à 16h06 Mis à jour le mercredi 07 mars 2012 à 16h40	60
RADIO-CANADA / RIVE-SUD-MONTRÉAL: Être étudiant (en grève) sur la Rive-Sud - Mercredi 7 mars 2012 à 9 h 34.....	61
JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL: 1 ^{ère} page: Grève étudiante: Claude Legault: La police l'interroge, la ministre le réprimande - Publié le: mardi 06 mars 2012, 22H29 Mise à jour: mercredi 07 mars 2012, 6H44.....	61
JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL: Propos sur la grève étudiante: [Claude Legault] Contacté par la police - Publié le: mardi 06 mars 2012, 22H29 Mise à jour: mercredi 07 mars 2012, 6H44	61
Les étudiants font la part des choses	61
Afficher 10 commentaires.....	62
LA PRESSE: Pour des associations étudiantes neutres - Publié le mardi 06 mars 2012 à 07h53	63
THE GAZETTE: 10 questions and answers about Quebec's student strike - Tuesday, March 6, 2012 7:31 AM.....	63
7 comments	64
JOURNAL DE MONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Frais de scolarité: « Lâchez pas ! » - Le cri du cœur de Claude Legault aux étudiants - Publié le: lundi 05 mars 2012, 21H34 Mise à jour: lundi 05 mars 2012, 21H41	64
Afficher 51 commentaires.....	65
JOURNAL DE QUÉBEC / 24HEURES.COM: Sous-financement des universités: Des dépenses critiquées - lundi 05 mars - Mise à jour: 19h27 / mardi 06 mars 2012 03h30.....	68
THELINK (Concordia's independent newspaper): Media Misinformation: Lacklustre Reporting, Bias Damage Fight Against Tuition - Tuesday, March 6, 2012.....	69
JOURNALDEMONTREAL.COM: McGillLeaks: Des documents confidentiels sur le financement de l'université McGill mis en ligne - Publié le: lundi 05 mars 2012, 18H43 Mise à jour: lundi 05 mars 2012, 18H59.....	69
CYBERPRESSE: Droits de scolarité élevés: le Québec déjà dans les premiers - Publié le dimanche 04 mars 2012 à 09h13 Mis à jour le dimanche 04 mars 2012 à 12h29	70
Black-blocs	70
24HMONTREAL.CANOE.CA / JOURNAL DE MONTRÉAL: Actualités: Les Black Blocs, casseurs ou activistes? - jeudi 15 mars 2012 09h41 / Jeudi 15 mars 2012	70
CYBERPRESSE: Black Bloc: des anarchistes non violents, selon des spécialistes - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 08h41	70
CYBERPRESSE: Casseurs extrémistes: la CLASSE réagit - Publié le mercredi 14 mars 2012 à 08h01.....	71
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM / 24 HEURES.CANOE.CA: Manifestation: Le Black Bloc s'invite - Publié le: mardi 13 mars 2012, 13H15 Mise à jour: mardi 13 mars 2012, 20H38 / mardi 13 mars 2012 13h48 - Mise à jour mardi 13 mars 2012 20h44	71
CYBERPRESSE: Des étudiants chassent les anarchistes d'une manifestation - Publié le mardi 13 mars 2012 à 12h46 Mis à jour le mardi 13 mars 2012 à 18h35.....	71
Étudiant blessé - Violence policière	72
JOURNAL DE MONTREAL.COM: Assomption: Manifestation symbolique - Publié le: jeudi 15 mars 2012, 21H15 Mise à jour: jeudi 15 mars 2012, 21H22.....	72
CYBERPRESSE: 1 ^{ère} page: Cocktail explosif / Tableau: Année mouvementée pour le SPVM / Les grenades assourdissantes sont là pour rester, dit le SPVM - Publié le mercredi 14 mars 2012 à 13h20 Mis à jour jeudi le 15 mars 2012 à 08h46	72
CYBERPRESSE: Grève étudiante: 5 jeunes se disent intimidés par la police - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 05h00	73
JOURNALMÉTRO.COM: Droits de scolarité: Le SPVM invite les manifestants à collaborer pour éviter les débordements - Publié: mercredi 14 mars 2012 14:23 - Mis à jour: mercredi 14 mars 2012 14:34.....	73
CYBERPRESSE.CA: Blessure de Francis Grenier: le mystère plane toujours - Publié le mardi 13 mars 2012 à 06h59.....	74
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE: Les professeurs de l'UQAT dénoncent la violence policière envers les étudiants - Mise à jour le lundi 12 mars 2012 à 15 h 05 HAE	74
JOURNAL DE MONTRÉAL: Éducation Grève: Un policier montréalais du doigt - L'étudiant blessé lors d'une manifestation ne sait pas s'il va recouvrer la vue - Publié le: dimanche 11 mars 2012, 22H31 Mise à jour: lundi 12 mars 2012, 9H13.....	74
CYBERPRESSE: L'étudiant blessé à l'oeil dénonce «l'arrogance» d'un policier - Publié le dimanche 11 mars 2012 à 18h00 Mis à jour le lundi 12 mars 2012 à 09h23.....	75
TVANOUVELLES.CA: Blessé lors d'une manifestation étudiante: Francis Grenier a quitté l'hôpital - Première publication 10 mars 2012 à 19h39	75
LAPRESSE.CA: L'étudiant blessé à l'oeil a quitté l'hôpital - Publié le 10 mars 2012 à 13h15 Mis à jour le 10 mars 2012 à 13h24.....	76
LAPRESSE.CA: Grenades assourdissantes: une vidéo soulève des questions - Publié le vendredi 09 mars 2012 à 13h39 Mis à jour le samedi 10 mars 2012 à 08h31.....	76

LA PRESSE: 1 ^{ère} page: Manifestation étudiante: la grogne contenue / CHAREST DÉFEND LES POLICIERS – Publié le vendredi 09 mars 2012 à 06h44	77
TVANOUVELLES.CA / 24HMONTREAL.CANOE.CA: Manifestations étudiantes: Charest : Les manifestants doivent agir «de manière responsable» - jeudi 08 mars 2012 11h56 - Mise à jour jeudi 08 mars 2012 16h20	78
LA PRESSE: Étudiant blessé à l'oeil: son père en colère - Publié le jeudi 08 mars 2012 à 10h43 Mis à jour le vendredi 09 mars 2012 à 09h30	78
24HMONTREAL.CANOE.CA: Étudiant blessé: «Il y a eu une giclée de sang autour de mon visage» - jeudi 08 mars 2012 09h49 - Mise à jour jeudi 08 mars 2012 15h15	79
TVANOUVELLES.CA: Blessé lors de la manifestation: Un policier aurait refusé de l'aider - Première publication jeudi 8 mars 2012 à 09h03 - Mise à jour : jeudi 8 mars 2012 à 12h12	79
TVANOUVELLES.CA: Manifestation à Montréal: Un étudiant risque de perdre l'usage d'un oeil - Première publication 7 mars 2012 à 21h57 - Mise à jour : 8 mars 2012 à 00h28	80
JURALIB.NOBLOGS.ORG: Perdre l'usage d'un œil suite à un tir de flashball – Mardi 06 mars 2012.....	80
Ce qui nous relie, par Pierre, Joan et Joachim	80
Communiqué de Pierre et de ses proches – Perdre l'usage d'un œil suite à un tir de flashball.....	80
Tir de flashball : Pierre et Joachim, gravement blessés, détaillent la violence policière	81
Nantes : le procès du flashball débute aujourd'hui	83
Le gomme-cogne, une arme critiquée après plusieurs blessures graves	84
Incidents depuis 2005.....	84

REVUES DE PRESSE H12 SUR LA GGI: Actions, manifestations, Vote, AGECVM, Éditoriaux

[Revue de presse sur les actions menées par les étudiants](#) – Manifestation semaine du 05 mars 2012

[Revue de presse sur les actions menées par les étudiants](#) – Manifestation jusqu'au 04 mars 2012

[Revue de presse sur les votes](#) – AGECVM et vote

[Autour de la GGI: jusqu'au 04 mars 2012](#)

[Autour de la GGI: du 05 mars 2012 au ...](#)

[Éditoriaux et opinions sur la GGI: janvier et février 2012](#)

[Éditoriaux et opinions sur la GGI: mars 2012](#)

Autour de la GGI

Semaine du 12 mars 2012

[TVANOUVELLES.CA: Hausse des droits de scolarité: Les étudiants ont besoin d'un plus grand appui des Québécois - Première publication dimanche 18 mars 2012 à 20h56](#)

Par Emmanuel Delacour | Agence QMI

Les membres d'une coalition opposée à la hausse des droits de scolarité réclament un support accru de la population à la cause des étudiants.

«Ceux qui portent le petit carré rouge en signe de protestation à la hausse des droits de scolarité pourront en témoigner : les passants sont souvent solidaires à cette cause», a affirmé Louis Roy, président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

La CSN adhère à la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, qui rassemble près de 140 organismes communautaires, syndicaux, féministes et étudiants.



Crédit photo : Archives Agence QMI

M. Roy demande à la population de se joindre au mouvement, surtout le 22 mars, lors d'une manifestation d'envergure dans les rues de Montréal contre la hausse des droits de scolarité.

Déjà, les Québécois semblent avoir reçu le message, puisque le jour même de la conférence de la Coalition, des protestataires ont déambulé dans les rues de Montréal, Québec, Sherbrooke et Alma lors de manifestations familiales. La marche montréalaise a rassemblé près de 30 000 personnes.

Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (CLASSE), lance lui aussi un appel à la population.

«Nous sommes touchés par l'appui des citoyens, mais la lutte n'est pas terminée. Il faut désormais que les Québécois s'approprient cet enjeu et qu'ils prennent part au combat, car il concerne toute la société.»

Les professeurs sont eux aussi de la partie, alors que Jean Trudelle, président de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ), réitère que le corps professoral se «range sans hésitation derrière la grève étudiante».

«Nous assistons à la transformation de notre système d'éducation où la valeur monétaire de la connaissance prend la place de l'accessibilité universelle», a lancé M. Trudelle.

[24HMONTREAL.CANOE.CA: Grève étudiante : besoin d'un plus grand appui des Québécois - dimanche 18 mars /2012 18h30](#)



Photo: Emmanuel Delacour

La Coalition se compose d'organismes communautaires, syndicaux, féministes et étudiants.

Emmanuel Delacour

Les membres d'une coalition opposée à la hausse des droits de scolarité réclament un support accru de la population à la cause des étudiants.

«Ceux qui portent le petit carré rouge en signe de protestation à la hausse des droits de scolarité pourront en témoigner : les passants sont souvent solidaires à cette cause», affirme Louis Roy, président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

La CSN adhère à la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, qui rassemble près de 140 organismes communautaires, syndicaux, féministes et étudiants.

Aller plus loin

M Roy demande à la population de se joindre au mouvement, surtout le 22 mars, lors d'une manifestation d'envergure dans les rues de Montréal contre la hausse des droits de scolarité.

Déjà, les Québécois semblent avoir reçu le message, puisque le jour même de la conférence de la Coalition, des protestataires ont déambulé dans les rues de Montréal, Québec, Sherbrooke et Alma lors de manifestations familiales. La marche montréalaise a rassemblé près de 30 000 personnes.

Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (CLASSE), lance lui aussi un appel à la population.

« Nous sommes touchés par l'appui des citoyens, mais la lutte n'est pas terminée. Il faut désormais que les Québécois s'approprient cet enjeu et qu'ils prennent part au combat, car il concerne toute la société », insiste M Nadeau-Dubois.

Appuis des professeurs

Les professeurs sont eux aussi de la partie, alors que Jean Trudelle, président de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ) réitère que le corps professoral se « range sans hésitation derrière la grève étudiante. »

«Nous assistons à la transformation de notre système d'éducation où la valeur monétaire de la connaissance prend la place de l'accessibilité universelle», lance M Trudelle.

[TVANOUVELLES.CA: Sondage - Hausse des droits de scolarité: La population refuse de payer pour un gel - Première publication dimanche 18 mars 2012 à 07h04 - Mise à jour : dimanche 18 mars 2012 à 13h32](#)

Par Hugo Bourgoïn | TVA Nouvelles

Les étudiants qui protestent contre la hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement Charest ont beau multiplier les manifesta-

tions et les coups d'éclat depuis quelques semaines, rien n'y fait: ils n'arrivent pas à obtenir un appui massif de la population.

Selon un sondage Léger Marketing mené pour le compte de l'émission *Larocque Lapierre*, le mouvement étudiant a même perdu quelques

plumes au cours des 14 derniers jours. En date du 15 mars, 50% des Québécois appuyaient le gouvernement dans ce conflit alors que 42% de la population était en accord avec les revendications des étudiants. Depuis le 1er mars, le gouvernement a gagné un point d'appui alors que les étudiants ont reculé de deux points.



(Crédit: TVA Nouvelles)

«La population est sympathique aux étudiants, mais dans ce débat-là, elle est un peu sceptique. C'est aux étudiants d'expliquer leur point de vue», explique Jean-Marc Léger, de Léger Marketing.



Crédit photo : Agence QMI

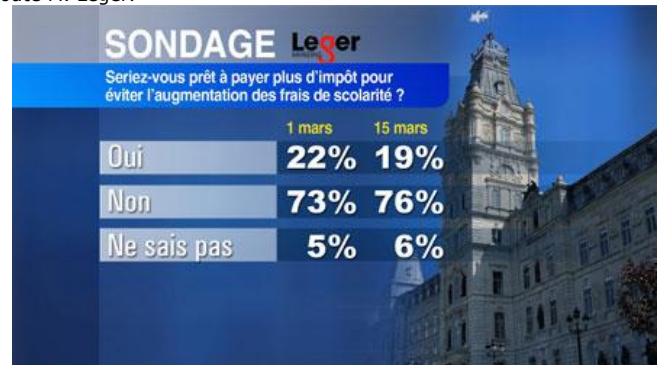
Personne ne veut payer

La situation est toutefois pire pour les étudiants lorsqu'on demande aux Québécois s'ils seraient prêts à payer plus d'impôts pour éviter l'augmentation des frais de scolarité.

Seulement 19% de la population accepterait qu'une partie de la facture lui soit refilée alors que 76% des gens se disent contre une contribution

supplémentaire de leur poche. Il s'agit d'un transfert de 3% d'une réponse à l'autre depuis deux semaines.

«On est dans un cul-de-sac! On ne veut pas nécessairement une augmentation des frais de scolarité, mais on n'est pas prêt à payer pour. C'est pour ça que ce débat-là peut durer un peu plus longtemps qu'on le pense. Personne n'a encore vraiment gagné la bataille de l'opinion publique», ajoute M. Léger.



(Crédit: TVA Nouvelles)

Des élections printanières?

Même si le conflit entre le gouvernement et les étudiants perdure, la possibilité d'élections générales au printemps ne peut toujours pas être écartée.

Une baisse massive des appuis à la Coalition avenir Québec (CAQ) et une réception généralement positive au Plan Nord pourraient tenter le premier ministre, Jean Charest, malgré un taux d'insatisfaction élevé et une popularité à environ 20% chez les francophones.

Considérant que le Parti libéral du Québec (PLQ) pourrait tenir son conseil général du 4 au 6 mai prochain, le gouvernement pourrait déclencher des élections dans les jours suivants, menant à un scrutin le 11 ou le 18 juin. Même s'il ne considère par le mouvement étudiant comme un obstacle à la réélection du gouvernement Charest, le sondeur Jean-Marc Léger précise toutefois qu'il ne faut pas prendre ce conflit à la légère.

«Les étudiants ne sont pas nécessairement des électeurs qui sont très impliqués en politique. Mais la conséquence auprès des mouvements syndicaux ou autres qui peuvent se greffer à cette grève-là... Les deux tiers des Québécois sont insatisfaits du gouvernement depuis deux ans. Toute cette insatisfaction doit sortir quelque part et si le mouvement étudiant en devient le catalyseur, ça peut être dangereux pour le gouvernement», explique-t-il.

JOURNAL DE MONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Éducation | Portraits: Dans la peau des étudiants - Publié le: samedi 17 mars 2012, 22H26 | Mise à jour: dimanche 18 mars 2012, 24H56

Sarah-Maude Lefebvre

Dans le contexte de la grève qui dure depuis quelques semaines, des étudiants nous ouvrent leurs livres de comptes et nous dévoilent les secrets de leur budget. Ils nous expliquent ce que ça implique d'étudier au Québec en 2012.

Contrairement à ce que l'on peut penser, la réalité des étudiants n'est pas toujours rose. Au-delà des clichés du téléphone cellulaire et des partys arrosés, les sandwiches au beurre d'arachides et les fins de mois difficiles font partie du quotidien de plusieurs jeunes.

Alors que le débat sur la hausse des frais de scolarité fait rage, le Journal est allé à la rencontre de cégépiens et d'étudiants des universités de partout à travers le Québec pour connaître leur réalité.

Premier constat : plusieurs ne bénéficient pas d'aide parentale et doivent assumer seuls le paiement de leurs frais de scolarité.

« Un enfant dont les parents ont un bon salaire n'a pas accès aux prêts et bourses. Le système ne tient pas compte du fait que certains étudiants doivent se débrouiller seuls », explique Marc-Olivier Gagnon, qui assume les frais de ses études en techniques policières.

Il a « trop travaillé »

Le système des prêts et bourses complique aussi la réalité des étudiants qui ne peuvent en bénéficier s'ils ont un travail le moins payant.

« L'an prochain, mes prêts et bourses seront moins importants parce que j'ai « trop » travaillé cette année, lance Guillaume Houle, un étudiant en sociologie. Dès que tu fais plus de 4 000 \$ par année, c'est coupé. »

« Ça devient un cercle vicieux. Tu as moins d'aide financière, donc tu travailles plus et, finalement, tu as moins de temps pour tes études. »

Prêts à des sacrifices

Tous les étudiants rencontrés se sont dits prêts à faire des « sacrifices » pour mener à bien des études universitaires.

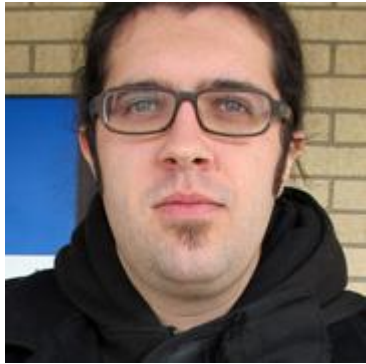
« Je ne m'attends pas à manger des filets mignons comme à la maison, affirme Émilie Joly. Je mange des pâtes en masse, mais on a quand même le droit à une certaine qualité de vie. »

Par ailleurs, si plusieurs lésinent sur la nourriture ou les sorties, tous possèdent un téléphone cellulaire.

« Ce n'est pas un luxe », s'écrie Camille Marceau, une mère monoparentale, qui étudie en droit.

« C'est notre outil de travail à nous, les étudiants. Et ce n'est pas parce qu'on étudie qu'on doit mendier dans la rue », poursuit-elle.

« Je suis tannée du discours selon lequel nous sommes tous des bébés gâtés. Oui, il y en a. Mais venez donc passer une semaine dans la vie d'un étudiant normal, ce n'est pas aussi facile qu'on le croit. »



Guillaume Houle
28 ans

Originaire de Montréal
Étudie en sociologie à l'Université de Montréal
Frais de scolarité et livres : environ 2 000 \$ par session
Budget mensuel
Épicerie : 200 \$
Appartement (incluant chauffage et électricité) : 287 \$ (avec 4 colocs)
Internet : inclus dans son loyer
Téléphone cellulaire : 50 \$
Sorties et dépenses personnelles : 40 \$
Transport : pas de voiture. Carte d'autobus à 180 \$ pour l'année (forfait universitaire)
Aide parentale : aucune
Aide financière : 7 000 \$ en bourses et 2 440 \$ en prêts
Dettes : limite de 12 000 \$ atteinte sur sa marge de crédit
Travail : permanent à l'Association générale étudiante du Collège Ahuntsic. Effectue 20 heures par semaine. Salaire horaire de 12 \$. En grève depuis le 23 mars
« Les frais de scolarité élevés compromettent mon projet de vie de faire un doctorat en sociologie et d'enseigner à l'université. »
« J'effectue un retour aux études et je suis stressé. Vais-je pouvoir faire une maîtrise ou devrais-je retourner sur le marché du travail ? »



Karolane Baillargeon
21 ans

Originaire de Montréal
Étudie en enseignement de l'anglais à l'Université du Québec à Montréal (UQAM)
Frais de scolarité et livres : environ 1 600 \$ par session
Budget mensuel
Épicerie : 200 \$
Appartement (incluant chauffage et électricité) : 550 \$
Internet : inclus dans son loyer
Téléphone cellulaire : 55 \$



Marc-Olivier Gagnon
20 ans

Originaire de Saint-Jérôme
Étudie en techniques policières au cégep de Rimouski
Frais de scolarité et livres : environ 450 \$ par session
Budget mensuel
Demeure chez ses parents, qui lui fournissent le toit et la nourriture
Téléphone cellulaire : 25 \$
Sorties et dépenses personnelles : 50 \$
Transport : pas de voiture. Carte d'autobus à 49 \$
Aide parentale : logis et couvert
Aide financière : aucune
Dettes : aucune
Travail : Militaire au sein de la réserve de l'armée canadienne. L'an passé, ce travail à temps partiel lui a rapporté 10 000 \$
En grève depuis le 29 février
Se présente tous les jours au cégep pour rencontrer des étudiants et établir des piquets de grève.
« Mes parents ne paient pas mes études. Mais je n'ai pas accès aux prêts et bourses, car ils font un bon salaire. Je dois donc travailler pour payer mes études. Ça m'inquiète pour l'université. »
« J'ai peur pour ces études si les frais de scolarité augmentent. C'est pourquoi je suis en faveur de la grève, même si je risque de perdre ma session. »



Camille Marceau
24 ans

Originaire de Québec
Étudie en droit à l'Université Laval
Frais de scolarité et livres : environ 2 000 \$ par session
Budget mensuel
Épicerie : 250 \$
Appartement (incluant chauffage et électricité) : 300 \$ (avec deux colocs)
Internet : 50 \$
Téléphone cellulaire : 50 \$
Frais de garde de son fils : 120 \$



Tristan Wettstein
23 ans

Originaire de France
Étudie en science politique et histoire à l'Université Concordia
Frais de scolarité et livres : environ 1 800 \$ par session
Budget mensuel
Épicerie : 200 \$
Appartement (incluant chauffage et électricité) : 160 \$ (avec un coloc dans une chambre)
Internet : 50 \$
Téléphone cellulaire : payé par son père
Sorties et dépenses personnelles : 100 \$
Transport : pas de voiture ni de carte d'autobus
Aide parentale : aucune, sauf le paiement du téléphone cellulaire. Depuis un an, ses parents ne peuvent plus le soutenir financièrement.
Aide financière : 1 500 \$ en bourses et, récemment, 250 \$ en prêt d'urgence de l'association des étudiants étrangers de Concordia
Dettes : aucune
Travail : Tristan ne peut pas travailler au Québec. Il cumule de petits boulots pour l'Université Concordia et fait de la traduction pour des particuliers français.
En grève depuis le 7 mars
« J'ai un budget très serré. Je me débrouille en cuisinant beaucoup et en ayant recours au service alimentaire de Concordia. »
« J'arrive à peine à arriver. Heureusement, j'ai des amis solidaires qui m'aident beaucoup. »



Émilie Joly
18 ans

Originaire de Val-d'Or
Étudie en communications et médias au Collège de Rosemont
Frais de scolarité et livres : environ 268 \$ par session
Budget mensuel
Épicerie : 160 \$
Appartement (incluant chauffage et électricité) : 455 \$ (en résidence)
Internet : inclus dans son loyer
Téléphone cellulaire : 30 \$

<p>Sorties et dépenses personnelles : 100 \$</p> <p>Transport : pas de voiture. Carte d'autobus à 44 \$</p> <p>Abonnement à un gym : 55 \$</p> <p>Aide parentale : aucune</p> <p>Aide financière : 500 \$ en bourse pour l'année et 700 \$ pour un prêt qu'elle n'a pas encore utilisé</p> <p>Dettes : aucune</p> <p>Travail : donne des cours privés d'anglais à des particuliers. Environ 2 000 \$ par mois</p> <p>N'est pas en grève, car elle suit ses cours à distance</p> <p>« Je fais un bon salaire, mais j'ai travaillé fort pour y arriver. Si j'ai des ennuis financiers, je peux couper dans mon budget, notamment en réduisant ma facture de téléphone. »</p> <p>« C'est possible de réussir sans aide parentale. Au début, je me suis endettée, mais j'ai appris de mes erreurs. Tout est une question de choix. »</p>	<p>Transport : pas de voiture. Carte d'autobus à 60 \$</p> <p>Aide parentale : aucune</p> <p>Aide financière : 604 \$ par mois en prêts et bourses</p> <p>Dettes : limite de sa carte de crédit atteinte depuis quelques semaines</p> <p>Travail : donne des ateliers de droit quelques heures par mois. Consacre le reste du temps à son fils et à ses études</p> <p>La faculté de droit de l'Université Laval n'est pas en grève</p> <p>J'ai besoin de 950 \$ par mois pour vivre et j'en reçois 604 \$. J'ai atteint la limite de ma carte de crédit. Je ne sais pas comment je vais finir le mois. »</p> <p>« J'ai besoin de 950 \$ par mois pour vivre et j'en reçois 604 \$. J'ai atteint la limite de ma carte de crédit. Je ne sais pas comment je vais finir le mois. »</p> <p>« La hausse des frais de scolarité risque de me forcer à abandonner mon rêve d'être avocate et d'offrir une belle vie à mon fils. »</p>	<p>Sorties et dépenses personnelles : 50 \$</p> <p>Transport : pas de voiture. Carte d'autobus à 43 \$</p> <p>Aide parentale : ses parents paient son loyer</p> <p>Aide financière : aucune</p> <p>Dettes : aucune</p> <p>Travail : bibliothécaire à Val-d'Or durant l'été. Elle ne travaille pas pendant ses études.</p> <p>En grève depuis le 5 mars</p> <p>Elle milite activement au sein de son association étudiante.</p> <p>« C'est bien beau de se nourrir de sandwiches au beurre d'arachides et de spaghettis. Mais les étudiants aussi ont droit à une qualité de vie. »</p>
---	--	--

TVANOUVELLES.CA / JOURNAL DE MONTRÉAL : Spectacle à L'Astral: Des manifestants en concert - Première publication samedi 17 mars 2012 à 20h19 / Publié le: dimanche 18 mars 2012, 24H13 | Mise à jour: dimanche 18 mars 2012, 24H22



Credit photo : Agence QMI

Par Mélanie Collet | Agence QMI

C'est derrière un piano, une batterie ou encore un saxophone que plusieurs passionnés de musique ont choisi d'exprimer leur désaccord avec les décisions du gouvernement québécois, samedi, à L'Astral.

«Tout le monde n'est pas forcément à l'aise à aller manifester. Et puis une marche c'est assez impersonnel, alors que ce concert nous permet de véhiculer notre message à travers notre art», a expliqué Laurent Castonguay, qui étudie la basse électrique au cégep St-Laurent.

À ses côtés, une quinzaine d'autres musiciens en herbe ont offert une prestation jazz-pop gratuite, samedi en début d'après-midi, sur la scène de L'Astral, à Montréal : leur façon à eux de manifester contre la hausse des frais de scolarité.

«C'est une autre tactique pour se faire entendre. Au moins, personne ne va dire qu'on fait du grabuge», a renchéri Nicolas Lanctôt, également étudiant au cégep St-Laurent.

Un marathon musical

Près de 200 jeunes de la relève musicale montréalaise se sont succédés derrière leurs instruments pendant plus de 24 heures, cette fin de se-

maine. Ce «marathon musical» organisé par le Mouvement de mobilisation des étudiants en musique a débuté, vendredi soir, dans l'église St. John the Evangelist, en faisant salle comble. Il devait s'achever samedi, sur les coups de minuit, à L'Astral, avec la présence attendue des humoristes les Zapartistes.

Pour Maximilien Brisson, l'un des porte-parole de l'association à l'initiative de l'évènement, ces moyens d'expression alternatifs sont primordiaux. «Il faut continuer à manifester de manière traditionnelle, mais également penser à poser des gestes nouveaux, comme celui-ci», a-t-il expliqué.

«Une menace pour la culture»

Selon lui, les étudiants en art subiront fortement les conséquences de la hausse des frais de scolarité. «Nous sommes en première ligne, a-t-il rappelé. Nos programmes seront les premiers à être rayés de la liste notamment parce que nos diplômés paient beaucoup moins que d'autres et que notre taux de placement est très bas.»

L'augmentation des frais à déboursier pour accéder aux études risque de contribuer à l'appauvrissement culturel du Québec, pense également Maximilien Brisson.

Venue assister au concert afin de soutenir les étudiants, Céline Gorbeille applaudit l'initiative. «C'est une forme d'expression associée à une prise de position, a confié la Montréalaise. Cette hausse va exclure du monde et c'est bien dommage, car il faut des gens de toutes les disciplines pour faire des choix éclairés.»

La pression s'accroît

Manifestations à répétition, mobilisation de plus en plus forte, nouvelles formes d'expression : depuis plusieurs semaines les étudiants poursuivent leur marche en avant pour tenter de faire plier le ministère de l'Éducation. Ce dernier maintient cependant sa décision d'augmenter les frais de 325 \$ par année pendant cinq ans.

«Il va devoir faire un compromis, car annuler la session reviendrait encore à plus cher, a conclu avec assurance, Maximilien Brisson. La pression s'accroît. Elle est culturelle, sociale et désormais économique. Même la Ville de Montréal cherche à savoir combien coûtent les grèves pour avoir une aide financière du gouvernement.»

LE SOLEIL: Les jeunes libéraux réaffirment leur appui à la hausse des droits de scolarité - Publié le samedi 17 mars 2012 à 19h17



Imacom, Frédéric Côté

Maripier Isabelle

Lise Millette, La Presse Canadienne, Saint-Jean-sur-Richelieu

Réunie jusqu'à dimanche à Saint-Jean-sur-Richelieu, la commission jeunesse du Parti libéral du Québec a réaffirmé son appui à la hausse des droits de scolarité.

Les quelques 200 délégués n'avaient pas à se prononcer par vote sur cette question, déjà débattue en 2010. La présidente de la commission, Maripier Isabelle, a tout de même indiqué

que l'accès aux études supérieures a alimenté les échanges tout au long de la journée.

Pas question toutefois de revenir sur la décision prise antérieurement. Les jeunes libéraux sont toujours favorables à relever les coûts pour les études post-secondaires afin d'assurer le financement et le maintien du système d'éducation.

La santé au cœur des débats

Bien que l'actualité a tiré les jeunes libéraux vers l'éducation, c'est la santé qui s'est imposée au cœur des débats.



Afin d'assurer que les jeunes générations n'aient pas à assumer le boom du vieillissement, la commission jeunesse demande au gouvernement de mettre sur pied un fonds santé. Cet argent serait réservé pour soutenir la croissance des coûts de santé avant le choc démographique.

En 2056

«Les fonds seraient exclusivement dédiés aux besoins de la population, en 2056, au moment où le choc démographique sera le plus fort. De cette façon, l'effort sera réparti sur plusieurs générations de contribuables, dès 2013-2014», a indiqué Maripier Isabelle.

La commission considère que ce fonds permettrait d'éviter que les contribuables de 2056 n'aient à payer seuls l'impact du vieillissement. Parmi les autres propositions en santé, les jeunes libéraux suggèrent de modifier le modèle de financement des hôpitaux. Ils suggèrent de fonder les budgets sur les besoins et non sur une base historique. Ils estiment que de cette manière, les fonds pourraient être investis avec plus de flexibilité et surtout en tenant compte des situations et besoins évolutifs du réseau de la santé.

«**PIB vert**»

La commission jeunesse suggère aussi d'instaurer un «PIB vert» afin de déterminer en quelle posture se trouvent les ressources naturelles.

«L'idée est de comptabiliser la dégradation des ressources naturelles comme un passif, mais aussi de considérer la multiplication d'aires protégées comme de la richesse, afin de calculer l'héritage à la fois financier et environnemental laissé aux générations futures», indique Mme Isabelle.

JOURNAL DE MONTRÉAL.COM / JOURNAL DE QUÉBEC.COM : Taxer les riches - Publié le: samedi 17 mars 2012, 19H11 | Mise à jour: samedi 17 mars 2012, 19H19

VIDEO: Gabriel Nadeau-Dubois, de la CLASSE, propose des alternatives à la hausse des frais de scolarité.

17 mars 2012

Journal de Québec

Cynthia St-Hilaire

Plutôt que de hausser les frais de scolarité, le gouvernement devrait piger un peu plus dans la poche des mieux nantis, soutiennent des opposants à cette mesure.

Le gouvernement doit hausser de 3 à 10 le nombre de paliers d'imposition, suggère la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

« Actuellement, il y a trois paliers, alors qu'il y en avait 16 dans les années 80, rappelle Gabriel Nadeau Dubois, coporte-parole de la CLASSE.

Ça eu pour effet d'ajouter un poids fiscal sur la classe moyenne et d'alléger celui de ceux qui gagnent le plus. » Avec 10 paliers d'imposition, le gouvernement Charest aurait 1,2 milliard de dollars de plus dans ses coffres chaque année, avance la CLASSE. « Pour 87 % de la population, ça représenterait une baisse d'impôt, détaille M. Nadeau Dubois. Et, pour 13 % des plus fortunés, on parle d'une hausse de 2,3 % . »

La CLASSE suggère aussi au gouvernement de réinstaurer la taxe sur les banques abolie en 2005. Les entreprises seraient ainsi forcées de payer une taxe de 0,6 % sur leurs investissements. « Ça amènerait 800 millions de dollars de plus. C'est trois fois plus que ce que va amener la hausse des frais de scolarité, insiste le coporte-parole de la CLASSE. Les mesures que l'on propose permettent au gouvernement d'aller chercher 2 milliards de dollars. »

24HMONTREAL.CANOE.CA: Jeunes libéraux: L'éducation au cœur des débats - Samedi 17 mars 2012 18h45



© Maxime Deland / Agence QMI
Le premier ministre Jean Charest arrive à l'Assemblée de la Commission-Jeunesse du PLQ, à Saint-Jean-sur-Richelieu. Il est accueilli par Maripier Isabelle, présidente des jeunes libéraux Agence QMI

SAINTE-JEAN-SUR-RICHELIEU - La hausse des droits de scolarité était au premier plan des discussions lors de l'Assemblée de la Commission jeunesse du Parti libéral à Saint-Jean-sur-Richelieu, en Montérégie.

Les militants ont réservé un accueil chaleureux au premier ministre, qui a parlé d'économie, mais surtout d'éducation.

Jean Charest a réitéré que le gouvernement ne bronchera pas, malgré la grève étudiante qui s'étire et les manifestations qui se multiplient.

Le premier ministre a rappelé que cette décision a été discutée pendant des années. «Ça fait des années que nous en parlons. On propose une solution qui est juste, qui demande un effort à tous les Québécois, incluant les étudiants.»

Le premier ministre soutient que les étudiants doivent contribuer à juste part et que le gouvernement a déjà fait de nombreuses concessions. «Le boycottage des cours, les premiers à en subir les conséquences, ce sont les étudiants eux-mêmes», a dit M. Charest.

«On a déjà fait beaucoup pour moduler la décision prise par le gouvernement, par exemple pour venir en aide aux étudiants moins fortunés, a-t-il spécifié. On a prévu augmenter les bourses pour un montant équivalant l'augmentation des frais de scolarité. Pour les étudiants qui reçoivent des bourses, l'augmentation des frais de scolarité, ça ne leur coûte rien.»

John Parisella, un des conférenciers, ne pense pas que la hausse des frais de scolarité aura un impact négatif sur l'accessibilité aux études supérieures.

«Personne ne va nier que les étudiants sont de plus en plus nombreux dans les institutions postsecondaires, a-t-il dit. Donc, la question de l'accessibilité est vraiment remise en cause. Il ne faut pas faire des débats d'une autre période et on doit regarder les vrais faits et ne pas faire un débat sur des positions idéologiques.»

Il a ajouté que chacun doit contribuer pour aider l'économie québécoise.

LESOLEIL.COM: Droits de scolarité: la hausse n'est pas inévitable, selon la CLASSE - Publié le samedi 17 mars 2012 à 17h13



Photo: Robert Skinner, Archives La Presse
Le porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), Gabriel Nadeau-Dubois.

La Presse Canadienne, Montréal
Québec déposera son budget mardi et à quelques heures du dépôt officiel, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) croit qu'il est possible

d'augmenter les revenus de l'État, sans toucher aux étudiants.

Le coporte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, soutient que des alternatives sont possibles et que le gouvernement du Québec se prive actuellement de revenus qui pourraient lui permettre d'enranger jusqu'à quatre fois les sommes que lui fourniraient les hausses des droits de scolarité.

Comme première mesure, la CLASSE recommande de revoir la fiscalité des particuliers, afin de donner un peu plus d'oxygène à la classe moyenne.

Palliers d'imposition

Elle suggère ainsi de faire passer de trois à 10 paliers d'imposition, ce qui devrait générer 1,2 milliards \$ de plus dans les coffres du gouvernement.

Gabriel Nadeau-Dubois espère que le gouvernement saura exiger aussi des entreprises qu'elles contribuent au financement des services publics.

Poursuivre l'action

Réunis au Collège François-Xavier-Garneau samedi, à Québec, les militants étudiants promettaient de poursuivre leurs actions pour tenter de faire fléchir Québec. Selon eux, la hausse des droits de scolarité n'est pas inévitable, mais un choix idéologique.

«Les libéraux veulent imposer unilatéralement des hausses aux étudiants, mais les entreprises, elles aussi doivent faire leur juste part. Pour ce faire, nous aimerions que soit réinstaurée la taxe sur le capital des entreprises», demande le coporte-parole de la CLASSE.

De la pub...

«Le gouvernement doit également resserrer le contrôle sur les universités pour s'assurer qu'elles ne dépensent pas l'argent des contribuables et des étudiants dans des campagnes publicitaires», dénonce-t-il.

D'autres manifestations sont prévues dans les jours à venir pour répéter leur message voulant qu'augmenter les frais de scolarité n'aura pas qu'un impact sur les étudiants, mais aussi sur leurs familles.



Photo Patrick Sanfaçon, La Presse

D'autres manifestations sont prévues dans les jours à venir pour répéter leur message voulant qu'augmenter les frais de scolarité n'aura pas qu'un impact sur les étudiants, mais aussi sur leurs familles.

Valérie Simard, La Presse

(Montréal) Augmenter les revenus de l'État sans hausser les droits de scolarité est possible selon la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. À quelques jours du dépôt du budget Bachand, la CLASSE demande au gouvernement Charest de revoir la fiscalité afin d'épargner les étudiants.

La hausse des frais de scolarité n'a rien d'inévitable, soutient la Coalition qui représente 85 000 élèves et étudiants des cégeps et universités. Selon elle, plusieurs alternatives existent pour financer les universités. Les mesures proposées par la CLASSE aujourd'hui permettraient, selon elle, au gouvernement d'engranger jusqu'à quatre fois les sommes qu'il obtiendrait en augmentant les droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans.

La CLASSE propose d'abord de faire passer de trois à dix le nombre de paliers d'imposition des particuliers, une mesure qui devrait mettre 1,2 milliard \$ de plus par année dans les coffres de l'État. Cette somme pourrait alors être utilisée pour financer non seulement l'éducation, mais aussi la santé et les infrastructures, fait valoir le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois.

«On veut rééquilibrer la situation et donner un répit à la classe moyenne en retournant vers un système fiscal plus équitable, qui s'adapte à la capacité de payer des ménages», affirme Gabriel Nadeau-Dubois. Ainsi, explique-t-il, 87 % des contribuables paieraient moins d'impôts. Les 13% restant verraient quant à eux leurs impôts augmenter de 2,3 %.

La CLASSE rappelle également la nécessité, pour les entreprises, de faire leur juste part dans le financement de l'éducation et réclame le retour de la taxe sur le capital des institutions financières. Selon Gabriel Nadeau-Dubois, cette mesure rapporterait près de 800 millions de dollars au gouvernement.

«Les solutions qu'ont proposé aujourd'hui n'ont rien de révolutionnaire, convient-il. Elles sont documentées. Ce sont des solutions qui sont répétées depuis longtemps par diverses organisations, qui sont proposées régulièrement par divers instituts de recherche. Le gouvernement connaît ces chiffres-là. Il connaît ces mesures-là et ne les applique pas pour des raisons idéologiques.»

Mais, avant de réformer le système fiscal, un ménage doit être fait dans la gestion des universités, insiste la CLASSE. «Il faut revoir l'allocation actuelle des fonds dans les universités, particulièrement la question de la publicité», souligne Gabriel Nadeau-Dubois. Selon des données publiées par *La Presse* le 14 mars dernier, [les universités québécoises ont dépensé environ 80 millions en publicité au cours des cinq dernières années](#). «Les différents campus universitaires font des campagnes de publicité pour se voler entre eux des étudiants, dénonce-t-il. Si on veut vraiment encoura-

ger les jeunes à aller à l'université, on s'arrange pour que ce soit accessible financièrement.»



Photo : Edouard Plante-Frêchette, La Presse

Accompagnés de plusieurs étudiants, les enseignants ont procédé à l'inauguration symbolique de l'îlot Voyageur, un édifice inachevé qu'ils ont ironiquement baptisé «Le chantier d'une génération».

Les profs inaugurent l'îlot Voyageur

La mauvaise gestion des universités a également été dénoncée par le regroupement Profs contre la hausse samedi après-midi à Montréal. Accompagnés de plusieurs étudiants, les enseignants ont procédé à l'inauguration symbolique de l'îlot Voyageur, un édifice inachevé qu'ils ont ironiquement baptisé «Le chantier d'une génération». Un chantier qui a été abandonné en 2007.

Imitant la traditionnelle coupure de ruban, ils ont dénoncé l'argent investi par l'Université du Québec à Montréal dans ce bâtiment qui devait fournir à l'UQAM l'espace nécessaire pour des résidences pour étudiants, des bureaux, un stationnement souterrain et des salles de classe. L'îlot Voyageur abrite notamment la Station centrale d'autobus

«Ce n'est auprès des étudiants qu'il faut aller chercher les sous, déclare Lilian Wolfelsberger, enseignante au cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu. L'errance administrative est sous nos yeux tous les jours. L'argent est là. Le Québec produit de la richesse. Ce n'est pas vrai qu'on est obligé de dire aux étudiants qu'on doit augmenter de 75 % les droits de scolarité pour pouvoir faire tourner nos universités quand on a ça (l'îlot Voyageur) qui nous a coûté 500 millions et qu'il va falloir ajouter 200 millions pour le rénover. C'est un Stade olympique!»

«Nos universités ne sont pas des entreprises, ajoute Fanny Theurillat-Cloutier, enseignante au Cégep Marie-Victorin. Elles devraient être financées par le public. Elles ne devraient pas avoir un financement conditionnel au fait qu'elles aient des projets comme ceux-ci qui s'en vont dans des directions parfois tellement audacieuses qu'on se retrouve avec une université endettée.»

Rappelons que le feuilleton de l'îlot Voyageur a débuté en 2005 lorsque l'UQAM s'est associée à la firme Busac. Les coûts ont explosé au point où Québec a dû verser 200 millions dans une fiducie pour sortir l'UQAM du gouffre financier. En 2010, le gouvernement a allongé 20 millions pour acquérir l'immeuble, et 25,5 millions pour mettre la main sur les droits de gestion de la Station centrale d'autobus. En décembre dernier, Québec annonçait que l'édifice sera vendu.

D'autres manifestations

Les étudiants continuent leurs actions de protestation contre la hausse des droits de scolarité cette fin de semaine. Un marathon musical, organisé par le Mouvement de mobilisation des étudiants en musique (MME), est en cours depuis hier soir à Montréal. L'événement se poursuivra jusqu'à minuit ce soir. Demain après-midi, la CLASSE tiendra des manifestations familiales à Montréal, Québec, Sherbrooke et Alma.

LA PRESSE: 10+1 avec Gabriel Nadeau-Dubois - Publié le samedi 17 mars 2012 à 09h23

Nathalie Collard, La Presse

Chaque semaine, *La Presse* rencontre une personnalité qui s'est posée au premier plan médiatique et lui pose 10 questions en lien avec la couverture dont elle a été l'objet. La 11e question provient du public.

1 À ce jour, quel bilan faites-vous de vos actions?

L'un des mérites de notre greve c'est d'avoir utilisé une pluralité de méthodes (perturbation, rassemblements artistiques, marches silencieuses) pour faire valoir notre point. La deuxième force de notre mouvement, au-delà de savoir si on va perdre ou gagner, c'est d'avoir mis sur la table un débat de société ainsi que les questions de l'accessibilité à l'éducation et du le

role de nos universités. On est en train de semer les graines d'un débat de fond.

2 La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, sera à l'émission *Tout le monde en parle* demain. Y a-t-il eu des tentatives de rapprochement de sa part ou de celle du gouvernement?

La ministre a une attitude de fermeture complète et c'est l'attitude du gouvernement depuis qu'il

est au pouvoir, soit une fermeture aux demandes de la population. C'est le cas dans le dossier du gaz de schiste, de la collusion dans le milieu de la construction et de la taxe santé. Mais c'est aussi un gouvernement qui recule. Il a reculé sur le gaz de schiste et sur la commission d'enquête sur la construction. Il va reculer aussi sur les droits de scolarité comme il l'a fait en 2005, lors de la dernière grève étudiante.



Photo David Boily, La Presse
Gabriel Nadeau-Dubois

3 Vous vous opposez à une hausse des droits de scolarité. Vous ne croyez pas que la bonification du système de bourses serait suffisante?

Actuellement, c'est une infime proportion d'étudiants qui a accès aux bourses. Ensuite, ce qu'on a remarqué ailleurs dans le monde c'est que lorsqu'on augmente les droits de scolarité, on crée une barrière symbolique. C'est la perspective de l'endettement qui décourage les étudiants. C'est ce qui s'est passé en Angleterre. Le régime de bourses était généreux mais on a noté une baisse de la représentation des étudiants issus des familles défavorisées après la hausse des droits de scolarité. La barrière psychologique joue un rôle déterminant.

4 Les différentes associations étudiantes ne parlent pas d'une même voix et ne participent pas aux mêmes événements. Comment expliquer cette dissension?

Il y avait plus de tensions entre les différentes associations en 2005 qu'aujourd'hui. À la fin de la négociation, la CASSÉ (la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie) avait décrié l'entente faite avec le gouvernement. Cette fois, je peux dire qu'il existe une unité minimale sur la question de la hausse des droits de scolarité. Personne n'en veut. Du côté de la CLASSE, on ajoute la perspective de la gratuité scolaire.

5 On ne vous a pas entendu condamner de façon claire les débordements lors des der-

nières manifestations étudiantes? Pourquoi?

À la coalition, notre approche en est une de dissociation. Notre rôle n'est pas de mater ni de dire quelle est la bonne ou la mauvaise manière de lutter. Quand on apprend qu'il y a des initiatives, notre première préoccupation est d'assurer la sécurité des manifestants et de s'assurer que les étudiants n'y soient pas mêlés contre leur gré. J'ajoute que la violence et le vandalisme ne sont pas dans nos pratiques. Mais en tant qu'association étudiante, il ne serait pas légitime de s'ériger en autorité morale. Nous n'avons ni le goût ni le pouvoir de le faire et de toute façon, même si on le faisait, ça ne changerait rien.

6 Une des différences d'avec la dernière grève de 2005 c'est la popularité des réseaux sociaux. Quel est leur impact?

C'est une nouvelle donne. Les réseaux sociaux favorisent les mobilisations spontanées, les gens réseautent sur Facebook comme le soir du 7 mars et organisent une manifestation. L'autre changement, c'est la rapidité du transfert d'information, notamment lors des votes de grève. Quand on est dans une assemblée générale et qu'on apprend à l'instant qu'un cégep vient de voter pour la grève, il y a un effet sur l'assemblée. Enfin ça facilite la communication car il y a une quantité phénoménale d'associations étudiantes au Québec.

7 Le professeur Daniel Turp a déclaré qu'en vertu de plusieurs conventions, les étudiants grévistes pourraient poursuivre le gouvernement devant les tribunaux pour violation de traités. Est-ce une avenue envisageable pour vous?

Cela a déjà été essayé par le passé, en 1996, et ça n'a pas fonctionné. L'effet premier aura été de placer en situation financière précaire l'association qui a poussé le dossier. Cela dit, ce n'est pas quelque chose qu'on exclut, on ne s'est tout simplement pas penchés sur la question. Et puis dans l'histoire, les gouvernement ont plié à la suite de moyens de pression et des perturbations du déroulement normal des choses, pas nécessairement à des moyens juridiques.

8 Jusqu'à quand comptez-vous multiplier les moyens de pression?

On remarque que les votes de reconduction de grève sont encore très forts, il n'y a aucun signe d'essoufflement. Si on peut prolonger la grève après la fameuse date du 22 mars, on a des bonnes chances de faire reculer ce gouvernement. On va franchir le cap des 200 000 personnes en grève, c'est la moitié des étudiants au

Québec et il y a encore des gens qui s'ajoutent. Il va falloir que le gouvernement accepte de reculer car les étudiants ne retourneront pas en classe.

9 Que répondez-vous aux étudiants qui s'opposent à la grève et qui craignent de perdre leur session?

La première chose qu'on leur dit, c'est qu'il faut respecter la décision démocratique qui a été prise. Quand un vote de grève ne passe pas, les gens qui étaient des fervents grévistes vont à leurs cours et acceptent que, collectivement, les étudiants ne voulaient pas aller en grève. Quant à la crainte d'annulation du semestre, c'est impossible. Il y a eu huit grèves illimitées au Québec, c'est la neuvième et ça n'est jamais arrivé, car d'un point de vue financier et logistique, c'est impossible. La menace qui nous est faite n'est pas applicable.

10 Est-ce qu'une carrière politique vous intéresse?

Plus je fréquente le milieu de la politique partisane et plus ça me décourage de m'impliquer un jour. Les partis qui sont susceptibles de prendre le pouvoir sont incapables de nous garantir qu'il s'en vont vers la gratuité scolaire. Le salut ne viendra pas des urnes. L'histoire du Québec nous montre que les grands pas qu'on a faits collectivement ne viennent pas de là mais bien de la mobilisation concrète. Moi je veux qu'on s'en aille vers la gratuité scolaire et la justice sociale et le meilleur moyen pour y arriver, c'est de militer au sein des mouvements sociaux et de mobiliser les gens à descendre dans la rue. C'est ma perspective, bien plus que la politique partisane.

**10+1 Question de Julie Allard, étudiante à la maîtrise en psychoéducation
Seriez-vous prêt à négocier avec la ministre Beauchamp pour un compromis?**

Lorsqu'il y aura négociation, ce sont nos assemblées générales qui se positionneront sur la proposition du gouvernement. Je n'ai aucun pouvoir décisionnel et je suis très fier de ne pas en avoir. Nous avons un comité de négociation pour faire le lien. Cela dit, on est prêts à s'associer avec le gouvernement pour discuter de la façon dont on doit financer nos universités de manière acceptable et comment elles peuvent redevenir ce qu'elles devraient être, c'est-à-dire des lieux de transmission des connaissances plutôt que des catalyseurs de croissance économique.

CYBERPRESSE: La hausse des droits de scolarité nuira à la santé - Publié le samedi 17 mars 2012 à 05h00 | Mis à jour le samedi 17 mars 2012 à 07h06



Photo: Edouard Plante-Frêchette, La Presse

La présidente de la Fédération interprofessionnelle du Québec (FIQ), Régine Laurent, qui a réitéré l'appui de ses membres hier aux étudiants et cégepiens qui contestent cette hausse.

Pascale Breton, La Presse

Déjà sollicité de toutes parts et accusant une pénurie de personnel, particulièrement en ce qui concerne les infirmières, le réseau de la santé risque de souffrir d'une hausse des droits de scolarité.

C'est la crainte de la présidente de la Fédération interprofessionnelle du Québec (FIQ), Régine Laurent, qui a réitéré l'appui de ses membres hier aux étudiants et cégepiens qui contestent cette hausse.

Si on augmente les frais de scolarité, on va décourager des gens d'aller dans ce domaine et on a besoin de la relève », affirme Mme Laurent.

Or, le niveau d'éducation est un facteur important à prendre en compte pour évaluer la santé générale des gens, a-t-elle rappelé. « On sait qu'une population mieux éduquée, c'est une population en santé. »

La présidente de la FIQ a participé hier midi à un rassemblement organisé devant les bureaux du premier ministre Jean Charest, à Montréal.

Vêtus symboliquement d'un sarrau blanc, quelques dizaines d'étudiants du domaine de la santé se sont réunis à l'invitation de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) pour rappeler au gouvernement que les étudiants d'au-

aujourd'hui sont les travailleurs de la santé de demain qui prendront soin d'une population vieillissante.

La hausse de 325\$ par année pendant cinq ans "coupe les jambes" des étudiants, estime Félicité Lafrance, une étudiante de deux années en sciences infirmières.

Ça va juste faire en sorte que les soins vont sans cesse se détériorer, qu'il y a de moins en moins d'infirmières qui vont pouvoir se payer les études adéquates.»

Plusieurs actions étudiantes étaient d'ailleurs au programme encore hier pour marquer la contestation de la hausse des droits de scolarité. À l'invitation de l'Association du secteur des sciences de l'UQAM, des étudiants se sont ainsi réunis pour un cortège «funèbre» marquant «le décès de l'accessibilité aux études».

L'Union des artistes demande un moratoire

Par ailleurs, l'Union des artistes s'est officiellement prononcée publiquement hier dans le débat, demandant au gouvernement de décréter un moratoire sur la hausse des droits de scolarité, le temps de réfléchir davantage.

Il faut amener le gouvernement à s'asseoir avec les étudiants et regarder les solutions qui pourraient être mises de l'avant. Ce n'est pas agréable ce qui se passe en ce moment», souligne le président de l'Union des artistes, Raymond Legault.

Contrairement à certains artistes qui ont publiquement appuyé la cause étudiante, l'Union des artistes ne demande pas au gouvernement de renoncer totalement à une hausse des droits de scolarité, mais de la réévaluer.

Notre position est plus large. L'éducation est un projet de société en général. Je pense que les étudiants sont une partie de la solution», a indiqué M Legault.

RADIO-CANADA / SUJET: Droits de scolarité au Québec: Enjeux et analyse - Mise à jour le samedi 17 mars 2012 à 21 h 05 HAE

Accessibilité et fréquentation

La question de l'accessibilité des études postsecondaires constitue le cœur du débat sur la hausse des droits de scolarité.

Dans un rapport paru en septembre 2011, le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE), rattaché au Conseil supérieur de l'éducation du Québec, estimait que la hausse des droits envisagée par le gouvernement du Québec pourrait entraîner une baisse de l'effectif universitaire québécois de l'ordre de 2,5 %, soit d'environ 7000 étudiants.

De son côté, l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) estime plutôt cette baisse à 30 000 étudiants, en se basant sur une comparaison effectuée avec l'ensemble des provinces canadiennes.



« Si on examine ce qui s'est passé avec la hausse majeure des droits de scolarité au début des années 1990 au Québec, le taux d'accès à l'université a chuté pendant les six années qui ont suivi, avant de revenir progressivement au taux initial. Il faut toutefois se rappeler qu'il y a eu un gel des droits de scolarité par la suite, qui a permis un rétablissement du taux d'accès. Rien ne garantit que le taux d'accès actuel sera maintenu avec l'indexation des droits de scolarité que Québec compte effectuer », affirme Simon Tremblay-Pepin, doctorant et chercheur socio-économique à l'IRIS.

« Par ailleurs, si on prend l'exemple britannique, où le gouvernement a décrété une hausse importante en 2005, on a vu une chute marquée de la fréquentation par la suite, malgré l'existence d'un bon régime d'aide financière », ajoute-t-il.

De son côté, Youri Chassin, économiste à l'Institut économique de Montréal, trouve réaliste la baisse de 7000 étudiants estimée par la CCAFE advenant la hausse des droits de scolarité, mais soutient que cette donnée ne tient pas compte de la bonification prévue de l'aide financière aux études que Québec mettra en place en même temps que la hausse des droits de scolarité (les bénéficiaires de bourses devant être pleinement indemnisés pour la hausse des droits de scolarité de 325 \$ par année). Selon lui, en somme, il ne devrait pas y avoir de baisse marquée de l'effectif étudiant.

« Pour plusieurs étudiants qui reçoivent des bourses, il n'y aura aucun coût supplémentaire.

Par ailleurs, les droits de scolarité représentent seulement une petite partie du coût des études. Un étudiant doit se loger et se nourrir. Il faut aussi tenir compte du coût associé au fait de ne pas travailler pour étudier à la place. Donc, ce n'est pas la hausse prévue des droits de scolarité qui va faire une grande différence, parce qu'elle n'est qu'une petite fraction des coûts totaux », avance-t-il.

Par ailleurs, Youri Chassin soutient que la différence entre les revenus d'un étudiant bachelier au cours de sa vie active et ceux d'un étudiant ayant un diplôme d'études secondaires, estimée par le ministère de l'Éducation du Québec à environ 750 000 \$, compense grandement la dette moyenne de 14 000 \$ d'un étudiant à la fin de son baccalauréat.

Un accès à l'université à deux vitesses?

De son côté, Simon Tremblay-Pepin rappelle que l'endettement des étudiants universitaires augmente et soutient que la hausse des droits de scolarité contribuera à accroître cet endettement. « Par exemple, la dette d'études de 30 000 \$ d'un jeune issu d'une famille à bas revenus peut représenter ce que ses parents gagnent ensemble en une année. Il se crée un phénomène de crainte de la dette. L'étudiant se demande s'il ou elle pourra la rembourser, entretenant ainsi une peur d'aller à l'université », soutient-il.

M. Tremblay-Pepin rappelle que c'est souvent le statut socio-économique et le niveau de scolarité des parents qui détermineront si un jeune entamera des études universitaires. Il craint qu'une hausse des droits de scolarité ne bloque ainsi l'accès aux moins nantis.

« L'Ontario a décidé d'instaurer [entre 1995 et 2002] des droits de scolarité différenciés en fonction des programmes universitaires, par exemple en haussant davantage les frais pour suivre un programme de médecine, qui mène à des carrières mieux rémunérées. On n'a pas noté de baisse de la fréquentation, ces programmes étant fortement contingents et ayant une demande très élevée. On voit toutefois un changement du type de "clientèle" dans ces programmes. Ce sont désormais des personnes plus aisées qui s'y inscrivent, parce qu'ils coûtent plus cher », dit-il.

« Oui, mais les médecins qui entrent sur le marché du travail vont gagner beaucoup plus que d'autres diplômés, compensant ainsi la disparité dans le coût des études, réplique Youri Chassin. Faire payer les mêmes frais de scolarité à tous constitue un système régressif, qui entraîne des coûts plus élevés pour ceux qui auront des revenus moindres. Il faudrait moduler la hausse en fonction des programmes et des universités. »

« En effet, le système de droits de scolarité actuel est une mesure régressive. C'est pourquoi

il faut l'éliminer, rétorque Simon Tremblay-Pepin, qui prône ainsi la gratuité scolaire. Les partisans d'une hausse différenciée en fonction des programmes veulent un système d'utilisateur payeur. Mais ce n'est pas le rôle d'un système d'éducation public. »

Financement des universités et participation de l'État



La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) estimait dans un rapport paru fin 2010 que les universités de la province souffraient d'un sous-financement de l'ordre de 620 millions de dollars annuellement.

Youri Chassin trouve dans ce constat une raison supplémentaire justifiant la hausse des droits de scolarité.

« Les institutions québécoises sont moins financées qu'ailleurs au Canada sur le plan de l'enseignement. On a de la difficulté à recruter et à garder les professeurs, il manque de fonds pour des projets de recherche et les infrastructures universitaires se dégradent », dit-il.

Ces manques auront un impact négatif sur la qualité des diplômes, selon lui.

« Même avec des droits de scolarité fixes, on constate que les étudiants magasinent leur programme et leur université selon la réputation. Ce serait logique qu'on paie plus cher pour les programmes les plus demandés. »

Cette mesure ferait en sorte de maintenir et même d'accroître la qualité de la formation dans ces programmes.

Youri Chassin estime qu'une hausse des droits de scolarité pourrait en définitive engendrer une hausse de la fréquentation, en raison de l'attrait plus grand qu'auront les programmes et les universités jouissant d'une bonne réputation.

Simon Tremblay-Pepin affirme quant à lui que les universités disposent de toutes les ressources financières dont elles ont besoin. Le problème viendrait plutôt de la répartition des ressources, selon lui.

« Nous sommes la province qui finance le plus la recherche universitaire. Transférons-en donc un peu vers l'enseignement. Les universités peuvent aussi couper dans l'administration et dans les salaires des dirigeants. Les recteurs ont la solution entre leurs mains », dit-il.

Et si la solution passait par la gratuité?

Selon Simon Tremblay-Pepin, le système d'imposition actuel au Québec représente la meilleure façon, et la plus juste, de financer les universités. « Ça ne coûterait pas un sou à l'État de ne pas hausser les droits de scolarité. Et éliminer les frais de scolarité coûterait entre 300 et 350 millions de dollars annuellement. Éliminer tous les frais universitaires coûterait 750 millions. Le gouvernement prend des décisions de cette ampleur-là à chaque budget dans plusieurs secteurs de dépenses », soutient-il. Pour Youri Chassin, il est inconcevable d'envisager une hausse des impôts pour financer les universités. Ce serait un désastre, prédit-il, rappelant que les Québécois sont déjà surimposés.

Par ailleurs, selon lui, puisque la hausse des droits de scolarité est annoncée, il y a un facteur de prévisibilité permettant aux étudiants de prévoir en conséquence. « Ce n'est pas un système parfait, mais c'est la façon la plus juste de procéder », dit-il.

La position des étudiants

La CLASSE

Revendication

La CLASSE demande au gouvernement de revenir sur sa décision de hausser les droits de scolarité. La CLASSE lutte dans une perspective de gratuité scolaire, et bien que la contestation actuelle ne vise pas à l'exiger, la coalition espère relancer le débat de société sur le sujet.

Argumentaire (présenté par Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE)

La hausse des droits de scolarité réduit l'accessibilité aux études : lorsque les frais augmentent, la fréquentation baisse;

Hausser les droits de scolarité change la provenance des étudiants. Par exemple, dans les programmes contingentés, on voit une baisse de la proportion des étudiants provenant de classes défavorisées et une hausse de ceux provenant de classes aisées;

La hausse des droits affecte les conditions de vie des étudiants, en aggravant leur endettement et en haussant le nombre de leurs heures de travail;

Bien plus que sous-financées, les universités sont mal financées. Les ressources financières sont mal allouées, comme l'ont démontré certains scandales financiers et immobiliers dans nos universités. En outre, des sommes sont détournées dans des activités de recherches pour les besoins d'entreprises privées.

L'argumentaire complet se trouve sur le [site web de la CLASSE](#).

La FECQ et la FEUQ

Revendication

La FECQ et la FEUQ ont lancé une campagne conjointe nommée « 1625 \$ de hausse, ça ne passe pas ». Les deux fédérations demandent au gouvernement le gel des droits de scolarité (un gel équivalent aux droits perçus à l'hiver 2012). Argumentaire (présenté par la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins)

Dans les faits, les droits de scolarité ont déjà augmenté en période de gel avec la hausse des frais institutionnels obligatoires;

Une hausse des droits de scolarité compromet l'accessibilité aux études universitaires;

Les étudiants ont en moyenne 14 000 \$ de dette lorsqu'ils terminent leurs études universitaires. Une nouvelle hausse accroîtra leur endettement et celui des familles de classe moyenne;

Le gouvernement doit poursuivre ses investissements dans le programme de prêts et bourses et s'assurer que les transferts fédéraux à cet effet se retrouvent dans les poches des étudiants;

Les dirigeants des universités doivent resserrer leur gestion;

Suite à la hausse des droits de scolarité, jamais les étudiants n'auront payé aussi cher leurs études. Le gouvernement doit reculer puisqu'il s'agit d'une question d'équité intergénérationnelle.

L'argumentaire de la FECQ et la FEUQ se trouve sur le site [1625 \\$ de hausse, ça ne passe pas](#).

À lire aussi

Notre [portrait du mouvement étudiant](#)

Position des partis de l'opposition sur les droits de scolarité

Le gouvernement libéral a annoncé la hausse des droits de scolarité universitaires dans le cadre de son budget de 2011. Les mesures annoncées sont détaillées dans [notre dossier](#). Voici ce qu'en disent, de leur côté, les partis de l'opposition à l'Assemblée nationale.

Parti québécois

Aussitôt au pouvoir, le Parti québécois abolirait la hausse de 1625 \$ des droits de scolarité annoncée par les libéraux et décréterait un nouveau gel.

L'opposition péquiste juge déraisonnable le rattrapage de 325 \$ par année sur cinq ans que veut imposer le gouvernement Charest aux étudiants à compter de l'automne 2012.

Coalition avenir Québec

Pour une augmentation des droits de scolarité. Il règne un certain flou sur le montant de l'augmentation que prône la CAQ.

Québec solidaire

S'oppose à la hausse des droits de scolarité et propose plutôt un financement collectif de l'éducation supérieure, sur le modèle des pays scandinaves.

Quelques propositions pour financer l'éducation :

Une taxe de 1,2 % sur le capital

L'ajout d'un palier supplémentaire d'imposition

Diminution des subventions aux entreprises

Des données sur l'aide financière au Québec (source : Conseil supérieur de l'éducation)

En 2008, près de 40 % des étudiants québécois recevaient une aide financière provenant du Programme de prêts et bourses :

- Un peu plus du quart de ces étudiants avaient des bourses;

- 13 % de ces étudiants recevaient des prêts seulement.

Pour déterminer le montant d'aide, le Programme de prêts et bourses tient compte de différents facteurs :

les dépenses admises, soit les frais de subsistance et les droits de scolarité moins les revenus de l'étudiant et la contribution parentale.

Le résultat, s'il est positif et que l'écart est élevé, ouvre la porte à une bourse et un prêt.

S'il est positif, mais bas, l'étudiant aura droit à un prêt seulement.

L'importance de la contribution parentale

Dans tous les cas de figure, la contribution parentale est une donnée déterminante du calcul. C'est du reste une des raisons qui expliquent les mariages blancs que font les étudiants entre eux pour obtenir un maximum d'aide en éliminant la contribution parentale.

Et les mariages pourraient se multiplier. Parce que la diminution de la contribution parentale annoncée dans le budget du Québec aura surtout un impact positif pour les ménages à faible revenu.

Les boursiers protégés

Ce sont d'ailleurs les boursiers qui profiteront des hausses, puisqu'elles n'auront aucun impact négatif sur leur aide. Au contraire. Avec un plafond de prêt à 2400 \$ et étant donné que les droits de scolarité font partie des dépenses admises, les hausses des droits se traduiront par des bourses mieux garnies.

C'est d'ailleurs cette mesure de protection des boursiers qui accapare près des trois quarts des sommes consacrées à l'aide financière aux études dans le budget Bachand.

L'allocation spéciale

L'autre mesure qui aidera les étudiants à éponger les dommages collatéraux des hausses, c'est l'allocation spéciale, destinée aux détenteurs de prêts seulement. Cette allocation permet aux étudiants de disposer de liquidités pour éponger les hausses.

De 100 \$ en 2007, elle passera à 325 \$ pour les cinq prochaines années.

LE DEVOIR: Lutte contre la hausse des droits de scolarité - Les écoles secondaires sont aussi touchées - Samedi 17 mars 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Les étudiants en grève rivalisent d'imagination pour signifier leur opposition à la hausse des droits de scolarité. Vêtus de noir et de rouge, quelques centaines d'entre eux ont participé hier dans le Quartier des spectacles, à Montréal, à une «marche funèbre» pour souligner «le décès tragique de Monsieur Accès aux études et de Madame Éducation supérieure».

Lisa-Marie Gervais

Le mouvement de grève étudiante a des échos jusque dans les écoles secondaires. Alors que mercredi dernier, l'école Sophie-Barat manifestait aux côtés des grévistes, les élèves de l'école publique Paul-Gérin-Lajoie d'Outremont (PGLO) ont voté à près de 98 % en faveur d'une grève d'un jour pour être de la partie, lors de la grande manifestation du 22 mars prochain.

«Au niveau secondaire, les jeunes sont souvent négligés et sous-estimés par la population. Notre objectif, c'était de donner une voix à ces élèves-là. On voulait faire savoir au gouvernement que c'est notre génération qui va souffrir de la hausse», a expliqué Alexandre Petitclerc, un élève de cinquième secondaire à l'école PGLO.

Il a même fondé l'Association indépendante des élèves du secondaire (AIDES), qui comprend pour l'instant six établissements, dont Sophie-Barat, Pierre-Laporte et Jeanne-Mance. «Les élèves peuvent faire la différence», a souligné Nicolas Lacroix, son camarade de lutte qui s'implique aussi dans le mouvement pour défendre l'accès à l'université. «C'est un bien commun et c'est universel.»

La commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, dont fait partie l'école PGLO, n'entend pas entraver, encore moins interdire, ce genre d'initiatives. «C'est à chaque école de gérer le processus. Il faut comprendre qu'il n'y a pas le même degré de militantisme partout», explique Jean-Michel Nahas, responsable des communications à la CSMB. Il précise que le personnel de PGLO devra se présenter comme à l'habitude, même si on s'attend à ce que les élèves ne soient pas en classe.

À la commission scolaire des Grandes-Seigneuries, les enseignants et les élèves sont libres d'exprimer leur opinion et de porter le carré rouge, sans pouvoir toutefois manquer leurs cours. Même mot d'ordre au collège Notre-Dame de Montréal, qui ne permet pas, par contre, le port de ce

symbole, car il contrevient au code vestimentaire. La Commission scolaire de Montréal fera connaître lundi sa position sur la question.

Grèves interdites

Pour des raisons de «neutralité à l'égard de ce débat d'idées», l'École d'éducation internationale de la commission scolaire des Patriotes a informé les parents qu'aucune manifestation de sympathie au mouvement n'était permise. «Aucun élève n'est autorisé à se rendre à Montréal pour manifester et aucune activité à l'interne ne sera organisée pour promouvoir le mouvement de grève», écrit la directrice, Marie-Claude Tardif.

Les instigateurs de l'AIDES déplorent que leurs compagnes du pensionnat Saint-Nom-de-Marie, bien qu'elles aient intégré le mouvement, se soient vu défendre de tenir des kiosques d'information dans leur école. Un élève de l'école André-Laurendeau aurait également été suspendu une journée pour avoir distribué des carrés rouges, symboles de la lutte contre la hausse. «On dénonce ce geste. Peu importe l'âge, chaque individu devrait avoir droit à sa liberté d'opinion», note Alexandre Petitclerc. Les élèves des écoles Sophie-Barat et Saint-Louis tiendront mardi un vote de grève.

Vos réactions

- François G – Inscrit, 17 mars 2012 08 h 11 98%! Des élèves du secondaire se paient une journée pédagogique à 98%! Quelle surprise!
- Maxime Renaud – Inscrit, 17 mars 2012 12 h 42 Ce qui est triste c'est des catégorisations comme celle-ci. Lorsqu'un jeune ne s'engage pas, on le dit désinvesti de la société civile et du politique et lorsqu'il le fait on lui trouve une défaite pour l'invalider ou pour miner sa crédibilité.
- John B – Inscrit, 17 mars 2012 15 h 07 @Maxime Tu sembles oublier que les jeunes de secondaire 1-2 ont quoi...12...13 ans? Ils n'ont jamais travaillé, n'ont aucune notion de valeur de l'argent de façon général, n'ont pas assez de maturité non plus pour comprendre le sens du débat. Moi, vous, et 99% de la population nous n'avions pas la maturité nécessaire à cet âge pour comprendre les débats de sociétés. Nous n'avions pas plus, en majorité, connaissance de la vraie valeur de l'éducation; quand nous étions au secondaire et qu'on avait un remplaçant, il n'y avait personne qui disait "aahh zut on va perdre de la matière et prendre du retard, perdre des connaissances! Je veux apprendre!", *TLM* était plutôt "YOUPI! Congé!!" Les jeunes de secondaire 5...à la limite secondaire 4 pourraient avoir une idée, mais ils ne sont pas 90% de leur école. Sauf si tu crois que les enfants des garderies et ceux des CPE devraient faire la grève car ils seront touchés par la hausse et qu'ils sont aussi l'avenir du Québec Ce n'est pas pour rien qu'avant 18 ans tu n'as pas le droit de vote
- Vincent Proulx – Inscrit, 17 mars 2012 16 h 50 @John B Chaque une de ses affirmations relève du préjugé et d'une généralisation, appuyée par des statistiques qui viennent sûrement de ton opinion personnelle, faute de quoi j'aimerais bien en voir les sources ? Dans tout les cas, c'est irrecevable.
- Maxime Renaud – Inscrit, 17 mars 2012 18 h 01 @John B C'est votre point de vue. Allez dire cela aux 15 000 jeunes majoritairement issus des écoles secondaires qui ont participé à la marche 2/3 en 2011. C'est une cause comme l'accès à l'éducation en est une autre. De mon point de vue, vous sous-estimez les jeunes. Répéter sans cesse à quelqu'un qu'il n'est pas bon, il finira par le croire. Pourquoi en-

- courager les jeunes à s'impliquer dans la société civile ne contribuerait pas à ce qu'ils construisent peu à peu un sens et une réflexion critique ?
- Eleve Secondaire 3 – Inscrit, 18 mars 2012 09 h 17 J'étais à Pglo lors de l'assemblée générale. Bien que toute l'école était convié (soit 700 élèves) seulement 200 s'y sont présentés (et majoritairement des 4,5 e 3e secondaire.) Sur Tout les jeunes présent , une bonne dizaine de tout ages sont venu affirmer leur opinion, que se soit des jeune pour ou contre. Et la plupart d'entre eux avaient des opinions et des points qui tenaient la route. Pour récapituler, ces jeunes qui ont voté pour la greve étaient des jeunes bien informés et souvent dans les cycles plus élevés. certains peut-etre ont voté la greve pour se payer une journée pedago, mais ceux ci sont souvent en minorité. Ne généralisons pas l'intention des jeunes, celle ci pourraient vous surprendre.
- Mathieu Bouchard – Abonné, 18 mars 2012 13 h 33 À l'élève anonyme : 200 sur 700 ça fait 28 % et c'est remarquable si vous comparez aux genres de pourcentages de participation aux assemblées universitaires. Naturellement, il y a plusieurs différences, dont que les étudiants universitaires ont plus souvent des jobs de soir qui entrent en conflit avec ces assemblées, par exemple. Mais 28 % c'est génial, quand même. Essayez juste de comparer avec les pourcentages de participation des parents aux élections de commissions scolaires ! (ceux-ci sont épiquement bas) C'est normal que ce soit surtout des élèves de secondaire 3-4-5 qu'on y voit. J'avais d'ailleurs remarqué que l'atmosphère d'une classe de sec.4 était énormément plus calme que celle d'une classe de sec.3 ; c'était en grosse partie à cause de la loi sur l'âge légal de l'abandon scolaire, mais sans doute aussi à cause d'un certain tournant dans la maturité des élèves.
- Sanzalure – Inscrit, 17 mars 2012 08 h 25 Bravo les jeunes... Belle manifestation de solidarité ! Pour ce qui est des directions d'école qui ne comprennent toujours pas ce qui est en train de se passer dans le monde entier, vous donnez le mauvais exemple à nos enfants qui ont plus que vous le sens des responsabilités.
- Serge Grenier Michele – Inscrit, 17 mars 2012 08 h 58 Les jeunes une ressource naturelle Les jeunes représentent une ressource naturelle qui une fois le produit fini redonnent 50% en redevances et plus.

On veut que ces derniers paient leur juste part?

Renaud Blais – Inscrit, 17 mars 2012 09 h 50 @ Marie-Claude Tardif

Madame la directrice de l'ordre et de l'orthodoxie, qu'en est-il dans votre école de l'éducation à la citoyenneté ?

Est-ce que l'éducation à la citoyenneté est toujours au programme de votre institution conformément au programme du ministère de l'éducation ?

Est-ce que l'actualité, qui voit défilée dans les rues un très grand nombre d'étudiants, ne serait pas un très bon moyen de faire de l'éducation à la citoyenneté ?

Non pas en enferment vos élèves mais en leur présentant les 2 côtés de la médaille (non confessionnelle) ?

Renaud Blais B.Éd., Québec Christine Arsenault – Inscrit, 17 mars 2012 10 h 09

Pour adultes seulement ? Porter un carré rouge ou manifester relève de la liberté d'expression. Est-ce un droit réservé aux adultes ? Prendre position dans un débat fait partie de l'apprentissage citoyen !

André Michaud – Inscrit, 17 mars 2012 10 h 21

Aider les démunis SEULEMENT On doit s'assurer que les démunis ont droit à des bourses et des prêts pour assurer l'accès aux études. On est tous pour aider les plus démunis. Les revendications doivent être pour les démunis.

Mais lâchez nous avec votre demande de "parasitisme total" avec l'éducation gratuite pour TOUS ..Les augmentations représentent 6\$ par semaine!! Une bière ou deux de moins par semaine...ce n'est pas trop demander comme effort.

Au Québec on se cache souvent derrière les pauvres pour revendiquer du fric pour des non démunis qui peuvent se prendre en main comme des adultes responsables, mais veulent vider les poches des contribuables de la classe moyenne...!!

satcharlie@gmail.com – Abonné, 17 mars 2012 11 h 27

Votre comparaison m'indique que vous ne faites que calculer la hausse de la première année et non la hausse cumulative.

À terme, ce n'est pas 6,25 mais 30,25 que devront payer les étudiants. Avec les frais afférents, une année coutera près de 4500\$.

Ce ne sont que 75% des étudiants qui ne sont pas éligibles aux bourses, ce qui signifie que pour les autres, ce sont les parents qui assumeront cette hausse, ou alors les étudiants devront s'endetter bien plus que ne l'on fait les autres générations ou encore augmenter le nombre d'heures de «travail alimentaire».

- Le recours au bière est un sophisme. Dites plutôt que simplement POUR COUVRIR la hausse, c'est 4 semaines de travail à temps plein l'été, idéalement à 12\$ de l'heure que devra travailler notre jeune.
- Le gouvernement a déjà réformé le système de prêts et bourses en le rendant moins généreux qu'il ne l'était et nous étions déjà dans un dégel. Les générations précédentes ont donc bénéficié de frais beaucoup plus bas et de conditions financières plus favorables. Cette hausse est donc plutôt une façon de redéfinir le rôle de l'université et de l'instrumentaliser en utilisant le contexte fumeux de la «juste part», plutôt qu'en ouvrant un débat transparent et accessible sur la question.
- Francis Cote-Fortin – Inscrit, 17 mars 2012 11 h 40
 Votre réflexion est autant illogique que contradictoire. Ne réalisez-vous pas que la hausse des frais contribue à l'affaissement de la classe moyenne ? Pensez-y deux minutes. Si on bonifie l'aide financière aux études, les moins nantis pourront y avoir davantage accès. Ce n'est pas le cas de la classe moyenne. Eux devront absorber la totalité de la hausse, car ils ne pourront pas avoir accès à l'AFE.
 Avant de dénoncer l'injustice faite à la classe moyenne dans ce dossier, faites bien vos devoirs.
 - Sébastien Neault – Inscrit, 17 mars 2012 12 h 11
 M. Michaud, la hausse atteindra 1625 \$ d'ici 5 ans soit 31.25\$ par semaine (une caisse de 24 bières).
 Cela correspond au tiers de l'argent qu'un étudiant peu gagnant au salaire minimum en travaillant 40h/sem pour les douze semaines que durent l'été (un revenu de 4800\$).
 En plus de cela, un étudiant doit acquitter d'autres frais (livre, titres de transport, épicerie, loyer, etc).
 Cordialement
 Sébastien Neault
 - Maxime Renaud – Inscrit, 17 mars 2012 12 h 33
 Mon cher monsieur, je suis de tout coeur avec vous. Votre logique est implacable. Voyons ! Une bière ou deux de moins par semaine et hop l'université devient un rêve accessible pour tout étudiant qui se respecte !
 Votre réflexion m'emballa à tel point que je vous propose de l'appliquer à vous-même. Ainsi, la prochaine fois que vous ou vos enfants aurez à vous rendre à l'hôpital, débarassez vous de votre (insérez ici toute forme de "superflu") écran plasma, réduisez vos vacances cet été ou alors prenez une deuxième hypothèque sur votre maison plutôt que de vous faire payer les coûts par la RAMQ. Pas question que la société ne paye pour l'accessibilité aux soins ou à l'éducatons des individus. Chacun doit faire sa juste part pour accéder à ces privilèges.
 /end_irony
 Sur un autre ton maintenant, peut-être pourrions-nous envisager de réfléchir la société dans une perspective de droits communs ? C'est ce que propose le mouvement étudiant.
 - M. Enseignant – Abonné, 17 mars 2012 13 h 04
 J'espère ne pas vous voir critiquer la prochaine hausse d'Hydro-Québec, de la nourriture ou encore des frais de la SAAQ vous couperez aussi dans votre bière. Vous êtes un des premiers à trouver normales une hausse. Ha oui, c'est vrai vous avez déjà fini vos études. Si c'est la votre définition de la solidarité et de la justice vous me faites pitié et l'école québécoise a manqué un pan de votre éducation.
 - Laurent Richer-Beaulieu – Inscrit, 17 mars 2012 13 h 07
 Les réponses à ce commentaire sont toutes basées sur une fausse valeur : l'égalité. L'égalité n'est pas une mesure progressive pour une société plus juste, elle est plutôt la pire des mesures régressive envers les moins nantis.
 - Prenons l'exemple de la taxe santé de 200\$ imposé par le même gouvernement qui hausse les frais de scolarité. C'est une mesure égalitaire : tout le monde paye le même montant, également, peut importe leur condition financière personnelle. C'est donc une mesure régressive. Les riches ont plus de facilité à payer 200\$ que les pauvres non ? C'est logique !
 Ensuite, utilisons l'exemple des garderies à 7\$. Quelle mesure extraordinaire pour une société plus juste, direz-vous ? C'est totalement l'inverse : qui a le plus de facilité à payer la même somme, les plus riches ou les plus pauvres ? Encore une fois, l'égalité est une mesure régressive !
 C'est le même constat avec les frais de scolarité. Tout le monde paye le même montant. C'est une mesure égalitaire ! Ce qui est vraiment juste, c'est une mesure ÉQUITABLE, tout comme les palliers d'imposition ou les autres mesures gouvernementales qui permettent de payer un service selon notre revenu.
 La solution serait de doubler voire de tripler les frais de scolarité, et compenser avec un programme de prêts et bourses, tout comme ce que propose le gouvernement en ce moment mais à plus petite échelle, de façon graduelle. Malheureusement, les associations étudiantes et leur propagande de masse ont réussi à ramener le débat à une simple image du problème et à des conjonctures simplistes. Allons au fond des choses et cessons de nous attarder à l'image que projette ceux à qui une solution n'avantage pas. Les leaders d'associations étudiantes, ce sont des gens qui ne travaillent pas et qui ne sont pas payés pour leur leadership. Ce sont des gens qui ont les moyens de ne pas travailler et d'étudier quand même. Posons-nous les vraies questions, à qui une
 - Darwin666 – Inscrit, 17 mars 2012 13 h 21
 Moi, je m'inquiète pour ceux qui ne boivent pas. Comment feront-ils pour économiser pour pouvoir payer la hausse ?
 Je suis surpris que l'industrie brassicole n'ait pas encore réagi pour se plaindre des baisses de vente qu'entraînera la hausse des droits de scolarité ! Peut-être recevra-t-elle une subvention de compensation !
 - Mathieu Bouchard – Abonné, 18 mars 2012 01 h 06
 C'est incroyable à quel point les gens en faveur de la hausse parlent souvent de la hausse de la 1ère année comme si c'était la seule. C'est comme s'ils n'étaient pas du tout au courant des montants impliqués.
 Pour moi, quelqu'un qui confond une hausse de 15 % et une hausse de 75 %, c'est difficile à croire que c'est vrai. Ça a pas l'air d'un accident.
 - plan sud – Inscrit, 17 mars 2012 13 h 09
 Neutre
 Pour des raisons de «neutralité à l'égard de ce débat d'idées», l'École d'éducation internationale...
- Belle façon de permettre à l'élite de se développer. La poussière on la pousse sous le lit...
 Quand on veut être neutre, on laisse les autres s'exprimer, indépendamment de leurs positions.
 Très triste en fait cette façon de faire...
- Mathieu Bouchard – Abonné, 18 mars 2012 01 h 19
 Note qu'il y a aussi un règlement contre les partis politiques à l'UQAM... j'imagine que c'est avec le même souci de neutralité. Après ça, on se plaindra que les jeunes sont dépolitisés ?
 Nous comprenons les motivations profondes... c'est pour éviter que nos jeunes soient recrutés par la menace communiste... ;)
 - celljack – Inscrit, 17 mars 2012 17 h 33
 Confusion et définition
 Avoir droit à l'éducation, c'est quoi exactement ?
 Il faut commencer par distinguer éducation et enseignement...
 Si c'est avoir accès à l'information, avoir le droit de se procurer des livres avec son argent, avoir le droit d'échanger des connaissances avec les autres, avoir le droit de fouiller, lire, examiner, apprendre... oui l'éducation est un droit.
 Si l'éducation, c'est d'avoir la possibilité de faire reconnaître notre compétence en passant un examen et en obtenant un diplôme, oui c'est un droit.
 Si par ailleurs l'éducation c'est avoir accès aux services d'un professeur, avoir accès à des salles de classe dans des immeubles bien entretenus et des laboratoires, avoir accès à de l'équipement technologique, tout cela avec notre argent collectif, alors là ce devrait être une décision collective !
 C'est aussi une décision collective de déterminer quel montant on fait payer les utilisateurs, dans quelles circonstances et sous quelles conditions.
 Si vous aviez le choix de diriger vous-même vos taxes dans une université, quelles seraient les choses que vous trouveriez prioritaires à payer ?
 Y a-t-il des programmes d'études que vous aimeriez prioriser ? L'argent de nos taxes devrait servir à financer des choses utiles à la collectivité et non pour assouvir les désirs d'un étudiant individuellement. Peut-être que la philosophie d'utilisateur-payeur pourrait être appliquée différemment selon la priorités démocratiques de la population ?
 À partir de quel salaire familial voudriez-vous accorder des prêts et bourses aux étudiants ? Y aurait-il des exceptions ?
 L'argent de nos taxes collectives devrait être dépensé selon la volonté collective, et non seulement selon l'opinion de Jean Riant et sa bande de collabos.
 - bourgeoisgentilhomme – Inscrit, 18 mars 2012 07 h 44
 Dans la vie, tous reconnaissent que nous avons des droits mais nous avons aussi des devoirs. Dans le cas qui nous préoccupe, les étudiants ont aussi le devoir de payer une petite partie de leurs études soit 17%.
 - celljack – Inscrit, 18 mars 2012 12 h 29
 C'est à la collectivité que revient de déterminer démocratiquement quels sont les devoirs et quels sont les droits.
 Votre opinion personnel est un vote qui a une valeur égale à celui des autres citoyens.
 Il est convenant de garder une certaine modestie au sujet de ses propres opinions poli-

tiques avant d'avoir obtenu l'appui de milliers de personnes.

- Hortie Beaudoin – Inscrite, 17 mars 2012 21 h 05

Cessons de sous-estimer les jeunes
Bonjour.

Je suis une élève de secondaire quatre, l'une de celle que l'on pourrait considérer comme peu concernée par l'actuel mouvement de grève. Mais je peux vous dire que je trouve déplorable les discours de certaines personnes qui ne cessent de sous-estimer les capacités des élèves du secondaire. Il y a bien une raison pour laquelle certain jeune de mon âge ne s'intéresse pas ou alors très peu à la politique et à l'actualité. Personne n'ose s'asseoir avec eux pour en parler. Parce que à treize ans nous sommes encore et toujours

considéré comme des enfants innaptes à prendre position et à s'exprimer. Ça me blesse et je suis convaincue que je ne suis pas la seule que ça heurte.

Donc quand je vois des jeunes dans une école qui s'affirment ou qui, tout du moins, porte un intérêt à un mouvement qui, selon moi les concerne directement, je trouve ça rassurant. Rassurant parce que même si une partie de ce 98% ne souhaitait qu'une journée de congé supplémentaire, une autre partie a pris position selon ce qu'elle avait entendu et vu. Pour une fois nous avons cessé d'infantiliser les jeunes du secondaire et nous leur avons donné l'occasion de penser et de s'exprimer.

Je dis donc bravo à ces jeunes. Mais je dis également bravo à tous les adultes qui re-

connaissent les capacités des jeunes et qui leur donne la possibilité de les exploiter. Ça manque atrocement dans notre société. Merci.

- bourgeoisgentilhomme – Inscrit, 18 mars 2012 07 h 42

Et pourquoi pas

les jeunes à la maternelle. 30% de chialeux demeureront toujours 30% de chialeux.

plan sud – Inscrit, 18 mars 2012 09 h 39
A la lumière de vos propos on ne peut que contester que le droit de vote doit être limité. Mais il semble que nous n'avons pas les mêmes critères. Pour moi le problème n'est pas seulement qu'une question d'âge... Perso je préfère les chialeux aux suiveux.

LE SOLEIL: 1^{ère} page / Grève étudiante: le dilemme des futurs médecins - Publié le samedi 17 mars 2012 à 05h00



Le Soleil, Patrice Laroché

Virginie Audet-Croteau

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Il y a trois semaines, en pensant à la somme qu'elle devra rembourser à la fin de ses études de médecine à l'Université Laval, Virginie Audet-Croteau a songé à tout arrêter.

Pour apaiser ses angoisses, elle est allée voir un conseiller financier. Le bilan, après trois ans de bac en psychologie* et une première année en médecine bien entamée, ne l'a pas rassurée.

Jusqu'à maintenant, Virginie a accumulé environ 17 000\$ en prêts (et 6500\$ en bourses). Avec sa marge de crédit étudiante, sa dette grimpe à 22 000\$.

Mais il lui reste encore au moins quatre ans avant de terminer son doctorat. Si tout va bien, a estimé son conseiller financier, elle devra rembourser un minimum de 60 000\$ au gouvernement et à la banque quand elle prêtera le serment d'Hippocrate.

Et ça, c'est si elle continue de rester chez sa mère et de travailler à temps partiel, ce qui n'est pas forcément souhaitable quand on a 25 ans et qu'on étudie dans un programme qui frise le surmenage intellectuel.

Mais si Virginie décide de vivre en appartement et d'écarter le boulot pour se concentrer sur ses études, la facture monte à 75 000\$.

«Penser avoir une dette de 75 000\$, ça m'a fait paniquer, raconte Virginie. Je me suis demandé si je ne devrais pas tout lâcher pour me trouver une job au plus vite. Qu'est-ce qui arrive si je tombe malade et que je ne suis pas capable de finir mes études en médecine? Qu'est-ce que je fais avec ma dette?»

Comme tous les étudiants en médecine de l'Université Laval, Virginie devra se prononcer sur une grève générale, lundi. Pour elle qui vient d'une famille de classe moyenne «moyenne» et qui paie ses études universitaires depuis le début, la hausse des droits de scolarité de 1625\$ en cinq ans annoncée dans le dernier budget du gouvernement génère automatiquement deux mots: non merci.

Alors lundi, peu importe si elle risque de devoir rattraper des cours, Virginie votera pour la grève. Difficile, par contre, de prévoir ce que décideront la majorité des futurs médecins de l'Université Laval. S'opposeront-ils à la grève comme les étudiants en médecine de McGill et de Sherbrooke ou imiteront-ils ceux de l'Université de Montréal, qui déclencheront une grève le 20 mars?

Droits de scolarité en médecine selon les provinces

QUÉBEC	ONTARIO	MANITOBA	ALBERTA	NOUVELLE-ÉCOSSE
Université Laval : 3612\$ Université de Sherbrooke : 3541\$ Université de Montréal : 3794\$ Université McGill : 3559\$	Université d'Ottawa : 38 631\$ Queen's University : 39 624\$ Université de Toronto : 38 978\$ Université McMaster : 21 674\$ Université Western Ontario : 18 765\$ Northern Ontario School of Medicine : 17 800\$	University of Manitoba : 7373\$	University of Alberta : 11 754\$ University of Calgary : 14 651\$	Dalhousie University : 15 200\$
		SASKATCHEWAN University of Saskatchewan : 13 619\$	COLOMBIE-BRITANNIQUE University of British Columbia : 15 766\$	TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR Memorial University of Newfoundland : 6250\$

*Moyennes des droits de scolarité dans ces facultés de médecine et les droits de scolarité varient selon le nombre de crédits pris au cours d'une année d'études. SOURCE: ASSOCIATION FÉDÉRALE DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE DU CANADA, NOVEMBRE 2011

Leur décision, ils en sont conscients, revêtira un fort caractère symbolique, notamment parce que les futurs médecins représentent une certaine élite. Mais, au-delà de cette question, c'est l'accessibilité aux études médicales qui est en jeu, plaide le camp du Oui.

Comme ils n'ont pas le choix de s'inscrire à plus de crédits par session que leurs camarades des autres disciplines, les étudiants en médecine à temps plein paient leur année universitaire plus cher - et ils sont donc plus touchés par l'augmentation des droits de scolarité, estime la Fédération médicale étudiante du Québec (FMEQ), qui représente tous les étudiants en médecine du Québec.

Selon la Fédération, la hausse risque aussi de laisser moins de place dans les facultés de médecine aux étudiants issus de milieux plus modestes. Une mauvaise nouvelle pour la profession et le système de santé, estime le président de la FMEQ, Éric Peters.

«C'est important que les étudiants en médecine viennent de toutes les classes de la société, dit-il. [...] C'est prouvé que les étudiants provenant de milieux plus modestes ont beaucoup plus de chances de retourner pratiquer dans leur milieu.»

Dans les universités canadiennes, les étudiants en médecine issus de familles aisées sont surreprésentés. Selon un sondage mené en 2007 par la Fédération des étudiants en médecine du Canada (FEMC), près de la moitié (47%) des étudiants en médecine viennent de familles où les parents gagnent plus de 100 000\$ par année, contre 19,4% dans la population canadienne en général.

À l'inverse, seulement 12,7% des étudiants en médecine viennent de familles ayant un revenu inférieur à 40 000\$, contre 36,7% dans la population canadienne.

Avec les droits de scolarité les plus bas au Canada (voir le tableau), les facultés de médecine québécoises accueillent plus d'étudiants de milieux modestes que celles des autres provinces canadiennes, selon une étude comparative d'un collectif de chercheurs de l'Université de Toronto et de l'Université de l'Alberta publiée en 2010.

L'étude démontre aussi que les étudiants en médecine au Québec anticipent une dette moins élevée (30 000\$ contre 90 000\$ au Canada anglais) à la fin de leurs études et sont moins stressés par leurs finances.

Tous ces arguments n'empêcheront pas Nicholas Quigley, lui aussi étudiant en médecine de première année à l'Université Laval, de voter contre la grève, lundi.

Nicholas a 19 ans, il vient d'une famille «aisée» et ses parents paient ses droits de scolarité. Mais n'allez pas insinuer qu'il est en faveur de la hausse des droits de scolarité parce que c'est «un fils à papa» qui a «tout cuit dans le bec». «Ça n'a rien à voir», dit-il.

Selon lui, le gouvernement ne devrait pas céder aux pressions des partisans de la grève, mais bonifier davantage les prêts et les bourses pour maintenir l'accessibilité aux études. De cette manière, les étudiants moins fortunés pourraient continuer à entrer en médecine, mais ils ne pénaliseraient pas les autres.

«Si on veut assurer la pérennité des services qu'on s'est donnés et surtout la qualité, en ce qui a trait à l'enseignement universitaire», explique-t-il, c'est maintenant au tour de ceux «qui en tirent les premiers bénéfices» de payer plus.

Pas le choix

Pour Nicholas, la pression du vieillissement de la population sur les finances publiques ne laisse plus le choix à l'État québécois d'augmenter les droits de scolarité. Les étudiants responsables ne doivent pas succomber au «pas dans ma cour».

Virginie Audet-Croteau, elle, souhaiterait non seulement le gel des droits de scolarité, mais la gratuité scolaire. «C'est une valeur pour moi que

l'accessibilité des soins de santé soit égale pour tout le monde, comme l'accessibilité aux études.»

Cela ne l'empêche pas de reconnaître qu'en médecine, la grande majorité des étudiants se trouvent un emploi et gagnent un très bon salaire après leurs études et que, même avec au moins 60 000\$ de dette, elle arrivera à rembourser cette somme sans devenir Tanguy.

Virginie se sent d'ailleurs «privé» d'étudier dans ce domaine. Mais si, par exemple, elle avait décidé de faire un doctorat en philosophie, un diplôme qui ouvre la porte à des perspectives salariales moins élevées, sa rencontre avec le conseiller financier l'aurait peut-être convaincue d'abandonner.

C'est donc aussi par solidarité - et non «par pitié», souligne-t-elle - qu'elle compte voter pour la grève, lundi. «L'important, c'est ce qu'on veut comme société, dit Virginie. Ce n'est pas une décision personnelle. Il faut voir plus loin que soi-même.»

Nicholas Quigley est tout à fait d'accord avec cette affirmation. Mais, pour des raisons contraires à celles de Virginie, il votera contre la grève, lundi. Reste à savoir de quel côté la majorité de leurs camarades vont pencher.

* À l'Université Laval, 45% des personnes admises en médecine sont des étudiants universitaires qui ont en moyenne 25 ans et ont étudié dans une vingtaine de domaines.

JOURNALDEMONTRÉAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM / 24HMONTREAL.CANOE.CA : Hausse des frais de scolarité: Sondage: la population demeure tiède - Publié le: vendredi 16 mars 2012, 17H51 | Mise à jour: vendredi 16 mars 2012, 18H27 / Publié le: dimanche 18 mars 2012, 4H00 | Mise à jour: dimanche 18 mars 2012, 4H10 / Dimanche 18 mars 2012, 07h13



Photo Jocelyn MALLETTE / Agence QMI

Selon un sondage Léger Marketing mené pour le compte de TVA Nouvelles, le mouvement étudiant a même perdu quelques plumes au cours des 14 derniers jours.

Hugo BOURGOIN / Agence QMI

MONTREAL - Les étudiants qui protestent contre la hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement Charest ont multiplié les manifestations et les coups d'éclat au cours des dernières semaines, mais ne semblent pas obtenir un appui massif de la population.

Selon un sondage Léger Marketing mené pour le compte de TVA Nouvelles, le mouvement étudiant a même perdu quelques plumes au cours des 14 derniers jours. En date du 15 mars, 50 % des Québécois appuyaient le gouvernement dans ce conflit alors que 42 % de la population était en accord avec les revendications des étudiants. Depuis le 1er mars, le gouvernement a gagné un point d'appui alors que les étudiants ont reculé de deux points.

«La population est sympathique aux étudiants, mais dans ce débat-là, elle est un peu sceptique. C'est aux étudiants d'expliquer leur point de vue», explique Jean-Marc Léger, de Léger Marketing.

Personne ne veut payer

La situation est toutefois pire pour les étudiants lorsqu'on demande aux Québécois s'ils seraient prêts à payer plus d'impôts pour éviter l'augmentation des frais de scolarité.

Seulement 22 % de la population accepterait qu'une partie de la facture lui soit refilée alors que 76 % des gens se disent contre une contribution supplémentaire de leur poche. Il s'agit d'un transfert de 3 % d'une réponse à l'autre depuis deux semaines.

«On est dans un cul-de-sac! On ne veut pas nécessairement une augmentation des frais de scolarité, mais on n'est pas prêt à payer pour. C'est pour ça que ce débat-là peut durer un peu plus longtemps qu'on le pense. Personne n'a encore vraiment gagné la bataille de l'opinion publique», ajoute M. Léger.

Des élections printanières?

Même si le conflit entre le gouvernement et les étudiants perdure, la possibilité d'élections générales au printemps ne peut toujours pas être écartée.

Une baisse massive des appuis à la Coalition avenir Québec (CAQ) et une réception généralement positive au Plan Nord pourraient tenter le premier ministre, Jean Charest, malgré un taux d'insatisfaction élevé et une popularité à environ 20 % chez les francophones.

Considérant que le Parti libéral du Québec (PLQ) pourrait tenir son conseil général du 5 au 6 mai prochain, le gouvernement pourrait déclencher des élections dans les jours suivants, menant à un scrutin le 11 ou le 18 juin.

Même s'il ne considère pas le mouvement étudiant comme un obstacle à la réélection du gouvernement Charest, le sondeur Jean-Marc Léger précise toutefois qu'il ne faut pas prendre ce conflit à la légère.

«Les étudiants ne sont pas nécessairement des électeurs qui sont très impliqués en politique. Mais la conséquence auprès des mouvements syndicaux ou autres qui peuvent se greffer à cette grève-là... Les deux tiers des Québécois sont insatisfaits du gouvernement depuis deux ans. Toute cette insatisfaction doit sortir quelque part et si le mouvement étudiant en devient le catalyseur, ça peut être dangereux pour le gouvernement», explique-t-il.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Mouvement étudiant : l'UQAM planifie l'après-grève - Mise à jour le vendredi 16 mars 2012 à 16 h 42 HAE

Manon Richard | Radio-Canada

L'Université du Québec à Montréal (UQAM) cherche des moyens de sauver la session d'hiver de ses 40 000 étudiants touchés par le mouvement de grève.

À l'UQAM, seuls les étudiants de l'École de gestion ne font pas partie du mouvement d'opposition à la hausse des droits de scolarité. Et encore, même eux sortiront dans la rue le 22 mars prochain.

Normalement, cette session d'hiver se terminerait le 27 avril, mais le conseil d'administration de l'université devrait changer cela mardi prochain. Lors sa réunion, il prévoit modifier le calendrier en fonction d'un

retour aux études le 26 mars, et de suspendre les dispositions fixées en début de session sur les échéances de travaux et d'examen.

C'est la commission des études de l'université qui prendra ensuite les rênes et décidera des modalités de fin de cette session qui pourrait se prolonger jusqu'à la fin mai. L'UQAM envisage plusieurs solutions de rattrapage allant d'une prolongation des heures de cours jusqu'aux sessions de rattrapage le week-end.

Évidemment, les solutions varieront selon que les étudiants ont raté 30 heures de cours - c'est le cas de ceux qui manifestent depuis la mi-février - ou moins. Les solutions devront aussi avoir l'aval des enseignants.



Des étudiants bloquent les accès au pavillon Athanase-David de l'UQAM. L'UQAM ne remboursera pas les cours et ne prévoit pas de goulot d'étranglement lors de la session d'automne, s'il devait y avoir davantage d'étudiants en raison d'une annulation hivernale.

Les commentaires (90)

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 22 h 47 HAE

L'idée du conformisme est un délire encore plus terrible que la dictature.

Le conformiste est celui qui s'inscrit au parti fasciste pour l'unique raison que Mussolini dirige son pays.

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 22 h 38 HAE

De toute façon, c'est impossible qu'une société se plie aux urnes dans son intégralité. Ça se nomme l'opposition.

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 22 h 34 HAE

Denise, la démocratie n'est de se plier aux choix des urnes, au contraire

La démocratie est les débats publics, le fait de pouvoir chialer et faire plier les gens.

Si il fallait se plier aux urnes, on serait très peu évolué dans les dossiers sociétaire et, même, le Québec serait une dictature.

Envoyé par [Denise Robidoux](#) de quebec, 16 mars 2012 à 22 h 21 HAE

Samy Drissi de montreal, 16 mars 2012 à 22 h 07 HAE

Et si ce n'est pas ce parti qui gagne? Ont fait quoi?

Belle philosophie Denise.

On se plie à la volonté du peuple

C'est ça la démocratie ,Samy

Envoyé par [Francois Tremblay](#) de Trois-Rivieres, 16 mars 2012 à 22 h 17 HAE

Si les étudiants peuvent faire "une greve", peut-être qu'un lock-out aussi pourrait être envisager.

Envoyé par [Proteine Josiane](#) de Québec, 16 mars 2012 à 22 h 27 HAE en réponse à [Francois Tremblay de Trois-Rivieres](#)

Si vous voulez vraiment détruire la paix sociale, votre solution est tout à fait justifiée!

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 22 h 07 HAE

Que les étudiants grévistes attendent la prochaine élection et votent pour le parti qui pourra le mieux favoriser leur désir ,c'est la seule et unique solution pour eux

Et si ce n'est pas ce parti qui gagne? Ont fait quoi?

Belle philosophie Denise.

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 16 mars 2012 à 22 h 19 HAE en réponse à [Samy Drissi de montreal](#)

Un autre boycott. Vous avez l'air d'aimer ça de toute façon...

Envoyé par [Proteine Josiane](#) de Québec, 16 mars 2012 à 22 h 37 HAE en réponse à [Samy Drissi de montreal](#)

Vous vous inquiétez pour rien.....

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 22 h 41 HAE en réponse à [Samy Drissi de montreal](#)

Pas de boycott; le café est bon!

Envoyé par [Jeannot Charette Jeannot](#) de Québec, 16 mars 2012 à 21 h 26 HAE

« Évidemment, si la situation se poursuit jusqu'en juin, ce sera trop tard », conclut la vice-rectrice au soutien académique et à la vie étudiante, Diane Demers.

Dans d'autres établissements

De son côté, l'Université de Montréal a indiqué qu'il était beaucoup trop tôt pour arrêter un plan de sauvetage de la session des étudiants en grève.

À l'Université Concordia, dont les étudiants de premier cycle ont [voté en faveur de la grève](#), la majorité des salles de cours sont remplies. « Certains cours dans certains programmes ont été annulés, mais les professeurs trouvent des moyens de contournement. Dans la grande majorité des cas, les cours se déroulent normalement et les professeurs ont été avisés d'être flexibles et indulgents », précise la porte-parole de l'université, Christine Mota.

En complément

Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)

@ Gilles Lepage de Gatineau

Puisque vous parliez de manifestation infiltrées de casseurs vêtus de noir, j'ai faire partager ce vidéo : "Jean Charest bénéficiaire des désordres actuels" (Allez à 2:27)

<http://www.youtube.com/watch?v=9wICvJFhsPo>

Envoyé par [Denis Bouchard](#) de Québec, 16 mars 2012 à 21 h 03 HAE

«L'Université du Québec à Montréal (UQAM) cherche des moyens de sauver la session d'hiver de ses 40 000 étudiants touchés par le mouvement de grève.»

C'est honteux! Ces jeunes doivent assumer le coût de leurs sorties en plein air. Ils se disent sérieux dans leurs revendications au point de perdre leur session. Et de l'autre côté un CA qui s'évertue à leur donner un congé gratis! Ce sera quoi après? On les encourage ainsi à continuer, car il n'y a pas de sanction, pas de conséquence. Comment les responsabiliser alors? Un peu de sérieux svp! C'est comme si un employeur payait les jours de grève à ses employés lors d'un retour au travail. Il y a une petite lumière à allumer ici...

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 16 mars 2012 à 21 h 33 HAE en réponse à [Denis Bouchard de Québec](#)

Ben non voyons, ça serait mauvais pour leur estime de soi si on les punissait... (ironie)

Envoyé par [Jean-François Mongrain](#) de Montréal, 16 mars 2012 à 22 h 40 HAE en réponse à [Denis Bouchard de Québec](#)

Je croyais qu'ils se punissaient eux-mêmes, selon vos dires, madame Longfield. Manque de cohérence?

Envoyé par [Proteine Josiane](#) de Québec, 16 mars 2012 à 20 h 56 HAE

"Il peut faire une loi spéciale pour couper le salaire des profs et du personnel de soutien"

Les profs et le personnel de soutien ne sont pas responsables de la grève étudiantes alors pourquoi on leur couperait leur salaire? Ce commentaire témoigne d'un mépris envers les travailleurs de l'Éducation qui dépasse l'entendement!

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 16 mars 2012 à 21 h 32 HAE en réponse à [Proteine Josiane de Québec](#)

D'accord, j'ai oublié de préciser: ceux qui appuient les étudiants...

Envoyé par [Jean-François Mongrain](#) de Montréal, 16 mars 2012 à 23 h 25 HAE en réponse à [Proteine Josiane de Québec](#)

Et pourquoi ne pas couper le salaire des parents qui appuient les étudiants aussi? Bonne idée! (ironie)

Envoyé par [L. Nicole Morin](#) de Princeville, 16 mars 2012 à 20 h 54 HAE

« Bref, je suis obligée de travailler temps plein pour payer mes études, je croule sous les dettes, je ne suis pas riche, je suis censée faire partie de ceux que cette association était censée vouloir aider mais je vais tout perdre... Quelle triste façon de terminer la semaine! Je sais que je

parlé au "je" mais "je" ne serai pas la seule victime dans cette histoire! »

Malheureusement tu n'es pas le seul crois-moi. Les associations comme les syndicat sont de l'aide 101 pour les nuls.

Envoyé par [Michel Laframboise](#) de Gatineau, 16 mars 2012 à 19 h 49 HAE

Tot ou tard faudra payé la note et logiquement c'est vous (les étudiants) qui la ramasseront ans dans le futur.

Payé maintenant ou payé plus tard. Vous les futur payeurs de taxes instruits payeront et vous maudirai la génération précédente pour cela, ce que vous le faite si bien et votre conscience n'en sera que soulager.

Le monde est-il bien fait pour les bébés gatés de teflon non ?

Envoyé par [Emilien Marcoux](#) de Plessisville, 16 mars 2012 à 19 h 37 HAE

Ce n'est pas fini, les étudiants continuent leur combat légitime: voici ce que j'apprends: Vendredi, 56 % des 1849 étudiants du Cégep de Sherbrooke réunis en assemblée générale se sont prononcés pour la reconduction de la grève.

Et dire que certaines personnes disent que ce n'est pas la majorité des étudiants qui vont dans la rue pour refuser le décret de madame La Ministre.. ca me fait rire.

Emilien Marcoux, Plessisville

Envoyé par [Denise Robidoux](#) de quebec, 16 mars 2012 à 19 h 23 HAE

Que les étudiants grévistes attendent la prochaine élection et votent pour le parti qui pourra le mieux favoriser leur désir ,c'est la seule et unique solution pour eux

Entretemps qu'ils retournent aux études pour sauver leur session et leur proche avenir ,c'est tout le bonheur que je leur souhaite

Envoyé par [Denise Robidoux](#) de quebec, 16 mars 2012 à 19 h 09 HAE

il est grand temps que les associations des étudiants en grève prennent également des décisions pour sauver leur session. Le gouvernement ne bougera pas.

Pas besoin d'un dessin pour l'expliquer

Envoyé par [Gérard Briand](#) de Montréal, 16 mars 2012 à 19 h 07 HAE

le rapport de force de cette grève étudiante semble tourner nettement à l'avantage des étudiants, spécialement quand le gouvernement de

Jean Charest va découvrir les coûts astronomiques de prolongement du calendrier collégial et universitaire en surtemps pour les administrateurs, en surtemps pour le personnel enseignant et d'appui surtout si ça devait se rendre au delà du mois de juin et surtout pour les pertes des

employeurs de ces étudiants qui peuvent faire tourner l'économie régionale et touristique estivale. Je m'arrêterai ici car si la grève devait se prolonger jusqu'en fin d'avril ou même mai, ce gouvernement libéral devra voter une loi spéciale pour exiger des étudiants le retour en classe (sic).. que dire alors de ces classes absolument inadéquates pour recevoir tous ces étudiants (nou-

veaux du secondaire et "grévistes" du collégial) qui arriveront au niveau collégial dès la fin d'août...

Envoyé par [Jean-François Belley](#) de Montréal, 16 mars 2012 à 18 h 28 HAE

Cette nouvelle n'est que pur chantage pour ramener les étudiants en classe.

Envoyé par [Emilien Marcoux](#) de Plessisville

16 mars 2012 à 18 h 24 HAE

J'ose croire que les étudiants ne baisseront pas les bras de cette façon: ils ont une cause noble. A la limite, c'est le droit à l'éducation. J'ose croire que les étudiants continueront à manifester contre la hausse des droits de scolarité tant que notre chère Ministre de l'Éducation n'aura pas accepté de les rencontrer, de chercher d'autres solutions que celle de piger dans leurs poches: enlevez les boni aux recteurs qui quittent, faites payer les membres de leur famille, arrêtez cette publicité qui coute \$80 millions, arrêtez de vous faire compétition en créant des campus un peu partout... sans oublier les dépenses de luxe que se permet cette bourgeoisie. Il faut repenser le système universitaire et sur ce point, vous, les étudiants, vous en faites la démonstration. Quant à nous, on se chargera de vous libérer des libéraux et des bourgeois qui ont mangé la laine sur le dos des étudiants en les ridiculisant... Normal quand on n'a pas appris à écouter les plus petits...que soi, mais révoltant quand même!!

Ne lâchez pas, les étudiants, je suis avec vous!

Emilien Marcoux, Plessisville

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 18 h 19 HAE

Avam, l'union soviétique n'existe plus.

Si vous voulez y vivre, allez-y.

Ici, on a déjà des bourses, certes questionables et pas nous tous.

Avam, vous faites parti de ceux qui extrapolent toujours pour nous vendre les merveilles de votre block soviétique; c'est redondant.

Envoyé par [Martin Hamel](#) de st-bruno, 16 mars 2012 à 18 h 14 HAE

Je ne vois pas comment on peut prétendre que ce diplôme est de même valeur que celui d'une autre session qui n'avait pas de greve.

Si tu manque 3 semaines de cours, tu reprends ou tu recommence la session.

Envoyé par [Avam Nevseravno](#) de Montreal, 16 mars 2012 à 18 h 13 HAE

éducation ne doit pas être l'affaire au but lucratifs!

Envoyé par [Robert Truesdell](#) de Farnham, 16 mars 2012 à 18 h 09 HAE

Peut être que si les étudiants n'avaient pas de cell ou black berry etc ils auraient l'argent pour payer la hausse annuelle

Envoyé par [Jean-François Belley](#) de Montréal, 16 mars 2012 à 18 h 27 HAE en réponse à [Robert Truesdell de Farnham](#)

Ce n'est pas fini, ce n'est qu'un début...Bienvenue au 21ème siècle!

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 16 mars 2012 à 18 h 28 HAE en réponse à [Robert Truesdell de Farnham](#)

Un cell à la carte est très utile et peu coûteux - ça peut faire le travail pendant trois ans. Mais les nouveaux jouets à la mode coûtent cher en effet. Avez-vous vu le prix du nouveau iPad?

Envoyé par [Avam Nevseravno](#) de Montreal, 16 mars 2012 à 18 h 08 HAE

en Union Sovietique les étudiant (touts) étaient payés(une salaire mensuelle) par le gouvernement.

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 16 mars 2012 à 18 h 17 HAE en réponse à [Avam Nevseravno de Montreal](#)

Mais l'URSS a fait banqueroute, regardez comment ils ont des problèmes maintenant...

Envoyé par [Jean-François Belley](#) de Montréal, 16 mars 2012 à 18 h 26 HAE en réponse à [Avam Nevseravno de Montreal](#)

C'est aussi pertinent que les commentaires opposés qui parlent de l'état des choses "dans leur temps". On devrait demander à tous les Beatles originaux de venir appuyer la manifestation (sarcasme)! Back in the USSR?

Envoyé par [Julian Stahl](#) de Halifax, 16 mars 2012 à 18 h 33 HAE en réponse à [Avam Nevseravno de Montreal](#)

Peut-être bien mais ils ne pouvaient pas vraiment choisir ce qu'ils voulaient, c'était : 'tu es bon en physique, on a besoin de scientifiques, c'est là que tu vas, tu veux être écrivain, too bad!' et de plus l'université n'étaient pas accessibles à tous, pour pouvoir profiter d'une éducation gratuite, il fallait que les gens aient de très hautes notes dans des domaines en demande. Pas si rose n'est-ce pas?

Envoyé par [Després Nicolas](#) de Québec, 16 mars 2012 à 18 h 06 HAE

Radio-Canada devrait revoir ses informations. L'AéESG a voté une journée de grève le 22 mars. Cela veut dire que l'ensemble des étudiants de la faculté seront en grève le 22 mars pour la manifestation. Par contre, il est faux de dire que les étudiants de la faculté de gestion ne participe pas au mouvement. D'abord, il faudrait que Radio-Canada s'intéresse à ce qui se déroule dans le module. Les étudiants au doctorat sont en grève générale illimitée, même chose pour les étudiants du module d'urbanisme. Les étudiants d'économie au premier cycle sont en grève du 19 au 23 mars. Les étudiants de deuxième et troisième cycle ont une rencontre mardi midi. Les étudiants d'hôtellerie ont une assemblée de grève le 29 mars. Il est faux de dire que les étudiants de la faculté de gestion sont en grève seulement le 22 mars. Le 22 mars l'ensemble des étudiants de l'UQAM seront en grève. Mais les modules votent indépendamment de l'association facultaire.

Envoyé par [Jean-François Belley](#) de Montréal, 16 mars 2012 à 18 h 15 HAE en réponse à [Després Nicolas de Québec](#)

C'est plaisant de voir du pragmatisme quelques fois! Une bonne mise au point...

J'en profite pour signaler l'ironie de la chose: les seuls qui se sont pas encore officiellement en grève sont touchés par une critique majeure des grévistes: la gestion des universités!

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 18 h 05 HAE

tout est lié mon chère

Oui, mais pas dans ce dossier.

rière restez sur la Nouvelle syrienne; je vais aller vous rejoindre plus tard.

Envoyé par [Avam Nevseravno](#) de Montreal, 16 mars 2012 à 18 h 03 HAE

manque de l'argent pour éducation!?

je sais où ils sont. - dans les poches des détenteurs de système bancaire

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 16 mars 2012 à 18 h 17 HAE en réponse à [Avam Nevseravno de Montreal](#)

Si vous détestez tellement les banquiers, voici mes suggestions pour les écoeruer d'aplomb: retirez tout votre argent de la banque au fur et à mesure (si vous travaillez et avez un dépôt direct obligatoire). Coupez vos cartes de crédit (si vous en avez). Ouvrez-vous un coffret de sécurité à la banque (frais minimes) ou achetez-vous un coffret ignifuge et mettez-le sous votre lit, et mettez-y tout votre argent comptant, en prévision du jour où vous achèterez votre maison en la payant comptant, même chose pour votre prochaine auto.

Comme ça, vous démontrerez réellement votre aversion pour les banques...

Envoyé par [Yvon Boileau](#) de ile perrot, 16 mars 2012 à 17 h 54 HAE

je comprends très bien que c'est une étape difficile pour les étudiants qui ne veulent pas perdre la session, cependant il n'est pas trop tard pour faire valoir votre droit de retourner en classe, et de plus vous connaissez très bien les réseaux sociaux, alors servez-vous en pour vous regrouper, afin de sauver votre session, si c'est votre désir. La grève pour certains c'est le "gros party" mais pour d'autres c'est la "catastrophe", ce depuis toujours.

Envoyé par [Nicholas Ninousky](#) de Montréal, 16 mars 2012 à 17 h 50 HAE

L'UQAM cherche des moyens de sauver la session d'hiver de ses 40 000 étudiants touchés par le mouvement de grève ???

Ça va pas la tête? Les étudiants ont voté la grève? Qu'ils assument les conséquences maintenant! Si non, quel message on passe? Faites la grève et il n'y aura aucune conséquence?

Ces étudiants ne méritent qu'une chose: recommencer une session, ce qui retardera d'autant leur entrée sur le marché du travail.

Envoyé par [Stéphanie Mathieu](#) de Saint-Georges-de-Beauce, 16 mars 2012 à 17 h 55 HAE en réponse à [Nicholas Ninousky de Montréal](#)

Savez-vous ce qui arrive si la session n'est pas sauvée?

Une cohorte qui ne sort pas fait en sorte qu'une cohorte ne peut pas rentrer, donc bouchon au cégep. Des cours devront être repris. Deux fois plus d'étudiants par cours. Les cours devront être donnés d'une fois. Donc, profs payés en double. Gros problèmes techniques au niveau des locaux et de l'aménagement des horaires.

Dans mon programme (UL), la direction a interdit d'annuler la session. Au pire elle se terminera le 29 avril, même si nous sommes en grève depuis le 13 février.

Envoyé par [Després Nicolas](#) de Québec, 16 mars 2012 à 18 h 17 HAE en réponse à [Nicholas Ninousky de Montréal](#)

Vous n'avez pas l'air de comprendre que cette attitude pénalise plus l'université que les étudiants. Avez-vous une idée du coût pour l'université s'il fallait qu'elle fasse ce que vous dites. Prenez toutes les dépenses et multipliez par deux. Pourquoi pensez-vous que l'UQAM veut sauver la session? Elle n'a pas le choix, elle n'a pas les moyens financiers et logistiques de faire autrement. Il en va de même pour tous les cégeps et universités.

Envoyé par [Lise Isabelle](#) de Granby, 16 mars 2012 à 20 h 51 HAE en réponse à [Nicholas Ninousky de Montréal](#)

Je suis d'accord à 100% avec votre commentaire. Premièrement, le prolongement de la session est à mon avis une bien mauvaise solution. On peut manifester aussi longtemps qu'on veut, ensuite on rentrera demander une prolongation de la session, c'est notre droit. Bien oui, vous avez manifestés sans faire connaître vos itinéraires, bloqués des rues et des ponts. L'avenir vous appartient n'est-ce pas!

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 17 h 46 HAE

De plus, temlord, le Québec n'a pas de budget pour ce genre d'activité, donc gardez ces commentaires pour inonder les walls sur la Syrie.

Envoyé par [Avam Nevseravno](#) de Montreal, 16 mars 2012 à 17 h 59 HAE en réponse à [Samy Drissi de montreal](#)

Quebec pay au fédéraux.(et moi aussi)

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 17 h 42 HAE

On exige la subvention totale et gratuite pour toute la éducation et formation de tous niveaux

pour tous les applicants. On dénonce le gaspillage des nos d'argent(budget d'état) pour but d'agressions imperialiste contre autres pays. Avam, on est pas sur les blogs de la Syrie, ici. l'extrapolation n'est coutume ici et surtout pertinente.

Envoyé par [Avam Nevseravno](#) de Montreal, 16 mars 2012 à 17 h 58 HAE en réponse à [Samy Drissi de montreal](#) tout est lié mon chère

Envoyé par [Avam Nevseravno](#) de Montreal, 16 mars 2012 à 17 h 40 HAE

Non à le "busines" dans L'éducation et formation! Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 17 h 37 HAE

Reste qu'il y a des cégeps qui ne sont pas en boycott - leurs étudiants seront favorisés Ils vont voter dans les prochains jours.

Envoyé par [Avam Nevseravno](#) de Montreal, 16 mars 2012 à 17 h 36 HAE

On exige la subvention totale et gratuite pour toute la education et formation de tous niveaux pour tous les applicants.

On dénonce le gaspillage des nos d'argent(budget d'état) pour but d'agressions imperialiste contre autres pays.

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 16 mars 2012 à 18 h 05 HAE en réponse à [Avam Nevseravno de Montreal](#)

... et on gaspille notre temps, notre argent, et celui des contribuables en même temps. Bravo! (ironie)

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 17 h 31 HAE

Honnêtement, la direction scolaire est avec nous. Ils arrivent le matin, rigolent avec les picteurs, rient avec eux, rentre dans l'école pour écrire sur l'internet que les cours sont levés.

Ont va gagner.

Envoyé par [Stéphanie Mathieu](#) de Saint-Georges-de-Beauce, 16 mars 2012 à 17 h 51 HAE en réponse à [Samy Drissi de montreal](#)

Dans certains de mes cours, les profs aussi font ça, puisqu'ils appuient nos revendications. Cela ne signifie vraiment pas que le gouvernement va reculer... Parce le gouvernement semble s'en balancer, lui, de l'accès à l'éducation. Il préfère investir (ou dirais-je, dilapider) son argent, parfois de façon louche, à l'insu des citoyens.

Dehors les Libéraux.

Envoyé par [Gilles Lepage](#) de Gatineau, 16 mars 2012 à 17 h 24 HAE

Quand j'ai vu à la télévision la démarche infiltrée, comme dans toutes les autres manifestations, de casseurs vêtus de noir je me suis dit que n'importe qui d'honnête peut être arrêté car il n'a pas le tour de jouer le système. C'est assez surprenant de voir l'inefficacité de la police. On dirait qu'il ne pourront arrêter que les auto déjà stationnées. On n'a pas de lois pour arrêter qui que ce soit de malfaiteur alors ne nous posons même plus la question. On peut contrôler 200 000 étudiants et on n'arrive pas à arrêter une centaine de bandits de grands-chemins.

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 17 h 22 HAE

Avez-vous remarqué que les nouvelles concernant les manifs de jeunes attirent toujours les plus vieux?

Bizzare.

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 17 h 17 HAE

Les lignes de pictage concernent tout les étudiants, comme le gouvernement élu concerne tout les gens.

En plus, c'est amusant bloquer les portes de l'école.

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 17 h 14 HAE

Il faut comprendre que les écoles sont les lieux du savoir!

On ne peut pas jouer le jeu d'empêcher des gens d'y avoir accès dans le futur.

Envoyé par [Stefane Blouin](#) de charny, 16 mars 2012 à 17 h 14 HAE

C'est moi ou je suis le seul à savoir compter? On fait la grève pour ne pas qu'on hausse les frais de scolarité,mais comme au Québec on vit à crédit et que de toute façon,ceux qui font la grève seront aussi ceux qui vont les payer trois fois à cause des intérêts de la dette,je crois qu'on devrait leur accorder ce qu'ils demandent, non? On est dans un pays libre! Si on veut payer trois fois le prix plus tard pour une chose dont on pourrait s'acquitter maintenant,alors qu'on le paye!!!!

Envoyé par [Michel Miclot](#) de Montreal, 16 mars 2012 à 17 h 14 HAE

Des calculs de mon oncle, il n'est pas question de session mais d'années d'études et de possibilités pour nombre d'étudiants qui ne sont pas nés avec une cuillère d'argent dans la bouche mais qui malheureusement seront les premiers à remplacer les Charest , Harper, Sarkozy, Merkel et Berlusconi qui polluent notre univers.

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 17 h 13 HAE

Peut-être pas, reste que les étudiants en classe présentement auront les meilleurs emplois d'été, étant disponibles plus tôt, et seront peut-être acceptés avant à l'université, ayant leur diplôme plus tôt.

Moi je vais au collège de Rosemont et la grève touche l'enseignement régulier, sauf pour les nouveaux arrivants en intégration.

Donc, ça ne marche pas comme aux universités, en département.

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 16 mars 2012 à 17 h 17 HAE en réponse à [Samy Drissi de montreal](#)

Reste qu'il y a des cégeps qui ne sont pas en boycott - leurs étudiants seront favorisés.

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 17 h 11 HAE

L'idée de manifestation appartient aux jeunes, car c'est nous qui avons le coeur, l'énergie et la flamme.

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 16 mars 2012 à 17 h 18 HAE en réponse à [Samy Drissi de montreal](#)

Ça va vous en prendre, de l'énergie, pour travailler en double afin de compenser pour le temps et l'argent perdus... la hausse vous aurait coûté moins cher!

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 16 mars 2012 à 17 h 09 HAE

"Je sais que je parle au "je" mais "je" ne sera pas la seule victime dans cette histoire! " Malheureusement, vous êtes loin d'être la seule victime... et c'est très dommage...

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 16 mars 2012 à 17 h 08 HAE

"Ceux qui pensent que la session est fioutue sont stupéfaits!"

Peut-être pas, reste que les étudiants en classe présentement auront les meilleurs emplois d'été, étant disponibles plus tôt, et seront peut-être acceptés avant à l'université, ayant leur diplôme plus tôt.

Je trouve amusant de lire que les cours continuent de se donner normalement à Concordia, malgré le vote de boycott.

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 17 h 05 HAE

Mais Denis, s'était prévu d'avance ceci...c'est pas une pinitence!

Envoyé par [Caroline Fontaine](#) de Montréal, 16 mars 2012 à 17 h 03 HAE

Super, à cause de mon association étudiante (AFESH) qui a annulé les votes de reconduction de grève jusqu'à une offre de la ministre, je vais perdre mon argent, ma session et la hausse ne sera pas annulée... Cette décision a été prise d'une façon tout à fait antidémocratique et j'ai l'intention de faire part de cet aspect à la direction.

Bref, je suis obligée de travailler temps plein pour payer mes études, je croule sous les dettes, je ne suis pas riche, je suis censée faire partie de ceux que cette association était censée vouloir aider mais je vais tout perdre... Quelle triste façon de terminer la semaine! Je sais que je parle au "je" mais "je" ne sera pas la seule victime dans cette histoire!

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 16 mars 2012 à 17 h 02 HAE

Cute! à Concordia, ils ont voté pour le boycott mais la moitié des étudiants est en classe!

Dans le fond, les étudiants qui boycottent rendent un fier service aux autres étudiants: ceux en classe auront plus de disponibilité pour travailler, et plus longtemps, et seront capables de payer leurs frais de scolarité, en septembre...

Envoyé par [Rob Gratton](#) de Mourial, 16 mars 2012 à 20 h 21 HAE en réponse à [Marianne longfield Marianne de Québec](#)

Correction... a Concordia 1200 étudiants ont votés (a main levée) pour la grève... 1200 sur près de 45,900 étudiants.

Je peux te confirmer que c'est pas la moitié des étudiants qui sont en classe... c'est 99% d'eux.

Envoyé par [Jean-Philippe Tittley](#) de Montréal, 16 mars 2012 à 17 h 00 HAE

Ils appellent cela de la flexibilité?

«Les étudiants qui choisissent de ne pas se présenter à des cours, ou qui manquent de remettre leurs travaux et de passer des examens ou des tests, peuvent encourir les sanctions universitaires habituelles de la part des professeurs.» Extrait de la position de Concordia.

n outre, en discutant avec les professeurs, on apprend qu'ils doivent rendre compte en détails de chaque séance, que les présentations prévues et non dispensées devront être sanctionnées d'un échec, que la sécurité de Concordia interviendra pour dégager les corridors des étudiants générant du bruit ou établissant des lignes de piquetage...

Concordia aurait avantage à ne pas mentir à la face du public tandis qu'elle émet des avis publics à ses étudiants exposant une position contraire. C'est insultant et mensonger. Pas à son honneur!

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 16 mars 2012 à 17 h 13 HAE en réponse à [Jean-Philippe Tittley de Montréal](#)

Bravo à Concordia!

Envoyé par [Jean-Philippe Tittley](#) de Montréal, 16 mars 2012 à 17 h 17 HAE en réponse à [Jean-Philippe Tittley de Montréal](#)

Quels sont vos arguments?

Envoyé par [Caroline Fontaine](#) de Montréal, 16 mars 2012 à 16 h 59 HAE

Super, à cause de mon association étudiante (AFESH) qui a annulé les votes de reconduction de grève jusqu'à une offre de la ministre, je vais perdre mon argent, ma session et la hausse ne sera pas annulée...

Bref, je suis obligée de travailler temps plein pour payer mes études, je croule sous les dettes, je ne suis pas riche, je suis censée faire partie de ceux que cette association était censée vouloir aider mais je vais tout perdre... Quelle triste façon de terminer la semaine! Je sais que je parle au "je" mais "je" ne sera pas la seule victime dans cette histoire!

Envoyé par [Jean-Philippe Tittley](#) de Montréal, 16 mars 2012 à 17 h 16 HAE en réponse à [Caroline Fontaine de Montréal](#)

Pas de panique. Le premier moyen de ramener tous les étudiants en classe est de les faire paniquer, afin qu'ils obéissent et se taisent. Votre association est aussi là pour négocier une sortie de grève qui ne laisse personne derrière.

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montreal, 16 mars 2012 à 16 h 55 HAE

Ceux qui pensent que la session est fioutue sont stupéfaits!

Envoyé par [Denis Gravel](#) de Québec, 16 mars 2012 à 16 h 53 HAE

Oui, évidemment faut s'attendre à des conséquences à ces gestes !

Envoyé par [Jean-Philippe Tittley](#) de Montréal, 16 mars 2012 à 17 h 14 HAE en réponse à [Denis Gravel de Québec](#)

Des conséquences, bien entendu. Mais avant les conséquences, un peu d'écoute, qu'en diriez-vous?

Envoyé par [Caroline Laframboise](#) de Montréal, 16 mars 2012 à 17 h 50 HAE en réponse à [Denis Gravel de Québec](#)

Conséquences à des gestes de courage et de dénonciation de l'abus d'un système corrompu?! Ce sont les gouvernements qui devraient subir les conséquences de leur manque d'intégrité par rapport à leur peuple! Si seulement le reste du peuple faisait comme ces étudiants en osant manifester tant et aussi longtemps que nécessaire.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La ministre Beauchamp imperturbable face à la grève étudiante – Mise à jour le vendredi 16 mars 2012 à 14 h 04 HAE



Une centaine d'étudiants munis de porte-voix et de sirènes ont manifesté devant l'école Honoré-Mercier, à Montréal, où la ministre de l'Éducation Line Beauchamp tenait un point de presse, vendredi avant-midi.

La ministre n'a pas bronché et a réaffirmé la volonté du gouvernement d'aller de l'avant avec la hausse des droits de scolarité de 325 \$ par année pendant cinq ans. La ministre dit que les universités doivent être mieux financées et rappelle que le programme de prêts et bourses sera bonifié afin de maintenir l'accessibilité aux études supérieures.

En outre, la ministre ne se montre pas étonnée de l'appui de syndicats aux étudiants.

« Il n'y a pas d'élément nouveau à mes yeux. Déjà en 2010, vous assistiez à ce type de manifestation, sur une même scène, où il y avait, par exemple, des représentants de syndicat. » — Line Beauchamp, ministre de l'Éducation

Plusieurs actions prévues

Les étudiants tiennent plusieurs actions, vendredi, pour protester contre la hausse des frais de scolarité.



Des étudiants manifestent dans le centre-ville de Montréal

Des étudiants de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), manifestent ce midi devant les bureaux de Jean Charest, coin Sherbrooke et McGill, dans le centre-ville de Montréal.

L'action, expliquent les deux associations étudiantes, a pour but de « symboliser le lien direct entre le niveau de scolarité d'une population et son état de santé ».

La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec, la FIQ, participe à l'événement pour donner son appui aux revendications étudiantes.

Selon les chiffres des associations étudiantes, environ 200 000 étudiants sont présentement en grève, dont un peu plus de 166 000 avec un mandat illimité.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) organise pour sa part un cortège funèbre à partir de la place des Festivals, vers 14 h.



Des étudiants du cégep de Sherbrooke préparent le vote de vendredi sur la grève étudiante.

Un « marathon musical » doit aussi être mis en branle par les étudiants en musique, à l'église St-John the Evangelist, sur Président Kennedy, à compter de 20 h. Le concert doit durer plus de 24 heures.

Les étudiants veulent rappeler qu'un diplôme en art « ne garantit aucunement un emploi lucratif » et que, selon eux, la hausse des droits de scolarité découragera les jeunes qui veulent étudier en arts, occasionnant ainsi « un appauvrissement culturel » de la société.

L'Union des artistes semble du même avis. Le syndicat professionnel réclame vendredi un moratoire sur la hausse des droits de scolarité. Le président de l'organisation, Raymond Legault, dit regretter que le gouvernement refuse de discuter avec les étudiants.

L'événement le plus important des prochains jours aura lieu le 22 mars prochain, où les étudiants des trois associations convergeront vers la Place du Canada, dans le centre-ville de Montréal pour une manifestation « nationale ».

En complément



Vidéo - Grève étudiante : la ministre Beauchamp dit ne pas sentir la pression, explique Marie-Claude Guay.

LA TRIBUNE: Des grévistes sensibilisent les élèves du secondaire à leur cause - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 10h02



Archives La Tribune, Jessica Garneau

Isabelle Pion, La Tribune

(SHERBROOKE) Alors que la mobilisation contre la hausse des droits de scolarité s'étend de plus en plus, des étudiants militant contre cette augmentation tentent maintenant de sensibiliser les élèves du secondaire à leur cause. Des membres de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) ont notamment rencontré des élèves de l'école secondaire Montcalm, jeudi. Ils ont distribué des documents et ont invité les élèves à participer à la manifestation familiale qui aura lieu dimanche.

Des élèves du Triolet ont aussi été interpellés, mais on ignore par quelle association.

Pour l'instant, la situation est calme, souligne la directrice des communications à la CSRS, Diane Blais. Si les élèves souhaitaient participer à un événement, la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSRS) ne les empêcherait pas, mais elle s'assurerait de leur sécurité. «S'il se passe quoi que ce soit, il faut que ce soit sécuritaire, donc il faut qu'on soit dans le coup. On ne veut pas que les parents s'inquiètent.»

Les représentants de l'AÉCS ont été informés d'aviser les directions d'école avant de s'inviter.

Ce genre d'initiative a eu lieu ailleurs au Québec. Selon La Presse, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a notamment publié un document spécial pour les élèves qui voudraient se joindre au mouvement.

LE SOLEIL: De plus en plus de professeurs contre la hausse des droits de scolarité - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 05h00 | Mis à jour à 09h19



Le Soleil, Yan Doublet

Les Profs de Québec contre la hausse ont maintenant l'ambition d'insuffler une dose de ferveur à leurs ouailles qui s'opposent certes à la hausse des droits de scolarité universitaires, mais ont voté majoritairement contre la grève.

Baptiste Ricard-Châtelain, Le Soleil

(Québec) En deux jours, plus de 330 professeurs des établissements d'enseignement de la région se sont joints à la déferlante de dénonciations contre la hausse des droits de scolarité promise aux étudiants universitaires par le gouvernement libéral.

À vue de nez, l'Université Laval ainsi que le Collège François-Xavier-Garneau et le Cégep Limoilou offrent les plus importantes cohortes d'enseignants adhérant au mouvement naissant. Des hardes d'autres institutions se joignent néanmoins à la troupe: l'INRS, le Centre d'études collégiales de Montmagny, St. Lawrence et Lévis-Lauzon, entre autres, sont représentés sur la vitrine Web de la confrérie: www.profsdequebec.ca

Les Profs de Québec contre la hausse ont maintenant l'ambition d'insuffler une dose de ferveur à leurs ouailles qui s'opposent certes à la hausse des

droits de scolarité universitaires, mais ont voté majoritairement contre la grève.

«On est dans une région qui vit peut-être moins d'écarts, peut-être plus homogène, peut-être plus conservatrice», commente Valérie Guilloteau, enseignante de philosophie au Cégep Limoilou, rencontrée à l'occasion d'une conférence de presse, jeudi. À ses côtés, sa collègue Julie Martineau, des sciences politiques de François-Xavier-Garneau, renchérit: «Les moyens de contestation, on a l'impression que ce n'est pas à la mode chez les étudiants de Québec. Ils ont peut-être besoin d'inspiration.»

«Ces personnes qui ont refusé de voter la grève dans leur cégep, on leur dit: "Il faut continuer. On vous appuie!"» enchaîne Clarisse Dehont, professeure de littérature au Cégep Limoilou. «On veut casser cette image-là de Québec homogène.»

Et tous les Québécois qui se sentent interpellés devraient se rallier aux étudiants, souhaite son confrère Simon-Pierre Beaudet. Il craint que des milliers de jeunes désertent les universités s'ils n'ont plus les moyens de s'offrir des études supérieures. «Ça pourrait sonner le glas d'une régression.» En 50 ans, le Québec a réussi à s'éduquer, s'émanciper. Un acquis fragile, analyse le professeur de littérature.

Mais les universités québécoises ne souffrent-elles pas d'un sous-financement? Les institutions gagneraient sûrement à recevoir quelques vivres, convient Antoine Gautier, professeur d'administration à l'Université Laval. Elles devraient néanmoins regarder dans leurs dépenses pour y faire un ménage. Un exemple: puisqu'elles sont subventionnées selon le nombre d'étudiants, les universités se battent à coups de publicités coûteuses pour en attirer le plus possible. Le résultat, c'est qu'il y a de l'argent [dévolu à l'éducation] qui va dans les poches des publicitaires.»

Deux rendez-vous sont au calendrier des Profs de Québec contre la hausse. Ils espèrent y accueillir beaucoup de citoyens sensibles à leurs revendications. Dimanche, une manifestation familiale étudiante se déroulera au Cégep Limoilou, au 1300, 8e Avenue, à 13h. Lundi, 12h30, ils invitent la population aux funérailles de l'accessibilité aux études supérieures, devant la cathédrale Notre-Dame, plantée dans le Vieux-Québec.

Le regroupement national des Profs contre la hausse est branché. Vous pourrez donc le suivre sur leur page Facebook ou leur site Web <http://profscontrelahausse.org>

LA PRESSE: Hausse des droits de scolarité: des parents inquiets - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 08h11 | Mis à jour à 08h47

Pascale Breton, La Presse

Pendant que les étudiants manifestent, leurs parents s'inquiètent, car ils savent que ce sont eux qui devront absorber une large part de la hausse des droits de scolarité.

«C'est sûr que d'augmenter les frais de 75%, ça va toucher des parents. Et ceux que ça va toucher, c'est ceux de la classe moyenne», dénonce François Paquet, ancien président de la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ), se faisant le porte-parole des parents.

Celui qui a quitté son poste en juin, après 15 années passées à titre de président, est bien placé pour comprendre la situation. Il a une fille inscrite à l'université, une autre au cégep.

«Je me considère comme chanceux, on y arrive, dit-il. Mais ce qui me choque, c'est qu'il y a des familles qui n'auront plus les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école. Ça ne fait pas longtemps que les Québécois vont à l'université.»

Dimanche, M. Paquet entend joindre sa voix à celle des étudiants dans le cadre de «manifestations familiales» organisées par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) un peu partout au Québec.

Les jeunes des régions risquent d'ailleurs d'être plus durement frappés par la hausse, affirme-t-il. Lorsqu'il faut payer un logement à l'extérieur et la facture d'épicerie en plus des droits de scolarité et des frais afférents, la facture grimpe rapidement.

«Est-ce qu'on va dire aux jeunes de l'Abitibi qu'ils doivent étudier en génie minier parce que c'est ce qui est offert là-bas? Il faut que le jeune puisse développer sa passion et son potentiel. Il ne faut pas qu'on le brime», déclare l'ancien président du FCPQ en rappelant que toute la société profite du savoir et de l'expertise des diplômés universitaires.

Obligation juridique



En vertu du Code civil du Québec, les parents sont tenus de contribuer financièrement aux études de leurs enfants, et ce, même après l'âge de 18 ans.



Photo: Alain Roberge, La Presse

En vertu du Code civil, les parents sont tenus de contribuer financièrement aux études de leurs enfants, même s'ils sont majeurs.

La méthode de calcul du programme d'aide financière aux études tient compte de cette contribution dès que le revenu familial brut atteint 30 000\$.

Dans une note économique réalisée en mars 2011, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a pourtant affirmé que 40% des étudiants inscrits au premier cycle ne reçoivent aucune aide financière de leurs parents.

En fait, dans les familles dont le revenu varie entre 30 000 et 60 000\$, la moitié des étudiants peuvent compter sur un coup de pouce de leurs parents. Cette aide financière comble 13% de leurs dépenses.

Dans les familles qui gagnent plus de 60 000\$, la proportion d'étudiants qui peuvent compter sur une contribution paren-

LE NOUVELLISTE: Amir Khadir: vendredi 16 mars 2012 à



Photo: Stéphane Lessard

Amir Khadir a félicité les étudiants de l'UQTR pour leur vote de grève.

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste (Trois-Rivières) La visite à l'UQTR du député de Mercier, Amir Khadir, de Québec-Solidaire, ne pouvait mieux tomber, hier midi, même si elle était déjà prévue bien avant le vote de grève générale illimitée des étudiants.

Chaudement applaudi par une foule de 100 à 150 personnes qui se sont entas-

LA PRESSE: Régime de prêts et moyenne québécoise est la 08h21

Mathieu Perreault, La Presse

sale grimpe à 75%. Ce soutien financier permet de couvrir 20% de leurs dépenses.

La note économique précise que «les parents ne contribuent pas financièrement aux études de leurs enfants parce qu'ils n'ont pas l'argent pour le faire».

Les travailleurs parlent de leur inquiétude devant la hausse des droits de scolarité, affirment les dirigeants syndicaux.

Des parents qui ont un revenu familial de 40 000\$, ont une maison à payer et des enfants à l'école «s'arrachent les cheveux», déclare le président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent. «C'est une attaque de plein fouet à la classe moyenne.»

Les familles feront face à un endettement supplémentaire avec cette hausse, croit la vice-présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Denise Boucher.

«On sait que les familles de la classe moyenne sont passablement endettées. On parlait récemment d'un endettement de 127% en excluant la question de l'hypothèque. En plus, bien souvent, les deux parents travaillent», souligne-t-elle.

Cette prise de conscience de la part des parents réjouit le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin. Il souhaite qu'ils s'engagent encore davantage dans le débat.

«On voit de plus en plus de parents qui se montrent solidaires à la cause des étudiants parce qu'ils se rendent compte qu'en augmentant les droits de scolarité, on s'attaque à leur portefeuille.»

* * *

Les parents québécois champions de la contribution

Contribution parentale estimée pour les programmes de prêts et bourses de différentes provinces. Le salaire est brut et pour la simulation, les deux parents gagnent le même salaire. La simulation porte sur une famille ayant deux enfants, dont un seul va à l'université.

SALAIRE FAMILIAL DE 30 000 \$

Québec

⇒ 704 \$

Ontario: 0

Alberta: 0

Colombie-Britannique: 0

Nouveau-Brunswick: 0

SALAIRE FAMILIAL DE 60 000 \$

Québec

⇒ 5900 \$

Ontario: 0

Alberta: 0

Colombie-Britannique: 0

Nouveau-Brunswick: 0

SALAIRE FAMILIAL DE 80 000 \$

Québec

⇒ 11 294 \$

Ontario: 324 \$

Alberta: 176 \$

Colombie-Britannique: 233 \$

Nouveau-Brunswick: 2003 \$

Sources: Canadalearn, ALE

une visite qui tombe à point à l'UQTR - Publié le 08h23

sées au bistro étudiant du campus, la Chasse-Galerie, Amir Khadir s'est empressé d'applaudir à son tour les étudiants de l'UQTR.

«J'espère que vous êtes conscients que c'est vous qui devez être félicités et applaudis pour cette brillante réussite. D'après ce que je comprends, ça s'est fait de manière assez dramatique, en plein milieu de la nuit», a-t-il dit.

Le député a rappelé que Québec-Solidaire est «en faveur de la gratuité de l'éducation, de la maternelle jusqu'à l'université.»

Alors que des groupes manifestaient bruyamment à l'extérieur, Amir Khadir a expliqué aux étudiants qu'une étude menée récemment par l'Institut de recherche en économie contemporaine du Québec «chiffre la gratuité de l'éducation au niveau universitaire à quelque chose entre 175 et 450 millions \$ annuellement. Le calcul comprend également ce que ça permettrait des économies à l'État en crédits d'impôt et en soutien financier aux étudiants», signale-t-il.

Le député de Mercier s'est inquiété du fait que les plus grandes universités américaines sont aussi celles qui demeurent les plus inaccessibles financièrement alors que dans les pays scandinaves, non seulement l'université est gratuite, mais l'État offre aux étudiants de l'aide au logement et à l'alimentation.

«Pourquoi, aux États-Unis, la politique est-elle en déclin? Pourquoi aux États-Unis, on assiste à une telle érosion des principes fondamentaux de la démocratie? Pourquoi aux États-Unis, on voit une si grande montée du populisme, de la démagogie, de la xénophobie et des idées de droite? C'est en raison principalement que l'accès au savoir pour la plus grande partie de la population est gravement inégalitaire», prévient-il.

Vouloir augmenter les droits de scolarité pour rattraper les autres provinces, «c'est suivre les pires de la classe», estime-t-il.

bourses au Canada: Prêts et bourses: la classe plus sollicitée - Publié le vendredi 16 mars 2012 à

Le Québec exige une contribution parentale à revenu deux fois moins élevé que dans les autres provinces. Des parents québécois ayant deux l'éducation postsecondaire à partir d'un seuil de

enfants, dont un fréquente l'université, sont sollicités dès que le salaire familial atteint 25 000\$.

Ailleurs au pays, le salaire familial doit dépasser 60 000\$, voire 70 000\$, pour que les prêts et bourses soient amputés. La bonification du régime de prêts et bourses québécois prévue d'ici à 2016 relèvera légèrement le seuil: pour une famille n'ayant qu'un seul enfant, il passera de 29 000\$ à 35 000\$.



Photo: Archives La Tribune
Des parents québécois ayant deux enfants, dont un fréquente l'université, sont sollicités dès que le salaire familial atteint 25 000\$.

Les bourses sont les premières à être annulées par l'effet de la contribution parentale: au Québec, dès que le revenu familial dépasse 44 000\$ (pour une famille de deux enfants dont un fréquente l'université), il n'y a plus que des prêts, selon le calculateur du site de l'Aide financière aux études du ministère de l'Éducation (AFE). L'AFE déduit du salaire familial une dépense de «maintien de l'unité familiale» de 15 274\$, plus 14% du salaire du parent gagnant le moins, plus un peu moins de 3000\$ par enfant. Mais s'ajou-

tent au salaire les avantages fiscaux et subventions liées aux enfants (4000\$, dans le cas d'une famille de deux enfants, dont un est à l'université).

Ailleurs au pays, cette exemption est appelée «niveau de vie moyen», et reflète donc davantage la classe moyenne - le seuil est par exemple de 48 000\$ en Ontario et au Nouveau-Brunswick et de 64 000\$ en Alberta, selon l'Association ontarienne des étudiants au baccalauréat.

Au Québec, selon l'Institut de la statistique, moins de 15% des familles gagnent moins de 30 000\$, la moitié gagnent plus de 60 000\$ et le tiers plus de 80 000\$.

Les différences du régime québécois de prêts et bourses ne s'expliquent pas par les droits de scolarité, qui sont deux fois moins importants que la moyenne canadienne. C'est que le calcul des prêts et bourses prend en compte l'ensemble des dépenses d'un étudiant, y compris le logement, les manuels, le transport et la nourriture. Les droits de scolarité représentent au maximum le quart des dépenses couvertes par le régime.

Par exemple, un étudiant qui a un frère au secondaire et deux parents gagnant au total 30 000\$, et qui n'habite pas chez ses parents, recevra un prêt de 2440\$ et une bourse de 6045\$, et l'ALE présume que ses parents lui fourniront 704\$, pour un total de 9189\$. Pour la même situation dans le cas d'un revenu familial de 60 000\$, le prêt est de 2440\$, la bourse de 836\$ et la contribution parentale de 5900\$. Ces chiffres ne valent que pour les étudiants «dépendants» de leurs parents.

* * *

Volte-face au Nouveau-Brunswick

En 2006, le Nouveau-Brunswick est devenu la seule province à ne pas exiger des parents qu'ils contribuent aux études de leurs enfants majeurs. Le changement a été de courte durée: l'an dernier, pour économiser 1,6 million par année, le gouvernement a réintroduit la contribution parentale. «Certains de nos membres ont vu leur prêt amputé de 75%», déplore Jordan Thompson, président de l'association étudiante de l'Université du Nouveau-Brunswick à Fredericton. «Ceux qui bénéficiaient de l'ancienne règle n'étaient certainement pas des riches. Ils demandaient un prêt, pas une bourse.»

* * *

Quand le revenu des parents ne compte plus

À quel moment le revenu des parents cesse-t-il d'être pris en compte pour le calcul des prêts et bourses au Québec? Bien évidemment, si l'étudiant est orphelin. Mais aussi s'il a vécu en famille d'accueil, s'il a un enfant ou s'il est marié ou a une union civile (certains contractent un mariage en blanc à cet effet). Un étudiant est aussi présumé indépendant de ses parents s'il a accumulé 90 crédits (l'équivalent de trois ans d'études normales) dans un même programme universitaire, s'il a travaillé pendant deux ans ou s'il a cessé d'étudier depuis sept ans.

LE SOLEIL: 1^{ère} page / Université Laval: privé de cours, un étudiant réclame 600 \$ - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 05h00 | Mis à jour à 08h15

UNIVERSITÉ LAVAL
PRIVÉ DE COURS, UN ÉTUDIANT
EN GRÈVE RÉCLAME 600 \$
PAGE 6

leSoleil

Michel Corbeil, Le Soleil

(Québec) Un étudiant de l'Université Laval réclame 600\$ à l'association d'anthropologie pour le dédommager de la grève qui l'empêche d'assister à un de ses cours. Si elle se rend à la cour des petites créances, la cause pourrait établir un précédent historique.

C'est le 27 février que l'Association des étudiants et des étudiantes en anthropologie de l'Université Laval a reçu une mise en demeure. Il y est allégué que le «piquetage illégal» empêche d'assister à un cours de premier cycle, celui portant sur «les conflits et la violence».

Dans la copie de la lettre qui est parvenue au *Soleil*, la réclamation est faite au nom d'une personne se présentant sous le pseudonyme de «Larry». Dans un entretien téléphonique, l'auteur de la missive a indiqué qu'il préfère garder l'anonymat, pour l'instant.

«Ça ne m'énerve pas [de dévoiler son identité], a-t-il enchaîné. Mais ça inquiète davantage mes proches», a-t-il dit. Il a convenu qu'il devra pourtant s'identifier si le litige se rend devant un juge aux «petites créances». Dans la mise en demeure, le plaignant donne «20 jours ouvrables» à l'association. Le tribunal pourrait être saisi de l'affaire vers la fin de la semaine qui vient.



Photothèque Le Soleil

Même s'il y aura rattrapage, lorsque les cours reprendront normalement, «il y a quand même des notions pour lesquelles j'ai payé, que je ne rece-

vrai pas, a plaide l'étudiant. Je n'ai pas d'animosité la-dedans, a-t-il précisé. C'est purement business. Je suis un capitaliste et je m'assume. Je suis facturé pour un service que je ne reçois pas.»

Il exige 200 \$ pour chacun des cours qui n'ont pu être donnés depuis le 13 février. Ce montant englobe les frais d'inscription, de déplacement et de stationnement et la perte de salaire qu'il pourrait obtenir s'il n'avait pas l'obligation de se présenter devant le local de classe pour constater qu'il y a «piquetage illégal». Selon les recherches effectuées par le jeune homme, «les membres d'une association étudiante ne bénéficient pas d'un droit de grève, au sens du Code de travail».

Ce moyen de pression appartiendrait «exclusivement aux membres d'un syndicat de travailleurs», un groupe formé «en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels».

Droit de grève «illusoire»

Les associations étudiantes, elles, sont constituées «en vertu des lois sur les compagnies», poursuit-il. «Le droit de grève allégué par les associations étudiantes est illusoire» et un «boyottage des cours», voté en assemblée générale, «ne lie en rien les membres de cette association», affirme le plaignant.

Celui-ci s'est arrangé pour être «pris au sérieux». Il a demandé à l'avocat Yvon Garneau de mettre en forme sa requête et de l'expédier à l'Association.

Joint à Drummondville, où il exerce aussi le rôle de coroner investigateur à temps partiel, M. Garneau ne s'est évidemment pas prononcé sur le fond du litige. Il est d'avis que les arguments soulevés en font à coup sûr «une question à soumettre au tribunal».

Pour la présidente de l'Association des étudiants et des étudiantes en anthropologie de l'Université Laval, Pascale Boudreault, «c'est la première fois» qu'une telle mise en demeure confronte un groupe étudiant. Si l'initiateur de cette contestation ne veut pas voir son nom dans les médias, son identité est connue de «l'asso».

Il s'agit d'un étudiant en sciences politiques qui a pris un cours optionnel, selon Mme Boudreault. Elle s'est refusée à commenter le dossier, attendant que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) la conseille sur la suite des choses.

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, s'est montré surpris d'un tel recours. Lui aussi a fait valoir qu'il apparaît comme un précédent. «Sa mise en demeure est fondée sur le fait qu'un dommage lui est causé, a-t-il mentionné. Or, généralement, dans les grèves étudiantes, les cours sont repris à la fin. La clé, c'est la patience. Attendre que la grève se termine.»

LE DEVOIR: Hausse des droits de scolarité - Au tour des parents de se joindre à la lutte - Vendredi 16 mars 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
À Montréal, des enseignants sont allés prêter main forte aux étudiants du collège de Rosemont dans les piquets de grève.

Lisa-Marie Gervais

Après les professeurs, au tour des parents de se joindre au mouvement de grève étudiant, a appris Le Devoir. «Parents contre la hausse» a déjà un groupe Facebook comptant 230 membres, et un site Internet sera bientôt lancé pour informer les parents au sujet des manifestations ou d'autres actions menées pour protester contre l'augmentation de 75 % des droits de scolarité.

«C'est l'idée que c'est un mouvement qui ne concerne pas seulement les étudiants», a dit Rachel Sarrasin, une mère de Montréal qui entend s'engager davantage pour la cause des étudiants. «C'est pas juste de dire que, comme parent, on doit s'engager parce qu'on ne veut pas payer plus

cher quand nos enfants iront à l'université. On se mobilise parce qu'on veut contribuer à un mouvement de société où l'éducation doit être une valeur fondamentale.»

Le premier rendez-vous des parents? Ce dimanche à 13h, au parc Lafontaine, où se tiendra une manifestation ouverte à tous. Les parents, qui manifesteront sous la bannière de Parents contre la hausse, auront un point de ralliement en face de l'édifice Gaston-Miron. «Le mouvement est plutôt informel, mais l'idée, c'est d'avoir un réseau de coordination de nos activités», a précisé Mme Sarrasin.

Et ça continue...

Les appuis à la grève augmentent proportionnellement aux actions et à la mobilisation sur le terrain. Hier, à Sherbrooke, «Estrie contre la hausse», une coalition de parents, d'enseignants, d'étudiants, d'artistes et de personnalités politiques, s'est organisée en moins de 36 heures. À Montréal, des enseignants de «Profes contre la hausse» sont allés prêter main-forte aux étudiants du collège de Rosemont dans les piquets de grève.

D'autres appuis se sont manifestés, notamment la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) et l'Association des professionnels de l'enseignement au collégial. L'Association étudiante de premier cycle de McGill a voté pour la grève générale illimitée à partir du 19 mars. Les étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières sont également tous en grève, de même que les 34 000 étudiants de premier cycle (CSU), ainsi que ceux des cycles supérieurs, de l'Université Concordia. Désormais, plus de la moitié des cégeps (25 sur 48) sont en grève. Avec les universitaires, les étudiants constituent une force de 175 000 grévistes, soit environ 40 % du total.

LA PRESSE: Montréal calcule les coûts des manifestations étudiantes - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 15h47



Photo Patrick Sanfaçon, La Presse
Manifestation étudiante sur la Métropolitaine, hier.

Pierre-André Normandin, La Presse

La Ville de Montréal est à calculer combien lui coûtent les manifestations étudiantes organisées pratiquement tous les jours depuis près d'un mois afin de demander l'aide financière du gouvernement provincial. L'administration Tremblay compte revenir à la charge pour demander un financement spécial pour assumer son rôle -et surtout les inconvénients financiers- de métropole.

«J'ai demandé aux services municipaux de calculer le coût [de ces manifestations] pour dire que nous ne pouvons pas continuer comme ça et nous avons besoin de l'aide du gouvernement pour le financement de la

ville. Il y a un coût», a indiqué aujourd'hui le président du comité exécutif, Michael Applebaum.

Le bras droit du maire s'inquiète que les manifestations privent les Montréalais de la protection policière à laquelle ils ont habituellement droit. «Nous avons un nombre limité de policiers. Ils ont un travail à faire en temps normal, mais s'ils passent leur temps à gérer ces manifestations, c'est clair qu'ils ne font pas le reste de leur travail», constate M. Applebaum.

La Ville n'enverra pas de facture au gouvernement à proprement parler pour les manifestations, mais souhaite relancer sa vieille réclamation pour une aide financière pour jouer son rôle de métropole. L'administration Tremblay a maintes fois réclamé une «prime à la métropole» de 35 millions. «Montréal est la métropole du Québec et toutes les manifestations y sont tenues. Et il y a un coût. Quand nous dépensons de l'argent pour gérer ces manifestations, ça fait mal à nos finances et ça veut dire que des services de base vont être mis à mal. Le gouvernement doit réaliser que nous sommes spéciaux, nous avons des besoins spéciaux et qu'ils doivent nous soutenir. Nous ne pouvons pas continuer à soutenir financièrement toutes ces activités qui se produisent dans notre ville.»

Le président du comité exécutif ne remet pas en question le droit de manifester, mais s'inquiète de l'impact économique que risquent d'avoir les manifestations si elles se poursuivent.

«Nous sommes inquiets pour la sécurité, mais aussi pour les impacts sur l'activité commerciale et pour l'usage des fonds publics.»

Des manifestations se tiennent à Montréal sur une base régulière depuis le 20 février de la part d'étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité imposée par le gouvernement Charest dans le dernier budget. Le mouvement doit culminer avec une manifestation nationale le 22 mars, à Montréal.

JOURNAL DE MONTRÉAL: Il distribuait des carrés rouges: Suspendu pour sa solidarité - Publié le: jeudi 15 mars 2012, 21H46 | Mise à jour: jeudi 15 mars 2012, 21H48

Sarah-Maudé Lefebvre

Un élève d'une école secondaire de Saint-Hubert a écopé d'une suspension de deux jours après avoir distribué des carrés rouges, en appui aux étudiants en grève.

En colère, l'élève de secondaire II a publié mercredi sur les réseaux sociaux une copie de la lettre que la direction de l'école André-Laurendeau a envoyée à ses parents.

On peut y lire que l'élève est puni pour «distribution de carré rouge», «publicité», ainsi que pour avoir «incité autrui à un geste illégal».

Un acte «grave»

Selon les informations obtenues par le Journal, le jeune étudiant aurait incité ses pairs à manquer l'école pour manifester auprès des cégépiens et des universitaires contre la hausse des frais de scolarité.

Du côté de la Commission scolaire Marie-Victorin, on indique que l'élève a été suspendu en raison d'un «geste grave» et non de ses convictions politiques.

«Les élèves ont le droit de s'exprimer et ont les tribunes pour le faire, comme le conseil des élèves», affirme Daniel Ouimet, directeur général adjoint de la commission scolaire.

«Cet élève n'a pas été suspendu parce qu'il portait un carré rouge, poursuit-il. C'est libre à

lui. Là où ça accroche, c'est quand ça contrevient à notre code de vie. »

Exagéré

M. Ouimet n'a pu donner davantage de détails au Journal quant à l'infraction commise par l'adolescent.

Il a toutefois révélé que le jeune avait créé une « situation de désordre » dans son école et qu'il avait mis « la sécurité d'autrui en péril », en incitant ses camarades à désertir les bancs d'école.

Cette histoire a fait fortement réagir hier sur les réseaux sociaux où plusieurs internautes ont blâmé la direction de l'école André-Laurendeau.

« Deux jours de suspension, c'est très exagéré comme sanction », affirme pour sa part la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins.

« Tout élève a le droit à ses opinions. En voulant aller aux manifestations, ce jeune pense à son avenir et à celui des autres étudiants de son âge.

Ce n'est pas en le réprimandant qu'on va lui donner le goût de s'impliquer dans la vie. »

Plus tôt cette semaine, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), a révélé que des étudiants du secondaire souhaitaient se joindre au mouvement de grève et participer à la manifestation nationale prévue le 22 mars prochain, à Montréal.

24HMONTREAL.CANOE.CA / JOURNAL DE MONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Manifestations : Applebaum veut envoyer la facture à Québec – jeudi 15 mars 2012 18h27 / Publié le: jeudi 15 mars 2012, 21H05 | Mise à jour: jeudi 15 mars 2012, 21H14



Photo:Archives

Alors que les manifestations étudiantes persistent depuis deux semaines à Montréal, les coûts ne cessent d'augmenter pour l'administration de la Ville.

Emmanuel Delacour

Le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, Micheal Applebaum veut évaluer les coûts liés aux récentes protestations pour ensuite facturer au gouvernement de Provincial.

« Montréal ne pourra pas défrayer à elle seule les montants nécessaires. En tant que première métropole de la province, elle doit accueillir un nombre important de manifestants, et cela ne peut durer sans l'aide de Québec », a insisté M Applebaum.

Son administration s'affairerait déjà à calculer les coûts engendrés.

Toutefois, devant la possibilité d'intervenir directement auprès des manifestants pour qu'ils cessent leurs activités, M Applebaum a voulu réitérer qu'il n'empêcherait pas les étudiants d'exprimer leur mécontentement.

« Les jeunes ont le droit de manifester et il n'est pas question de leur ôter ce droit », a-t-il soutenu.

Cependant, celui-ci admet que les protestations à répétition accaparent les ressources de la métropole, dont les agents du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

« Quand nos policiers doivent passer leur temps à contenir des manifestants, ils n'ont pas le temps de s'attarder à leurs fonctions habituelles. Bien entendu, nous sommes préoccupés par le maintien de la sécurité à Montréal », a avoué M Applebaum.

Celui-ci a voulu rassurer la population en ajoutant que la situation était toujours sous le contrôle du SPVM et qu'il était sûr que ces administrateurs continueraient à effectuer un excellent travail.

JOURNALMÉTRO.COM: Droits de scolarité: Les étudiants en droit de poursuivre Québec, selon Daniel Turp - Publié: jeudi 15 mars 2012 15:18 – Mis à jour: jeudi 15 mars 2012 15:25

Citation

«En lisant ces traités, qui peut prétendre que Québec ne viole pas la gratuité scolaire?»

- Daniel Turp, professeur de droit à l'UdeM

MAXENCE KNEPPER, MÉTRO

Le professeur de droit de l'Université de Montréal (UdeM), Daniel Turp, estime qu'en vertu de plusieurs conventions, les étudiants grévistes peuvent assigner le gouvernement devant les tribunaux pour violation de traités.



Frederic Carmel/moncoop@journalmetro.com

Manifestation, mercredi, des étudiants de l'Université de Montréal contre la hausse des droits de scolarité.

Qu'en pensez-vous?

Mercury, 15 mars 2012, 16:38

Daniel Turp rêve encore en couleur...

Geeko, *Invité*, 15 mars 2012, 17:02

Mr Turp se trompe. Ce ne sont pas les étudiants les plus pauvres qui vont écoper de la hausse, ce sont ceux de la classe moyenne, ceux qui n'ont pas accès aux prêts et bourses.

Hermil LeBel, *Invité*, 15 mars 2012, 17:05

Daniel Turp n'a jamais daigné donner suite à cette lettre ouverte qui lui fut adressée après

notre comparution en commission parlementaire au nom de la Coalition pour la défense des droits des hommes du Québec en février 2008 afin de dénoncer la corruption judiciaire au Québec. Son opinion n'est guère digne d'intérêt... tinyurl.com/6pes3x6

Dumenil, *Invité*, 15 mars 2012, 19:14

Daniel Turp fait fausse route. 1- Les étudiants ne peuvent poursuivre puisque c'est eux qui sont en grève ! 2- La hausse des coûts est totalement justifiée, puisqu'il en coûte plus cher ailleurs au

«Les étudiants sont en droit d'envoyer Québec devant la justice pour cette hausse de 1625\$», affirme le professeur Daniel Turp.

Il y a 35 ans, le Québec s'est lié au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Cette charte de 1976 reconnaît le droit de toute personne à l'éducation. Elle affirme aussi que, pour rendre l'enseignement supérieur accessible à tous, le gouvernement doit instaurer progressivement la gratuité scolaire.

«Les hausses successives que le Québec a connu sont des contraventions aux exigences de ce traité, estime Daniel Turp. La dernière est très clairement une violation.»

Par ailleurs, d'autres articles de la Charte des libertés, comme l'article 10, défendent les citoyens discriminés à cause de leurs conditions sociales.

Pour le spécialiste juridique, l'augmentation, à terme, de 75 % des droits de scolarité est une entrave faite aux étudiants les plus pauvres et donc, une atteinte en fonction des conditions sociales.

Fort de ces constats, M. Turp encourage les opposants à cette mesure à poursuivre le gouvernement libéral devant les tribunaux. «Ça me ferait plaisir d'aider les étudiants dans cette démarche», a conclu le professeur de l'UdeM.

Québec reste ferme

De passage à Sherbrooke, le premier ministre, Jean Charest, et la ministre de l'Éducation, Lyne Beauchamp, ont réaffirmé que le gouvernement ne plierait pas au sujet des hausses de frais scolaires.

«Le plus gros de l'effort sera fait par l'ensemble des contribuables. Nous demandons un effort aux étudiants», a déclaré Jean Charest.

La ministre Beauchamp a aussi rappelé que les droits de scolarité ont été gelés pendant 33 des 42 dernières années.

Canada et dans le monde pour étudier, qualité/prix comparable ! 3- Les étudiants font de la casse et agissent en criminels en s'attaquant à la propriété d'autrui ! En somme, c'est plutôt le gouvernement qui a toutes les preuves et les faits pour poursuivre les étudiants => les automobilistes devraient les poursuivre; la ville de Montréal devrait les poursuivre pour les coûts de la police; lorsque la manifestation est jugée illégale, des arrestations massives devraient être effectuées et aux frais de ces communistes; les

étudiants devraient être poursuivis pour toutes les casses, etc, etc, etc !

WtfDude, Invité, 15 mars 2012, 19:49

"La hausse des coûts est totalement justifiée, puisqu'il en coûte plus cher ailleurs au Canada et dans le monde pour étudier, qualité/prix comparable !" Mais QUEL argument de MERDE! Quel SOPHISME! Quelle FAUSSETÉ! C'est crissement aberrant!

WtfDude, Invité, 15 mars 2012, 19:52

La hausse est aucunement justifiée pour la simple et bonne raison que le gouvernement, ÇA LUI COÛTE PAS PLUS CHER. POUR QUELLE SAINTE RAISON est-ce que les étudiants devraient payer plus cher alors que notre gouvernement corrompu nous coûte des MILLIONS de dollars en corruption? Accepter la hausse c'est comme accepter cette corruption et ce vol et EN PLUS, accepter de PAYER POUR COMPENSER! C'EST D'LA CRISSE DE BULLSHIT!

Asd, Invité, 15 mars 2012, 20:02

Petite précision pour ceux qui manquent d'information (Dumenil et plusieurs autres). Non le Québec n'est pas choyé rapport coût des droits de scolarités universitaires/qualité en comparaison au reste du monde. (Il n'y a pas que le Canada et les États-Unis) Voici la moyenne des pays de l'OCDE (pays développés économiquement)

Asd, Invité, 15 mars 2012, 20:04

www.iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2011/12/OCDE_droits.png. Le Québec est au dessus de la moyenne, il fait donc partis des endroits où cela coûte cher, ou l'on calcule que ça nuit à l'accessibilité. Et ne me dites pas que la qualité de l'éducation est moindre dans ces autres pays

asd, Invité, 15 mars 2012, 20:05

les pays du nord de l'Europe ont de très bonnes universités accessible à tous en plus (souvent gratuites). Leur modèle de société à souvent fait ses preuves. Enlignons nous dont vers le meilleur nous aussi. Ne nous privons pas d'éducation accessible en tant que société, en acceptant une hausse qui n'est pas dans notre intérêt. Ce gouvernement n'en à rien à faire de nous, ils répondent aux intérêts de quelques puissants.

informez-vous, Invité, 15 mars 2012, 20:11

Quand vous êtes pour la hausse ce n'est pas une opinion différente que vous avez, c'est une inconscience et une insouciance envers ceux qui seront affectés. Ce n'est pas parce qu'une personne est moins bien nantis qu'elle à moins de talent. Au contraire. Pourquoi pensez-vous que nombreux étudiants admis à Haward ne payent absolument rien ? La scolarité doit ce diriger de plus en plus vers la gratuité. Vous payez pour le service médical même si nombreux d'entre vous ne s'en servent pas. C'est un choix social. Non individualiste. Nous payons en impôt selon notre revenue. C'est le système d'aide social qui doit être plus stricte pour minimiser les abus. Les paliers d'impôt sont le meilleur moyen de financer d'avantage l'éducation et autre.

Geekom, Invité, 15 mars 2012, 20:30

Il n'est jamais très crédible de citer une seule source en référence, comme vous faites ici avec Iris. Si on recoupe avec les chiffres de l'OCDE, qui est un organisme un peu plus exempt de préconçus politique, on voit que les pays du nord de l'Europe n'ont pas un système d'éducation de meilleur qualité qu'ici. Le Québec actuellement obtient des score de performance plus élevé que le Danemark. De plus, les pays Scandinaves ont reçu des avertissements de la part de différents organismes international par rapport à leur

fardeau fiscal trop élevé ainsi qu'à leurs taxes à la consommation allant jusqu'à 25%. La gratuité scolaire n'existe pas. Il y a toujours quelqu'un qui paye pour en fin de compte.

Marc, Invité, 15 mars 2012, 20:36

Ceux qui sont contre la hausse démontrent qu'ils sont très faibles d'esprit et manquent totalement d'intelligence. En effet, il en coûte plus cher ailleurs au Canada pour étudier. Les étudiants manifestent juste parce qu'ils ne veulent pas payer plus alors qu'il en coûte plus cher pour manger et s'habiller. Au lieu de manifester contre la corruption, ils ne manifestent que pour leur poches et se foutent que les magouilles continuent, en autant que ça ne touche pas leur budget de dépenses inutiles qui devrait plutôt servir pour leurs études. On voit que leurs arguments sont du pleurnichage de bébés gâtés qui n'ont aucune crédibilité. Comme il est dit dans ce blogue, en plus ils cassent tout et selon moi, le gouvernement devrait les poursuivre et le mettre en lockout pour un an pour les forcer à réfléchir à leurs actions criminelles et antisociales.

MrGauthier, Invité, 15 mars 2012, 20:38

1-« Les étudiants ne peuvent poursuivre puisque c'est eux qui sont en grève! » Vous démontrez par cette simple phrase que vous n'avez pas compris les propos de Daniel Turp. Je vous invite à relire le texte. 2-« La hausse des coûts est totalement justifiée, puisqu'il en coûte plus cher ailleurs au Canada et dans le monde pour étudier... » Cet argument est un sophisme ridicule. Je vous invite à vous informer sur les principes fondamentaux d'argumentation. 3-« Les étudiants font de la casse et agissent en criminels en s'attaquant à la propriété d'autrui! » on ne peut punir un groupe (surtout lorsque aussi vaste et diversifié que celui des étudiant) pour une fraction d'individus. Plus la grève avance et plus je me rends compte du faussé argumentaire entre les camps des rouges et des verts. Depuis déjà de nombreuses semaines de débat sur la hausse des frais de scolarité aucun argument logique.

Placide, Invité, 15 mars 2012, 20:41

Cessez de prendre pour exemple des pays qui ont les moyens et qui n'ont pas de dette et de comparer ces paradis avec le Québec fortement endetté et chochialisé. Pour les huluberlus, le Québec est dans le gros ROUGE, donc demander à la populace de fournir tout gratuitement à tout le monde est une folie qui n'a aucune logique. Dans cette tribune d'autres confirment qu'au Canada, ça coûte plus cher qu'ici, donc revenez sur Terre et battez-vous plutôt pour réduire la dette et les abus et ensuite on s'offrira des gratuités comme récompense !

AFGHTR, Invité, 15 mars 2012, 20:55

« Vous démontrez par cette simple phrase que vous n'avez pas compris les propos de Daniel Turp » Vous devriez relire et relire encore le titre de cette tribune avant de pavoiser pour rien et de vous exciter pour le ridicule. « Cet argument est un sophisme ridicule » Vous devriez réviser vos arguments qui ne tiennent aucune logique à part celle de dénigrer la réalité et de vous conforter dans vos hallucinations sans aucun fondement intelligent. « on ne peut punir un groupe (étudiant) pour une fraction d'individus. » Alors monsieur sophisme, expliquez-moi pourquoi vos valeureux étudiants les acceptent et tolèrent les casses ??? Pas fort comme argument monsieur le sophisme, maître de l'hérésie ! Plus les casses continuent et plus on voit les aveugles cracher sur l'autorité et baver le droit des citoyens à vivre en paix sans être harcelé par une bande de bébés gâtés qui cassent tout !

Sylvie, Invité, 15 mars 2012, 20:55

Personne d'intelligent ne peut m'amener un seul argument pour me prouver qu'il est inapproprié d'investir dans l'éducation ! Pour investir dans l'éducation, tout le monde doit faire sa part !

Pftkz, Invité, 15 mars 2012, 21:00

Pour ceux qui souffrent de dérision et d'hallucinations comme asd et cie ! Il faut revenir sur Terre. Le Québec est très endetté et le comparer avec quelques pays qui ont les moyens d'offrir une éducation gratuite, mais souvent bien ordinaire est peu intelligent et pas très représentatif de la réalité. Pour être lucide il faut se comparer à ce qui se passe au Canada puisque pour ceux qui ne sont pas encore au courant, c'est au Canada qu'on vit ! Et quoiqu'en disent les menteurs, au Canada il en coûte plus cher pour s'instruire qu'au Québec. Donc lâchez votre Prosac et regardez la vérité en face !

Isabelle, Invité, 15 mars 2012, 21:05

Je m'excuse mais tous ceux et celles qui disent encore et encore l'argument de ICI on paye moins cher, je vous demanderais d'aller vérifier justement l'état de l'éducation de la population dans les provinces et les pays où le coût de l'éducation est beaucoup élevé qu'ici. Résultat, moins de gens éduqués et surtout, éliminant l'accès aux plus pauvres ET à la classe moyenne. J'aimerais qu'on cesse de se comparer au pire, et plutôt commencer à se comparer au mieux. Il existe des pays où la gratuité ou la quasi gratuité scolaire existe, et ces pays ont misé sur l'éducation. Résultat, moins de gens malade (moins de coût en santé) et une meilleure qualité de vie en général. Je ne dis pas que l'argent doit sortir des poches de la classe moyenne, au contraire, elle doit venir des grandes compagnies qui profitent d'avantages fiscaux indéniables.

Armengo, Invité, 15 mars 2012, 21:12

Il est prouvé que dans les pays qui se disent offrir la gratuité scolaire, ces pays en font payer le prix de façon détournée aux contribuables et de plus, cette forme de gratuité favorise encore plus les abus ! En fin de route, ces pays déclarent un ratio plus élevé des coûts de l'éducation par capita que pour les pays où tout le monde fait sa part. C'est facile à comprendre, notre système de santé de gratuité est un fiasco total à cause justement des abus de la gratuité. Si vous avez une crédibilité, battez-vous plutôt pour que le coûts des études soit bien encadrés et protégés contre les abus des dirigeants qui se payent des bonus et des primes. Vos manifestations communistes ne mènent nulle part et mettent la population entière contre vous. N'oubliez pas, le Québec est très endetté et on ne peut le comparer à un pays moins endetté et qui a les "moyens" de camoufler les coûts d'études

Mélanie, Invité, 15 mars 2012, 21:19

@ Isabelle Tes arguments sont faussés par ton refus de t'informer. Dans plusieurs provinces du Canada, ça coûte plus cher pour étudier. Vérifie sur internet les coûts par province pour t'apercevoir que tu n'as pas les bonnes infos. Il faut cesser de se comparer naïvement à des pays qui ont les moyens et qui sont pas mal moins endettés que le Québec. Compare toi plutôt à ceux qui offrent moins pour t'apercevoir que les étudiants d'ici sont choyés. Quant à ton argument qu'il faut se comparer à mieux, c'est très joli, mais à condition d'en avoir les moyens ! Les étudiants manifestent juste pour eux et se foutent que les magouilles continuent. C'est pour ça qu'ils n'ont aucune crédibilité et qu'ils se voient obligés de tout casser.

RADIO-CANADA / QUÉBEC: Le mouvement étudiant reçoit l'appui de 300 professeurs – Mise à jour le jeudi 15 mars 2012 à 15 h 17 HAE



Près de 300 professeurs de la région de Québec se joignent au mouvement étudiant pour s'opposer à la hausse des droits de scolarité. Ils ont lu une déclaration, jeudi, pour signifier leur désaccord avec la décision du gouvernement Charest.

Selon eux, l'enjeu dépasse le mouvement étudiant. La professeure de philosophie Valérie Guilloteau, du Cégep de Limoilou, soutient que la hausse des droits de scolarité risque de décourager les jeunes à poursuivre des études supérieures. « L'accessibilité à l'éducation est un enjeu pour la compétition au niveau des entreprises. Même dans la région de Québec, on a besoin d'avoir des cerveaux, on a besoin de gens qui font des maîtrises, des doctorats », affirme-t-elle.

Québec a d'ailleurs été le cadre, jeudi, de deux manifestations étudiantes. En matinée, des étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité ont manifesté à Québec dans le secteur du boulevard Hochelaga, à la hauteur de l'autoroute Henri-IV à Sainte-Foy.

Les manifestants ont accroché une banderole à la passerelle piétonnière au-dessus de l'autoroute.

Les commentaires (8)

Envoyé par [Guy Boulette](#) de Québec, 15 mars 2012 à 17 h 29 HAE

Au profs! C'est facile de soutenir tant que cela ne touche pas au portefeuille! Si vous croyez vraiment en un mouvement social important, faites la grève le 22 mars et aller manifester à Montréal! Je ne sais cependant pas comment vos étudiants qui ont voté contre la grève vont prendre cela. En fait, vous dites à vos étudiants qu'ils ne comprennent rien... belle mentalité!

Envoyé par [Émile Dujout](#) de Québec, 15 mars 2012 à 22 h 04 HAE en réponse à [Guy Boulette de Québec](#)

Renseignez-vous donc sur le code du travail ! Il rend illégale toute grève en dehors des périodes de négociation de convention collective. Les profs cherchent des actions autres que la grève qui aurait des conséquences pas mal plus graves que la perte de salaire (perte d'emploi, par exemple).

Pour les manifestations, plusieurs professeurs étaient présents et le seront encore, parmi ceux qui ne doivent pas enseigner à ces périodes...

Finalement : avoir une opinion différente que certains étudiants sur une question de société n'est pas, comme vous l'écrivez, "leur dire qu'ils ne comprennent rien". En démocratie le peuple discute, les opinions s'affrontent, c'est plutôt sain.

Envoyé par [Martin Cloutier](#) de Québec, 15 mars 2012 à 11 h 57 HAE

J'en compte 6.

Envoyé par [Nicoscope Nicolas](#) de Québec, 15 mars 2012 à 11 h 41 HAE

Plus ça va, plus je trouve le traitement médiatique des grèves étudiantes fortement biaisés.

Comptez les étudiants à la plupart de ces "manifestations". Ils sont une poignée, une minorité, une exception. Quand il y a 20 étudiants sur 20 000 qui manifestent, on ne parle de 0,1% du total du corps étudiants. Où sont les autres?

Qu'on cesse de monter en épingle et de faire tout un cas avec les petits gestes d'une poignée de contestataires qui, de toutes évidences, ne représentent pas la majorité des étudiants qui, eux, ne manifestent pas.

Envoyé par [Jean-Philippe Tittley](#) de Montréal, 15 mars 2012 à 13 h 25 HAE en réponse à [Nicoscope Nicolas de Québec](#)

En après-midi, une cinquantaine d'étudiants ont manifesté contre la hausse des droits de scolarité au coin de la rue Saint-Jean et de l'avenue Honoré-Mercier.

La majorité provenait de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Armés de pancartes, ils ont scandé des slogans sans toutefois perturber la circulation.

Les étudiants affirment que la hausse des droits de scolarité va décourager plusieurs jeunes endettés à poursuivre leurs études universitaires.

L'un d'eux, Frédéric Côté, espère que cette action de visibilité va encourager la mobilisation étudiante à Québec. « On est là pour sortir de l'école, pour avoir une visibilité auprès de la population de Québec parce qu'on a entendu ces derniers jours qu'il y avait un certain mystère à Québec, que les gens étaient moins mobilisés. On veut démentir ça. »

Les étudiants de la région de Québec sont peu nombreux à se mobiliser, mais ils disent avoir bon espoir que d'autres étudiants se joignent à eux. D'autres mobilisations sont prévues au cours de la semaine prochaine.

À Montréal, ce sont plus de deux manifestations par jour qui sont soit organisées, soit spontanées. Additionnez.

Envoyé par [Bergeron.samuel Samuel](#) de Québec, 16 mars 2012 à 11 h 16 HAE en réponse à [Nicoscope Nicolas de Québec](#)

Une vingtaine d'étudiants par manifestation?

Vous devez très certainement habiter à Ferme pour oser dire de telles sottises. Rare sont les manifestations étudiantes avec moins de 500 personnes. Et il y en a une à chaque jour (ou presque) à Montréal depuis environ 1 mois. Des fois, il y en a même deux en même temps! Informez-vous, svp!!

Envoyé par [AndreJcastonguay André](#) de Québec, 15 mars 2012 à 11 h 25 HAE

Encore une action illégale des étudiants qui peut causer des accidents.

Votre cause est perdue d'avance

Allez étudier pour mieux gagner votre vie

Envoyé par [Jean-Philippe Tittley](#) de Montréal, 15 mars 2012 à 13 h 27 HAE en réponse à [AndreJcastonguay André de Québec](#)

Trouvez-nous l'article de loi.

Dites-nous votre idéal social.

Agissez comme il vous plaira, nous ferons de même.

CYBERPRESSE: Plus de la moitié des cégeps du Québec sont en grève - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 12h59



Photo: Marco Campanozzi, La Presse

Au total, 97 000 cégépiens protestent contre la hausse des droits de scolarité.

La Presse Canadienne, Montréal

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) affirme que plus de la moitié des cégeps publics du Québec sont actuellement affectés par la grève.

Au total, 97 000 cégépiens protestent ainsi contre la hausse des droits de scolarité.

La grève s'étend désormais de Rouyn-Noranda jusqu'aux Îles-de-la-Madeleine, alors que 25 des 48 cégeps sont désertés.

En ajoutant les universitaires, ce sont plus de 175 000 étudiants qui font relâche dans la province.

Rappelant que l'éducation doit rester abordable, le président de la fédération, Léo Bureau-Blouin, presse la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, d'écouter la jeunesse si elle veut maintenir la paix sociale.

Une manifestation nationale est prévue le 22 mars et la FECQ s'attend à ce que plusieurs autres associations étudiantes joignent le mouvement d'ici là.

24HMONTREAL.CANOE.CA: Actes de vandalisme: L'IEDM porte plainte – jeudi 15 mars 2012 12h41



© Archives / Agence QMI

Selon le président et chef de la direction de l'IEDM, Michel Kelly-Gagnon, les employés ont été séquestrés et plusieurs actes de vandalisme ont été commis.

MONTREAL - L'Institut économique de Montréal (IEM) a porté plainte après que des individus cagoulés eurent fait irruption dans ses locaux et séquestré ses employés.

Les événements se sont déroulés mardi, au siège social de l'organisation, au centre-ville de Montréal. Une quarantaine de personnes ont tenté de défoncer la porte d'entrée des bureaux, tout en proférant des menaces.

Selon le président et chef de la direction de l'IEDM, Michel Kelly-Gagnon, les employés ont été séquestrés et plusieurs actes de vandalisme ont été commis.

Les policiers ont été appelés afin de dégager l'entrée des bureaux qui a été bloquée pendant près de 40 minutes.

M. Kelly-Gagnon a rencontré les enquêteurs de la police de Montréal afin de porter plainte au criminel.

«Une telle démonstration de violence et d'intimidation est inacceptable et les individus qui en sont responsables devront assumer les conséquences de leurs actes. Il est odieux de voir des gens s'attaquer ainsi à une organisation sous le seul prétexte que ses travaux présentent un point de vue différent du leur», a-t-il dit.

JOURNAL DE MONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Éducation | Grève: Un enseignant perd la moitié de son salaire - Publié le: mercredi 14 mars 2012, 22H31 | Mise à jour: mercredi 14 mars 2012, 22H37

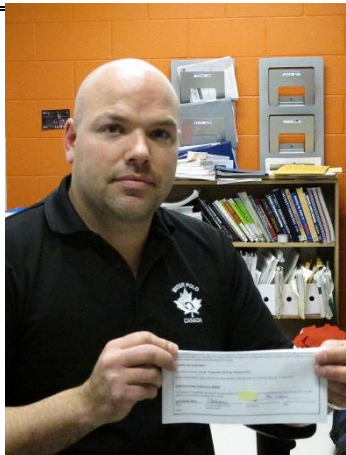


photo le journal de montréal, francis A.Trudel
Enseignant d'éducation physique au Collège de Maisonneuve, Sébastien Fortin a vu son chèque de paie être amputé de la moitié.

Francis A-Trudel

Pas de cours, pas de contrat. La grève étudiante prive un enseignant du Collège de Maisonneuve de la moitié de son salaire.

En ouvrant son bulletin de paie, jeudi dernier, Sébastien Fortin est resté stupéfait. Sa rémunération pour 32,5 heures/semaine, quatre cours à charge et quatre autres à contrat pour un congé de maladie, avait été réduite à 16 heures.

« Je ne comprenais rien, affirme l'enseignant d'éducation physique. J'ai appelé à la comptabilité, et on m'a répondu que tout était gelé pour l'instant, en raison de la grève. »

Contrats sur la glace

Contacté par l'adjoint à la direction des études, à son retour de congé, M. Fortin a eu un semblant d'explications sur sa boîte vocale.

« Pour l'instant, les ressources humaines ont mis la prolongation des remplacements sur la glace. (...) Les contrats qui se terminaient pour la période où il n'y a pas de cours sont en attente », peut-on apprendre.

Personne ne l'a contacté pour l'aviser de cette décision, déplore l'enseignant. C'est le Journal qui a appris à M. Fortin que son contrat n'avait pas été renouvelé.

Il a donc travaillé une semaine à temps plein, alors que son contrat mensuel était échu depuis le 2 mars.

« Je trouve ça cavalier de leur part. J'ai refusé une offre de remplacement dans une commission scolaire près de chez moi, tellement j'étais sûr que mon contrat se prolongeait », confie-t-il.

Deux interprétations

Le contrat stipule que le remplacement de sa collègue malade « est pour 8 heures/semaine, du 6 février 2012 au plus tard le 2 mars 2012 ou jusqu'à son retour. »

En son absence, M. Fortin présumait donc que son contrat était reconduit jusqu'à ce que celle-ci revienne.

Mais la direction offre une autre interprétation. « On ne va pas engager quelqu'un pour quelque chose qu'il ne fait pas », argue Brigitte Desjardins, directrice aux communications.

Selon elle, quand un avis n'est pas envoyé, c'est que le terme n'est pas renouvelé.

« Il a pris pour acquis qu'on le prolongeait », dit Mme Desjardins, ajoutant qu'il s'agit d'une « période tumultueuse », propice à de telles situations.

Cinq autres personnes se retrouveraient dans une situation semblable à celle de M. Fortin au Collège Maisonneuve.

Coincé

Un collègue a appuyé M. Fortin, affirmant que selon cette logique, il ne voit pas pourquoi lui serait payé.

« Ça me semble être la base que d'avertir au moins le coordonnateur quand on décide de ne plus payer quelqu'un », a soutenu un autre.

M. Fortin, dont la conjointe attend un petit garçon pour le 7 mai, affirme être coincé par la situation.

« Je suis un peu pris. Si les étudiants ne reconduisaient pas la grève, ce matin je recommençais à temps plein. Je fais quoi en attendant, je vais voir ailleurs en disant : 'Je peux te donner une semaine, après, je ne sais pas ? ' »

Le syndicat des professeurs du Collège de Maisonneuve étudiera ce cas en comité de travail avec la direction, vendredi.

TVANouvelles.ca / JOURNAL DE MONTRÉAL: Employés des universités: Scolarité gratuite pour conjoints et enfants - Première publication jeudi 15 mars 2012 à 07h52 / Publié le: mercredi 14 mars 2012, 22H26 | Mise à jour: mercredi 14 mars 2012, 22H34



Crédit photo : Archives TVA Nouvelles

Par Martine Turenne | Le Journal de Montréal

Les universités ont beau avoir faim, il y a des privilèges qu'elles ne touchent pas, comme la gratuité ou la réduction des droits de scolarité pour les familles de leurs employés.

La très grande majorité des universités québécoises offrent en effet, parmi leurs gammes d'avantages sociaux, la gratuité ou la réduction des droits de scolarité pour leurs employés, les conjoints et leurs enfants.

Un avantage qui deviendra, bien sûr, de plus en plus intéressant : les droits de scolarité atteindront 3 793 \$ d'ici trois ans.

Certaines institutions, comme l'Université de Montréal ou McGill, sont très généreuses, d'autres, comme l'UQTR n'offre que 45 \$ de réduction par cours, tant pour leurs employés que leur famille.

L'UQAM fait bande à part

Les employés de l'UQAM ne profitent pas de pareilles largesses. « C'est motivé par le fait qu'on gère des deniers publics », dit Jenny Desrochers, la directrice des relations avec la presse. « On ne trouve pas équitable de favoriser les enfants des employés. »

La question ne revient jamais sur la table, dit-elle, lors du renouvellement des conventions collectives. « C'est accepté par la communauté. »

Combien cela représente-t-il ?

Difficile à chiffrer, car les universités elles-mêmes semblent n'avoir jamais fait le calcul.

Ni la Conférence des recteurs et des principaux des universités québécoises (CREPUQ), pourtant férue en chiffres de toutes sortes.

Le président-directeur général de la CREPUQ, M. Zizian ne voit pas de problème avec ce genre d'avantages sociaux dans le contexte économique actuel. Ils se comparent, dit-il, à ceux des employés de sociétés de transport qui ne payent pas pour leur titre.

À l'Université de Sherbrooke, qui compte quelque 6 700 employés, on s'est prêté à l'exercice pour le Journal.

Les employés de soutien, leur conjoint et enfants, sont exonérés des droits de scolarité. Pour le personnel enseignant, la réduction est de 50 %. « C'est pour favoriser l'accès aux études à une classe plus modeste au niveau financier », explique l'attachée de presse, Caroline Dubois.

En 2011, 498 employés se sont prévalus de réduction ou de la gratuité, ce qui représente une somme évaluée à 279 043 \$.

Le débat est lancé aux États-Unis

Aux États-Unis, plusieurs États doivent composer avec des coupes draconniennes de leur budget. Les élus se tournent là où ils peuvent sabrer, notamment dans les dépenses de leurs universités d'État.

Selon l'American Association of University Professors, plus de 83 % des universités privées et le tiers des universités publiques offrent des avantages liés aux droits de scolarité. Et dans ce tiers, la grande majorité de ces exonérations ne touchent ni enfants ni conjoints.

Partout, de l'Arizona à l'Ohio en passant par New York et le New Jersey, la pression monte pour couper dans ces avantages afin d'augmenter les revenus des universités autrement qu'en augmentant les frais de scolarité, déjà très élevés.

En Arizona, où les trois universités d'États sont menacées de compressions de quelque 170 M\$, une étude évalue que durant l'année 2009-2010, quelque 6 414 employés d'universités et leurs familles auraient utilisé pour 28,1 M\$ de réduction de droits de scolarité.

À l'Université de New York, depuis septembre 2011, fini la gratuité pour ceux qui gagnent plus de 50 000 \$ par année. Ils doivent désormais payer 10 % des droits.

CYBERPRESSE: Des professeurs pénalisés par la grève - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 07h26

Pascal Breton, La Presse
Des professeurs qui ont un contrat pour faire un remplacement dans le cadre d'un congé de maladie se retrouvent aujourd'hui sans salaire en raison de la grève étudiante.
Enseignant en éducation physique au collège de Maisonneuve, Sébastien Fortin est l'un d'eux. Il a constaté avec surprise sur son dernier talon de paie que son salaire avait été amputé de moitié. «Je suis comme une victime indirecte de la grève», lance-t-il.
M. Fortin a un contrat d'enseignement pour le semestre d'hiver représentant une demi-tâche. Depuis le début du mois de février, il remplace aussi une collègue en congé de maladie, ce qui lui permet d'avoir une tâche complète.
Il s'agit d'un contrat périodique d'un mois qui se terminait le 2 mars, mais qui est renouvelable jusqu'au retour de l'enseignante.
L'administration du collège a toutefois mis en veilleuse le renouvellement de ces contrats

jusqu'à ce que la grève se termine. Du coup, le salaire est amputé.
«Ça n'avait pas été annoncé que les contrats étaient gelés. Je pensais que ce serait renouvelé automatiquement, surtout qu'on nous a dit qu'on est tenus de continuer nos activités autres», ajoute M. Fortin.
Il fait ainsi référence à la directive ministérielle envoyée aux administrations au début de la grève afin qu'elles rappellent à leurs professeurs qu'ils sont tenus de donner leurs cours et de poursuivre leurs activités.
Tout en disant comprendre les revendications étudiantes, M. Fortin est convaincu que, sans la grève, il enseignerait actuellement puisque sa collègue ne devait pas revenir au travail dans l'immédiat.
Payés à la reprise des cours
Il est normal de ne pas verser de salaire puisqu'il n'y a pas de prestation de services, rétorque la directrice des affaires corporatives et des com-

munications du collège de Maisonneuve, Brigitte Desjardins.
Elle précise que 5 employés, sur les quelque 800 au total, se trouvent dans la situation où leur contrat de remplacement périodique venait à échéance pendant la grève et n'a donc pas été renouvelé.
«On ne renouvelle pas les contrats aussi longtemps que notre session ne repart pas parce que notre calendrier scolaire fait en sorte qu'au bout du compte, il va falloir qu'on se rende quand même à nos 15 semaines de session», explique Mme Desjardins.
Au terme de la grève, les journées de cours perdues devront être reprises. Si les enseignants sont toujours en congé de maladie, les congés de remplacement périodique seront renouvelés.
Entre-temps, le syndicat doit discuter de cette question demain avec la direction, au cours d'une réunion du comité des relations de travail.

LE DEVOIR: «Tous étudiants»: Les professeurs offrent un appui de plus en plus important au mouvement étudiant de lutte contre la hausse des droits de scolarité - Jeudi 15 mars 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Les étudiants ont à nouveau battu le pavé hier, exhortant le gouvernement à renoncer à la hausse des droits de scolarité. Une centaine d'étudiants provenant du collège Ahuntsic, des cégeps Marie-Victorin, Bois-de-Boulogne, Saint-Laurent et de l'école secondaire Sophie-Barat, ont grimpé sur l'autoroute 40 par la bretelle de la rue Saint-Hubert pour redescendre 20 minutes plus tard par celle d'Iberville. Ils se sont ensuite dispersés. Plus tôt, des centaines d'étudiants en grève de l'Université de Montréal ont manifesté devant le bureau de circonscription du ministre des Finances, Raymond Bachand (notre photo). Enfin, quelque 400 personnes, dont des étudiants du collège Édouard-Montpetit et du cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, ainsi que des membres de groupes communautaires de Longueuil ont dénoncé haut et fort la hausse des droits de scolarité sur la Rive-Sud de Montréal.

Lisa-Marie Gervais

40 %
Le pourcentage d'étudiants des niveaux collégial et universitaire en grève générale illimitée au Québec, soit près de 190 000 étudiants sur environ 475 000.

Un raz-de-marée d'appuis venant des professeurs déferle sur le mouvement d'étudiants en grève qui protestent contre la hausse des droits de scolarité. Ce sont surtout des enseignants des cégeps et des universités, mais aussi des écoles secondaires. «Pour une des rares fois dans l'histoire du Québec, il y a une solidarité syndicale d'envergure entre les corps enseignants, mais aussi avec les élèves», s'est réjoui Mathieu Teasdale,

un enseignant de littérature au cégep de Saint-Laurent, membre du groupe Profs contre la hausse, en parlant des appuis syndicaux.
D'éminentes personnalités telles que le sociologue Guy Rocher et le philosophe Georges Leroux ont aussi exprimé leur soutien à la lutte des étudiants, notamment en paraphant un manifeste de 1700 signatures. Avec le philosophe Christian Nadeau, ils ont également écrit une lettre ouverte incitant les professeurs à se manifester davantage dans la lutte contre la hausse et qui développe une analyse sociologique de la «juste part» des étudiants.

Cette idée émane d'un comité spécial «Profs contre la hausse», qui se réunit une fois par semaine depuis le 6 mars dernier pour mettre sur pied des actions à tenir en appui aux étudiants en grève. Le mouvement des enseignants a grossi de façon exponentielle. «C'est en train de prendre une ampleur qu'on n'avait pas prévue», s'est étonné M. Teasdale.

Ils étaient environ deux cents à la rencontre d'hier qui se tenait au cégep Saint-Laurent, soit deux fois plus qu'à la rencontre d'inauguration au cégep Ahuntsic. Mais cela est loin de traduire l'ampleur du mouvement, croit-il. Les enseignants présents aux réunions — et d'autres qui ont participé via Skype d'aussi loin que Gaspé — relaient par la suite dans un blogue (profscontrelahausse.org) et dans les réseaux sociaux les actions qu'ils souhaitent mener. Et ils rivalisent d'imagination.

C'est ainsi qu'une «inauguration symbolique de l'Îlot Voyageur» aura lieu samedi à 12h30 et que des «funérailles de l'éducation accessible» se tiendront à la basilique de Québec lundi prochain. Il y aura également une marche familiale en partance du parc Lafontaine, à Montréal, dimanche, où tous, pas seulement les étudiants et les profs, sont invités. «Notre plan d'action général est d'établir des contacts avec la population par des actions qui seront médiatisées», a expliqué M. Teasdale en invitant la population à aller consulter leur site.

«Nous sommes tous étudiants»

Intitulé «Nous sommes tous étudiants», en référence au slogan de mai 68 en France «Nous sommes tous des juifs allemands», le manifeste pourfend la hausse et appuie les étudiant en grève «dans leur défense démocratique de l'accessibilité aux études universitaires» et leur opposition «à la marchandisation de l'éducation». «Nous disons à cette jeunesse étudiante qui se tient debout qu'elle n'est pas seule», peut-on lire dans le manifeste rédigé par Benoit Guilmain (collège Édouard-Montpetit), Anne-Marie Le Saux (collège de Maisonneuve) et Stéphane Thellen (cégep du Vieux-Montréal). Le texte dénonce la hausse qui «appauvrit l'éducation» et critique l'attitude gouvernement qui fait la sourde oreille. «Nous constatons aujourd'hui que la révolution conservatrice mise en place par le gouvernement libéral ne résulte d'aucun débat et qu'elle nous est présentée comme une fatalité.»

24HMONTREAL.CANOE.CA: Assemblée nationale: Une pétition pour la refonte des associations étudiantes - mercredi 14 mars 2012 19h43

Nicolas Ducharme
TROIS-RIVIÈRES - Une pétition visant à dépolitiser les associations étudiantes a été présentée mercredi à l'Assemblée nationale par la députée libérale de Trois-Rivières, Danielle Saint-Amand.
Ce sont des étudiants qui en ont fait la demande à la députée. Selon le document, ils considèrent entre autres que «certains élus d'associations et

de fédérations étudiantes universitaires et collégiales prennent des positions partiales et font la promotion de leurs propres positions politiques à travers les organes des associations et des fédérations.»



©Nicolas Ducharme / Agence QMI
Danielle St-Amand

Ainsi, ils aimeraient que les groupes étudiants soient scindés en deux, ce qui entraînerait la création d'associations à vocation politique alors que les associations étudiantes devraient rester neutres sur les questions politiques. La députée de Trois-Rivières assure qu'elle n'a pas pris la décision de présenter cette pétition en pleine période de contestation étudiante sur la question de la hausse des frais de scolarité dans le but de miner la crédibilité des associations étudiantes. «Pour moi, c'est un devoir de laisser la démocratie s'exprimer, c'est pourquoi j'ai accepté de présenter cette pétition, a-t-elle expliqué. C'est une proposition innovatrice qui mérite sincèrement d'être débattue.»

La Coalition étudiante pour l'association libre (CÉPAL), formée d'étudiants de quatre universités québécoises, est un regroupement favorable à la réforme des associations étudiantes et qui encourage les universitaires et les collégiens à se dissocier de leur association. Le CÉPAL a envoyé plusieurs plaintes à Danielle Saint-Amand. «Ce qu'ils demandent, c'est de ne pas se retrouver inclus dans un groupe de pression (alors qu'ils n'appuient pas la décision)», a-t-elle expliqué. Mercredi soir, la pétition avait récolté près de 500 signatures.

JOURNALMÉTRO.COM: Droits de scolarité: Les étudiants en grève reçoivent l'appui d'un millier de professeurs - Publié: mercredi 14 mars 2012 11:37 - Mis à jour: mercredi 14 mars 2012 11:39



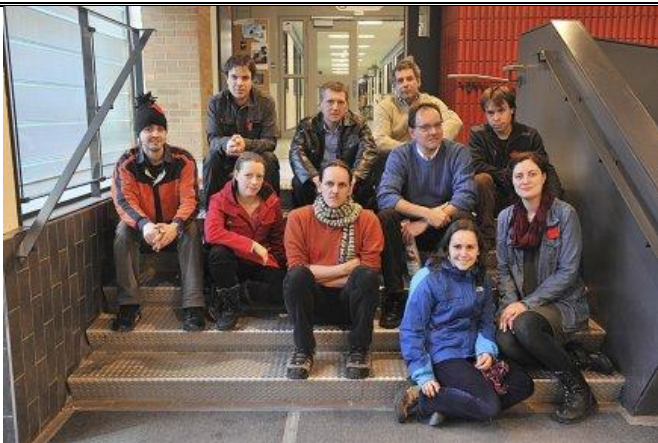
Paul Chiasson

Quelques milliers d'étudiants ont une fois de plus manifesté contre la hausse des droits de scolarité mardi à Montréal.

MONTRÉAL — Après la CSQ et la FTQ, mardi, La Presse Canadienne a appris que des centaines de professeurs des niveaux collégial et universitaire appuient les étudiants actuellement en grève. Depuis lundi, plus de 1300 enseignants ont signé un manifeste en guise de solidarité au mouvement étudiant qui conteste la hausse prévue des droits de scolarité. Le document a déjà reçu l'appui de signataires notoires dont Guy Rocher, sociologue engagé de l'Université de Montréal qui a été membre de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement au Québec (commission Parent) au début des années 1960, et Georges Leroux, spécialiste de la philosophie ancienne de l'Université du Québec à Montréal et correspondant canadien à l'Unesco.

Outre leurs arguments contre une hausse du niveau d'endettement des étudiants et de la diminution de l'accessibilité aux études supérieures, les professeurs s'inquiètent de "la logique de privatisation du financement des services publics" du gouvernement Charest. "Nous, professeur(e)s qui souhaitons léguer un savoir à tous ceux et celles qui désirent s'instruire, appuyons les étudiant(e)s en grève dans leur défense démocratique de l'accessibilité aux études universitaires et dans leur opposition justifiée à la marchandisation de l'éducation. Nous disons à cette jeunesse étudiante qui se tient debout qu'elle n'est pas seule", peut-on lire dans un document qui circule auprès des enseignants des niveaux collégial et universitaire de la province et dont La Presse Canadienne a obtenu copie. Le [manifeste s'intitule "Nous sommes tous étudiants!"](#), soulignant que les professeurs demeurent en mode apprentissage. Il s'agit aussi d'un clin d'oeil social au fameux slogan "Nous sommes tous des juifs allemands!", de mai 68, en France. L'objectif des auteurs, les enseignants Anne-Marie Le Saux, du Collège de Maisonneuve, Benoit Guilmain, du Collège Édouard-Montpetit et Stéphane Thellen, du Cégep du Vieux Montréal, est d'amasser 1625 signatures d'ici la publication prévue de l'écrit jeudi. Ce nombre symbolique correspond à la hausse des frais de scolarité prévue, en dollars, au terme des cinq prochaines années au Québec. Ces professeurs et plusieurs de leurs collègues font actuellement la tournée des collèges afin de se joindre à la mobilisation étudiante. Ils devaient se rendre au Collège de Maisonneuve mercredi. Le texte précédant la pétition soutient que le ministre des Finances, Raymond Bachand, s'attaque aux acquis de la Révolution tranquille en ramenant les droits de scolarité à ce qu'ils étaient avant 1968, lorsque l'université était essentiellement réservée à une élite masculine. On peut aussi y lire qu'"au-delà des revendications légitimes liées à la précarité de la condition étudiante, c'est l'avenir de l'éducation et de la société québécoise qui est en jeu dans le conflit qui oppose les étudiants au gouvernement."

LE SOLEIL: Droits de scolarité: des professeurs s'opposent à la hausse - Publié le mercredi 14 mars 2012 à 05h00 | Mis à jour à 09h47



Le Soleil, Steve Deschênes
Professeure de philosophie au Cégep Limoilou et une des instigatrices du mouvement des Profs de Québec contre la hausse, Valérie Guilloteau indique que l'idée est née de discussions dans les couloirs du cégep entre professeurs.

Marc Allard, Le Soleil (Québec) Des professeurs de Québec commencent à s'organiser pour appuyer les étudiants contre la hausse des droits de scolarité à l'université. Depuis mardi, les professeurs des cégeps et des universités de Québec et de Lévis sont invités par courriel à signer une déclaration d'opposition à la hausse sur le site profsdequebec.ca. Ils sont aussi conviés à participer à deux manifestations étudiantes qui auront lieu dans la capitale, dimanche et lundi. Professeure de philosophie au Cégep Limoilou et une des instigatrices du mouvement des Profs de Québec contre la hausse, Valérie Guilloteau indique que l'idée est née de discussions dans les couloirs du cégep entre professeurs qui souhaitaient appuyer publiquement les étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité. Mme Guilloteau précise qu'après avoir constaté que la grève levait moins à Québec qu'ailleurs dans la province, elle et ses collègues en philosophie, en littérature et en anthropologie, notamment, ont voulu donner leur appui aux étudiants qui ont voté en majorité contre la hausse. «Nous, les profs, on voit ça aller et on n'en pouvait plus de rien faire, dit-elle. L'éducation, on veut la défendre. C'est un problème collectif. Il ne faut pas laisser reposer ça sur le pauvre dos des étudiants. C'est tous les Québécois qui sont touchés.» Des professeurs du Collège François-Xavier-Garneau se sont rapidement joints à ceux du Cégep Limoilou. Valérie Guilloteau indique que des con-

tacts ont aussi été établis avec les professeurs des cégeps de Sainte-Foy et de Lévis et de l'Université Laval.

«Ce n'est pas, à notre avis, un mouvement strictement étudiant, dit Pierre Mercure, professeur de philosophie et président du syndicat des enseignants du Collège Garneau. C'est un mouvement plus largement social, une atteinte majeure qui est en train de se faire au système d'éducation.» Les syndicats des enseignants des deux cégeps contribuent à l'organisation du mouvement. Mais Mme Guilloteau et M. Mercure assurent que ceux-ci n'en sont pas les instigateurs, pas plus que les deux centrales syndicales qui ont des membres dans l'enseignement - la CSQ et la CSN - et ont donné mardi leur appui officiel aux étudiants contre la hausse des droits de scolarité.

Aucun lien politique

Valérie Guilloteau, qui a été candidate de Québec solidaire dans Lévis en 2008, dit que ses liens avec le parti politique n'ont rien à voir non plus, autrement que par des valeurs partagées.

«C'est vraiment une volonté spontanée de professeurs qui dépasse les intérêts corporatistes, dit-elle. Nous, on enseigne. Et l'éducation, on l'a à cœur.»

Les noms des professeurs qui ont signé la déclaration d'opposition à la hausse devraient apparaître aujourd'hui sur le site Internet du mouvement. Une conférence de presse est prévue demain au Collège Garneau pour le lancer officiellement.

Dimanche, les Profs de Québec contre la hausse vont participer à une marche familiale organisée par le Front régional d'actions à Québec de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), qui débutera au Cégep Limoilou. Le lendemain, ils accompagneront un regroupement montréalais de profs contre la hausse, qui organise aussi une marche en soutien aux étudiants qui se tiendra dans le secteur de la colline parlementaire.

LA TRIBUNE: Des profs forment le groupe «Estrée contre la hausse» - Publié le mercredi 14 mars 2012 à 09h05



Archives La Tribune, Jessica Garneau

Isabelle Pion, La Tribune

(SHERBROOKE) Les étudiants qui protestent contre la hausse des droits de scolarité auront du renfort: des professeurs du Cégep de Sherbrooke et

des citoyens d'autres horizons formeront le groupe «Estrée contre la hausse».

Plusieurs professeurs de l'institution collégiale ont déjà montré leur appui aux étudiants, notamment en se rendant à la manifestation qui s'est tenue lors de la Journée de la femme, jeudi dernier.

Le président du Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke (SPECS-CSN), Steve McKay, avait également dénoncé l'attitude du ministère de l'Éducation, qui a envoyé une missive aux établissements d'enseignement pour leur souligner qu'ils pouvaient offrir les cours en cas de grève. Dans plusieurs institutions de la province, des enseignants se mobilisent pour voir de quelle façon ils pourraient appuyer cette lutte.

«C'est une création spontanée de professeurs, à la suite de ce qui s'est passé à Montréal, où des professeurs se mobilisaient contre la hausse», explique le président du SPECS.

CYBERPRESSE: Pour des associations étudiantes neutres - Publié le mercredi 14 mars 2012 à 07h38

Émilie Briodeau, La Presse

Une nouvelle pétition lancée hier sur le site de l'Assemblée nationale du Québec propose que les associations étudiantes deviennent apolitiques. Dans un débat comme celui sur les droits de scolarité, les associations ne pourraient donc plus se prononcer en faveur ou non d'une hausse ou d'une grève, par exemple.

La pétition a été instaurée par la Coalition étudiante pour l'association libre (CEPAL) et est parrainée par la députée libérale de Trois-Rivières, Danielle St-Amand.

«On veut que dans chaque faculté, il y ait une association générale d'étudiants dont tout le monde serait membre, mais qui resterait

neutre», explique Philippe-Olivier Daniel, le président de la CEPAL.

En revanche, la coalition croit que des associations à vocation politique pourraient prendre position dans les débats. L'adhésion des étudiants y serait facultative.

À 21 h hier soir, la pétition comptait 149 signatures.

LE DEVOIR: Hausse des droits de scolarité - Appui syndical aux étudiants: La CSQ, la CSN et la FTQ se rangent aux côtés des protestataires - Mercredi 14 mars 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

Le président de la Centrale des syndicats du Québec, Réjean Parent, était de passage hier au collège de Rosemont, à Montréal, pour offrir son appui aux étudiants. «La lutte des étudiants, c'est la lutte de tous les citoyens du Québec», a affirmé le dirigeant syndical.

La Presse canadienne

Les étudiants qui combattent la hausse des droits de scolarité ont reçu, hier, l'appui officiel de deux centrales syndicales qui ont des membres dans l'enseignement, la CSQ et la CSN, et celui de la FTQ.

Des dirigeants des deux premières centrales se sont présentés aux côtés du président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, au collège de Rosemont, à Montréal, pour appuyer la cause.

«La lutte des étudiants, c'est la lutte de tous les citoyens du Québec», a résumé le président de la Centrale des syndicats du Québec, Réjean Parent.

Même si la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a invité les enseignants à donner leurs cours puisque ce ne sont pas tous les étudiants qui les boycottent, le dirigeant syndical, lui, a livré un tout autre message à ses membres.

Je leur demande «d'être très à l'écoute de leurs étudiants, de ne pas jouer le jeu que le gouvernement veut leur faire jouer. Je trouve que c'est un

manque de courage; c'est du couillonnage de la part de la ministre de l'Éducation de mettre de la pression sur les personnels de l'éducation, de leur dire: "présentez-vous" et d'essayer de semer la zizanie ou de créer une attitude conflictuelle entre les membres du personnel et les étudiants», s'est exclamé M. Parent.

Il a invité Line Beauchamp à respecter «la voix démocratique des étudiants».

«Le dialogue manqué doit maintenant reprendre» entre le gouvernement Charest et les représentants étudiants, a pour sa part plaidé Denise Boucher, vice-présidente de la CSN.

La FTQ a donné son appui aux étudiants par voie de communiqué, se désolant du «peu d'écoute du gouvernement» quant aux revendications des étudiants. «Qui voudrait une augmentation de 75 % de ses coûts d'épicerie ou de loyer? Pourtant, c'est à cela que le gouvernement convie les étudiants et les étudiantes en haussant ainsi les droits de scolarité jusqu'en 2016. Une attitude responsable serait d'engager le dialogue avec eux et de trouver un règlement acceptable avant que le climat ne se gâte davantage», a déclaré le président Michel Arseneault.

Des artistes

Les étudiants ont aussi reçu l'appui de plusieurs artistes. Le 22 mars prochain, après une grande manifestation nationale, un spectacle aura lieu au Métropolis. Chloé Sainte-Marie, Jérôme Minière, Martin Léon, Dan Bigras et Paul Piché seront des invités qui appuient le mouvement étudiant.

Depuis des semaines, des étudiants d'universités et de cégeps protestent de toutes les manières possibles, notamment par un boycottage de leurs cours, contre la hausse des droits de scolarité annoncée dans le budget Bachand de l'an dernier.

Les droits doivent ainsi être augmentés de 325 \$ par année pendant cinq années consécutives, à compter de l'automne prochain. Ils passeront ainsi de 2168 \$ en 2011-2012 à 3793 \$ en 2016-2017.

Avec Le Devoir



Photo: André Pichette, La Presse

Ce moment dramatique pour Max Pacioretty a valu de la visibilité à l'Université de Montréal, qui avait investi des milliers de dollars pour s'afficher sur la bande du Centre Bell.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Affiche devant le banc des joueurs du Canadien, panneau-réclame à l'entrée du pont Jacques-Cartier, publicités entre les segments de Tout le monde en parle. Est-ce la campagne publicitaire d'une grande multinationale?

Non. Plutôt celle de l'Université de Montréal.

Alors que les universités québécoises décrient un sous-financement de leurs activités, elles ont dépensé environ 80 millions en publicité pour se mettre en valeur au cours des cinq dernières années.

Les données fournies par les universités elles-mêmes au ministère de l'Éducation et obtenues par *La Presse* montrent que ces dépenses ont fait un bond de 19% depuis 2005-2006.

Et ce phénomène ne semble pas près de se résorber. Cette année, les universités McGill, Laval et de Montréal ont acheté des publicités télévisées. L'an dernier, l'Université de Montréal s'était procuré une affiche sur la bande de la patinoire du Centre Bell, nec plus ultra du marché publicitaire montréalais. Le logo n'a toutefois été affiché qu'une période sur trois, pendant six matchs.

Durant la seule année financière 2009-2010, dernières données disponibles auprès du ministère de l'Éducation, les institutions universitaires ont dépensé un total de 18,2 millions dans leurs différentes initiatives de publicité. Les sommes s'approchent davantage des 16 millions pour les quatre années précédentes.

Les universités précisent que les appels d'offres et les offres d'emplois, des dépenses incontournables, sont comptabilisés dans ces totaux. Des publicités internes feraient aussi partie du budget.

Selon la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), il s'agit d'un gaspillage de fonds publics inacceptable, surtout au moment où le gouvernement hausse les droits de scolarité.

«C'est difficile, quand on voit des données comme ça, de prendre au sérieux la théorie du sous-financement», a lancé le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, en entrevue téléphonique. Il demande «un coup de barre» de la part de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) joint sa voix à celle de la CLASSE.

«Ça a pris des proportions démesurées. On se demande à qui ça sert», s'est exclamée Martine Desjardins, présidente de l'organisation. Selon elle, il ne s'agit que d'une bataille entre universités pour aller «chercher des étudiants dans la cour du voisin» afin d'obtenir davantage de fonds de

Québec. «À l'UQAM, dans les toilettes, on a une publicité de l'Université de Sherbrooke. C'est un peu ridicule.»

C'est l'Université de Montréal qui figure en tête de la liste des universités les plus dépensières si l'on inclut ses écoles affiliées: 3,9 millions en 2009-2010. Suivent l'Université Laval (2,7 millions) et l'Université McGill (2,5 millions).

Mais selon Flavie Côté, de l'Université de Montréal, les contribuables ne devraient pas être choqués de voir des fonds publics être investis dans la publicité des institutions.

«C'est 1,8 million sur un budget de fonctionnement de 639 millions. C'est quand même un faible pourcentage, s'est-elle défendue. Je laisserai aux gens le droit de juger de la part qu'ils trouvent raisonnable ou non.»

Mme Côté défend aussi les emplacements particulièrement prestigieux réservés par l'Université de Montréal. L'établissement a simplement sauté sur des occasions en or, affirme-t-elle. «Dans le milieu de la publicité, ça arrive des fois qu'il y ait certains espaces comme ceux-là qui se libèrent.»

Daniel Zizian, directeur général de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ), se range du côté de Mme Côté. Selon lui, les publicités peuvent notamment pousser des jeunes à entreprendre des études.

«Qu'on suscite leur intérêt par différentes offres de programmes, c'est normal», a-t-il affirmé. Lui aussi soutient que ces dépenses ne représentent qu'un pourcentage très faible des budgets.

Même son de cloche du côté de l'Université de Sherbrooke. Lucie Frenière fait valoir que les 9,2 millions investis depuis cinq ans en publicité par son université l'ont été de façon responsable. «On fait une gestion très serrée», a-t-elle affirmé.

Mais pour les étudiants, il s'agit d'un problème de fond. Selon Gabriel Nadeau-Dubois, les gestionnaires d'université considèrent souvent leur institution comme une entreprise en compétition avec d'autres, plutôt qu'un service public.

«Faire de la publicité, investir dans l'immobilier et payer ses recteurs comme des dirigeants de multinationale, ça coûte cher, a-t-il accusé. On est en train de demander aux étudiants de payer pour cette dérive.»

* * *

**DE 50 000\$ À 75 000\$ (estimation)
Affiche sur la bande du Centre Bell**

Selon un rapide coup de sonde dans le milieu de la publicité, il s'agit d'un emplacement de choix, qui se détaille entre 8500\$ et 12 500\$ par période, sans compter les intermédiaires ou le coût de production. L'Université de Montréal refuse de rendre publique cette facture, en invoquant une clause de confidentialité. «Ça a donné une visibilité assez exceptionnelle à l'Université», a fait valoir Flavie Côté.

**110 000\$
Publicités pendant TLMEP**

Les messages étaient diffusés entre les segments de l'émission *Tout le monde en parle* et mettaient en vedette le travail des chercheurs de l'institution. La campagne visait à «positionner l'Université comme une université de recherche», explique Flavie Côté.

**16 000\$
Panneau au pont Jacques-Cartier**

Le grand panneau-réclame a été installé à l'entrée sud du pont Jacques-Cartier pendant environ un mois. «L'Université de Montréal a cru bon de s'adresser tout particulièrement aux étudiants de la Rive-Sud», pendant la période de dépôt des inscriptions, explique son bulletin d'information institutionnel.

LA PRESSE: 1^{ère} page: Nouveaux campus, publicité, primes de départ généreuses ... Gaspilleuses, nos universités? / La gestion des universités soulève des questions - Publié le mercredi 14 mars 2012 à 00h00 | Mis à jour à 06h23

Pascale Breton, La Presse

En créant de nouveaux programmes ou en construisant des pavillons additionnels, les universités quittent leur territoire traditionnel pour étendre leurs tentacules dans de nouvelles régions.

Certains y voient une façon de se rapprocher des étudiants pour augmenter le taux de fréquentation dans les universités. D'autres craignent un simple déplacement des clientèles.

Chose certaine, la délocalisation des universités est une tendance qui se confirme depuis quelques années. Contestant la hausse des droits de scolarité, qui servira en partie à rehausser le financement des universités, les organisations étudiantes ont dénoncé à maintes reprises le fait que, selon elles, les universités investissent trop dans le béton et pas assez dans l'embauche de professeurs.

Sans remettre totalement en question les nouvelles constructions, d'autres s'interrogent sur la qualité de la formation qui est offerte dans les campus satellites ou dans les nombreux programmes qui fleurissent un peu partout au Québec.

Dans son plus récent avis, qui portait sur l'assurance qualité dans l'enseignement universitaire et qui a été publié à la fin du mois de février, le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) sonne l'alarme.

Le nombre de lieux de formation est en croissance, mais la création d'antennes universitaires n'est soumise à aucune évaluation externe, peut-on lire dans le document.

«L'expérience étudiante» préoccupe le CSE qui se questionne pour savoir si toutes les conditions sont réunies dans ces programmes délocalisés pour offrir la même qualité de formation.

Nouveaux campus, publicité, primes de départ généreuses...

GASPILLEUSES, NOS UNIVERSITÉS?

PAGES A2 ET A3



«On recommande aux acteurs de convenir d'un mécanisme d'évaluation», explique Lucie Bouchard, secrétaire générale de l'organisme. Une recommandation qui s'adresse au ministère de l'Éducation et aux universités, par l'entremise de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). La question de la délocalisation mérite d'être étudiée en profondeur, souligne Manuel Crespo, professeur titulaire à l'Université de Montréal et fellow associé au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO). Tant les coûts que l'efficacité et la pertinence des formations offertes devraient être évalués.



Photo: La Presse

Les universités investissent trop dans le béton et pas assez dans les professeurs, selon les étudiants.

En décembre, une étude du CIRANO, dont M. Crespo est coauteur, a porté sur l'offre de programmes des universités à l'extérieur de leurs campus principaux.

Après avoir constaté la tendance qui se dessine, les auteurs ont notamment recommandé au gouvernement de décréter un moratoire, le temps de réfléchir davantage sur le développement des universités.

«Il faut se demander si cette offre plus coûteuse favorise l'accessibilité et le taux de participation aux études supérieures ou bien si c'est une redistribution de la clientèle existante», indique M. Crespo.

La recommandation a toutefois été rejetée par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Elle a maintenant en main le second volet de l'étude - laquelle n'est pas encore diffusée - portant sur l'expérience des étudiants qui reçoivent une formation délocalisée.

Dans toutes les régions

La quasi-totalité des universités québécoises est touchée par le phénomène. On compte 17 campus principaux et 18 campus satellites.

L'Université de Montréal s'est installée à Laval, l'Université de Sherbrooke a construit un campus à Longueuil tandis que l'Université du Québec à Trois-Rivières souhaite s'implanter à Drummondville.

Près de la moitié de la clientèle (temps plein) de l'Université du Québec à Rimouski étudie par ailleurs au campus de Lévis, tandis que près du quart des étudiants de l'Université du Québec en Outaouais se trouvent à Saint-Jérôme, indiquent les plus récentes données de la CREPUQ.

Plusieurs de ces campus ont des créneaux particuliers. C'est le cas de l'École nationale d'administration publique (ENAP). D'autres voient le jour à la demande du gouvernement, notamment en santé.

Mais il reste que plusieurs des programmes concernent les sciences sociales et l'administration. Des universités se retrouvent à offrir des programmes similaires à quelques kilomètres les unes des autres.

Le manque d'espace pour faire face à la hausse de la clientèle justifie ces constructions, estime le directeur général de la CREPUQ, Daniel Zizian.

Pour hausser leur taux de fréquentation, les universités doivent se rapprocher des clientèles en région. «En faisant cela, on augmente l'accessibilité sans augmenter les coûts», explique-t-il.

Indemnités de départ et gouvernance

Au-delà de la délocalisation, plusieurs problèmes de gouvernance ont éclaté au cours des dernières années. Ils suscitent des questions quant à la bonne gestion des universités.

Le cas le plus récent est celui de l'Université Concordia, qui a versé plus de 3,1 millions de dollars en salaire et en indemnités de départ à trois cadres qui ont quitté l'institution en cours de mandat.

La situation a pris une telle ampleur que la ministre Line Beauchamp a imposé une pénalité financière de 2 millions à Concordia. L'Université a d'ailleurs fait son mea-culpa en disant qu'un cabinet de vérification privé allait réviser ses pratiques.

En matière d'immobilier, le gouffre financier et les déboires survenus avec l'îlot Voyageur, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), ont entraîné un resserrement des règles de financement de la part du gouvernement en ce qui a trait aux nouvelles constructions.

Fait-on face à une crise de confiance? «Oui, il y a eu des erreurs. Non, les universités ne sont pas mal gérées», répond le directeur général de la CREPUQ, Daniel Zizian.

«On ne peut pas gérer un budget d'au-delà de 5 milliards de dollars [pour l'ensemble des universités québécoises] par année sans qu'il y ait à l'occasion des erreurs ou des aspects qui doivent être améliorés.»

LE SOLEIL: Un des partisans de la hausse des frais de scolarité quitte le navire - Publié le mercredi 14 mars 2012 à 05h00

Matthieu Boivin, Le Soleil (Québec) Même s'il demeurera actif dans l'espace public pour défendre sa position, un des principaux partisans de la hausse des droits de scolarité, Jean-François Trudelle, quitte le Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MESRQ).

Dans un texte de quelques paragraphes publié sur son blogue, l'étudiant à l'Université McGill a notamment expliqué les raisons qui le poussent à se retirer. Le jeune homme avait beaucoup fait jaser il y a quelques semaines, quand on avait appris que lui et un autre porte-parole de ce mouvement, Marc-Antoine Morin, étaient membres de la Commission jeunesse du PLQ.

Lors d'un entretien téléphonique avec *Le Soleil*, le jeune homme a résumé les propos tenus sur son blogue.

Il a notamment dénoncé le «dérapage» qu'il y a eu sur Facebook dimanche soir, lors de la soirée des Jutra, quand de nombreux membres de la

page du MESRQ ont jeté leur frustration sur les artistes qui appuyaient les demandes des étudiants contre la hausse, en portant le petit carré rouge. Certains s'en sont pris à des comédiens en particulier en les insultant, en dénigrant leur talent, en répétant qu'ils ne vivent que de subventions et en affirmant qu'ils ne comprenaient pas vraiment les raisons qui les motivaient à appuyer ces étudiants.

Jean-François Trudelle a aussi affirmé qu'un désaccord sur différents points avec l'exécutif du MESRQ l'incite à partir. Il croit également que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, doit prendre «plus de place dans les médias» afin de mieux expliquer la hausse des droits de scolarité. Cette absence de la ministre dans le débat public représente aussi une motivation supplémentaire pour lui de quitter le MESRQ.

«C'est sa hausse et c'est donc à elle de l'expliquer. Dire que le gouvernement ne changera pas d'idée, ce n'est pas assez. C'est comme si un

médecin rencontre un patient pour lui dire qu'il a le cancer. Il lui dit seulement qu'il devra faire de la chimio et il disparaît. Le médecin doit aussi expliquer au patient quel sera l'impact de ces traitements sur sa santé et les autres conséquences. Ça, la ministre ne le fait pas.»

Même s'il quitte le MESRQ, Jean-François Trudelle continuera à militer pour la hausse des droits de scolarité et contre la grève étudiante. Il a d'ailleurs participé à un vote de grève, qui a été rejeté, hier, à l'Université McGill.

Assemblée reportée à l'Université Laval

L'Association des étudiantes et des étudiants de l'Université Laval inscrits aux études supérieures (AÉLIÉS) a dû reporter son assemblée générale de grève hier soir. Trop d'étudiants se sont présentés, rendant impossible la gestion du rassemblement pour des raisons logistiques.

Quelques 1500 des 11 000 membres représentés par l'association des étudiants de 2e et 3e cycles se sont entassés afin de prendre position sur une

possible grève générale illimitée pour s'opposer à la hausse de 1625\$ des frais de scolarité. «Nous attendions 900-1000 personnes. Nous avons sous-estimé la venue des étudiants», a fait savoir Christophe Navel, vice-président aux affaires externes. L'exécutif de l'ALÉIÉS s'est basé sur le taux de participation au vote de grève de 2005, alors que les étudiants luttaien	contre la coupure de 103 millions \$ en bourses d'études. À l'époque, 800 personnes s'étaient présentées. Les étudiants ont dû attendre plus de deux heures en file, espérant voter. Certains, impatients, ont quitté, rendant impossible la comptabilisation des bulletins de vote distribués. «Des étudiants auraient pu voter deux fois», a expli-	qué M. Navel. L'ALÉIÉS n'a pas voulu prendre de risques et a annulé l'assemblée générale de grève pour s'assurer d'un processus démocratique viable. La prochaine date d'assemblée n'est pas connue, mais doit être «avant le budget», selon Christophe Navel.
---	---	--

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Accusés au criminel - Publié le: mardi 13 mars 2012, 22H47 | Mise à jour: mardi 13 mars 2012, 22H51

Michael Nguyen Cinq individus ont formellement été accusés en marge des manifestations étudiantes de lundi soir. Trois hommes et deux femmes, âgés de 24 et 27 ans, ont été accusés d'entrave envers deux policiers et d'intimidation à l'encontre d'une personne associée au système judiciaire. Les deux femmes font également face à un chef d'accusation de voies de fait contre un agent de la paix.	Si leur avocat Me Denis Poitras a parlé «d'intimidation face aux manifestants», le porte-parole de la police de Montréal Daniel Lacoursière a insisté pour dire qu'il n'y avait eu aucune arrestation lors de cette manifestation. Selon lui, il serait possible que les infractions reprochées aient eu lieu après la manifestation. Pas de libération Lors de la comparution d'hier, une quinzaine de personnes sont venues apporter leur soutien aux	accusés, sous l'œil attentif des constables spéciaux présents dans la salle. Les deux femmes ont été les premières à comparaître. L'air frêle et fragile, elles ont jeté des regards désemparés lorsque la Couronne s'est opposée à leur libération. Les trois hommes ont subi le même sort. Ils resteront donc détenus jusqu'à leur enquête sur caution, prévue aujourd'hui. «C'est totalement disproportionné», a estimé Me Poitras à la sortie de l'audience.
--	---	--

LE SOLEIL.COM / CYBERPRESSE: Les étudiants obtiennent l'appui de syndicats - Mardi 13 mars 2012, 09h40 / Publié le mardi 13 mars 2012 à 08h35 | Mis à jour à 10h57



Photo: Robert Skinner, La Presse

Des étudiants manifestaient contre la hausse des droits de scolarité le 8 mars dernier, au centre-ville de Montréal.

Lia Lévesque, La Presse Canadienne, Montréal
Les étudiants qui combattent la hausse des droits de scolarité ont reçu, mardi, l'appui officiel de deux centrales syndicales qui ont des membres dans l'enseignement, la CSQ et la CSN. Des dirigeants des deux centrales se sont présentés aux côtés du président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, au Collège de Rosemont, à Montréal, pour appuyer la cause. Le président de la Centrale des syndicats du Québec, Réjean Parent, a invité ses membres à écouter ce que les étudiants ont à dire et à respecter leur droit démocratique de boycotter leurs cours et de manifester. Il a aussi demandé au gouvernement Charest de cesser de faire la sourde oreille aux revendications étudiantes. Depuis des semaines, des étudiants d'université et de cégep protestent de toutes les manières possibles, notamment par un boycottage de leurs cours, contre la hausse des droits de scolarité annoncée dans le budget Bachand de l'an dernier.



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Lundi, les étudiants ont tenu un «sit-in» sur la rue Sainte-Catherine Est, forçant le blocage d'une partie du centre-ville de Montréal près de la rue Saint-Denis.

Les droits doivent ainsi être augmentés de 325 \$ par année pendant cinq années consécutives, à compter de l'automne prochain. Ils passeront ainsi de 2168 \$ en 2011-2012 à 3793 \$ en 2016-2017. Plus tard mardi, vers 13h00, les étudiants seront conviés dans les rues du Quartier international de Montréal pour dénoncer une fois de plus la hausse des frais de scolarité et souligner, selon leurs dirigeants, le caractère international des attaques à l'accessibilité à l'éducation. Lundi, le mouvement étudiant a donné lieu à un «sit-in» sur la rue Sainte-Catherine Est, forçant le blocage d'une partie du centre-ville de Montréal près de la rue Saint-Denis. Cependant, aucun affrontement avec la police n'a éclaté. À Québec, des accès à des bureaux administratifs de l'Université Laval ont été bloqués.

CNW: Grève étudiante: À une semaine du dépôt du Budget, la FECQ rappelle au gouvernement que des solutions existent - Mardi 13 mars 2012, 10h00

MONTREAL, le 13 mars 2012 /CNW Telbec/ - À une semaine du dépôt du Budget du Québec, les représentants du milieu syndical sont venus appuyer les cégépiens en grève sur leurs piquet de grève. Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, en profite pour rappeler à la ministre de l'Éducation que des solutions existent dans le conflit qui l'oppose aux étudiants. « Le gouvernement veut aller chercher 265M\$ dans la poche des étudiants en augmentant les frais de scolarité. Or, en se fiant à la version conservatrice du plan de financement des universités tel que rédigé par le ministère des Finances, on peut aller chercher 170M\$. C'est déjà 74% du chemin de fait. Pour les 95M\$ restants, nous avons également plusieurs solutions pour la	ministre », explique Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). En effet, le plan de financement des universités est élastique quant aux montants exacts qui seront alloués aux universités. Plus précisément, le plan du gouvernement fixe des braquettées de financement. Le président de la FECQ propose donc au gouvernement d'utiliser les paramètres les plus conservateurs ce qui permettrait d'économiser 170M\$ sur les 265M\$ que le gouvernement Charest demande aux étudiants. Pour les 95M\$ restants, les cégépiens formulent quelques suggestions : 1. Ajouter 0,5% au taux actuel d'imposition des grandes entreprises	2. La reinstauration de la taxe sur le capital à hauteur de 0,06% Source : Estimations de la FECQ à partir des données du Ministère des Finances du Québec. Statistiques fiscales des sociétés, années d'imposition 2005 et de Revenu Québec, Taux en vigueur de la taxe sur le capital. La FECQ souligne également au gouvernement qu'en faisant le ménage dans les finances des universités, on pourrait aller chercher plusieurs millions de dollars supplémentaires. « Ces solutions additionnées à une restructuration des finances des universités permettraient au Québec d'avoir les universités parmi les plus accessibles et de qualité au monde. Qu'attend le ministre pour considérer ces propositions », questionne M. Bureau-Blouin.
--	--	---



La FECQ déplore l'attitude du gouvernement Charest face aux étudiants.
« Nous avons fait notre bout de chemin en proposant des solutions à la ministre Beauchamp. Le problème c'est qu'elle ne veut pas les entendre », conclut Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Une note technique explicative concernant le plan de financement des universités est disponible à l'adresse suivante : <http://scr.bi/ytuJdS>
La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) représente plus de 80 000 étudiants réunis dans 23 associations étudiantes présentes sur l'ensemble du territoire québécois. Depuis 21

ans, elle défend et promeut les droits et intérêts des étudiants des cégeps.

Renseignements :

Charlotte Watson, coordonnatrice aux relations et communications FECQ, cell. : (514) 554-0576, bureau : (514) 396-3320, courriel : crc@fecq.org, Twitter [@charlottewats](https://twitter.com/charlottewats)

LAVANTAGE.QC.CA: Hausse de 1625 \$ des frais de scolarité : les femmes particulièrement frappées - Publié le lundi, 12 mars 2012 23:30



photo Stéphane Fournier

La forte présence des étudiantes sur les lignes de piquetage n'est pas un hasard, considérant que la FEUQ estime que les femmes seront très sérieusement touchées par la hausse des frais de scolarité.

par Réal-Jean Couture

C'est passé un peu inaperçu en région, mais les fédérations étudiantes impliquées dans le mouvement dit national contre la hausse des frais de scolarité dans les universités au Québec ont mis en relief dans les derniers jours que les femmes sont tout particulièrement touchées par cette décision du gouvernement Charest.

Profitant de la Journée internationale de la Femme, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a tenu à rappeler qu'il existe encore de nombreuses inégalités qui frappent les femmes au cours de leurs études universitaires et que la hausse des frais de scolarité de 1 625 \$ du gouvernement libéral de Jean Charest ne fera qu'accroître les inégalités.

« Aujourd'hui, les femmes composent la majorité de la population universitaire de premier cycle et de deuxième cycle. Et la hausse de 1 625 \$ des frais de scolarité creusera donc encore plus le fossé entre les hommes et

les femmes. Encore une fois, Jean Charest ne tient pas compte des conséquences de ses gestes », déplore Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Elle estime en effet que cette inégalité s'explique par l'écart dans le financement des études entre les hommes et les femmes, 900 \$ en moins pour les étudiantes à temps plein et 3 400 \$ pour les étudiantes à temps partiel. De plus, seulement 14 % des stages obligatoires que doivent suivre les étudiantes sont rémunérés contrairement à 55 % chez les hommes.

Par exemple, dans les facultés d'éducation, secteur à forte majorité féminine, il y a quatre stages obligatoires non rémunérés et le dernier stage, qui représente la prise en charge complète d'une classe, coûte souvent plus de 1 000 \$ à l'étudiante. « Ce que le gouvernement fait avec sa hausse, c'est pénaliser les femmes déjà désavantagées. Jean Charest rajoute un autre fardeau qui pour plusieurs sera insurmontable. Et ce n'est pas tout, pour les jeunes mères de famille, la situation est encore plus sombre », constate amèrement la présidente de la FEUQ.

« Alors que le gouvernement brandit à tort le programme des prêts et bourses comme la solution magique à toutes ses erreurs de jugement, la FEUQ rappelle les nombreuses failles dans l'Aide financière aux études. Au premier chef, les pensions alimentaires pour enfant qui sont encore considérées comme un revenu par le programme de prêts et bourses alors que ce n'est plus le cas pour les déclarations d'impôt. Il manque aussi 260 \$ par mois pour couvrir les frais de base d'une étudiante ayant un enfant à charge. C'est sans compter que les étudiantes chercheuses n'ont pas accès au Régime québécois d'assurance parentale. »

« La lutte pour l'égalité est donc loin d'être finie. Encore aujourd'hui, une femme diplômée gagnera 863 269 \$ de moins qu'un diplômé masculin. Et monsieur Charest ne fera qu'empirer la situation », conclut Martine Desjardins.

Petite lumière dans ce sombre tableau, en plus d'une présidente au sommet de la Fédération, 10 de ses associations sur 15 ont une femme à leur tête, preuve que les femmes prennent de plus en plus de place dans les débats de société et que les revendications de ses dernières seront de plus en plus défendues.

CNW: FECQ-FEUQ: En route vers la grande manifestation du 22 mars - Lundi 12 mars, 13h40

MONTRÉAL, le 12 mars 2012 /CNW Telbec/ - Quelques jours avant la grande manifestation du 22 mars, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) annoncent les actions que les grévistes entreprendront avant cette grande manifestation. Le nombre de grévistes devrait d'ailleurs franchir le cap des 175 000 avec les étudiants de l'Université de Concordia qui se joindront au mouvement le 15 mars prochain. « Pendant combien de temps encore le gouvernement de Jean Charest va-t-il nous répéter que la hausse des frais de scolarité est responsable ? Dans quelques jours, nous atteindrons le cap de 175 000 étudiants en grève et plusieurs autres votes sont encore à venir. Nous souhaitons au gouvernement de régler le conflit avant qu'il devienne démesuré », explique Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Actions à venir

Les grévistes ont encore plusieurs actions dans leur manche afin de convaincre la population. Tous les jours, ils participeront à des actions de visibilité, des actions communautaires ou des rassemblements.

Le 14 mars à 8 h, les étudiants du Collège de Rosemont offriront un déjeuner communautaire et des dons seront amassés pour les auberges du cœur. Le 14 mars à 13 h 30, une manifestation est également organisée par la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM). Le départ est prévu au pavillon Roger-Gaudry. Ils rendront visite au ministre des Finances, Raymond Bachand. Un rassemblement se déroulera aussi à Victoriaville le 14 mars prochain où les étudiants et la population se réuniront à 12 h devant le bureau du député Claude Bachand. Le 15 mars à Montréal, les étudiants retourneront voir Raymond Bachand afin de prendre le thé en sa compagnie, si possible. Le vendredi 16 mars aura lieu la manifestation régionale à Val-d'Or et le marathon musical à l'Église St-John de Montréal organisé par le Mouvement de mobilisation des étudiants en musique. Finalement, une manifestation régionale se tiendra à Rimouski le 19 mars à 11 h 30.

Manifestation du 22 mars

La manifestation nationale du 22 mars prochain qui devrait réunir des dizaines de milliers d'étudiants dans les rues de Montréal débutera à la

Place du Canada à 13 h pour culminer au Vieux-Port de Montréal quelques heures plus tard. « Nous étions 30 000 dans les rues le 10 novembre dernier. Le 22 mars prochain, nous serons encore plus nombreux et nous allons prouver à Jean Charest que les étudiants sont plus déterminés que jamais à le faire reculer sur la hausse des frais de scolarité! », ajoute Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Le calendrier des actions à venir est disponible à l'adresse

www.1625canepassepas.ca/calendrier

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) représentent ensemble plus de 200 000 étudiants au Québec. Ensemble, c'est plus de 115 000 étudiants qui sont ou ont un mandat de grève.

Renseignements :

Charlotte Watson, coordonnatrice aux relations et aux communications FECQ, cell. : (514) 554-0576, bureau : (514) 396-3320, courriel : crc@fecq.org, Twitter : [@charlottewats](https://twitter.com/charlottewats)

Mathieu Le Blanc, attaché de presse, FEUQ, bureau : (514) 396-3380, cell. : (514) 609-3380, courriel : attpresse@feuq.qc.ca

LE DEVOIR: À l'école de la contestation - La Boîte rouge documente la grève étudiante - Lundi 12 mars 2012

Stéphane Baillargeon

Des étudiants en cinéma, en arts et en journalisme suivent à la trace les assemblées et les manifestations contre la hausse des droits de scolarité. Chaque matin, des étudiants en théâtre de l'UQAM, tout de rouge vêtus, se déplacent d'une station à l'autre du métro de Montréal. Le but est évidemment de sensibiliser la population à la cause des grévistes contre la

hausse des droits de scolarité. La belle «ligne rouge» quotidienne fait l'objet d'une courte capsule vidéo sur le site de La Boîte rouge.

Une autre production disponible sur boiterouge.net suit le collectif Maille à part qui réunit des tricoteurs du mercredi. Leurs petits carrés écarlates sont distribués aux sympathisants. Les grosses laines finissent accrochées sur les parcomètres du Quartier latin.



Le carré a d'abord été adopté en 2005 comme symbole de ralliement contre les modifications au régime étatique de prêts et bourses. Ces compressions, selon la lecture étudiante, mettaient les plus pauvres « carrément dans le rouge ».



Photo : Source: La Boîte rouge

La «ligne rouge» des étudiants de l'UQAM en théâtre.

La Boîte n'en pense pas moins. «Nous nous sommes donné deux mandats différents et complémentaires», explique Gabriel Noël-Letendre, cofondateur de La Boîte rouge, rencontré dans la cafétéria d'un pavillon déserté par les grévistes. «Le premier est de médiatiser la grève de façon non sensationnaliste ni propagandiste. Nous offrons de l'information alternative et originale en montrant autrement les manifestations couvertes par les médias de masse et en nous attardant sur les événements marginaux qui n'intéressent pas les autres médias. On est à l'affût de tout ce qui se passe, des comités, des organisations.»

Son partenaire dans l'aventure, Patrick Francke-Sirois, enchaîne avec une explication du deuxième mandat, axé sur la création. «En suivant ce que font les étudiants en théâtre ou en danse, nous voulons montrer que la grève peut aussi être créative, originale, amusante et positive. C'est une façon d'offrir une autre vision de ce mouvement trop souvent dépeint dans les médias traditionnels comme formé de jeunes choyés, mais en colère. On veut sortir des clichés et des préjugés, quoi.»

Boîte à malices

Les deux étudiants de deuxième année en cinéma de l'UQAM ont lancé le centre de documentation engagé il y a trois semaines. Trois consœurs les appuient à la direction des communications (Viviane Caron), du marketing (Justine Laurier) et de la logistique (Maude Cloutier-Vallière). La Boîte rouge regroupe maintenant une quarantaine d'étudiants, surtout des départements de communication. L'équipe offre les services de tournage, de montage et d'écriture. La plateforme propose déjà cinq vidéos, six articles et des portfolios de photos. Plusieurs autres productions sont en chantier.

Le matériel (caméras, appareils photo, ordi...) appartient surtout aux membres. Les frais d'exploitation oscillent autour de 330 \$ jusqu'à maintenant, dont une bonne part pour soutenir un vidéaste qui a suivi une marche Montréal-Québec.

«Pour l'instant, tout ce que nous créons est au nom du collectif, dit M. Noël-Legendre. [...] Les collaborateurs éventuels arrivent avec leur projet. Idéalement, on essaie de les faire cadrer dans nos objectifs.»

Des propositions qui auraient encouragé la casse et les actions violentes ont été refusées. Une collaboratrice à Concordia va filmer les levées de cours cette semaine. Des projets se développent à l'UdeM.

Un antidote

Les réseaux sociaux stimulent l'impact du centre multimédia de production et de diffusion. Les vidéos sont visionnées plus de 500 fois par jour. La Boîte rouge utilise aussi le site Web communautaire Vimeo, comme les groupes d'occupation des indignés a lancé des dizaines de chaînes de protestations depuis un an. «Notre matériel est libre de droits. N'importe qui peut l'utiliser pour aider à faire circuler le message pour équilibrer la couverture médiatique traditionnelle», précise M. Francke-Sirois.

Ce nouveau petit média critique la couverture moyenne des anciens grands joueurs, les journaux, la télé, la radio. «C'est difficile de trouver des sources fiables et objectives sur notre conflit, enchaîne Patrick Francke-Sirois. La Presse minimise à chaque fois le nombre de manifestants par rapport aux chiffres officiels.»

Son collègue relève les clichés colportés. «Les reportages nous décrivent systématiquement comme perturbateurs, violents, dit-il. Il semble clair que les médias tentent de forger une opinion négative des grévistes dans l'opinion publique. Au fond, nous, on rapporte sans tomber dans cette caricature négative.»

Un fanzine contre Quebecor

La contestation et la médiatisation avancent en cordée. Et les très vieilles formes de propagande ne meurent pas: elles se transforment. À preuve, cet étonnant fanzine anti-Quebecor distribué la semaine dernière à l'entrée d'une station de métro de Montréal comme les journaux gratuits, dont le 24 heures appartenant à l'empire médiatique.

Le brûlot illustré, tenant sur deux feuilles photocopiées, s'intitule «Petites infos utiles sur Quebecor». Le travail, qui reprend le contenu de l'émission Enquête diffusée par Radio-Canada en novembre dernier, a été réalisé par un étudiant dans le cadre d'un cours en Computation Arts de l'Université Concordia. La grève retarde sa remise pour évaluation officielle.

«La bédé permet de simplifier l'information, de la rendre plus amusante et plus accessible», explique Joseph, qui préfère ne pas révéler son nom de famille. «Dans ce cas, la bédé me permet de dénoncer les effets de la concentration de presse au Québec. Je suis surtout choqué par la propagande de Quebecor contre les institutions publiques ou les mouvements de contestation. On le voit encore avec les articles et les chroniques sur la grève étudiante.»

Le pamphlétaire a imprimé 120 exemplaires pliés et agrafés à la main. Des fans en ont rajouté quelques dizaines. La stratégie rappelle un peu la tradition des samizdats, ces textes dactylographiés de dissidents qui circulaient sous le manteau en URSS. En même temps, cette opposition manifeste est bien de son temps, puisqu'on peut aussi la consulter en ligne sur le site cubesfactory.com/blog avec d'autres fanzines de Joseph, empêqueur de concentrer en rond.

Semaine du 05 mars 2012

JOURNALDEMONTRÉAL.COM: Ses prêts étudiants payent sa maison - Publié le: dimanche 11 mars 2012, 19H30 | Mise à jour: dimanche 11 mars 2012, 19H32

<p>Éric Thibault</p> <p>Pendant que des milliers d'étudiants protestent contre la hausse des frais de scolarité, une jeune ingénieure de la Montérégie s'est offert une maison neuve avec les prêts qu'elle a touchés pour financer ses études... avant de déclarer faillite.</p> <p>La femme de 31 ans espérait s'en laver les mains en demandant à la Cour supérieure d'être libérée de sa faillite, mais le tribunal vient de lui passer un savon.</p> <p>Résultat : celle qui avait emprunté 50 025 \$ de la Banque Nationale du Canada (BNC) pour payer ses études, en plus d'obtenir 17 000 \$ d'aide financière du ministère de l'Éducation, n'a pas vu ses dettes complètement effacées. Elle devra donc en rembourser une partie, que la Cour a fixée à 18 105 \$.</p> <p>Repartir à zéro</p> <p>Au moment d'entreprendre ses études universitaires en génie mécanique, en 2002, la jeune femme recevait déjà des prêts du gouvernement</p>	<p>- qu'elle n'a pas encore fini de payer - quand elle a contracté une première marge de crédit de 5 000 \$ à la BNC. La limite a été augmentée à plusieurs reprises, de sorte qu'à l'automne 2007, elle devait plus de 50 000 \$ à la BNC.</p> <p>Malgré ce fardeau qui lui « polluait l'existence », elle s'achète une maison neuve de 310 000 \$ (financée avec une autre banque) avec son conjoint, à Marieville, en août 2008, peu après s'être trouvé un emploi.</p> <p>Prise à la gorge, madame déclare faillite un an plus tard, sans même tenter de s'entendre avec la BNC. Elle a demandé au tribunal de prononcer une ordonnance de libération absolue envers ses créanciers.</p> <p>Madame dit « avoir réalisé qu'elle et son conjoint ont gaffé (...), mais qu'il n'est pas trop tard, à 30 ans, pour recommencer à zéro ». Elle met aussi sur le compte de sa « jeunesse » son utilisation « abusive » du crédit, tout en se plaignant que ses revenus étaient moins élevés que prévu.</p>	<p>« Facile et irresponsable »</p> <p>La Cour a rappelé que la Loi sur la faillite et l'insolvabilité reconnaît le droit à « une seconde chance » pour un étudiant « honnête, mais malchanceux et croulant sous les dettes ».</p> <p>Permettre à un ex-étudiant d'utiliser la loi « comme un moyen facile de se libérer de ses dettes », après « négligence et incurie », serait « choquant aux yeux du public ».</p> <p>« L'achat de cette maison dans de telles conditions d'endettement constitue une forme d'extravagance à travers laquelle la faillite et son conjoint démontrent toute leur ingratitude, leur insouciance ou leur irresponsabilité à l'égard de leurs créanciers, tranche le tribunal. Et ce, pour atteindre un niveau de vie pour lequel ils refusent de faire les sacrifices ou les choix que commande parfois la sagesse. »</p> <p>La BNC ne pourra récupérer la totalité des sommes parce que « la condition imposée ne doit pas paver la voie vers une seconde fail-</p>
--	--	---

JOURNLMÉTRO.COM / LEDEVOIR.COM: De nouveaux moyens pour les étudiants en grève – Publié dimanche 11 mars 2012, 15h27 / dimanche 11 mars 2012 15h59

La Presse canadienne

Les étudiants en grève opposés à l'augmentation des droits de scolarité tenteront de se faire entendre grâce à un marathon musical de 48 heures. C'est ce qui a été dévoilé dimanche par les représentants de la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE), et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), en compagnie du Mouvement de mobilisation des étudiants en musique (MMEM).

En entrevue, la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a expliqué que plus de 175 artistes, dont les Zapartistes, se succéderont sur scène à compter de vendredi, à Montréal.

La journée de samedi se déroulera par ailleurs à la salle de spectacle L'Astral.

Selon elle, il s'agit d'une nouvelle façon pour les étudiants de rallier la population à leur cause grâce à des moyens qui ne sont pas des manifestations. La présidente de la FEUQ espère que la notoriété des artistes en-

incitera plusieurs à rejoindre les étudiants dans leur combat contre le gouvernement Charest.

Activités communautaires

Par ailleurs, la FEUQ et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) s'impliqueront dans des activités communautaires au courant de la semaine un peu partout au Québec. Mme Desjardins a indiqué qu'en agissant de la sorte, les étudiants veulent «redonner ce que la société québécoise a investi en eux».

Selon elle, plus de 160 000 étudiants sont actuellement en grève, un nombre qui devrait augmenter malgré le refus du gouvernement de Jean Charest de modifier sa position.

La présidente de la FEUQ déplore que les libéraux continuent de "confronter" la jeunesse plutôt que de lui laisser sa place au sein de la société.

Mme Desjardins rappelle que le premier ministre Jean Charest, qui est également responsable des dossiers qui concernent la jeunesse, a fait très peu dans ce domaine récemment.

LAVANTAGE.QC.CA: Des associations en grève de la FECQ et de la FEUQ redonnent à la communauté - Publié le dimanche, 11 mars 2012 13:17



photo FEUQ-AGECAR

Au fil de l'avancement du mois de mars, les étudiants doivent commencer à additionner le nombre de jours d'allongement de session qu'ils devront rencontrer. -

par Réal-Jean Couture

C'est à partir d'aujourd'hui que des associations étudiantes en grève de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) participeront à des actions au sein de la communauté. Pour certains, c'est une façon de récupérer l'opinion publique, alors que les fédérations prétendent que la population est avec elles.

« Les étudiants sont très conscients qu'ils sont supportés par l'ensemble de la société lorsqu'ils sont sur les bancs d'école. Par ces gestes de béné-

volat, ils veulent en redonner une partie. Mais, c'est surtout par le travail qu'ils effectueront tout au cours de leur vie que les étudiants redonneront au centuple ce que la société québécoise a investi en eux », déclare Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Que ce soit en venant en aide à un organisme de réinsertion sociale, en faisant du ménage dans des cours d'école ou encore en participant à des collectes de nourriture, les étudiants profiteront de cette semaine pour faire des bonnes actions. « C'est une autre manière de manifester notre désaccord contre le gouvernement Charest qui a une vision à courte vue.

La lutte contre la hausse de 1625 \$ des frais de scolarité, c'est non seulement une lutte pour notre génération, mais également pour l'ensemble de la classe moyenne et des citoyens à faible revenu », poursuit Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Les fédérations étudiantes convient d'autre part l'ensemble de la population à soutenir les étudiants dans leur affrontement face au gouvernement libéral de Jean Charest et elles l'invitent à participer en grand nombre à la manifestation du 22 mars prochain. « Ce n'est pas seulement la jeunesse que ce gouvernement attaque par ses agissements, mais aussi les valeurs qui ont fait du Québec une société juste et prospère, permettant à tous de réaliser leur potentiel, peu importe le milieu d'où ils proviennent. Ensemble, nous ferons plier ce gouvernement ! », promettent Martine Desjardins et Léo Bureau-Blouin.

Pendant ce temps, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, demeure sur ses positions et a invité les étudiants à retourner à leurs cours. « Il n'y a rien dans le budget du 20 mars prochain qui viendra réduire et/ou modifier la décision prise dans le budget 2011 » répète la ministre. Le gouvernement Charest donne tous les indices à l'effet qu'il ne reculera pas, contrairement à 2005.

Rappelons que les frais de scolarité ont été gelés au Québec pendant 33 des 42 dernières années.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Droits de scolarité : des enseignants solidaires des étudiants - Mise à jour le samedi 10 mars 2012 à 21 h 06 HAE



Une manifestation étudiante à Québec, le 1er mars. Des professeurs de cégep et d'université évoquent plusieurs « gestes symboliques » pour montrer leur appui aux étudiants québécois qui contestent la hausse des droits de scolarité.

Plusieurs enseignants se sont réunis mardi dernier pour planifier des « actions d'éclat » et la possibilité d'une « grève enseignante » d'une journée a été évoquée.

Selon Jean Trudelle, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ), qui a assisté à la réunion et participé à une manifestation étudiante cette semaine, aucune grève n'est envisagée pour l'instant « même si l'appui aux étudiants est assez massif à la FNEEQ ».

« On n'en est pas encore là, beaucoup de choses sont considérées pour aider les étudiants », a-t-il déclaré en entrevue à RDI, samedi matin.

Une telle grève serait d'ailleurs illégale en vertu du Code du travail, puisqu'elle ne serait pas reliée à des négociations syndicales. Elle pourrait entraîner des amendes quotidiennes de 100 \$ pour un enseignant, 10 000 \$ pour un chef syndical et 50 000 \$ pour un syndicat.

M. Trudelle soutient notamment qu'aucun forum public n'a encore été tenu pour discuter de la question de la hausse des droits de scolarité, alors que cela aurait dû être amorcé dès le départ.

La façon dont les universités gèrent le budget qui leur est accordé doit aussi être examinée, a-t-il noté, faisant référence à l'Université Concordia qui doit payer une pénalité financière de 2 millions de dollars pour un manque de rigueur dans la gestion de ses fonds publics.

Le président de la FNEEQ a ajouté que de nombreux enseignants participeront, à son avis, à la grande manifestation étudiante qui aura lieu le 22 mars à Montréal.

Un appui généralisé, selon la FEUQ

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a souligné que de plus en plus de groupes manifestaient leur soutien aux étudiants, notamment des parents et d'anciens étudiants sur les réseaux sociaux.

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, a qualifié de « motivante » cette sortie publique de professeurs. Confirmant que les regroupements étudiants étaient en contact avec ceux représentant les professeurs, il a ajouté qu'il voyait dans cette expression de solidarité un signe que cette cause était prise au sérieux.

La CLASSE, réunie en congrès samedi à Sherbrooke, n'a cependant eu aucune discussion avec le gouvernement, a indiqué M. Nadeau-Dubois. Vendredi, le premier ministre du Québec, Jean Charest, a déclaré que le gouvernement était en « mode écoute » et que les étudiants avaient le droit de s'exprimer.

Une autre manifestation étudiante est prévue mardi à Montréal, et des « rassemblements familiaux », symbolisant l'impact de l'augmentation des droits de scolarité sur la classe moyenne, sont aussi prévus la fin de semaine prochaine dans cinq régions.

Plus de 130 000 étudiants sont en grève sur un total de 475 000. Les associations étudiantes espèrent que 200 000 d'entre eux seront présents le 22 mars.

« Quand on compare les luttes étudiantes, on est vraiment devant une lutte historique », a affirmé Mme Desjardins.

Le gouvernement Charest continue à répéter de son côté qu'il ne pliera pas devant les revendications des étudiants.

Radio-Canada.ca avec Presse canadienne

[Section spéciale](#)

[Droits de scolarité au Québec](#)

Droits de scolarité au Québec : un enjeu de société

[audio-vidéo](#)

[Louis-Philippe Ouimet fait le point sur le mouvement étudiant.](#)

[Les commentaires \(272\)](#)

[TVANOUVELLES.CA](#): Contre la hausse des frais de scolarité - Profs et jeunes du secondaire en grève? - Première publication samedi 10 mars 2012 à 12h56 - Mise à jour : samedi 10 mars 2012 à 18h56



Crédit photo : Archives Agence QMI

TVA Nouvelles

Alors que 200 000 grévistes reprendront leurs manifestations la semaine prochaine et que des étudiants du secondaire songent à rejoindre le mouvement, certains dénoncent un climat hostile qui s'installe entre étudiants. Des professeurs et des élèves du secondaire pourraient eux aussi se joindre au mouvement.

Certains enseignants des cégeps et des universités songent à manifester aux côtés des étudiants le 16 et le 22 mars à Montréal, une manifestation en lien avec le dépôt du budget de Raymond Bachand. De plus, des enseignants du cégep et de l'université organisent une fausse inauguration pour l'îlot Voyageur à Montréal, inachevé, malgré les centaines de millions de dollars investis.

Ils veulent dénoncer la mauvaise gestion financière de ce projet, maintenant un gouffre financier pour l'UQAM.

«On veut rendre très clair que c'est une question qui n'est pas que portée par les étudiants. Il y a des implications sociales beaucoup plus larges», estime Jean Trudelle, Fédération nationale des enseignants du Québec.

Le secondaire en grève?

De plus, des étudiants du secondaire ont discuté de la possibilité de rejoindre les étudiants universitaires et collégiens dans le mouvement de grève. Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole du mouvement étudiant, indique que cette initiative vient des étudiants du secondaire.

«On va voir des étudiants qui se font humilier parce qu'ils sont contre la grève.»

«On n'entrera pas dans les écoles secondaires pour convaincre les élèves de faire la grève. Mais, ce qu'on remarque c'est que ce sont les gens qui nous contactent qui nous demandent pour du matériel d'information. C'est assez légitime. Vous savez, les gens comme moi vont payer que les premières années de la hausse. Les gens qui vont vraiment payer la facture maximale, ce sont les gens qui sont au secondaire», rappelle Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

Il n'y a aucun problème juridique à inciter ou encourager les jeunes du secondaire à manifester, estime l'avocat Me Robert Lahaie. «Un adolescent au secondaire est mineur, il est sous l'autorité parentale. C'est aux parents à décider si sa fille ou son fils est assez mature pour aller manifester paisiblement.



Photo: Agence QMI

De son côté, Simon Talbot, porte-parole du Mouvement des étudiants socialement responsables, croit qu'il serait mieux d'informer les étudiants du secondaire des différents moyens de financer leurs études, plutôt que de les inciter à manifester.

Intimidation dans les assemblées

Certains étudiants commencent à dénoncer un climat hostile dans les assemblées étudiantes. Certains parlent même de cas d'intimidation entre les gens qui sont pour et qui sont contre la grève.

«Il y a un climat de terreur dans les assemblées. Souvent les assemblées vont refuser les votes secrets. Pendant les votes à main levée, on va voir des étudiants qui se font humilier parce qu'ils sont contre la grève. C'est rendu qu'il y a des étudiants qui ont peur de lever la main surtout quand ils sont entourés de personnes qui sont pour la grève», indique Simon Talbot.

Les cours devront être repris: ministre Beauchamp

Pour la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, il n'est toujours pas question de négocier avec les étudiants et elle déclare qu'ils devront reprendre toutes les journées des cours manquées à la fin de la session.

«Plus le temps passe, plus on s'en va vers l'obligation de reprendre des jours de cours en dehors de la fin prévue de la session. Je ne peux pas boycotter mes cours et vouloir mon diplôme en même temps. Ces cours devront être repris», a affirmé la ministre à l'émission **Larocque Lapierre**.

Elle confirme de nouveau que le budget ne sera pas changé sous la pression du mouvement de grève.

[LESOLEIL.COM](#): Des professeurs songent à une grève pour appuyer les étudiants - Publié le samedi 10 mars 2012 à 17h17 | Mis à jour le samedi 10 mars 2012 à 17h33

La Presse Canadienne, Montréal

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a bien accueilli la suggestion d'un petit groupe de professeurs collégiaux et universitaires qui souhaitent discuter d'actions possibles pour appuyer la lutte des étudiants contre la hausse de droits de scolarité décrétée par le gouvernement de Jean Charest.





Photo: André Pichette, Archives La Presse

Certains étudiants sont en grève depuis maintenant trois semaines.

Le quotidien *La Presse* citait, dans son édition de samedi, l'exemple de six enseignants de cégep qui ont invité, par courriel leurs collègues à planifier des actions plutôt que de simplement «appuyer le mouvement». Le courriel évoque d'ailleurs la possibilité de déclencher une grève des professeurs le 22 mars prochain, alors que se tiendra une grande manifestation étudiante. Un certain nombre se sont rencontrés, la semaine dernière, pour planifier la suite des choses.

La CLASSE y voit un signe qu'il s'agit d'une question de société qui doit être prise au sérieux. Son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois, a déclaré

que cette mobilisation des professeurs est «motivante» et a confirmé que les regroupements étudiants et ceux représentant les professeurs sont en contact.

Jean Trudelle, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), appuie ses collègues militants. Il a d'ailleurs participé à la rencontre de la semaine dernière.

Par ailleurs, la CLASSE était réunie en congrès samedi à Sherbrooke, afin de faire le bilan du premier mois de grèves et planifier la suite des choses. M. Nadeau-Dubois a également ajouté qu'aucune discussion n'est en cours avec le gouvernement qui, selon lui, fait preuve de fermeture complète malgré les appuis de plus en plus variés qu'obtiennent les étudiants.

Refus à Québec

Le porte-parole de la CLASSE a aussi réagi au refus des étudiants, la semaine dernière dans trois cégeps de la région de Québec, de se joindre au mouvement de grève.

M. Nadeau-Dubois a estimé qu'il est difficile de savoir pourquoi la mobilisation ne fonctionne pas dans certaines régions de la province. Il n'a pas exclu que le contexte médiatique et politique propre à Québec soit en cause.

Une manifestation étudiante aura lieu mardi à Montréal. La fin de semaine prochaine, des rassemblements familiaux coordonnés auront lieu dans cinq régions de la province, afin de symboliser les impacts sur les familles de la classe moyenne.

LAPRESSE.CA: Grève étudiante: des profs veulent sauter dans l'arène - Publié le samedi 10 mars 2012 à 00h00 | Mis à jour le samedi 10 mars 2012 à 13h23

Philippe Teisreira-Lessard, La Presse

Les cégepiens et étudiants ne sont pas les seuls à monter le ton dans le débat qui les oppose au gouvernement Charest: des professeurs de cégep et d'université ont décidé de se réunir pour planifier des «gestes symboliques», mettre sur pied des «actions d'éclat» et même discuter de la possibilité d'une «grève enseignante» d'une journée.

Dans un courriel destiné «au plus grand nombre de profs possible» obtenu par *La Presse*, six enseignants de cégep montréalais invitent leurs collègues à se rassembler pour «prendre part à la lutte» amorcée par les étudiants plutôt que de «simplement appuyer le mouvement».

Philippe de Grosbois, l'un des professeurs à l'origine de l'initiative, explique qu'il ne s'agit pas d'un groupe structuré, mais bien d'un simple forum pour discuter des projets de chacun. L'invitation envoyée par courriel évoque «un espace» permettant de concevoir les «actions et les interventions les plus percutantes possible».

Photo: Robert Skinner, La Presse

Dans un courriel destiné «au plus grand nombre de profs possible» obtenu par La Presse, six enseignants de cégep montréalais invitent leurs collègues à se rassembler pour «prendre part à la lutte» amorcée par les étudiants plutôt que de «simplement appuyer le mouvement».

Les professeurs intéressés se sont réunis mardi dernier afin de planifier la suite des choses. M. de Grosbois assure que «plusieurs dizaines» de professeurs se sont déplacés pour l'occasion.

Jean Trudelle, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), appuie ses collègues militants. Il a d'ailleurs participé au rassemblement de mardi. «Il y a un grand nombre d'actions qui sont envisagées», a relaté le leader syndical. «C'est de montrer qu'on n'est pas seulement en soutien aux étudiants, qu'on considère que c'est une question sociale de toute première importance.»

M. Trudelle fait valoir que le corps enseignant se sent interpellé par la hausse, car elle touche très directement leur milieu de travail.

Une grève des profs?

Le courriel envoyé par M. de Grosbois et ses collègues met de l'avant la possibilité de déclencher une grève des professeurs d'une journée, le 22 mars prochain. L'ensemble des associations étudiantes a appelé à manifester ce jour-là, 48 heures après le dépôt du budget du ministre des Finances, Raymond Bachand.

Jean Trudelle indique que l'idée a effectivement été soulevée lors de la rencontre de mardi.

Ça a été évoqué comme une idée parmi d'autres. Mais pour l'instant, je crois qu'on n'en est pas là», estime M. Trudelle.

En vertu du Code du travail, une grève d'employés n'est légale que dans le cadre d'un renouvellement de convention collective. Les amendes peuvent atteindre 100 dollars pour un employé, 10 000 pour un leader syndical et 50 000 pour un syndicat à chaque jour de grève illégale.



JOURNALDEQUÉBEC.COM / JOURNALDEMONTRÉAL.COM: Grève étudiante: Le secondaire s'en mêle : Des élèves veulent se joindre à la manif - Publié le: samedi 10 mars 2012, 23H04 | Mise à jour: samedi 10 mars 2012, 23H13



photo d'archives

Des étudiants d'autres établissements ont décidé de se joindre au mouvement de contestation.

Agence QMI

Tandis que l'effort de grève toussote à Alma et à Québec, des élèves du secondaire songent à se joindre au mouvement contre la hausse des frais de scolarité, qui compte 200 000 étudiants en grève cette semaine.

« On n'entre pas dans les écoles secondaires pour convaincre les élèves de faire la grève; ce sont eux qui nous contactent pour nous demander du matériel d'information », a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Les plus jeunes auraient signifié leur intérêt à participer au grand rassemblement du 22 mars prochain, à Montréal.

Par ailleurs, certains enseignants des cégeps et des universités songent à manifester aux côtés des étudiants, les 16 et 22 mars, à Montréal.

Malgré cela, pour la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, il n'est toujours pas question de négocier avec les étudiants. Cette dernière a

déclaré qu'ils devront reprendre toutes les journées de cours manquées à la fin de la session. Elle a réaffirmé également que le budget ne sera pas changé sous la pression du mouvement de grève.

Non à Lévis-Lauzon

Les étudiants des cégeps de Sainte-Foy et de Lévis-Lauzon ont emboîté le pas à leurs collègues du Collège François-Xavier-Garneau et du Cégep Limoilou en refusant la grève générale illimitée.

À Sainte-Foy, 70,8 % des étudiants ont dit non à la grève. Le taux de participation à ce vote, réalisé par Internet, a été de 89 %.

Les étudiants ont toutefois dit oui à une levée de cours, le 22 mars, pour appuyer la manifestation nationale. Du côté de Lévis, le vote a été un peu plus serré avec 56,3 % d'opposants, contre 40,1 % en faveur de la grève.

Révision à Alma

Les étudiants du Collège d'Alma se sont ravisés et ont voté pour la grève, alors qu'ils avaient rejeté par six voix le recours à une grève illimitée, le mois dernier.

Au lendemain du premier vote, une pétition circulait demandant un autre scrutin.

Après une assemblée générale qui aura duré plus de quatre heures, vendredi, les étudiants ont voté à 51,7 % pour la grève.

JOURNALDEMONTRÉAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM: **Secondaire: Des élèves veulent rejoindre le mouvement de grève** - Publié le: samedi 10 mars 2012, 15H15 | Mise à jour: samedi 10 mars 2012, 15H27



© ÉRIC BEAUPRÉ/AGENCE QMI

Environ 200 000 étudiants sont déjà en grève.

Agence QMI

MONTREAL – Tandis que les quelque 200 000 étudiants en grève tiendront de nouvelles manifestations cette semaine pour protester contre la hausse des frais de scolarité, des élèves du secondaire songent à rejoindre le mouvement.

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, affirme que des étudiants du secondaire l'ont contacté pour rejoindre le mouvement de grève, notamment pour participer au grand rassemblement du 22 mars prochain, à Montréal.

«On n'entrera pas dans les écoles secondaires pour convaincre les élèves de faire la grève; ce sont [eux] qui nous contactent pour nous demander du matériel d'information», a indiqué M. Nadeau-Dubois.

La volonté des plus jeunes de se joindre au mouvement de grève est selon lui «assez légitime».

«Vous savez, les gens comme moi vont payer que les premières années de la hausse. Les gens qui vont vraiment payer la facture maximale, ce sont les gens qui sont au secondaire», a souligné le porte-parole de la CLASSE.

Il n'y a aucun problème juridique à inciter ou encourager les jeunes du secondaire à manifester, estime l'avocat Robert Lahaie. «Un adolescent au secondaire est mineur, il est sous l'autorité parentale, a-t-il dit. C'est aux

parents à décider si sa fille ou son fils est assez mature pour aller manifester paisiblement.»

De son côté, Simon Talbot, porte-parole du Mouvement des étudiants socialement responsables, croit qu'il serait mieux d'informer les étudiants du secondaire des différents moyens de financer leurs études, plutôt que de les inciter à manifester.

Par ailleurs, certains enseignants des cégeps et des universités songent à manifester aux côtés des étudiants, le 16 et le 22 mars, à Montréal. Une fausse inauguration aura également lieu pour l'îlot Voyageur à Montréal, inachevé, malgré les centaines de millions de dollars investis.

L'objectif est de dénoncer la mauvaise gestion financière de ce projet, maintenant un gouffre financier pour l'UQAM.

«On veut rendre très clair que c'est une question qui n'est pas que portée par les étudiants. Il y a des implications sociales beaucoup plus larges», a affirmé Jean Trudelle, le président de la Fédération nationale des enseignants du Québec.

Intimidation dans les assemblées

Alors que le mouvement de grève s'intensifie, certains étudiants commencent à dénoncer un climat hostile dans les assemblées étudiantes. Certains parlent même de cas d'intimidation entre les gens qui sont pour et qui sont contre la grève.

«Il y a un climat de terreur dans les assemblées», a confié samedi Simon Talbot, en entrevue à TVA Nouvelles.

«Souvent, les assemblées vont refuser les votes secrets, a-t-il souligné. Pendant les votes à main levée, on va voir des étudiants qui se font humilier parce qu'ils sont contre la grève. C'est rendu qu'il y a des étudiants qui ont peur de lever la main, surtout quand ils sont entourés de personnes qui sont pour la grève.»

Les cours devront être repris

Pour la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, il n'est toujours pas question de négocier avec les étudiants et elle a déclaré qu'ils devront reprendre toutes les journées des cours manquées à la fin de la session.

«Plus le temps passe, plus on s'en va vers l'obligation de reprendre des jours de cours en dehors de la fin prévue de la session, a affirmé la ministre à l'émission *Larocque Lapierre*. Je ne peux pas boycotter mes cours et vouloir mon diplôme en même temps. Ces cours devront être repris.»

Elle a réaffirmé également que le budget ne sera pas changé sous la pression du mouvement de grève.

TVANouvelles.ca / JOURNALDEQUÉBEC.COM / JOURNALDEMONTREAL.COM: **Frais scolaires: Des étudiants mauvais payeurs - Jusqu'à 20 % des universitaires acquittent leurs frais en retard - Première publication samedi 10 mars 2012 à 11h13 / vendredi 09 mars 2012, 20H57 | Mise à jour: vendredi 09 mars 2012, 22H18**

Video: Marc-Olivier Goulet, étudiant au cégep Ahuntsic et président de l'Association générale étudiante du Collège Ahuntsic, n'arrive pas à payer les 125\$ de frais administratifs exigés à chaque session, en raison de bon budget trop serré.

Incapable de payer 125 \$

Même au cégep, où les frais d'inscription sont minimes, certains étudiants n'arrivent pas à acquitter les frais administratifs exigés. Marc-Olivier Goulet, président de l'Association Générale Étudiante du Collège Ahuntsic, n'a payé qu'en décembre les 125 \$ de frais administratifs dus à son cégep pour la session d'automne.

«J'ai dû attendre que les vacances de Noël arrivent pour augmenter mes heures de travail et réunir l'argent nécessaire», dit-il.

Régime sec

L'étudiant en sciences humaines ne mène pas une «vie princière.»

«Ma mère n'est pas en mesure de m'aider et je n'ai pas accès à des bourses», dit-il.

«Avec mon travail au salaire minimum, je gagne 480 \$ par mois. Il m'en faut 400 \$ pour payer mon loyer et mes factures.»

«Je n'ai pas de télévision, ni accès à Internet. Mon budget pour la nourriture est de 75 \$ par mois. Quand j'entends des gens dire que les étudiants n'ont qu'à boire deux bières de moins par semaine pour payer la hausse des frais de scolarité, ça me fait rire. Je n'ai même pas de quoi me payer deux bières.»

Sarah-Maude Lefebvre

Près d'un étudiant sur cinq paie ses frais de scolarité en retard dans trois grandes universités francophones du Québec, ce qui correspond à des déficits de millions de dollars.

Selon des chiffres obtenus par le *Journal*, environ 20 % des étudiants n'ont pas acquitté leurs frais de scolarité pour la session en cours avant la date limite, fixée à la mi-janvier.

Ainsi, en ce début de session, l'Université du Québec à Montréal (UQAM), l'Université Laval et l'Université de Sherbrooke se retrouvent avec des manques à gagner qui varient de 6 M\$ à 8 M\$.

Curieusement, les universités anglophones McGill et Concordia ont un taux de mauvais payeurs beaucoup moins élevé, qui se situe en bas de 14 %.

Acquittés avec des mois de retard

Selon les différentes universités contactées par le *Journal*, les sommes dues sont majoritairement acquittées en cours de session, puisque le solde des étudiants doit être à zéro avant qu'ils puissent s'inscrire à la session suivante.

« Beaucoup de nos étudiants éprouvent de la difficulté à payer leurs frais. Souvent, ils doivent attendre la venue de l'été pour travailler et amasser des sous. Ce n'est pas inhabituel qu'ils acquittent en août les frais dus pour la session d'hiver précédente », explique Diane Demers, vice-rectrice au soutien académique et à la vie étudiante de l'UQAM. Néanmoins, une minorité de mauvais payeurs obligent les universités à utiliser les services d'agences de recouvrement.

DES RETARDS QUI SE CHIFFRENT EN MILLIONS DE DOLLARS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (SESSION D'HIVER 2012)	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (SESSION D'HIVER 2011)
■ Nombre d'étudiants en défaut de paiement...10 985	■ Nombre d'étudiants en défaut de paiement.....6 349
■ Nombre total d'étudiants.....39 000	■ Nombre total d'étudiants.....30 167
■ Manque à gagner de l'université.....9 469 982 \$	■ Manque à gagner de l'université.....4 409 890 \$
UNIVERSITÉ LAVAL (SESSION D'HIVER 2012)	UNIVERSITÉ McGill (SESSION D'HIVER 2012)
■ Nombre d'étudiants en défaut de paiement.....7647	■ Nombre d'étudiants en défaut de paiement.....2770
■ Nombre total d'étudiants.....38 772	■ Nombre total d'étudiants.....36 326
■ Manque à gagner de l'université.....7,6 M\$ (approx.)	■ Manque à gagner de l'université.....8 076 740 \$

SOURCE : LES UNIVERSITÉS

« Ça arrive que l'on doive courir après certains étudiants. Ce n'est pas facile d'impliquer les agences de recouvrement là-dedans, mais on n'a pas le choix », affirme Louise Frenette, du service des finances de l'Université Laval.

« On entend alors toutes les excuses ou raisons imaginables et inimaginables. Mais l'étudiant a bénéficié de nos services et il doit payer. »

Hausse à venir ?

On craint d'ailleurs que la hausse des frais de scolarité augmente le nombre de payeurs retardataires.

« C'est une préoccupation, admet Mme Demers. L'UQAM est d'ailleurs en train de se préparer en conséquence, avec des programmes d'aide pour les élèves en difficulté. »

« Nous sommes surtout inquiets pour notre tranche d'étudiants qui n'ont pas accès aux prêts et bourses et dont le nombre d'heures de travail à l'extérieur est déjà très élevé. »

C'est ce que craint également la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui milite activement contre la hausse des frais de scolarité.

« Je suis même étonnée de voir qu'il n'y a pas plus de personnes qui paient leurs frais en retard actuellement,

98.5FM: Les professeurs en grève le 22 mars ? - le samedi 10 mars 2012 à 08h39. Modifié à 09h40

Publié par Jean-Michel Guimond pour CogecoNouvelles.

(Cogeco Nouvelles) - Des professeurs de cégeps et d'universités ont décidé de se réunir pour planifier des gestes symboliques, dont une grève d'une journée, en appui aux étudiants en grève pour protester contre la hausse annoncée des droits de scolarité.

On en parle en ondes :

[Jean Trudelle, président de la Fédération des enseignantes et enseignants du Québec - Des professeurs de cégeps montréalais invitent leurs collègues à se rassembler pour prendre part à la lutte amorcée par les étudiants. \(8:01\)](#)

Mis en ligne le samedi 10 mars 2012 dans Que le Québec se lève! avec Guy Simard

Dans un courriel destiné au plus grand nombre de professeurs possible obtenu par La Presse, six enseignants de cégeps montréalais invitent leurs collègues à se rassembler pour prendre part à la lutte amorcée par les étudiants plutôt que de simplement appuyer le mouvement.

Philippe de Grosbois, l'un des professeurs à l'origine de l'initiative, explique qu'il ne s'agit pas d'un groupe structuré, mais bien d'un simple forum de discussion.

Le courriel envoyé par M. de Grosbois et ses collègues met de l'avant la possibilité de déclencher une grève des professeurs d'une journée, le 22 mars prochain.



Philippe Bonneville / Cogeco Nouvelles

L'ensemble des associations étudiantes a appelé à manifester ce jour-là, 48 heures après le dépôt du budget du ministre des Finances, Raymond Bachand.

LAPRESSE.CA: Grève étudiante: les élèves du secondaire courtisés - Publié le samedi 10 mars 2012 à 08h48 | Mis à jour le samedi 10 mars 2012 à 08h49



Photo: Robert Skinner, Archives La Presse
Le porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), Gabriel Nadeau-Dubois.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

«Les jeunes doivent beaucoup plus craindre pour leur avenir et celui de la société que pour les

quelques heures de retenue qu'ils pourraient subir comme punition.»

C'est avec des arguments comme celui-ci que les leaders étudiants veulent recruter les jeunes qui encaisseront le plus gros de la hausse des droits de scolarité, les élèves du secondaire.

Et malgré les échauffourées de mercredi avec les policiers, ils disent ne pas avoir peur d'inviter des adolescents à se rejoindre aux manifestations et aux actions symboliques. Personne n'obligera quiconque à participer à une action, a fait valoir Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

«Il y a beaucoup de gens qui sont actuellement à l'université et même au cégep qui vont seulement vivre les premières années de la hausse, a-t-il plaidé en entrevue téléphonique. Less 1625\$ de plus par année, c'est les gens qui sont actuellement au secondaire qui vont les payer.» C'est pourquoi son organisation a publié un document

spécial de quatre pages spécialement destiné aux élèves du secondaire qui voudraient participer au mouvement contre la hausse des droits de scolarité.

Le gouvernement Charest a annoncé, le printemps dernier, que les droits de scolarité augmenteront de 325\$ par année durant cinq ans, jusqu'en 2016-2017. À terme, il s'agit d'une hausse de 1625\$ ou de 75% de la facture étudiante.

Gabriel Nadeau-Dubois affirme qu'il ne veut pas imposer une marche à suivre aux élèves du secondaire.

«Les élèves peuvent décider de faire des lignes de piquetage pour bloquer les entrées de l'école. Il est aussi possible d'inviter tout le monde à ne pas aller aux cours et à se rassembler», suggère tout de même le document qui leur est destiné. En 2005, lors de la dernière grande grève étudiante, les élèves de quelques écoles secondaires avaient débrayé.

LAPRESSE.CA: Grève étudiante: Montréal presse Québec d'intervenir - Publié le samedi 10 mars 2012 à 08h23

Karim Benessaïeh, La Presse

Le jeu du «chat et de la souris» auquel se livrent les policiers et les étudiants commence à exaspérer la Ville de Montréal. Suffisamment pour que le responsable de la sécurité publique, Claude Trudel, presse Québec de s'entendre avec les grévistes.

«Je fais un appel au gouvernement. Il va falloir que cette situation se règle dans des délais raisonnables. Montréal ne peut pas continuer à être le théâtre quotidien d'affrontements comme on en a vu avant-hier, a-t-il

déclaré en entrevue. Ça perturbe, ça remet en cause le sentiment de sécurité de la population.»

Laisser tomber la hausse?

Le gouvernement Charest devait-il laisser tomber la hausse des droits de scolarité? M. Trudel affirme ne pas vouloir se prononcer sur le fond de la question. «Les jeunes ont des points de vue légitimes. Je ne veux pas me prononcer sur la stratégie gouvernementale. Mais il est temps qu'on vérifie de part et d'autre comment on peut s'entendre.»



M. Trudel, qui affirme être en contact quotidien avec le directeur du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Marc Parent, se dit cependant satisfait du travail des policiers. «Est-ce que les opérations ont été déclenchées trop rapidement? Est-ce qu'il y a eu autant de violence qu'on le dit? Ça reste à voir. On va faire les enquêtes qu'il faut. Ce n'est jamais facile, une manifestation comme ça. Il y a des décisions qui se prennent rapidement.»



Photo: André Pichette, La Presse
«Il va falloir que cette situation se règle dans des délais raisonnables. Montréal ne peut pas continuer à être le théâtre quotidien d'affrontements comme on en a vu avant-hier», a dit le responsable de la sécurité publique de Montréal, Claude Trudel.

Blessé à un oeil

Mercredi, une centaine d'étudiants ont occupé les bureaux de Loto-Québec et de la Conférence des recteurs et des principaux d'universités du Québec, déclenchant une riposte musclée des policiers. Un cégépien a été gravement blessé à un oeil lorsqu'il a été atteint par une grenade sonore. Le lendemain, près d'un millier d'étudiants ont circulé une partie de la journée dans les rues de la métropole sans qu'aucun incident ne soit signalé.

«Je veux féliciter les étudiants qui ont fait ça très correctement. Le droit de manifester existe, on le respecte. Quand ça se fait dans le respect des lois et règlements, personne n'a rien à dire. Ça a été le cas hier, ça n'avait pas été le cas la veille.»

Il invite leurs leaders à indiquer le parcours des manifestations plutôt qu'à y aller de coups d'éclat imprévisibles. «Ce n'est pas un jeu du chat et de la souris, il n'y a personne qui gagne à ça. Ça nous permet de mieux les encadrer, de mieux les protéger et de mieux protéger la population.»

LE DEVOIR: Perspective: Malade, l'université? – Samedi 10 mars 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

Plus de 130 000 étudiants du cégep et de l'université sont actuellement en grève pour lutter contre la hausse prévue des droits de scolarité.

Lisa-Marie Gervais

En moins de 20 ans, les universités québécoises ont connu une transformation profonde de leur mission fondamentale, passant du modèle à la Humboldt consacré à la vie de l'esprit au modèle du désengagement de l'État, faisant la part belle aux capitaux privés. Pour le meilleur ou pour le pire? Et comment comprendre la hausse dans ce contexte?

À chaque époque sa menace à l'intégrité de l'institution universitaire. Peu de gens savent que le Québec a manqué sa chance d'avoir une université libre et neutre deux siècles avant la Révolution tranquille, faute d'un esprit plus ouvert du clergé. En 1790, l'entêtement de l'évêque Hubert, décrit comme sans culture et peu éduqué, fait avorter un projet proposé par son homologue Bailly de Messein où les cours font «l'objet d'un enseignement neutre» donné par des professeurs «sans préjugés» et qui prône la tolérance à l'égard des autres religions.

Aujourd'hui, loin de l'emprise religieuse, les entreprises prennent du galon. On ne s'étonne plus que l'université vive sous perfusion de capitaux privés, tant elle est occupée par des pavillons aux noms de grandes entreprises, de salles Caterpillar ou Saint-Hubert BQ.

Malade, l'université? Elle est «mise à mort», déclare sans ambages le philosophe Normand Baillargeon en parlant des conséquences de la trop grande proximité des établissements d'enseignement supérieur avec l'industrie.

Haut lieu de culture générale, du partage des connaissances et de la coopération dans la recherche, l'université moderne, fondée à Berlin par Humboldt au Siècle des lumières, réunissait toutes les disciplines sans chercher à dispenser un semblant de formation professionnelle. L'alma mater d'Einstein, Marx et Hegel, où ont enseigné 29 Prix Nobel, n'était toutefois pas complètement déconnectée de la société qui l'abritait. «On y faisait du pratique, mais régi par des normes éthiques, toujours dans ce souci de la recherche de la vérité, rappelle M. Baillargeon. Et c'est ça qui est mis à mal aujourd'hui.»

L'ennemi à l'intérieur

Pour le philosophe et auteur de *Je ne suis pas une PME*, les établissements d'enseignement supérieur ne se contentent plus de répondre aux exigences de l'extérieur, ils en adoptent les normes. «L'université renonce à son principe interne. L'ennemi extérieur est maintenant à l'intérieur. La tension entre les deux est pourtant salutaire», croit-il.

Les chiffres sont sans équivoque. Le financement public recule au profit de «sources alternatives». Et c'est au Québec, parmi toutes les provinces, que la part des revenus venant du privé (sans compter les sommes provenant des étudiants) est la plus grande (environ 20 % en 2008-2009). Dans les 19 pays de l'OCDE dont les données sont disponibles, la part du financement public en enseignement supérieur a constamment régressé, passant de 74 % en 1995 à 67 % en 2008. «Cette diminution s'explique essentiellement par une tendance qui s'observe dans des pays non européens, à savoir des frais de scolarité plus élevés et une plus grande participation des entreprises», explique l'OCDE. En clair: le modèle d'université à l'américaine a le vent en poupe. «On ne voudrait pas que ça se fasse comme ça, mais c'est une tendance mondiale, le désengagement progressif de l'État. C'est une tendance lourde qui est symptomatique de la transformation de la mission des universités.»

Ici, comme aux États-Unis depuis longtemps et en France plus récemment, l'idée que l'université doit être rentable, comme un organisme privé, prend de plus en plus de place. C'est le «new public management», explique Normand Baillargeon, un «copié-collé» du courant né à l'époque des présidents Reagan et Thatcher. Gilles Gagné, professeur de sociologie à l'Université Laval, résume à sa façon ce changement de paradigme: «On a désormais une conception de l'université comme un instrument de puissance pour intervenir dans la compétition mondiale afin de s'arracher l'argent des multinationales.»

Quelques causes

Ce désengagement de l'État est, selon Yves Gingras, professeur d'histoire à l'UQAM, la première cause de la mutation. «C'est dans les gènes mêmes d'une institution que de ne pas vouloir décroître. Alors, dans un contexte où la démographie n'est pas favorable à la croissance, il reste deux voies: la hausse des droits de scolarité et l'ouverture au privé», constate-t-il.

La tour d'ivoire du haut savoir se décroïssonne avec l'explosion des inscriptions. «La nécessité de répondre à une clientèle plus nombreuse, la contribution aux politiques publiques en faveur de l'innovation, les exigences de l'économie du savoir et le plus grand taux de participation aux études des cycles supérieurs opèrent cette transformation», explique Manuel Crespo, sociologue et membre associé au CIRANO.

L'enseignement supérieur s'est aussi répandu partout sur le territoire. Seulement sous la pression du marché, les établissements entrent dans une logique de compétition pour ravir les meilleures clientèles. «Le niveau de financement des gouvernements décroît et comment va-t-on chercher ce financement manquant? Par le marketing des programmes, l'ouverture au secteur privé, la course aux dons», soutient M. Crespo.

La folie des palmarès illustre bien cette compétition interuniversitaire qui peut faire monter les prix. «Même si les universités vont critiquer leur méthodologie, tout le monde aime être en haut des palmarès», note-t-il. Le maraudage des meilleurs profs et des étudiants les plus talentueux s'avère coûteux — voilà d'ailleurs un rare «produit» où la qualité du consommateur influence la valeur. «Et, comme souvent, les universités les plus riches deviennent plus riches, les plus pauvres deviennent plus

pauvres. Même si les politiques de l'État veulent le réduire, l'écart s'agrandit. Cette lutte pour être le meilleur est à la base de tout», indique le chercheur du CIRANO.

Tomates carrées

Ce grand bouleversement de l'ancien modèle suscite de profondes inquiétudes. Si l'université de Humboldt voulait former des esprits libres et complets, certains craignent les effets néfastes d'une conception trop hyperspécialisée des savoirs. «Quand l'université joue un rôle de préparation à l'emploi, elle doit persister à le faire comme université. C'est une chose de préparer un comptable, mais des écoles de comptables peuvent le faire. Ce qui distingue une formation universitaire d'une formation d'école, c'est tout le principe interne. Il y a une formation historique de la comptabilité, une vision sociologique», souligne M. Baillargeon.

Le capital privé provenant de l'industrie fragmente la connaissance, qu'on enferme ensuite dans une multitude de petites boîtes, croit Gilles Gagné. «Si j'invente un procédé pour faire des tomates carrées et qu'une entreprise qui trouve ça génial me l'achète parce que ça rentre mieux dans son hamburger carré, est-ce que je contribue à la formation générale? Non. Je contribue à la formation du gars qui va aller travailler à faire des hambur-

Vos réactions

- Edouard Mercure, Inscrit, samedi 10 mars 2012 02h57

Décentralisation

La solution de la dissolution entre savoir et industrie? La décentralisation. Les professeurs doivent donner les cours de manière indépendante des institutions d'éducation centralisées vers l'intérêt du capital économique.

- Yves Gingras, Abonné, samedi 10 mars 2012 03h32

troisième voie...

En plus des 2 voies indiquées (la hausse des droits de scolarité et l'ouverture au privé) il y en a une troisième qui aurait du être mentionnée: la course aux clientèles étrangères (Américains, Chinois, Indiens, etc), qui explique d'ailleurs aussi l'apparition de l'enseignement en Anglais dans les facultés de gestion des universités francophones qui veulent ainsi compenser la rente linguistique dont jouissent les universités anglophones pour attirer les étrangers.

Yves Gingras

- Pierre Vincent, Inscrit, samedi 10 mars 2012 05h20

Les étudiants ont donc raison de réclamer la gratuité de l'éducation...

Ainsi, la commercialisation de l'éducation universitaire est une menace au développement de la libre pensée dans notre société? Et bien, il suffit donc que l'État assume tous les frais du système universitaire pour régler le problème, comme le réclament d'ailleurs les 120 000 étudiants présentement en grève. La recherche fondamentale, oui, la recherche appliquée, peut-être, la recherche dirigée, non merci...

Alors que les universités québécoises se penchent sur le Plan Nord (espérons qu'elles ne tomberont pas dans le trou), une commande, il y aurait lieu de revoir les fondements de la recherche universitaire et d'y inclure des éléments du débat public plutôt que des intérêts privés et souvent étrangers puisqu'issus des objectifs des multinationales...

C'est donc dire que l'éducation redevient un enjeu majeur de notre société et que l'actuel mouvement étudiant, s'il ne s'essoufle pas trop en attendant de lointaines élections, pourrait forcer une remise en question fondamentale de notre attitude face aux institutions publiques d'enseignement, pas seulement les commissions scolaires.

- François Ricard, Abonné, samedi 10 mars 2012 06h42

Changement d'orientation

Le phénomène de la hausse des frais de scolarité est le symptôme d'une logique de privatisation et de marchandisation des univer-

gers carrés pour le compte de la compagnie qui a financé sa recherche de tomates», caricature-t-il.

Les anti-utilitaristes craignent aussi que la recherche fondamentale perde ses lettres de noblesse. Augustin Brais, directeur associé à la Direction de la recherche et de l'innovation de l'École polytechnique, lui, ne s'inquiète pas. «On se rend compte que, dans beaucoup de domaines, les solutions viennent un peu plus de la recherche fondamentale que de l'application pratique de la technologie existante. En 2012, il y a des choses qui devront changer. Le photovoltaïque pour faire de l'électricité, si on veut que ça serve, on devra peut-être fouiller davantage dans la recherche fondamentale en physique.» Il reconnaît toutefois que la recherche appliquée est nécessaire.

De même, Éric Martin, coauteur d'Université inc., dans lequel il livre une charge contre les velléités commerciales de l'université, ne nie pas que la recherche doit demeurer pertinente pour la société. «L'université ne doit pas être quelque chose qui flotte dans le ciel, mais là, on est loin de la tour d'ivoire. On branche les universités sur les compagnies. Non seulement elles perdent de l'autonomie, mais c'est toute la société qui perd un lieu de transmission de la connaissance», avance-t-il.

transformation. La nomination des politiciens ou des magnats de ce monde sur les conseils d'administration ou pour recevoir un doctorat honoris causa reflète bien ce changement d'idéologie. On dit que les universités québécoises sont pauvres... pourtant elles profitent de l'argent du public et du privé... Leurs administrateurs peuvent bien, entre temps, se payer des primes et des salaires faramineux...

• Robert Devault, Abonné, samedi 10 mars 2012 08h26

- Jacques Morissette, Abonné, samedi 10 mars 2012 07h18

L'Université est-elle en train de signer un pacte avec le diable.

En gros, on dirait que le but principal des programmes est d'apprendre à se vendre. L'Université, tout comme Faust, semble avoir ou vouloir signé un pacte avec ce diable qu'est l'entreprise privée. En plus, on dirait qu'elle veut que sa clientèle fasse de même. Notre société est censée suivre ces gens qui passent par sa formation. Je regrette, mais je trouve que ça ne sent vraiment pas bon.

- Airdutemps, Inscrite, samedi 10 mars 2012 07h55

Des marchands de poissons

Nous comprenons que les universités sont devenues des usines à fabriquer des marchands de poissons.

Et ne pas oublier que le poisson mort est le seul qui suit le courant...

- michel lebel, Inscrit, samedi 10 mars 2012 08h06

Le courant...

Une université peut suivre le courant ambiant d'une société ou aller à contre-courant. Comme une université ne vit plus en vase clos, la pression y est extrêmement forte pour suivre le courant dominant. En Occident, Québec inclus, les universités ont pris le pas et ne vont plus à contre-courant. Elles sont devenues dociles, utilitaristes, conformistes.

C'est un choix, en attendant la prochaine "révolution", le prochain mai 68. L'histoire nous indique que les universités connaissent des périodes d'agitation(ou de réforme), suivies de périodes de calme, de conformisme. Comme les sociétés. Ainsi va la vie, qui est mouvement.

- Paul Lalonde, Inscrit, samedi 10 mars 2012 08h12

L'université

Cet excellent article soulève les principaux enjeux idéologiques du monde universitaire dont le mercantilisme et le "numberonisme" (number 1), copiés sur le modèle américain. Les gouvernements, dans lesquels s'infiltrent des gestionnaires à la somme des riches compagnies ne sont pas étrangers à cette

transformation. La nomination des politiciens ou des magnats de ce monde sur les conseils d'administration ou pour recevoir un doctorat honoris causa reflète bien ce changement d'idéologie. On dit que les universités québécoises sont pauvres... pourtant elles profitent de l'argent du public et du privé... Leurs administrateurs peuvent bien, entre temps, se payer des primes et des salaires faramineux...

- Robert Devault, Abonné, samedi 10 mars 2012 08h26

Oui !

Oui l'université est malade.Elle souffre du même mal que tout ce qui existe dans le secteur public,au Québec.

Quelle est cette maladie ?

Très simple :manque de gestionnaire compétents et honnête,manque de rigueur,manque d'imputabilité à tout les niveaux et surtout,manque de contrôle des finances publiques.

Y a t'il,au québec des candidats compétents et honnête ?

Avons-nous un gouvernement qui gouverne ? (gouverner veut dire gérer,contrôler...etc.) Pas facile ge guérir cette maladie,n'est-ce pas.

- Sanzalure, Inscrit, samedi 10 mars 2012 08h57

L'ignorance diplômée

Le financement public vient des poches des contribuables, tandis que le financement privé vient des poches des clients.

Tiens donc, les contribuables et les clients c'est les mêmes.

Pas besoin d'aller longtemps à l'université pour comprendre ça.

Serge Grenier

- Melkitsedeq, Inscrit, samedi 10 mars 2012 09h11

Question épaisse

Pourquoi que des facultés sont sujettes au contingentement tandis que d'autres acceptent des étudiants qui n'ont pas complété leurs Dec?

Christian, Sherbrooke

- JinYe, Inscrit, samedi 10 mars 2012 09h18

Quelles valeurs?

Ce qui apparaît clairement ici, c'est la divergence des valeurs.

Qui veut d'une recherche qui n'offre aucune garantie de résultat?

Dans la recherche fondamentale, personne ne peut savoir d'avance si un projet aboutira à un résultat utile, ce n'est pas un investissement sûr.

Les étudiants en grève tentent d'ouvrir un débat sur ces valeurs-là, précisément. Ce dont il était question lors de la création de l'université, au siècle des lumières, c'était

- précisément d'atteindre le plein potentiel de développement de l'esprit humain. Et il faudrait que nos dirigeants (gouvernement, universités et peut être même industrie) aient plus de vision: le plein développement du potentiel d'un être humain aboutit nécessairement à une production de richesse, à une valeur certaine. Et cela ne créera pas un désintéressé ouvrier pour le Plan Nord...
- Michel Heroux, Abonné, samedi 10 mars 2012 09h23
Comme dit Astérix, "on décède"...
Il était temps que nos médias se penchent sur cette question. Bravo au Devoir pour l'avoir fait d'excellente façon ce matin. Oui, nos universités, de la plus grande à la plus petite (en nombre) sont malades d'une compétition malsaine alimentée par l'envie de sources supplémentaires de revenus, et honte au MEQ pour avoir lancé le bal de la compétition en changeant les règles de financement en 2000. En 2000, le ministre de l'Éducation était un certain... François Legault. Si nos universités sont malades, c'est toute notre société qui en est et sera affectée.
 - Josephflavius, Inscrit, samedi 10 mars 2012 09h30
Bien dit M.Baillargeon!
La place des universités n'est pas celle des écoles. L'université au service des industries n'est pas un modèle à conserver car il n'apporte rien à la société et ne forme pas des citoyens compétents. Ce modèle est vicié en soi.
Les USA sont l'exemple parfait de ce système fautif. Que ceux qui ne le croient pas regardent le grand, très grand nombre d'erreurs commises par ses Ph.d. et ce dans un très grand nombre de disciplines: mathématique, génie, administration, économie... la liste est infinie. Un jour un de leurs bidules s'est écrasé sur Mars parce qu'ils avaient confondu mètres et pieds.
L'université dépendant de l'industrie perd son indépendance et fini par faire les mauvais choix dans la sélection de des enseignants. Ce que l'université veut c'est un professeur qui rayonne et non celui qui peut remplir les têtes de ses étudiants.
Il ne faut surtout pas oublier que tout les formations ne débouchent pas sur des salaires à 300000\$, par année bien qu'elles soit tout aussi importantes.
Il ne faut pas confondre excellence et notoriété. N'oublions pas qu'un de nos grands diplômés est responsable d'une perte de 40G\$. Il n'y a pas là de quoi pavoiser.
 - Nicole Moreau, Inscrit, samedi 10 mars 2012 10h11
C'est la société qui se tire dans le pied avec une telle orientation
L'importance démesurée accordée aux liens avec les entreprises comporte des impacts potentiels sérieux. Les entreprises privilégient une réponse à leurs besoins, il est alors question de recherches pratiques pour mettre au point une réponse à ces besoins. Mais qu'en est-il de la recherche fondamentale, d'où découlent généralement les hypothèses pour réaliser cette recherche pratique?
De plus, la mission de formation, généralement considérée comme moins importante, surtout au premier cycle, risque d'être négligée par les institutions. C'est davantage pour répondre aux stricts besoins à court terme des entreprises que ces dernières seront tentées de s'orienter. Mais qu'en sera-t-il pour ces professionnels quand, quelques années

- plus tard, ces besoins auront changés? Seront-ils en mesure de s'adapter, si leur formation n'a pas comportée les principes de base qui permet de cerner les voies d'adaptation, mais aussi les limites des choix des entrepreneurs où ils travailleront?
- Jacques Patenaude, Abonné, samedi 10 mars 2012 10h15
faire payer la marchandise
Les universités sont devenues des entreprises qui offrent comme marchandises des étudiants formés au goût de l'entreprise.
Les recteurs veulent faire augmenter les frais chargés à leur marchandise.
C'est bien la première fois que je vois une entreprise faire payer la marchandise qu'elle vend!!!!
 - François G, Inscrit, samedi 10 mars 2012 10h52
Humboldt
Pronait un état minimaliste et une intervention limitée au maintien de l'ordre, ce que l'on appellerait aujourd'hui un libertarien. Alors pour le financement public on repassera.
 - NickGP, Inscrit, samedi 10 mars 2012 11h21
@Sanzalure
Je ne crois pas, monsieur, que vous compreniez réellement le point soulevé par cet article. En fait, si votre raisonnement est logique, il est erroné parce qu'il ignore une gigantesque partie de l'équation.
C'est le "conflit d'intérêt". Une subvention venant du privé est généralement accompagnée d'une commande. Si l'argent vient bien des contribuables dans les deux cas, l'intermédiaire (celui qui signe le chèque) est celui qui décide ce qui arrive avec son argent. Au niveau du gouvernement, ils sont toujours imputables face aux contribuables, qui peuvent ainsi avoir un mot à dire sur la gestion de cet argent. Au niveau du privé, c'est la compagnie qui commande et ses clients n'ont rien à y voir.
En d'autres mots: l'argent du gouvernement, c'est l'argent des contribuables. L'argent d'une compagnie, c'est son capital privé.
 - poisson marie-michelle, Inscrite, samedi 10 mars 2012 11h43
perversions fiscales...
Et si les grandes entreprises privées payaient leur juste part d'impôt nous n'en serions pas là. Voilà ce qu'il nous en coûte de tolérer l'évasion fiscale. C'est la fin des grandes politiques publiques, des décisions concertées dans une vue de réaliser le bien commun. C'est pas seulement l'université qui est malade, mais l'ensemble de nos institutions de "civilisation". (oh, ai-je dit un gros mot?)
 - gigimartin, Inscrite, samedi 10 mars 2012 12h01
Perdue!
Je suis complètement perdue, dans le débat actuel. Nous sommes parents de 4 enfants, dont un a terminé ses études universitaires, un est au CEGEP, 2 à l'université. Nous avons toujours cru à l'éducation publique pour tous, avons refusé de les envoyer dans les écoles privées au secondaire, ayant confiance dans notre système d'éducation, avons été impliqués dans les écoles: conseil d'établissement, bénévolat... Avons pris des REEE pour les 2 derniers afin de nous assurer d'avoir assez de sous. L'aîné avait des dettes à la fin de ses études, qu'il a remboursées sans être étranglé. Nous les aidons et les aiderons jusqu'à la fin de leurs études dans des domaines qu'ils ont choisis et nous trouvons cela correct. Actuellement, on ne parle jamais de la contribution des parents,

- ont-ils tout dépensé leurs argent dans les écoles privées au secondaire et même au primaire, pour certains? Ce n'est pas vrai que le gel des frais de scolarité et la gratuité rendent les chances égales pour tout le monde. Les étudiants de parents fortunés ont une longueur d'avance et c'est pour cela que je pense que le système actuel de prêts et bourses, en tenant compte des revenus des parents, me semble plus équitable. Tout choix que l'on fait demande un engagement. L'augmentation des droits de scolarité me semble normale et paraît élevée parce que cette augmentation a été gelée trop longtemps. Cette augmentation doit s'accompagner d'une gestion serrée des universités, ce qui ne semble pas être le cas actuellement. La mauvaise gestion ne désresponsabilise pas les étudiants qui doivent aussi mettre la main à la pâte. Je suis contre l'ouverture de plus en plus grande faite aux entreprises privées. Une université se doit d'être indépendante. Gigimartin
- meme40, Inscrit, samedi 10 mars 2012 12h11
Au service de qui? de quoi?...
C'est du HARPER (ISME) et une honte de voir comment on a vendu notre culture (Je devrais dire aliéner) Robotiser rétrécir dans une pensée uni-directionnelle, mercantile au service des multi-nationales qui n'ont pas les réputations d'être des citoyens exemplaires... des recteurs faiseurs d'images payés pour des mondanités... à Sagard ou ailleurs ... Comme le poisson, la société pourrit par la tête.
 - Celljack, Inscrit, samedi 10 mars 2012 12h16
Séparer diplomatie et enseignement.
L'enseignement devrait être privé.
La diplomatie devrait être gratuite.
En somme, si vous êtes assez débrouillard pour suivre un plan de cours, lire les bouquins et les notes, faire les exercices et apprendre par vous-même... vous n'avez pas besoin d'un prof, ni d'une classe, ni de la gestion et de toute la monstrueuse machine bureaucratique peuplée de fonctionnaires ultra-syndiqués et de recteurs à 250000\$ par année ni de tous les frais qui leur sont afférents.
Si vraiment vous avez besoin d'un prof, d'un laboratoire (pour certains programmes d'études) et d'équipements particuliers, c'est là qu'il faut revoir le financement.
Les établissements privés peuvent bien se financer avec les compagnies ou avec toute autre source, à leur guise.
Les établissements publics doivent être financés DÉMOCRATIQUEMENT avec l'argent de nos taxes communes pour le bien commun, selon la volonté du Peuple à former tel ou tel professionnels, selon le besoin démocratiquement ressenti. Notre argent commun doit servir aux besoins communs et non aux désirs individuel des étudiants. Vous voulez faire un bac utile pour la communauté? Nous allons vous financer. Autrement, rien ne vous empêche de vous payer une université privée ou mieux, d'apprendre par vos propres moyens.
Donc à la fin, on prend l'argent de nos taxes pour vous faire passer un examen et le corriger, totalement gratuitement volontiers, imprimer un diplôme et inscrire votre nom dans un registre au ministère de l'éducation.
J'ai bien l'impression que Jean Riand et sa bande de collabos font exprès pour semer la zizanie pour éviter de pointer le vrai problème: la gestion globale de l'éducation.

- rene lefevre, Inscrit, samedi 10 mars 2012 12h26
La question des tomates carrées.
La tomate carrée est un organisme génétiquement modifié (OGM) développée par des chercheurs de l' University of California at Davis pour la compagnie Hunts pour faire de la sauce de tomates et non pas pour des hamburgers carrés. Pour réduire ses coûts de main d'oeuvre, la compagnie Hunts voulait des tomates qui mûrissent sur le pied au même moment. Ainsi, une machine arrache le pied au complet et quelques employés retirent les tomates du pied et les déposent sur une large courroie qui les amène dans un conteneur. Étant carrées, les tomates ne roulent pas hors de la courroie sur laquelle elles sont déposées. Ces tomates sont dégueulasses au goût comparées aux bonnes tomates du Québec en saison.
Le département de Plant Science, à l'University of California at Davis a aussi développé des variétés de plantes résistantes à la sécheresse continue. Ici au Québec, le département de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal à St-Hiacynthe est célèbre pour avoir cloné le célèbre Starbuck, un boeuf remarquable pour sa semence prisée par les éleveurs de bovins. L'université n'est pas seulement au service des sciences sociales. Elle est diverse et remplit plusieurs fonctions que le monde moderne exige. À savoir si cela est une bonne chose, je laisse cela aux savants des sciences sociales.
- Joseph Louis
Gilles Delisle, Abonné, samedi 10 mars 2012 12h54
Scandaleux!
A l'instar de ce qui se passe dans le domaine de la santé, l'éducation universitaire est devenue elle aussi, sujette à tous les marchandages possibles! Nos jeunes ne seront plus formés à réfléchir, ils sont de plus en plus conditionnés à fonctionner comme des machines à produire. Egalement scandaleux de puis longtemps, ces appellations de pavillons ou de locaux universitaires au nom de compagnies. Le saccage d'une société normale et civilisée continue depuis de nombreuses années au Québec, pour en faire une société qui pense et qui s'instruit pour le bénéfice d'un capitalisme sauvage à l'américaine.
- Celljack, Inscrit, samedi 10 mars 2012 12h55
Les entreprises, c'est nous!
Même si vous travaillez comme fonctionnaire, vous êtes, vous-même, une entreprise privée pour votre propre compte. En ce sens, la formation de professionnels quoi vous soient utiles est souhaitable, que ce soit par le biais de vos taxes ou par vos capitaux.
Collectivement, l'expression de cette volonté, c'est la démocratie, la résultante des volontés individuelles.
Est-ce que nos citoyens devraient cesser d'apprendre et d'améliorer leur apport à la collectivité une fois sorti de l'université? Est-ce que ces bâtiments de béton ont un pouvoir magique?
L'université n'a pas pour but premier de donner de meilleurs comportements moraux aux citoyens, ni de produire une culture particulière: la société toute entière s'occupe de ça. Le but premier de l'université est de produire des citoyens professionnellement utiles à la collectivité, selon sa volonté démocratique.
Le fait de mettre des efforts améliorer les comportements moraux et intellectuels est omniprésent dans toute notre société.

L'intensité de cet effort, à l'université ou dans d'autres systèmes collectifs, en fait, est simplement un choix démocratique, arbitraire aux priorités de chacun avec un poids égal.

Certains professeurs du haut de leur notoriété semblent penser que le monde cesserait de tourner sans l'expression de leur volonté individuelle. Pourtant, la culture et l'explosion intellectuelle qui nourrit notre civilisation émane le plus souvent dans la rue, auprès du Peuple, et non auprès de l'élite, que cette élite soit de gauche ou de droite.

- Florence Piron, Abonnée, samedi 10 mars 2012 13h08
Bravo pour cet excellent article et merci au Devoir de l'avoir mis à la une
Merci pour cette excellente présentation du virage des universités québécoises vers l'idéal de l'université néo-libérale, et de ses conséquences, possibles et réelles. On comprend mieux les pressions exercées ces dernières années par les recteurs pour une hausse des frais de scolarité des étudiants. Par contre, le rôle de l'État et de ses politiques scientifiques aurait pu être davantage souligné: si les universités s'engagent dans cette voie, c'est avec l'accord et même l'appui de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation, et de sa contrepartie fédérale: l'État pense pouvoir utiliser la technoscience pour s'enrichir et appuie donc les universités qui veulent entrer dans cette logique. Punir l'Université Concordia parce qu'elle traite ses dirigeants comme des dirigeants de grandes entreprises est, de ce point de vue, incohérent: l'Université Concordia n'a fait qu'appliquer à la lettre le message implicite du gouvernement Charest...
- Florence Piron
rene lefevre, Inscrit, samedi 10 mars 2012 14h02
@Gigimartin, RE: Justesse de vos propos.
Merci de votre analyse ci-haut qui ressemble presque en tous points à ma propre situation et se rapproche de ma compréhension du débat actuel sur la place de l'université, des frais de scolarité, etc.. Pour avoir enseigné plusieurs années, je suis tout à fait d'accord avec vous que l'implication des parents dans les études de leurs enfants fait presque toute la différence. Vos enfants ont beaucoup de chances d'avoir des parents aussi impliqués que vous au quotidien, (REEE), conseil d'établissement. Votre support constant envers vos enfants ont porté ses fruits et la société est gagnante autant que vos enfants quand des parents tels que vous ne remettent pas exclusivement à l'état le soins de supporter les études de ceux-ci. La valeur que vous accordez aux études supérieures de vos enfants se traduit dans les sacrifices que vous vous êtes imposés volontairement. Les REEE de vos enfants vous ont probablement obligés à mettre de côté des voyages, des sorties, des achats de biens que vous considérez moins importants que les études de vos enfants, à moins que vous soyez très riche.
La "gestion serrée" des universités dont vous faites mention ci-haut est tout à fait juste et impérieuse et ce manquement grave dans la gestion des deniers publics ne "désresponsabilise pas les étudiants qui doivent aussi mettre la main à la pâte". I'm on your team, comme on dit au hockey.
- Joseph Louis
pilelo, Inscrit, samedi 10 mars 2012 14h08
la pointe de l'iceberg
Ces questions sont si importantes! Et comment en sommes-nous arrivés là...

Les critères d'embauche des profs sont passés de la compétence au prestige; ils patouagent de nos jours dans les budgets de recherche et les contrats juteux auxquels ils consacrent leur temps et, comme autrefois, une fois dans l'institution ils n'en sortent jamais! Les gestionnaires sont nouvellement engagés dans l'auto-promotion mais, comme autrefois, s'incrument eux aussi à vie dans un fauteuil ou un autre.

J'aime cette idée que l'ennemi est à l'intérieur: c'est une attitude d'affaires permanente. Car au fond il y a toujours eu une tension entre le projet de former l'esprit des individus d'une part, et celui de les préparer à des fonctions sociales de l'autre. Mais ce qui est nouveau et qui dénature l'institution, c'est cette attitude interne: "financez-nous notre belle grosse business!"

L'establishment universitaire est devenu une business en soi. Cet establishment est formé de milliers de gens à travers le Québec et, contrairement à ce qui se passe dans d'autres domaines, ils sont immuables.

Un grand ménage à faire! Des mandats courts et non renouvelables peut-être. À tout le moins, avant d'envoyer la police malmenner les jeunes qui regimbent, on pourrait avoir la décence de faire étudier ce fatras attentivement par une commission de style Gomery ou Charbonneau.

- Josephflavius, Inscrit, samedi 10 mars 2012 14h15
À celljack
Vous avez tout faux. Le rôle de l'université est exactement le contraire de ce que vous prétendez. La société nous apprend des comportements sociaux et l'université nous apprend que nous sommes ô combien ignorant et qu'avec un peu de chance nous serons un peu moins ignorant un jour.
- Paul Racicot, Inscrit, samedi 10 mars 2012 14h23
À suivre cette logique du management mercantile...
...on ne saurait être surpris d'entendre dans les corridors: «Tu sais, j'ai appris que le département de sociologie n'a décroché que 2 % de contrats de plus que l'année passée: Georges (le directeur du département) est sur le bord de la porte...»
Ou encore: «À quoi bon former des historiens, des sociologues, des théologiens, des...?! C'est pas payant. Fermons donc ces départements!»
- mem40, Inscrit, samedi 10 mars 2012 14h31
ni tomates, ni starbuck,..
Il s'agit je crois d'une façon de financer les universités. Ce que Québec est en train de faire est de les vendre aux pétrolières, leur offrant de possibles contrats de recherches payés par les contribuables. une façon de demander aux universités de cautionner une industrie qui en a maille à partir dans le brouhaha des cachoteries, et des dettes que Charest est en train de faire aux générations futures et pour longtemps. Il cherche des paravents derrière lesquelles cacher ses basse besognes, et mettre les universités aux services de ses amis.. de Sagard Land.
- Michelle Bergeron, Abonné, samedi 10 mars 2012 16h09
@Gigimartin
Vous oubliez que ce sont les enfants de la classe moyenne moyenne et basse moyenne qui ne pourront poursuivre. Les enfants de riches on en parle pas, les enfants d'assistés sociaux recevaient il y a quelques années au départ 7000\$ dont 2500 en prêt mais les en-

- fants de la classe moyenne comme un fonctionnaire du Québec avec des revenus sous les 50000. Les enfants qui étudiaient à l'extérieur ne recevaient que des prêts. Payer deux chambres dans des villes différentes plus les transports et autres calculez vous même.
- De plus l'université Laval avec ses grands projets que Charest à subventionner pour un village vert pour les retraités de l'université tout comme les installations sportives de luxe, tout comme les dépenses pour l'extension de ses services ex: Université de Sherbrooke rendu à Longueuil, tout comme 60 millions à l'université Mc Gill pour les étudiants étrangers, l'îlot de l'université du Québec, Excellente subvention et prise en charge pour les étrangers à Rimouski etc. du béton en masse. On parle des deux côtés de la bouche. Je regrette que les parents de la classe moyenne ne soient pas plus actifs dans ce débat car ce sont eux et leurs enfants qui seront les plus affectés.
- Comme société nous savons tous que le modèle caotiliste néolibéral mène directement à la faillite et ce n'est pas en contribuant à ce système que nous sortirons gagnants. Seul l'éducation fera des citoyens responsables autonome capable de faire des choix judicieux comme voter et de travailler pour l'amélioration de la société. Fin de l'ère des coureurs des bois et des exploitations anarchiques de nos richesses naturelles et collectives qui passe en premier par nos enfants et l'éducation, pensons au futur. Et que dire de l'industrie avec les pieds dans tout le système prêt à augmenter les profits à outrance. Laissons le hockey un peu et sauvons nos enfants. l'éducation pour tous sans exception lea moindre des choses.
- Airdutemps, Inscrite, samedi 10 mars 2012 16h17
Nommez-moi...
Nommez-moi un seul secteur qui fonctionne bien au Québec ? L'éducation? La santé? La justice ? Les affaires sociales ? Le sport ? Les médias ? Et j'en oublie certainement.
Pas un jour ne nous amène son lot d'horreurs. La cour est pleine.
Il n'y a que le milieu mafieux, le crime organisé et les opportunistes affairistes qui fonctionnent à grande vitesse.
 - Lise Moga, Inscrit, samedi 10 mars 2012 17h16
@gigimartin
Ma situation a ressemblé à la vôtre. J'ai investi dans l'éducation et dans l'instruction de mes enfants. Mes jeunes viennent de terminer leurs études universitaires. Elles ont des dettes mais le remboursement se fait sans contrainte catastrophique. Jamais je ne me serais imaginé que cette étape devait se vivre en exigeant plus de contributions des travailleurs.
Mes enfants, j'ai voulu être présente à chaque étape de leur évolution et ma contribution monétaire a fait parti de mon implication. Je crois que cette expérience leur a permis d'établir une relation saine avec la consommation, ils ont appris à établir des priorités et ils continueront sans doute à gérer un budget sans devoir appréhender les fins de mois trop serrées. `est un apprentissage important car quel que soit le salaire, on peut toujours vivre au-delà de ses moyens, sur la marge de crédit.
J'ai de la difficulté à comprendre les parents de la classe moyenne (car c'est eux qui sont concernés par l'augmentation de \$325,00 par année, les pauvres auront bourses et prêts équivalents à l'augmentation), qui veulent se décharger sur la société de cette obligation de faire davantage leur part avec et pour leur enfant.
 - Louis16 , Inscrit, samedi 10 mars 2012 17h45
Que faire?
Je pense toujours que les décideurs devraient avoir le courage de décider ce que devrait être le Québec de demain. Et agir en conséquence.
 - France Marcotte, Abonnée, samedi 10 mars 2012 19h17
Jonglerie
"Ce désengagement de l'État est la première cause de la mutation. Dans un contexte où la démographie n'est pas favorable à la croissance, il reste deux voies: la hausse des droits de scolarité et l'ouverture au privé, dit le prof Gingras.
La tour d'ivoire du haut savoir se décroïssonne avec l'explosion des inscriptions. La nécessité de répondre à une clientèle plus nombreuse..."
Comment la démographie peut-elle ne pas être favorable à la croissance et en même temps peut-on voir exploser le nombre d'inscriptions?
Si la démographie est favorable à croissance, que se produit-il de différent de quand elle ne l'est pas?
 - Dominique Beaulieu, Inscrit, samedi 10 mars 2012 21h24
Il faut ratisser large
Il ne faut pas mettre tous ses oeufs dans le même panier. Il faudrait donc créer 2 systèmes, quitte à ce que ces 2 systèmes soient dans les mêmes murs.
1) Des facultés orientées vers les besoins de l'industrie et du marché du travail (génie, médecine, finances, marketing)
2) Des facultés orientées vers le progrès du savoir (génie, médecine, sciences, philosophie)
Donc, certains projets de recherche financés par l'État, et d'autres financés par le privé.
 - Roland Berger, Abonné, samedi 10 mars 2012 22h37
Les diplômés d'antan
Les diplômés des universités d'antan sont aujourd'hui au pouvoir, pouvoir politique, pouvoir culturel, pouvoir financier. Il y a matière à s'interroger. Que seront les diplômés des universités utilitaristes ? Il y a matière à s'inquiéter.
 - Roland Berger
Sanzalore, Inscrit, samedi 10 mars 2012 22h41
@NickGP
Vous dites : «En d'autre mots: l'argent du gouvernement, c'est l'argent des contribuables. L'argent d'une compagnie, c'est son capital privé.»
Le capital privé des compagnies, c'est l'argent qu'elles accumulent en nous vendant leurs produits et services plus cher que ce qu'ils valent réellement.
En bout de ligne, c'est quand même notre sueur qui a créé cette richesse.
Et je suis autant choqué par les dirigeants des compagnies qui passent leurs commandes aux universités avec notre argent de clients que par les dirigeants des gouvernements qui font taire les scientifiques avec notre argent de contribuables.
Est-ce plus clair comme ça ?
 - Serge Grenier
Sanzalore, Inscrit, samedi 10 mars 2012 22h52
@Lise Moga
- Vous dites : «Jamais je ne me serais imaginé que cette étape devait se vivre en exigeant plus de contributions des travailleurs.»
Je préfère que ma contribution de travailleur aille pour assumer l'éducation des jeunes plutôt que pour payer des avions de guerre aux généraux belliqueux, ou pour payer la construction de routes afin que les compagnies puisse aller détruire le Nord de la province ou pour payer temps double des policiers armés jusqu'aux dents qui passent leur colère sur le dos de nos enfants.
- Serge Grenier
Hollande, Inscrit, dimanche 11 mars 2012 00h24
Version québécoise d'un phénomène internationale.
Un capital qui spolie purement et simplement ce qui relève de la collectivité.
Ce qu'en dit un certain Immanuel Wallerstein:
"A l'orée du 21ème siècle, la situation est, de ce point de vue, devenue désastreuse. Comment les universités l'ont-elle affrontée ? Par la « privatisation », comme on en est venu à désigner ce phénomène. Avant 1945, et même avant 1970, la plupart des universités étaient des institutions publiques. Les Etats-Unis représentaient la seule exception importante en la matière car ce pays était, en effet, doté d'un grand nombre d'institutions non publiques. La plupart avaient au départ un caractère confessionnel. Mais même au sein de ce dispositif privé, les universités étaient gérées comme des organisations à but non lucratif.
Ce mouvement de « privatisation », présent dans le monde entier, a pris plusieurs formes. Tout d'abord, des institutions d'enseignement supérieur conçues comme des entreprises à but lucratif se sont développées. Ensuite, les institutions publiques se mirent à rechercher des donateurs privés, des entreprises qui commencèrent à se mêler du fonctionnement interne des universités. Enfin, les universités se lancèrent dans le brevetage des découvertes et des inventions de leurs chercheurs, devenant ainsi des opérateurs économiques, c'est-à-dire des entreprises."
<http://www.medelu.org/Feu-sur-l-enseignement-super>
- Francis Lavigne, Inscrit, dimanche 11 mars 2012 00h37
L'Université à la carte
Le diplôme d'un jeune chinois rapporte beaucoup plus dans les coffres de l'état contrairement à la clientèle étudiante du pays.
Les universités chinoises et indiennes ne parviendront jamais à combler la demande des millions de jeunes. Normal que les universités du monde entier se les arrache afin d'espérer les garder et former les futurs médecins et ingénieurs dont auront besoin les sociétés occidentales vieillissantes et dépendantes. Après, bien sûr que l'agenda corporatif y soit pour quelque chose dans le changement de la mission et de l'attitude de l'université à l'intérieur de la société, de son éthique et sa valeur normative.
Mais éventuellement, ce ne sont pas la recherche de prise de marché des capitaux privés qui dictent les orientations des programmes universitaires, mais les idées et l'enthousiasme des chercheurs et étudiants sans lesquels il n'y aurait aucune découverte ni volonté d'appréhender les problèmes autrement.
La place du privé doit bien sûr être encadré et justifié, et l'université ne doit pas céder

devant les impératifs économiques et délaier son rôle de formateur de citoyens et de lieu de création et de transmission des idées à travers toutes les disciplines.

Nous vivons dans une période sombre de l'humanité certes à cause de notre innocence et entêtement de reconnaître la responsabilité de nos actions et de mettre en action des principes et mécanismes de coopération et de surveillance des gouvernements facilitant la connaissance des erreurs.

À mon avis, les universités ont besoin autant de la participation du privé que celui-ci a besoin du public pour concrétiser les projets et avancées sociales et favoriser la transparence. Certes si l'espace public restait anonyme au lieu de voir partout des logos et

marque de commerce ce serait un grand pas en avant.

<http://www.rfi.fr/france/20120203-etudiants-etrang>

F-Sirois Patrick, Inscrit, dimanche 11 mars 2012 01h31

@ gigimartin, @Lisa Martin

Votre point de vue en tant que parents de la classe moyenne est intéressant. Vous oubliez toutefois que ce n'est pas tous les parents qui aident leurs enfants, qui économisent pour leurs études, qui les supportent tant dans leurs dépenses de frais de scolarité que dans celles de la vie courante (appartement, nourriture, électricité, etc.)

Et généralement, les jeunes dont les parents font partie de la classe moyenne ont peu accès aux programmes de bourses. Cela crée

un endettement assez énorme (on parle d'une moyenne nationale de 14 000\$ à la fin d'un BAC je crois?)

Dans un débat comme celui-ci, il faut tenter d'éviter de se fier uniquement à son expérience personnelle.

Votre dévouement est remarquable. Mais tous les jeunes n'ont pas la chance que les vôtres ont eu.

Rodrigue Tremblay, Inscrit, dimanche 11 mars 2012 08h09

Quel sous-financement?

L'UdM a un budget de 1,2 milliard pour 60,000 étudiants, soit 20k par étudiant! Peut-on parler de sous-financement?

Est-ce que Le Devoir pourrait nous sortir les budgets des universités américaines? Et le frais de scolarité qui les accompagnent...

LE DEVOIR: Plan Nord - La FEUQ est sceptique devant l'enthousiasme des universités - Samedi 10 mars 2012

Alexandre Shields

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec s'explique mal l'empressement des directions des universités à vouloir lancer des projets de recherche directement liés au Plan Nord des libéraux.

Le Devoir révélait hier que de nombreuses universités font la cour au «chantier d'une génération». Plusieurs d'entre elles ont déjà soumis des propositions de projets de recherche ou dressé une liste de leurs expertises qui pourraient être mises à contribution dans ce vaste projet industriel.

Une situation que déplore Martine Desjardins. «Normalement, la recherche sert à éclairer les décisions qui peuvent être prises, par exemple, dans le cadre de politiques publiques. On peut notamment déterminer si les impacts seront positifs ou négatifs. Dans le cas présent, c'est l'inverse. On a annoncé le Plan Nord et on veut lancer des projets de recherche pour justifier la démarche», a-t-elle soutenu hier.

Plusieurs projets de recherche sont selon elle refusés chaque année, faute de fonds. «Soudainement, on trouve de l'argent pour la recherche universitaire qui répond aux directives du gouvernement» et à son «agenda politique». Une situation qu'elle juge inacceptable, alors que les établissements postsecondaires affirment souvent manquer de fonds.

Le financement du Plan Nord s'appuie surtout, dans un premier temps, sur des deniers publics. Cet argent servira principalement à stimuler l'exploration et l'exploitation minière. Sur une période de 25 ans, les libéraux évaluent que les investissements consacrés au développement industriel du nord s'élèveront à 80 milliards de dollars. La part de fonds publics dans

Vos réactions

• Carole Dionne, Inscrite, samedi 10 mars 2012 00h54

Les étudiants, toujours le même discours Eux, ce qu'ils font, c'est toujours correcte. Mais les policiers sont des barbares. Une étudiante de l'université d'Ottawa parlant au Clud des Ex a osé dire qu'il y avait une asymétrie entre les policiers et les étudiants: qu'ils ne se battaient pas à armes égales. Faut vraiment être ... pour parler ainsi. Quand on parle que les étudiants ont occupé les locaux de Loto Québec et que les policiers leur ont demandé, ils aurait fallu que les policiers les supplient à genou selon Sonia Noreau.

La seule chose que l'on comprend: que les étudiants font donc pitié. Pourtant l'autre jeune à cette émission, soit Jean Benoit Poulin amenait des arguments très valables. Mais Sonia Moreau déviait toujours le débat, tous comme les représentants des étudiants. Selon Mme Noreau les étudiants ont toutes les raisons valables. mais le pire, c'est que je dois payé pour l'entendre. Radio canada devrait cesser de faire affaire avec une telle personne qui se croit au dessus de tout le monde.

• claudelandy, Inscrit, samedi 10 mars 2012 05h24

Un exemple à suivre
En entendant la représentante de la FEUQ on ne peut s'empêcher que cette femme a plus de jugement et d'intégrité que nos bons rec-teurs très bien payés, Il faut peut-être en

cette somme doit dépasser les 50 milliards de dollars. L'industrie extractive compte pour 1,8 % du PIB du Québec.

Violence policière

Par ailleurs, Mme Desjardins a déploré le refus du gouvernement Charest de condamner l'«excès de zèle» des policiers lors de la manifestation de mercredi, au cours de laquelle un étudiant a été grièvement blessé. Jeudi, le premier ministre a surtout montré du doigt les étudiants. «Les étudiants, lorsqu'ils manifestent, refusent malheureusement de travailler avec les policiers pour s'assurer de la sécurité des gens qui manifestent», a déclaré le chef libéral.

«Quand a-t-on décidé qu'on pouvait réprimer aussi durement la jeunesse? Quand a-t-on décidé que ça ne valait pas la peine de laisser la jeunesse manifester et s'exprimer? a demandé Mme Desjardins. M. Charest est aussi ministre responsable des dossiers jeunesse, mais on l'oublie, parce que la défense de la jeunesse ne fait pas partie des priorités.»

La leader étudiante a rappelé que lorsqu'une étudiante pro-hausse avait dit avoir subi de l'intimidation, la ministre Line Beauchamp avait promptement dénoncé la situation. «Le gouvernement a fait grand bruit de cette histoire. Là, on voit un excès de zèle de la part du SPVM et le gouvernement condamne la violence sans reconnaître qu'il y a eu des excès de la part des forces de l'ordre.»

Sur une vidéo de la manifestation de mercredi qui circule sur Internet, on voit une grenade assourdissante qui semble exploser au milieu de la foule. Plus de 130 000 étudiants sont actuellement en grève.

venir à la conclusion que leur manque de jugement et de fermeté quant à la valeur et au sens donné à l'éducation est une des causes de la crise actuelle. Savoir gérer, c'est pouvoir donner un projet cohérent et juste à l'ensemble des intervenants. Pelleter les problèmes de gestion des universités dans la cour des étudiants a été la solution à leur incapacités de gestion.

• Jacques Morissette, Abonné, samedi 10 mars 2012 07h51

Vous faites bien de vous poser des questions.

Vous faites bien de vous poser des questions. Il n'y a pas de théorie du complot, mais vous ne ferez pas croire que les politiciens se limitent à se fixer des objectifs, sans agir pour autant de manière à ce que ces voeux se concrétisent. Le Plan Nord de Jean Charest semble être très important, d'autant plus que ça sent de plus en plus les élections.

• Airdutemps, Inscrite, samedi 10 mars 2012 08h00

À la recherche de \$\$\$\$

Il faut bien que les universités trouvent les \$ nécessaires à leur émolument...

• André Savary, Abonné, samedi 10 mars 2012 08h10

Rendu la???

En somme nous rendu la avec les universités... Du pur mercantilisme...Je trouve cela très malheureux... Nos université se comportent comme de vulgaire entreprise voués au profits... Moi qui croyait encore à la forma-

tion, à l'éducation et à la véritable recherche...

Il est temps que cela change...

Cette grève des étudiants fait ressortir de grosse failles dans l'administration de nos maison d'enseignement supérieur!

• Sanzalure, Inscrit, samedi 10 mars 2012 08h30

Après moi le déluge

Les gens au pouvoir veulent tout maintenant. Ils veulent piller les ressources naturelles le plus vite possible pour en profiter de leur vivant. Ils se foutent des étudiants, car ce qui se passera après leur mort ne les concerne pas.

Ils vivent à court terme, sans aucune préoccupation pour la suite du monde.

Nos universités semblent malheureusement dirigées par la même sorte de personnes peu scrupuleuses et sans vision pour l'avenir. Elles ne pensent qu'à équilibrer leur budget du semestre en cours et se croient par le fait même dispensées de toutes responsabilité à long terme.

Ces gens-là vont devoir bientôt répondre de leurs décisions devant une population très en colère et avec raison.

Serge Grenier

• Pierre Brulotte, Inscrit, samedi 10 mars 2012 08h33

Les propos de Jean charest

«Les étudiants, lorsqu'ils manifestent, refusent malheureusement de travailler avec les policiers pour s'assurer de la sécurité des gens qui manifestent». Les gens qui manifes-

tent ce sont les étudiants et je ne crois pas qu'ils aient rien fait pour menacer leur sécurité, si ce n'est de ne pas avoir resté chez eux et d'avoir descendu dans les rues. Finalement, à ce que je sais, ce sont les policiers qui ont commencé par lancer des grenades sonores.

- Josephflavius, Inscrit, samedi 10 mars 2012 10h04

À mme.Dionne

S'il-vous plaît, revenez sur terre et ouvrez vous les yeux. Si vous croyez qu'il y a gentille égalité entre manifestant étudiants et policiers alors là...Si vous voulez voir de vrais manifestations avec des forces plus égalent allez en europe, là vous en verrez . Les étudiants qui manifestent ce n'est pas un droit mais un devoir civique.Ils représentent le futur de notre nation qui je l'espère ne ressemblera pas à notre présent.

Vous remarquerez que les étudiants n'ont que que de petites pancarte et leur voix pour crier. Les policiers eux...

Vous irez voir ce que cela donne à la prochaine manifestation des profs ou à une manifestation de médecins (si jamais cela arrive).

La censure non plus n'est pas une solution acceptable.

- Jacques Anar, Inscrit, samedi 10 mars 2012 10h18

@ Carole Dionne.

Pourquoi autant de frustration de votre part? Pourquoi tout ce fiel ininterrompu envers les étudiants? Cette défense éhonté d'un gouvernement pourri et de brutes se conduisant comme tels?

Vos arguments sont émoussés depuis un bout de temps. On a vu encore ce gouvernement sous figure d'Hydro Québec, s'installer sur des territoires ne leur appartenant pas, la police chassant les gens qui étaient, non pas à Loto Québec, mais sur leurs terres.

Vous faites pitié, Madame.

- Michel St-Pierre-consultant, Abonné, samedi 10 mars 2012 10h59

Des milliards pour les minières = investissements... les étudiants = dépenses ?

Je trouve fascinant de voir à quel point le gouvernement Charest divise constamment notre population. Le Plan Nord est considéré comme un gage de prospérité pour les générations futures...

Donc, si on suit le raisonnement du gouvernement : Pour l'avenir des générations futures, il faut soutenir les minières dont les profits sont faramineux et il faut faire payer nos jeunes pour qu'ils deviennent de bons citoyens rentables pour la société... Est-ce que je me trompe, mais est-ce quelque peu inéquitable ?

- MJ, Inscrite, samedi 10 mars 2012 11h48

A qui profitera le Plan Nord? Aux minières et à leurs adjudants?

J'endosse totalement les inquiétudes de la présidente de la FEUQ. Notre élite québécoise, dont font partie les universitaires, est prête à se mettre au service de ce Plan Nord, lequel n'a pas fait l'objet d'un réel débat public, a plutôt été improvisé dans l'ombre, puis imposé unilatéralement par le gouvernement libéral, qui imite largement le gouvernement Harper dans son processus décisionnel anti-démocratique. Or, ce gouvernement libéral de Charest, lorsqu'il en est la cible, joue hypocritement aux virgées offensées quand le gouvernement fédéral conservateur de Harper lui sert la même médecine.

Ce Plan Nord et les manœuvres de séduction des universités québécoises par le gouvernement libéral visent ni plus ni moins que l'enrôlement des forces vives et des cerveaux du Québec dans un projet fort controversé sur bien des points de vue: son opportunité, sa rentabilité pour la collectivité, sa mise en oeuvre en faveur des minières, ses conséquences sociales, environnementales, etc.

Cette instrumentalisation de l'université au service du gouvernement libéral de Charest et de son Plan Nord signifie, à toutes fins pratiques, la perte de l'indépendance idéologique de l'institution universitaire et de son pouvoir critique face aux pouvoirs politique et économique dominants. La mission de l'université est donc détournée au profit d'une oligarchie politique et économique (industrielle et financière). En outre, la hausse des frais de scolarité prônée par les élites politiques et les recteurs des universités ne pourra plus favoriser autant la mobilité sociale, comme à l'ère de la Révolution tranquille et de la démocratisation de l'enseignement, ce qui avait permis l'avènement d'une importante classe moyenne.

MJ, Inscrite, samedi 10 mars 2012 11h57

A qui profitera le Plan Nord?

L'apport important de fonds de recherches provenant du monde industriel aura vraisemblablement pour effet de gonfler artificiellement les effectifs étudiants dans des programmes visant à l'employabilité, et à réduire les effectifs d'autres programmes moins subventionnés et pourtant essentiels à l'amélioration de la condition humaine, sociale et culturelle (ex. sciences humaines et sociales, arts et lettres, etc.). Si les universités deviennent largement subventionnées par le privé, il faut s'attendre à ce que bien des programmes d'études sous-financés perdent de leur importance au profit d'un savoir utilitariste et ponctuel, sans l'apport d'une véritable culture générale, importante pour l'épanouissement de l'individu et une meilleure compréhension de notre société, ce qui implique de pouvoir la critiquer et la transformer selon nos aspirations.

Les universités seront donc à leur tour bâillonées en ne pouvant critiquer la main qui les nourrit, par l'octroi de fonds de recherche privés par la grande entreprise ou par le gouvernement, inféodé aux intérêts de celle-ci. Le fait que les impôts de la classe moyenne, les ressources naturelles du territoire québécois soient canalisés et siphonnés par les grandes entreprises et les multinationales d'ici ou d'ailleurs, ne contribuera qu'à appauvrir davantage la population, puisque les profits iront essentiellement aux actionnaires et que les impôts qui devaient servir à la redistribution de la richesse ne seront plus disponibles à cette fin. L'effet de ce nouveau système sera d'appauvrir la population et de l'asservir aux intérêts de ces mêmes entreprises où la richesse sera désormais plus concentrée. On assistera donc à une forme d'esclavage et de dépendance de la population face à cette oligarchie.

MJ, Inscrite, samedi 10 mars 2012 12h05

A qui profitera le Plan Nord?

Après avoir dépossédé le Québec de toutes ses ressources et dirigé vers les industries minières tout le capital financier et humain en vue de ce Plan Nord, les Québécois seront de plus en plus dépendants de ces multinationales. Ce mouvement d'appropriation des ressources est planétaire et, à moins que les forces vives du Québec s'y opposent et que

des liens de solidarité se tissent entre les populations de ces pays concernés, une tiersmondisation sera à l'oeuvre au Québec et dans ces autres pays touchés par les mêmes politiques. L'université doit demeurer ce contrepoint à l'abus de pouvoir de la part de gouvernements complices de cette influence parfois obscure mais de plus en plus évidente de l'oligarchie industrielle et financière qui pille nos ressources.

Ces choix politiques du gouvernement Charest s'inscrivent dans le courant de la mondialisation et confirment sa mouvance vers la tendance d'une oligarchie à s'accaparer toutes les ressources des territoires nationaux pour les diriger exclusivement entre les mains de cette oligarchie industrielle et financière, dont se font complices les gouvernements, en raison de la corruption et du pouvoir de l'argent sur les élus et leur réélection (contributions financières au parti politique dominant), ayant pour effet de pervertir la mission essentielle de l'Etat qui est l'allocation et la répartition équitable des ressources au sein de la population.

Daniel Berube, Abonné, samedi 10 mars 2012 13h08

@ Carole Dionne

J'ai de la difficulté à suivre votre raisonnement...

Sans doute, alors, appuyez vous le contexte que l'industrie et le commerce, des industries et des mines d'entrer dans nos universités pour y faire régner la loi et l'ordre, et leur apporte la vraie façon que doit fonctionner une université... c.à.d.: faire de la recherche, mais cacher les résultats, ne rien partager du savoir, pour ne pas nuire aux compagnies investissant dans ces universités... vous m'excuserez, mais je trouve que c'est un virage à 180 degrés d'avec le rôle initial de ces maisons d'enseignements. Je doute fort que ces multinationales enseignent la morale et l'éthique "environnemental" dans ces dites universités...

Mais, je crois que vous faite plus confiance en la bonté, en la générosité et à la justice de repartage des valeurs organisé par le capitalisme sauvage... eh bien... bonne chance.

:-)

Donald Bordeleau, Inscrit, samedi 10 mars 2012 23h45

Il faut comprendre ici que depuis 2003, les conseils d'administration sont rémunérés pour assister aux réunions.

Selon les sociétés d'états et autres conseils comme les collèges ou universités, les membres du conseil reçoivent de \$ 30,000 et jusqu'à \$ 85,000 pour assister à quelques réunions.

Les postes rémunérés comme vous pouvez vous en douter sont occupés par des amis du pouvoir.

Par exemple notre Monsieur Peter Krut le PDG de Concordia a donné au PLQ \$ 30,000 en 10 ans, un autre qui ne regarde pas la dépense est un champion des dons avec \$ 41,000. En fait 11 personnes du CA de Concordia ont donné plus de \$ 141,000 en retour au PLQ pour avoir été un heureux élu sur ce conseil. Les nominations sont à 90% des hommes car selon les probabilités ils sont plus fidèles pour donner leur petit \$ 3000 chaque année. C'est bien malheureux pour les femmes, mais heureusement Lisa Frulla a été nommé sur de tel conseil en occupant des sièges sur plusieurs Conseil d'administration.

En général, c'est le Parti Libéral de Monsieur Jean Charest qui récolte 95 % des dons.

En général se sont nous les contribuables qui paient cette passerelle de dons sans fin qui tombe dans les mains du Parti Libéral de Monsieur Jean Charest.

C'est peut-être par hasard. Mais imaginez les membres des CA de toute les universités qui suivent le canal de la caisse du parti au pouvoir. Il y a beaucoup de collusion pour des subventions, surtout du côté anglophone alors que les universités francophones reçoivent très peu malgré leur poids démographique.

Vous savez maintenant où va votre argent et l'Îlot Voyager est l'un des symptômes des multiples abus qui nous coûtera plus de 1 milliard à terme.

Un des problèmes fondamentaux est que 25 % des professeurs et chargés de cours sont vraiment incompetents.

Dans notre société, il faut avoir une équité envers les autres.

Le combat est l'accès à l'éducation et les étudiants sont de plus en plus pour la grève afin de limiter les dommages collatéraux de l'augmentation des coûts.

• Vincent Dostaler, Inscrit, dimanche 11 mars 2012 03h07

Merci!

Merci à Martine Desjardins pour ses réflexions claires, justes et parfaitement pertinentes!

Merci aussi à: Claude Landry, André Savary, Sanzalore, Michel St-Pierre-consultant, MJ, Daniel Berube pour leur contribution!

Jocelync, Inscrit, dimanche 11 mars 2012 04h00

• Tout à fait d'accord avec Mme Desjardins Le Plan Nord constitue du point de vue financier, un bel exemple de "charrue placée devant les boeufs" puisqu'il est conçu à priori sur la base de l'avidité politique.

La recherche universitaire comme tout autre élément social sera forcément mise à contribution excessive pour éviter l'affront d'un échec politique que pourrait représenter une faillite éventuelle du Plan Nord et les activités sociales normales en paieront le prix.

Plus le Plan Nord souffrira des effets de l'improvisation de ses maîtres-d'oeuvre, plus importante sera la contribution exigée envers tous les groupes sociaux.

Ce type de gestion gouvernementale où règne autant d'incertitudes, crée énormément de stress qui se traduit par une monopolisation excessive des ressources sociales ainsi qu'une imposition d'une plus grande

discipline et une application plus rigoureuse de "la Loi et l'Ordre" au détriment des libertés individuelles.

J'ose espérer que le Plan Nord sera un projet harmonieux et rentable plutôt qu'un Goulag pour les générations futures mais actuellement, ça n'inspire pas une grande confiance.

Guillaume Girard, Inscrit, dimanche 11 mars 2012 04h18

• Heureusement que certains osent montrer leur indignation

@MJ

Vous démontez bien le problème d'un système économique perverti par le gain à court terme sans égard aux générations futures. Le mélange des genres, en absence d'éthique la plus élémentaire, ne fera qu'entraîner la société vers son déclin, sa déchéance, son invasion par des barbares qui s'ignorent; des idiots utiles; des imbéciles heureux chapeautés par des dirigeants ayant atteints leur niveau d'incompétence selon Le Principe de Peter.

Heureusement que certains osent montrer leur indignation; ils sont l'espoir pour un futur meilleur! Souhaitons-le!

LE DEVOIR: La liberté du chercheur en jeu – Samedi 10 mars 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

La course effrénée aux capitaux privés n'est pas près de s'arrêter dans les universités québécoises; le gouvernement en fait l'apologie dans l'un des fascicules du budget provincial de l'an dernier.

Lisa-Marie Gervais

La tendance mondiale au désengagement de l'État dans les universités au profit du privé sème des inquiétudes. La perte de l'indépendance des chercheurs est-elle un mythe? Les bailleurs de fonds contrôlent-ils la recherche?

Un étudiant qui ne répond pas à une question d'examen parce qu'il ignore la réponse, c'est fréquent. Mais un étudiant qui connaît la réponse mais refuse de la fournir, c'est autrement plus étonnant. L'exception s'est produite il y a quelques années au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Le cachottier se disait lié au secret professionnel du projet de recherche sur lequel il travaillait, financé par un bailleur privé. Cette anecdote souvent racontée par l'éminent linguiste Noam Chomsky cristallise les craintes de plusieurs: la recherche libre est-elle encore possible?

Devant la croissance du financement privé, le doute persiste. Au tournant des années 2000, une révision des politiques gouvernementales a fait des universités des vecteurs de développement économique. À l'Université Laval, par exemple, c'est 25 % du budget total de la recherche qui vient du privé. Dans les écoles de sciences appliquées, c'est davantage. À l'École polytechnique, la recherche est financée à 40 % par l'industrie, et c'est la même chose pour les 21 chaires de l'École des technologies supérieures (ETS). Elle qui a pour devise «le génie pour l'industrie», faut-il s'en étonner?

La course effrénée aux capitaux privés n'est pas près de s'arrêter. Le gouvernement en fait l'apologie dans l'un des fascicules du budget provincial de l'an dernier. «[On] s'attend à ce que les universités obtiennent davantage de contrats privés de recherche et qu'elles commercialisent

dans de meilleures conditions les résultats de leurs recherches», peut-on lire. Des titulaires de chaires et étudiants qui ont requis l'anonymat le confirment: en recherche, tu vaux ce que tu rapportes.

«Le financement externe sert d'étalon-or», soutient Normand Baillargeon, philosophe et auteur de plusieurs livres sur l'université. Tous les moyens sont bons pour attirer le pourvoyeur de fonds. Aux États-Unis, des chercheurs amassent des dons via des sites Web. Plus près de nous, dans la région de Chicoutimi, le biologiste Claude Villeneuve a reçu des contributions du groupe Cowboys Fringants, qui lui a versé 100 000 \$ pour la compensation des gaz à effet de serre produits pendant leur tournée.

La fin de la recherche libre?

«La part de l'industrie dans la recherche de l'ensemble des universités n'est même pas de la moitié. Il y a moins de recherche libre que dans les années 70, mais il y en a encore. Ce serait absurde de dire le contraire», souligne Yves Gingras, professeur au Département d'histoire à l'UQAM. Elle n'en est pas moins mise à mal. Plusieurs chaires de recherche sont financées par le gouvernement si elles obtiennent d'abord une subvention du privé. «Le problème, c'est que le gouvernement a renoncé à déterminer qui fait de la recherche intéressante et s'en remet aux compagnies. Si Exxon Mobile trouve que c'est intéressant, le gouvernement donne des sous», fait remarquer Gilles Gagné.

L'épidémiologiste à l'Université de Sherbrooke Larissa Takser étudie l'effet des polluants environnementaux sur la grossesse et le développement des enfants. Elle observe que ses recherches ne cadrent dans aucun programme de subvention officiel. «Mes demandes se promènent de comité en comité, personne ne veut en prendre l'évaluation. C'est trop multidisciplinaire, personne ne comprend. [...] Combien de subventions on n'a pas eues ou de projets qu'on a laissés tomber?»

Selon Augustin Brais, directeur associé à la Direction de la recherche et de l'innovation de l'École polytechnique, les chercheurs ne sont pas esclaves de l'entreprise. «Bien sûr, on reçoit des fonds importants de l'industrie, mais on n'est pas nécessairement inféodés, insiste-t-il. Je ne dis pas que le danger n'existe pas.»

Comment l'indépendance peut-elle alors être garantie? La directrice du Centre interuniversitaire de recherche sur le cycle de vie des produits, procédés et service (CIRAIG) à Polytechnique, Valérie Bécaert, est également responsable d'une des rares recherches à être financées à 100 % par le privé. Ici, pas de laboratoire au sein de l'école à proprement parler: les entreprises elles-mêmes servent de terrain pour la récolte des données des chercheurs.

«Il n'y a pas de garantie que l'entreprise ne va pas montrer uniquement la réalité qui l'intéresse, note-t-elle. Mais chaque fois, les universités insistent pour que tout soit fait dans un esprit de faire avancer les connaissances. Si l'entreprise est de mauvaise foi, c'est certain qu'on ne peut pas faire grand-chose et qu'on n'est pas en mesure de sortir l'information qu'elle ne veut pas sortir. C'est au chercheur de formuler des projets qui permettent de favoriser le développement scientifique. Ce sont des relations à bâtir.» Les entreprises sont parfois exigeantes sur les délais. «Elles veulent des résultats, des indicateurs de performance. Dans les universités on n'a pas cette habitude, on n'aime pas trop ça. Mais si on travaille

avec l'industrie, il faut s'approprier leur langue, leur faire comprendre qu'on a des étudiants à former, des articles à écrire. On a un bout de chemin à faire.»

La culture du secret

On peut penser que l'invention et le développement de l'Internet n'auraient pas été aussi fructueux si les recherches avaient été financées par des fonds privés, plutôt que par un financement public du Pentagone. C'est la thèse que Noam Chomsky aime rappeler pour faire valoir que le financement public, qui a moins d'exigences de rentabilité commerciale que le privé, permet un type de recherche qui est fondamental. On peut formuler l'hypothèse que le séquençage du génome humain, qui a mis à profit l'intelligence d'un consortium international de recherche, a été accéléré parce que les résultats ont été rendus publics au fur et à mesure et ont permis de faire avancer tout le monde. La compagnie privée Celera Genomics avait même avoué être arrivée à séquencer le génome grâce aux données publiques du consortium, ce qui avait déclenché une vive polémique.

Valérie Bécaert reconnaît qu'il n'est pas facile pour les chercheurs de travailler avec des données venant d'entreprises qui protègent le secret industriel. «Quand le projet est trop proche de l'entreprise, elle peut empêcher la publication d'une thèse parce que les données lui appartiennent, explique-t-elle. On a développé une structure avec des professionnels de recherche qui font, à la place du chercheur, l'interaction directe avec l'entreprise, sur un sujet précis. Il faut toujours que le chercheur soit détaché de ce qui pourrait être confidentiel ou sensible.»

L'université n'est pas qu'un bien public

«Je dis toujours, et je vais me faire tuer pour ça, que l'université n'est pas seulement un bien public. Il y a des retombées privées. C'est un investissement qu'on fait pour le retour, car généralement, le taux de chômage est inférieur pour les diplômés et les gains espérés pendant toute la vie sont de beaucoup supérieurs.»

Vos réactions

- France Marcotte, Abonnée, samedi 10 mars 2012 10h05
Je suis un instrument de mesure de l'indépendance des chercheurs
Mon organisme contient ignifuges, plastiques, pesticides, et tout un cocktail de substances non identifiées, ingurgités en toute innocence.
L'air que je respire est vicié et personne ne s'y intéresse.
Je bois l'eau de ma ville en croisant les doigts.
De la même manière, si je tombe malade, un médecin de l'urgence me dira probablement qu'il ne sait pas pourquoi.
- delamare rob, Inscrit, samedi 10 mars 2012 10h34
à Manuel Crespo, désespérant
Cher Monsieur Crespo,
Pour arriver à dire que chaque usager du service public de l'enseignement supérieur en tire un profit privé et que donc ce service n'est pas entièrement public, il faut une erreur grossière de raisonnement, une tautologie, une lapalissade qui vous fait honte. La conséquence : il suffirait alors que le gouvernement néo-libéral hausse les coûts de chaque service public, voire impose un prix aux usagers pour les services précédemment gratuits sur le plan individuel (police, médecine, etc.) pour décréter alors qu'il s'agit d'un "investissement" (très forcé) de la part de l'usager.
Autrement dit, en disant une évidence - qu'un service public profite évidemment aux

usagers individuels - vous camouflez un piètre raisonnement entrepreneurial pour justifier que notre jeunesse doit payer pour accéder aux savoirs et donc au mieux être, en faisant profiter automatiquement leur communauté, et payant par la suite plus d'impôts sur leur succès universitaire est suivi de succès professionnel et financier. Votre commentaire est d'autant plus déplacé que tout le propos de l'article est justement de montrer que s'il y a un "investissement privé" à l'université, c'est de la part des entreprises à but lucratif, y compris les banques qui sont les principales bénéficiaires des hausses des inscriptions imposées aux étudiants et leurs familles.

• Bernard Terreault, Abonné, samedi 10 mars 2012 11h52
Chercheurs naïfs

Ma carrière de chercheur universitaire m'a fait me rendre compte, a posteriori, que beaucoup de chercheurs et surtout de jeunes chercheurs (doctorants, post-doctorants et stagiaires) ont pratiqué ce métier avec ferveur, comme un apostolat, peu ou mal payés, mais oeuvrant pour la grande cause qu'est la science. Mais si la science doit rapporter financièrement à court terme, ces jeunes voudront leur part. Finis, les doctorants en physique ou chimie accomplissant de la recherche appliquée de pointe et payés trois fois moins que le technicien du labo avec un DEC! D'ailleurs ceci explique sans doute pourquoi les universités doivent tellement recourir aux étudiants étrangers pour remplir les labos.

Il y a donc des retombées qui ne sont pas uniquement publiques. Quand on compare le Québec à l'ensemble du Canada, on remarque que notre situation est privilégiée. [...] On peut faire payer la gratuité par l'impôt, comme chez les Scandinaves, mais qui aimerait avoir leur taux d'imposition? Ça frôle les 65%! On veut le beurre et l'argent du beurre.»

— Manuel Crespo, sociologue et membre associé au CIRANO
L'heure des choix: gratuité ou endettement

«On est à la croisée des chemins. On doit choisir si on veut adopter le modèle thatchérien et reaganien. Le gouvernement du Québec a choisi un modèle basé sur l'endettement des étudiants plutôt que de choisir la gratuité pour tous. Et il faut arrêter avec le Bonhomme Sept Heures: ce n'est pas vrai qu'on devrait monter les impôts à 70%, la gratuité ne coûterait que 700 millions. Est-ce qu'on demande à l'université d'aider l'entreprise et de maximiser l'argent à court terme ou est-ce qu'on lui demande de ne pas se substituer et d'être un poumon artificiel?»

— Éric Martin, doctorant en sciences politiques et coauteur d'Université inc

Une hausse à contre-courant

«On ne le rappelle pas souvent mais, en Ontario, le gouvernement [de Dalton McGuinty] a baissé les droits de scolarité de 30%. [...] Avec la hausse, on va à contre-courant. Et le fondement de ça, c'est une vision individualiste de la société qu'on a commencé à accepter depuis 30 ans. On fait des calculs de retour sur l'investissement comme si l'individu était une petite firme. J'avais déjà dressé une liste des montants des droits de scolarité par pays en les comparant à l'indice de développement humain [IDH] des Nations unies. La corrélation était inverse. Plus les droits de scolarité étaient élevés, plus l'IDH était faible. Et évidemment, le meilleur IDH appartenait aux pays scandinaves.»

— Yves Gingras, historien à l'UQAM

• Darwin666, Inscrit, samedi 10 mars 2012 12h07

Le Québec et le bien-être

«Plus les droits de scolarité étaient élevés, plus l'IDH était faible. Et évidemment, le meilleur IDH appartenait aux pays scandinaves.» — Yves Gingras

Dans le même sens, il faut souligner que les chercheurs Marcellin Joanis et Luc Godbout, qu'on ne peut soupçonner d'être des gauchistes, ont appliqué à Québec les critères de l'indice Vivre mieux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), conçu pour évaluer le bien-être des pays. Leur conclusion ?

«Dans Le Québec économique 2011 (PUL, 2012), les économistes Luc Godbout et Marcellin Joanis appliquent cet indice au Québec, ce que l'OCDE, qui ne fournit que des statistiques par pays, ne fait pas. Le résultat de l'exercice est stupéfiant et détruit le mythe du Québec qui va mal. Selon l'indice « Vivre mieux », en effet, le Québec est l'endroit qui offre la meilleure qualité de vie au monde! Seuls le Canada et l'Australie lui font concurrence sur ce terrain.»

http://www.laction.com/Opinion/Louis-Cornellier/20_-champion-mondial-de-la-qualite-de-vie/1

On dirait qu'on a honte des mesures qui nous ont permis d'obtenir cet excellent résultat. La hausse des droits de scolarité est un exemple de changement de politique économique qui vise à appliquer ici le type de mesures qui nuisent au bien-être de la population.

CNW: FEUQ: La ministre Beauchamp incapable de gérer le réseau universitaire – vendredi 09 mars, 16h48

MONTREAL, le 9 mars 2012 /CNW Telbec/ - La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, se dit exaspérée de voir encore aujourd'hui la ministre de l'Éducation improviser pour camoufler son incapacité à bien administrer le réseau universitaire. Le dernier d'une longue liste de scandales financiers qui vient de survenir à l'Université Concordia nous fournit la preuve que Line

Beauchamp est incapable d'empêcher les administrations universitaires de s'attribuer de généreux bonis et primes de départ, malgré ce qu'elle tente de faire croire. « Il est inadmissible que les étudiants fassent les frais du manque d'encadrement des universités québécoises. La gestion du réseau a visiblement filé entre les mains de la ministre, qui préfère tenter de réparer plutôt que de prévenir. Pourquoi veut-on encore une fois

piger dans les poches des étudiants et du contribuable de la classe moyenne alors qu'on n'a aucune analyse sérieuse de la situation universitaire et qu'on n'a aucun contrôle sur les dépenses excessives des administrations ? », déclare Martine Desjardins.

Le cas des 2,4 M\$ distribués sans gêne aux hauts dirigeants de l'université Concordia n'est qu'un exemple de mauvaise gestion universitaire que



les étudiants dénoncent depuis longtemps. L'intervention de la ministre relève du plus pur amateurisme et elle démontre la collusion qui existe entre le gouvernement et les administrations universitaires. « Que ce soit les 400 millions de dollars en pure perte dans l'Îlot Voyageur pour l'UQAM, le jonglage avec le pavillon du 1420 Mont-Royal pour l'Université de Montréal, le campus à moitié vide à Longueuil pour l'Université de Sherbrooke ou bien encore les augmentations de salaire démesurées des recteurs, le gouvernement Charest a brillé par son laxisme à intervenir et à réprimander les universités. Et il voudrait que les étudiants rajoutent 330 millions dans ces puits sans fond. Jamais ! », a martelé Mme Desjardins.

Le premier ministre Charest doit reprendre les choses en main. Durant son mandat à titre de ministre de l'Éducation, Line Beauchamp a été incapable de faire preuve de leadership face aux administrations universitaires, comme cet été où McGill avait unilatéralement brisé les règles du MELS en privatisant son MBA, une situation qui perdure malgré les timides récriminations de Line Beauchamp. « Le gouvernement Charest plaide en faveur de la hausse en arguant que les étudiants doivent faire leur juste part ? Mais où est la juste part des administrations universitaires ? Les dérapages ont assez duré, le gouvernement doit faire preuve de leadership, mettre fin à la hausse des frais de scolarité et réviser de fonds

en comble la gestion des universités québécoises », a conclu Mme Desjardins. Depuis plus de 20 ans, la FEUQ représente les étudiantes et les étudiants universitaires du Québec. Composée de 15 associations membres et forte de plus de 125 000 membres, la FEUQ est le plus important groupe jeunesse au Québec. Présentement, ce sont plus de 80 000 étudiants membres qui sont en grève ou le seront dans les prochains jours. www.feug.qc.ca

Renseignements :

Mathieu Le Blanc, attaché de presse FEUQ, bureau : (514) 396-3380, Cell. : (514) 609-3380 attpresse@feug.qc.ca Twitter : [@matleblanc77](https://twitter.com/matleblanc77)

LAVANTAGE.QC.CA: Le CCGIM (CSN) appuie les étudiants - Publié le vendredi, 09 mars 2012 15:30



par Réal-Jean Couture

Le Conseil central de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (CSN) appuie les démarches que prennent les étudiants du Cégep de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine pour contrer la hausse des frais de scolarité universitaire.

Le CCGIM (CSN) avait déjà dénoncé cette augmentation par le biais de sa participation au Réseau vigilance GIM, « qui dénonce toutes les politiques rétrogrades du gouvernement Charest ».

Éric Boulay, président du CCGIM (CSN), était présent cette semaine avec les étudiants qui étaient en grève à Gaspé. « Nous croyons que cette hausse des frais de scolarité aura un effet négatif pour les jeunes de notre région parce que nous n'avons pas d'université en Gaspésie. »

Il ajoute que « cette hausse s'ajoutera aux coûts additionnels tels que frais de loyer, et déplacements supplémentaires, entre autres, que nos jeunes doivent déboursier pour fréquenter une université à l'extérieur de notre région ».

Le syndicaliste ajoute que « nous sommes dans une région où le revenu annuel est moindre que le reste du Québec et cette hausse aura un impact négatif sur les ménages de notre région. D'après certaines études, cette hausse aura comme conséquence d'augmenter la dette de nos jeunes à leur sortie d'université ».

Rappelons que le Conseil central de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (CSN) représente quelque 4 500 travailleuses et travailleurs de tous les secteurs de la société et de l'économie gaspésienne.

CENTRE DE DOCUMENTATION SUR L'ÉDUCATION DES ADULTES ET LA CONDITIO FÉMININE (CDEACF): Hausse de 1625 \$ des frais de scolarité : les femmes seront particulièrement frappées par la hausse du gouvernement Charest - vendredi 9 mars 2012 - 15h22

Soumis par Mélissa le

Communiqué

MONTRÉAL, le 8 mars 2012 /CNW Telbec/ - En cette Journée internationale de la Femme, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) rappelle qu'il existe encore de nombreuses inégalités qui frappent les femmes au cours de leurs études universitaires et que la hausse des frais de scolarité de 1625 \$ du gouvernement libéral de Jean Charest ne fera qu'accentuer les inégalités. « Aujourd'hui, les femmes composent la majorité de la population universitaire de premier cycle et de deuxième cycle. Et la hausse de 1625 \$ des frais de scolarité creusera donc encore plus le fossé entre les hommes et les femmes. Encore une fois, Jean Charest ne tient pas compte des conséquences de ses gestes », déplore Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

En effet, cette inégalité s'explique par l'écart dans le financement des études entre les hommes et les femmes, 900 \$ en moins pour les

étudiantes à temps plein et 3400 \$ pour les étudiantes à temps partiel. De plus, seulement 14 % des stages obligatoires que doivent suivre les étudiantes sont rémunérés contrairement à 55 % chez les hommes. Par exemple, dans les facultés d'éducation, secteur à forte majorité féminine, il y a quatre stages obligatoires non rémunérés et le dernier stage, qui représente la prise en charge complète d'une classe, coûte souvent plus de 1000 \$ à l'étudiante. « Ce que le gouvernement fait avec sa hausse, c'est pénaliser les femmes. Déjà désavantagées, Jean Charest rajoute un autre fardeau qui pour plusieurs sera insurmontable. Et ce n'est pas tout, pour les jeunes mères de famille, la situation est encore plus sombre », constate amèrement la présidente de la FEUQ.

Alors que le gouvernement brandit à tort le programme des prêts et bourses comme la solution magique à toutes ses erreurs de jugement, la FEUQ rappelle les nombreuses failles dans l'Aide financière aux études. Au premier

chef, les pensions alimentaires pour enfant qui sont encore considérées comme un revenu par le programme de prêts et bourses alors que ce n'est plus le cas pour les déclarations d'impôt. Il manque aussi 260 \$ par mois pour couvrir les frais de bases d'une étudiante ayant un enfant à charge. C'est sans compter que les étudiantes chercheuses n'ont pas accès au Régime québécois d'assurance parentale. « La lutte pour l'égalité est donc loin d'être finie. Encore aujourd'hui, une femme diplômée gagnera 863 269 \$ de moins qu'un diplômé masculin. Et monsieur Charest ne fera qu'empirer la situation », conclut Mme Desjardins.

Petite lumière dans ce sombre tableau, en plus d'une présidente au sommet de la Fédération, 10 de ses associations sur 15 ont une femme à leur tête, preuve que les femmes prennent de plus en plus de place dans les débats de société et que les revendications de ses dernières seront de plus en plus défendues.

RADIO-CANADA / ESTRIE: Hausse des droits de scolarité : le gouvernement Charest maintient sa décision - Mise à jour le vendredi 9 mars 2012 à 14 h 19 HNE



Le premier ministre du Québec, Jean Charest

Le gouvernement de Jean Charest n'a pas l'intention de reculer dans le dossier de la hausse des droits de scolarité, malgré le mouvement de grève étudiante qui prend de l'ampleur.

Le premier ministre l'a répété vendredi matin à Sherbrooke, où il a confirmé une subvention de trois millions de dollars pour la compagnie Neptune Technologies.

« Ça fait plusieurs années au Québec que nous discutons de ce sujet-là. L'enjeu principal, c'est la qualité de l'enseignement postsecondaire au Québec. Les étudiants ont le droit de s'exprimer. Nous souhaitons que les étudiants s'expriment en respectant les lois », a expliqué le premier ministre.

Une trentaine d'étudiants ont manifesté en marge de cette conférence de presse. Ils ont profité du passage du premier ministre à Sherbrooke pour lui exprimer leur opposition à la hausse des droits de scolarité.

Au total, 130 000 étudiants sont en grève au Québec.



En complément



Vidéo - Un résumé de Mélissa Fauteux

Les commentaires (3)

Envoyé par [Sylvain Gagné](#) de Sherbrooke, 9 mars 2012 à 15 h 44 HNE

Le jours où les étudiants vont cesser de sur-consommer, ils vont pouvoir se payer les augmentations de frais de scolarité.

Je trouve absurde de voir ces jeunes qui prennent pour des biens essentiels leur I-phone, les voyages et leur voiture.

Faites-un petit tour dans les stationnements de l'université ou du cégep, vous allez voir que la majorités des voitures sont très, très récentes... Certains stationnement d'usine ne possèdent pas une telle flotte de véhicules.

Les jeunes s'endettent pour le loisirs mais refusent de s'endetter pour les études, qui est leur avenir....

Regardez la dernière manifestation...150 personnes les autres sont où??? En vacances dans le sud ou sur les pentes de ski...

Bref bravo aux libéraux...je ne vous aime pas mais sur la hausse des frais de scolarité je suis 100% derrière vous.

Envoyé par [J-C Gascon](#) de Montreal, 9 mars 2012 à 16 h 03 HNE en réponse à [Sylvain Gagné de Sherbrooke](#)

Au lieu de répéter les mêmes clichés de l'étudiant avec un Iphone, un char et qui va en voyage, je vous invite à lire des témoignages comme celui-ci, auquel nos grands médias accordent peu d'attention.

<http://myckaa.wordpress.com/2012/03/09/la-privatisation-lettre-a-mme-beauchamp/>

Envoyé par [Serge-Étienne Parent](#) de Sherbrooke, 9 mars 2012 à 14 h 42 HNE

L'IRIS (iris-recherche.qc.ca) a démontré que les arguments du gouvernement ne passent pas l'épreuve des faits. Si le gouvernement avait ajusté son argumentaire ou modifiés ses orientations en conséquence, ce serait tout a son honneur. Malheureusement, de mauvais arguments sont utilisés pour masquer une orientation purement idéologique, soit celle de subordonner la connaissance au marché (par surcroît dans un climat de répression antidémocratique). Une telle attitude contribue à délégitimer son pouvoir.

[TVA NOUVELLES.CA](#) / [JOURNAL DE QUÉBEC](#) / [JOURNAL DE MONTRÉAL](#): Hausse des droits de scolarité: Étudiants: endettement inévitable ou train de vie excessif? - Première publication 9 mars 2012 à 06h11



Crédit photo : archives, Agence QMI

Par Jean-Nicolas Blanchet | Agence QMI

Avec des frais de scolarité doublement inférieurs à la moyenne nationale et un programme de prêts et bourses parmi les plus généreux au pays, les étudiants québécois s'endettent à un rythme aussi important que leurs homologues canadiens.

Un étudiant québécois sur dix prévoit s'être endetté de plus 25 000 \$ à la fin de son baccalauréat. Les étudiants dans cette situation étaient quatre fois moins nombreux en 2005. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) évalue que 65 % des étudiants québécois se retrouvent endettés, en moyenne, de 15 000 \$ à la fin de leur baccalauréat.

Le pourcentage d'étudiants endettés au Québec est maintenant pratiquement le même que dans le reste du pays. La dette moyenne au Canada s'élève à 23 000 \$, mais le baccalauréat est généralement d'une durée de quatre ans et non de trois, comme au Québec.

Deux étudiants québécois au baccalauréat sur trois sont incapables de rejoindre les deux bouts, alors que le même nombre se fait payer leurs frais de scolarité par leurs parents. Des données qui soulèvent certains questionnements quant à la manière de dépenser des étudiants québécois.

«Les jeunes doivent remettre en question leur niveau de vie (...) Le besoin essentiel a été gonflé par la société de consommation. Ce n'est plus considéré comme un luxe, mais comme un droit. C'est facile de s'endetter (...) et on habitude les jeunes à utiliser le crédit en leur disant que c'est normal», note Caroline Saoulard, consultante budgétaire et porte-parole à la Coalition des associations des consommateurs du Québec.

Leurs parents

À son sens, sans les déresponsabiliser, les jeunes sont également victimes dans le contexte actuel. «C'est comme si on essayait quelqu'un au régime devant un buffet (...) C'est quand même drôle de demander aux jeunes de limiter ses dépenses quand leurs parents font la même chose et ils n'ont pas nécessairement plus les moyens», poursuit Mme Saoulard.

Les jeunes ne sont pas suffisamment outillés pour bien ficeler leur budget, selon elle. «Quand tu n'a jamais été éduqué à faire un budget, tu dois avoir une conscience énorme à 20-22 ans, quand tu as vécu dans la folie du jour en ne planifiant jamais rien. Là, tu dois avoir une illumination de te dire que les dettes, c'est une mauvaise chose. Le message qu'on leur a toujours dit, c'est que le crédit, il n'y a rien là et que si tu études, tu seras riches. Pourquoi les jeunes penseraient autrement?», se questionne-t-elle.

Mme Saoulard déplore l'approche agressive des institutions financières auprès des étudiants, des cibles de choix. «Si je veux faire de l'argent, je dois m'adresser au 18-35 ans. Les jeunes veulent de l'argent et ils ont des leviers pour en avoir facilement, contrairement à il y a 10 ou 20 ans.»

[TVANOUVELLES.CA](#) / [JOURNAL DE MONTRÉAL](#) / [JOURNAL DE QUÉBEC](#): 1^{ère} page Journal de Montréal: Hausse des frais pour les étudiants - des millions pour les patrons des universités / Hausse des droits de scolarité: 1 M\$ pour des hauts dirigeants d'universités - Première publication vendredi 9 mars 2012 à 05h03 - Mise à jour: vendredi 09 mars 2012, 11H58



Crédit photo : Agence QMI

Par Taieb Moalla | Journal de Québec

Alors que les étudiants usent leurs souliers sur le bitume pour s'opposer au dégel des frais de scolarité, les hauts dirigeants des universités québécoises se sont partagé presque un million de dollars en parachutes dorés pour leurs retraites.

Une compilation faite par le Journal, à partir de documents obtenus en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, nous apprend que les recteurs, vice-recteurs et autres doyens ont totalisé des chèques de 942 304 \$ au moment de dire adieu à leurs patrons respectifs. Et ce sans compter les 2,4 M\$ en salaires et indemnités de départ versés à cinq cadres de l'Université Concordia (voir autre texte).

Ces avantages, tout à fait légaux, sont prévus dans le «protocole des cadres supérieurs» ou dans les règlements internes des universités. Dans le cas des réseaux UQ (Universités du Québec), les conditions d'embauche sont fixées par le gouvernement. Pour les autres établissements, ce sont les conseils d'administration qui prennent la décision.

L'indemnité de départ la plus généreuse a été accordée à Judith Woodsworth, ex-rectrice de l'Université Concordia. Cette dernière est partie avec un chèque de 169 573 \$ sans compter une prime de sépara-

tion de 747 045 \$ qui avait suscité la controverse il y a une quinzaine de mois.

Si les pontes des universités devaient décider, sur un coup de tête, de prendre leur retraite ce matin, ils toucheraient ensemble la rondelette somme de 2,7 millions de dollars.

L'ex-doyen de la faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke, Réjean Hébert, a eu droit à une indemnité de départ de 115 445 \$ en prenant sa retraite de ce poste en septembre 2010. Celui qui vient d'officialiser sa candidature pour le Parti québécois dans la circonscription de Saint-François (Estrie) demeure malgré tout un employé de l'Université Sherbrooke à titre de professeur en gériatrie. «Je n'ai jamais cessé d'être professeur et de faire de la recherche même quand j'étais doyen (entre 2004 et 2010)», a-t-il fait savoir au Journal de Québec.



Les étudiants scandalisés

Afficher 21 commentaires

- Sébastien Lauzon
C'est ce que plusieurs manifestants affirment : Nous ne paierons pas davantage alors que c'est si mal géré. On met pas plus d'eau dans un pichet alors qu'il est plein de trous.
- Archie77777
Est-ce que les responsabilités administratives justifient un tel salaire? Qui mesure qu'un tel ou tel poste administratif mérite ce salaire + bonus + prime de départ? Est-ce que l'élite de l'intelligence québécoise se doit d'être rémunérée de la sorte, à tout prix, faisant abstraction de la situation économique dans laquelle nous sommes, puisque nous parlons d'argent public ici?
- Markus64
Ils ce jugent eux-mêmes pour la plus part....
- Lauriers
Ce n'est pas Charest qui a accordé ses "primes", elles étaient déjà là quand il est arrivé au pouvoir malgré ce que vous pensez. Souvenez-vous les millions que le mari de Mme Marois a déjà reçu dans un autre domaine . Au Québec il semblerait que nous ne pouvons avoir des administrateurs si nous ne leur donnons pas la caisse en sortant!!!
- 66996699
Lauriers
tu divagues...claud blanchet avait travaillé pendant 4 ans avant de recevoir une prime de départ...et une pension de 80 000\$ est-ce que tu penses que henri paul rousseau et demain michael sabia en n auront pas...ces gens sont supposés être compétents...cela c est une autre histoire...mais il y a l ex rectrice de l Université de concordia...elle disons que elle n y ait pas allé de main morte...et même si ce n est pas mentionné on a acheté une somptueuse demeure au recteur de McGill au prix de 540 000\$...plus une prime de départ...et on l a fait revenir...alors blanchet c est du petit lait...
- Lauriers
je ne permets à personne de dire ou d'écrire que je "divague"; j'ai aussi droit à mon opinion.

En 2003 Claude Blanchet est parti avec un an de salaire (257,500\$), un an de bonus alors que la SGF était dans le trou de plus de 750 millions de \$, et une pension à vie de 80,000\$; cette pension à vie s'il vit encore 30 ans nous les québécois nous lui payons 2,4 million \$. Si c'est ce que vous nommez du petit lait, alors nous ne buvons pas la même sorte!

De plus Rousseau a reçu en prime de départ 380,000\$ alors qu'il avait reçu un salaire annuel de 1,8 million \$. La SGF était encore dans le trou! Sabia, nous allons attendre mais ce ne sera pas mieux.

J'ai pris Blanchet comme exemple j'aurais pu prendre d'autres « administrateurs ». De plus, Charest a effectivement promis de faire le ménage, ils le promettent tous quand ils arrivent au pouvoir!!! Dans mon propos regardant Charest, je ne suis pas une fan des PLQ... si c'est ce qui vous a choqué! mais restez poli(e)!

• gernath
C'est vrai Lauriers, mais il était pas supposé faire le ménage là-dedans.

• Lauriers
Vous avez raison, ils le promettent tous... et après quelques années nous nous rendons compte que la poussière est encore là!

• Markus64
A ça pour le faire le ménage le mari de Marois, il l'a fait... un beau trou de 700 Millions dans la caisse de la SGF..... et on oublie aussi qu'il a eu droit à une généreuse pension à vie et transmissible au conjoint survivant de 85 000\$/an et qui a été refusé aux autres présidents de la SGF par la suite. Et deviner qui était au Conseil des ministres de l'époque...nul autre que ça conjointe, Mme Marois la chef actuelle du PQ.

• tulipenoire
C'est partout pareil dans les hautes sphères administratives .beaucoup, même trop ,pour les dirigeants,très peu ou le moins possible pour les travailleurs en bas ou au milieu de l'échelle salariale et ceux qui paient par le fait même paient beaucoup trop. Et qui prend toutes les décisions...ceux et celles

Sans surprise, les représentants des étudiants - en grève depuis trois bonnes semaines pour certains d'entre eux - ont vertement dénoncé ces primes.

«Encore une fois, les dirigeants des universités font ce qu'ils veulent avec l'argent public. C'est inacceptable, insultant et injustifié. On demande aux étudiants de payer pour ces abus-là», s'est étouffé Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Le raisonnement est identique du côté de Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). «C'est choquant, dérangeant et frustrant, a-t-elle regretté. On dirait les primes de départ d'une multinationale et tout ça se fait sur le dos des contribuables.»

- Avec la collaboration de Serge Laplante

LES MEILLEUX PAYÉS : TOP 6	LES INDEMNITÉS DE DÉPART
<p>■ En 2010-2011, le salaire annuel de certains dirigeants d'université frôlait des sommets. Voici les émoluments des cinq patrons les mieux payés :</p> <p> Richard Levin, doyen de la Faculté de médecine, McGill 518 101 \$</p> <p> Heather Munroe-Blum, rectrice, Université McGill 369 250 \$</p> <p> Guy Breton, recteur, Université de Montréal 365 000 \$</p> <p> Judith Woodworth, ex-rectrice jusqu'au 22 décembre 2010, Université Concordia* 351 750 \$</p> <p> Frederick Lowy, recteur, Université Concordia 350 000 \$</p> <p> Peter Allan Todd, doyen de la Faculté de gestion, McGill 340 000 \$</p>	<p>■ En prenant leur retraite, ces cinq personnes ont reçu ces indemnités de départ :</p> <p> Judith Woodworth, ex-rectrice jusqu'au 22 décembre 2010, Université Concordia 169 573 \$</p> <p> Daniel Bénéteau, vice-recteur ressources humaines et administration, Université du Québec à Rimouski 148 923 \$</p> <p> Christiane Piché, vice-rectrice à la recherche et à la création, Université Laval* 119 872\$</p> <p> Réjean Hébert, doyen de la Faculté de médecine et des sciences de la santé, Université de Sherbrooke 115 445\$</p>

qui se prennent beaucoup trop et qui n'ont jamais assez.. Et où coupent-ils dans les services

tendre1954
si charest jeanno de sont prenon dit au étudiants d'agir de façon responsable qu'est ce qu'il attend pour dire a sa gangs de detrousseur de poche d'agir de maniere responsable dans la depense de l'argent des contribuable

• Sébastien Lauzon
Une chose est certaine, tu mérites d'aller à l'école afin de revoir ton français.

• charlot_88
Pire que la mafia, au moins eux sont directs et ne compte pas trop sur la taxation. Les commissions scolaires (et tous les organismes publics) c'est l'hypocrisie, la sournoiserie pour des détournements de fonds et ils doivent rembourser sans bénéfices et sans recours et naturellement c'est le congédiement..

• charlot_88
Hé, on a des nouvelles des primes de David Levine
Ayoye, ça va coûter cher...Levine....

- Et de:
- 1- coût de départ, sa paye...
 - 2- coût de paye en marche pour quelques mois...
 - 3- l'indemnité de départ + bonis de séparation...avant la pension...
 - 4- gains/bénéfices accumulés durant son emploi...
 - 5- ensuite le retour au travail avec de nouvelles offres, bonis, etc.
 - 6- j'en oublie certainement...vous êtes là pour les ajouter...

Pour les naïfs, voilà...
PS: Vous allez voir "ceuses" intéressés à ce manège au "ouerment"...

Ah vous avez sans doute oublié le suave Jean-Marc "double tarif" Fournier myriam77

IL FAUDRAIT
Placarder les potaux, les pinte de laits : ils ne doivent surement pas avoir peur ces chers



<p>rect... Il faut que leur visage soit connu avec leur salaire. Si les étudiants ne gagnent pas, au moins une douce revanche pour la prochaine fois. Et ce immédiatement</p> <ul style="list-style-type: none"> • gontrane • Pour paraphraser Claude Legault, voilà un foutu système de primes que le gouvernement va devoir « décâlisser » s'il veut vraiment calmer le jeu. Parlant du « célèbre acteur », quelqu'un a vu des pastiches de sa série sur Youtube? Ça va être rigolo de l'entendre vouloir tout décâlisser avec son air le plus sérieux :o) • gernath <p>C'est partout pareil, dans toutes les sphères et c'est aussi pour ça que les contribuables</p>	<p>on une écoeurantite aigue de payé. Tout le monde doit faire sa part qu'on nous dit. Mais c'est toujours aux mêmes de faire leur part et là ils n'ont plus les moyens de payer.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Markus64 <p>Qu arriverait il si Monsieur et Madame tout le monde refusait de payer ces impôts ???? Là est peut-être la solution finale, ca créerait une véritable onde de choc et impossible pour ces gouvernements d'emprunter, les prêteurs leurs diraient vous avez personnes pour payer ces emprunts....</p> <ul style="list-style-type: none"> • gernath <p>C'est justement ce qu'on disait hier. Le hic c'est d'embarquer tout le monde.</p> <ul style="list-style-type: none"> • michel.kote 	<p>Et techniquement ce serait inciter des gens au crime que de les inviter à ne pas payer leurs impôts...</p> <ul style="list-style-type: none"> • gernath <p>Alors on continue de se faire voler "légalement", malgré qui commence à manquer de fonds dans les poches des contribuables. Alors on les oblige à s'endetter pour en donner encore plus et par le fait même faire rouler les institutions financières. Et hypocritement on leur dit que si ils sont endetter c'est de leur faute car il ne savent pas tenir un budget.</p>
---	---	---

LE DEVOIR: Grève étudiante - Québec doit maintenir la ligne dure, dit Legault - Vendredi 09 mars 2012

<p>La Presse canadienne</p> <p>Québec — François Legault a encouragé hier le gouvernement du Québec à maintenir la ligne dure envers les étudiants en ce qui concerne l'augmentation des droits de scolarité.</p> <p>Des propos réconfortants pour le premier ministre Jean Charest, qui semble déterminé à accroître le coût des études supérieures malgré la colère et la détermination des associations étudiantes.</p> <p>En entrevue à La Presse canadienne, le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ) a invité le gouvernement Charest à «rester ferme» et à ne pas succomber aux pressions des grévistes opposés à la hausse de 1625 \$ des droits de scolarité sur une période de cinq ans. «Il ne faut pas commencer à reculer sur l'essentiel à chaque fois que des groupes de pression manifestent. Sans remettre en cause la paix sociale, il faut tout de même être ferme concernant l'importance d'augmenter les frais de scolarité au Québec», a dit M. Legault.</p> <p>À ses yeux, le redressement des droits de scolarité n'est pas seulement souhaitable, mais incontournable, pour mieux financer les universités et prévenir un exode des meilleurs professeurs.</p> <p>En revanche, selon le leader de la CAQ, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, doit garder ouvert «un canal de communication» avec les étudiants pour convenir des moyens à prendre pour assurer l'accessibilité aux études supérieures.</p> <p>À cet égard, la ministre Beauchamp devrait s'inspirer de la position adoptée par la Coalition, a souligné M. Legault. «Il y a des étudiants et des familles qui peuvent et qui doivent payer plus, mais il y a des familles plus démunies pour qui la hausse des droits pourrait causer un problème</p> <p>Vos réactions</p> <ul style="list-style-type: none"> • André Michaud, Inscrit, vendredi 9 mars 2012 00h36 <p>Plus pour les démunis ? Comme contribuables J'aime mieux la façon de voir de M.Legault que celle de Mme Marois. Aider plus les plus démunis seulement et garder des finances plus réalistes.. <ul style="list-style-type: none"> • Louka Paradis, Inscrit, vendredi 9 mars 2012 03h21 <p>Les rhinocéros</p> </p>	<p>d'accessibilité. Cela ne se réglera pas en reniant l'augmentation des frais, mais en bonifiant le programme de prêts et bourses et en instaurant un mécanisme de remboursement proportionnel au revenu», a-t-il suggéré.</p> <p>De passage en Outaouais pour promouvoir le Plan Nord, le premier ministre Charest n'a pas donné l'impression d'être sur le point de fléchir devant le mouvement de grève des étudiants, bien au contraire.</p> <p>La compétitivité des universités québécoises à l'échelle du monde passe par une croissance des droits de scolarité, a-t-il fait valoir. «La vraie question, c'est: "Est-ce que nous allons avoir des universités qui vont être de calibre mondial?" C'est pour ça qu'on a pris une décision longuement réfléchie, longuement débattue», a expliqué le premier ministre.</p> <p>Appel au dialogue</p> <p>D'après M. Charest, les craintes soulevées par les leaders étudiants au sujet de l'accessibilité aux études universitaires ne passent pas la rampe. «Un étudiant qui reçoit une bourse actuellement va recevoir une augmentation de sa bourse équivalente à la hausse des frais de scolarité. On protège les étudiants les moins nantis, on protège l'accessibilité», a-t-il dit.</p> <p>De son côté, la chef du Parti québécois, Pauline Marois, a condamné l'intransigeance affichée par le gouvernement Charest dans ce dossier. En refusant les appels au dialogue, le premier ministre «a l'air de prendre pour acquis que c'est terminé, qu'il ne touchera à rien, alors que des étudiants crient au secours, a déclaré Mme Marois. C'est inacceptable de la part d'un gouvernement qui veut imposer une hausse inimaginable aux étudiants. Avez-vous vu dans d'autres secteurs de notre collectivité, de notre fiscalité, des hausses de 75 %?», a-t-elle lancé.</p> <p>Décidément, le mal se répand : la droite cherche encore et encore des marges de profit plus élevées, et ce dans tous les domaines et au détriment des plus vulnérables. Jusqu'aux universités qui se subordonnent au Plan Nord, comme nous l'apprend un excellent article de l'édition du Devoir d'aujourd'hui... Si le dramaturge Ionesco revenait sur terre, il écrirait sûrement une suite à sa fameuse pièce...</p> <ul style="list-style-type: none"> • Jean Tremble, Inscrit, vendredi 9 mars 2012 07h35 <p>@André Michaud</p>	<p><< Comme contribuables J'aime mieux la façon de voir de M.Legault que celle de Mme Marois. Aider plus les plus démunis seulement et garder des finances plus réalistes...>></p> <p>Ah, oui ! On connaît le refrain... Ça c'est certain qu'en période pré-électorale, M. Legault n'aura de cesse de caqueter en faveur du commun...</p> <p>Autrement dit, il va aller chercher ses votes chez ceux-là même qui vont y goûter, à ses politiques sociales.</p>
--	--	--

JOURNAL DE MONTRÉAL: Concordia paie ses cadres une fortune: 2,4 millions \$ en indemnités de départ pour cinq cadres - Vendredi 09 mars 2012

<p>SARAH- MAUDE LEFEBVRE</p> <p>Sous le règne de l'ex-rectrice Judith Woodsworth, qui a elle-même quitté son poste à mi-mandat avec plus de 700 000 \$ en poche, cinq cadres de l'université ont été mis à la porte ou ont quitté l'établissement.</p> <p>Ted Nowak et Saad Zubair, qui ont tous deux été congédiés en septembre 2009, ont pu aller chercher respectivement 605 000 \$ et 639 000 \$ en salaires et indemnités de départ, en contestant ce renvoi abrupt.</p> <p>Ces deux vérificateurs internes sont parvenus à ce règlement avec l'administration de l'université après avoir déposé une plainte à la Commission des relations du travail.</p> <p>Une retraite dorée</p> <p>À l'automne 2009, deux autres cadres ont également reçu des sommes importantes, après avoir annoncé leur départ à la retraite.</p>	<p>Jean Brisebois et Larry English, directeur du service de la sécurité et chef de la direction financière, se sont partagé un montant de 461 000 \$.</p> <p>La vice-rectrice au soutien universitaire et aux relations avec les diplômés, Kathy Assayag, a pour sa part récolté 700 000 \$ lorsqu'elle a quitté l'université pour des « raisons personnelles » en septembre 2010.</p> <p>« Révoltant »</p> <p>À ces départs coûteux s'ajoutent aussi ceux de l'ex-rectrice Judith Woodsworth, qui est retournée enseigner à Concordia après avoir empoché 700 000 \$, et celui de son prédécesseur Claude Lajeunesse, qui avait obtenu 1 million \$ en quittant ses fonctions.</p> <p>Ces « parachutes dorés » scandalisent les associations étudiantes qui militent présentement contre la hausse annoncée des frais de scolarité.</p>	<p>« Le gouvernement affirme vouloir augmenter les frais de scolarité pour améliorer la qualité de l'enseignement dans les universités, mais on voit que cet argent se retrouve dans les poches d'une minorité de gens proches de la haute direction », dénonce Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).</p> <p>« Je comprends mal comment des indemnités de départ peuvent aider les universités à devenir plus compétitives sur le marché international, comme le gouvernement le souhaite. »</p> <p>Meaculpa à Concordia</p> <p>La semaine dernière, l'université Concordia a annoncé qu'elle embaucherait un cabinet de vérification externe pour réviser ses procédures en matière d'embauche et de salaire.</p> <p>« Nous avons déjà commencé à modifier les contrats de travail de nos employés, affirme la porte-parole Christine Mota. Les indemnités de</p>
--	--	--

départ ne seront données que si un contrat est résilié sans bonnes raisons de notre part. » « Ça peut sembler n'être qu'un petit pas, mais c'est sérieux de notre côté. On sait que certains

de nos étudiants et membres de notre personnel ne sont pas contents, et c'est pourquoi on tente de faire les choses différemment. » Alors que les universités se plaignent d'être sous-financées,

l'université Concordia a déboursé plus de 2,4 millions \$ en salaires et indemnités de départ pour cinq de ses cadres.

LE DROIT: L'Ontario n'uniformisera pas les droits de scolarité - Publié le vendredi 09 mars 2012 à 05h30



Photo: Étienne Ranger, Le Droit
Le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty.
François Pierre Dufault, Le Droit

Le gouvernement de l'Ontario assure qu'il n'a pas l'intention d'uniformiser les droits de scolarité pour certains programmes universitaires de premier cycle, une mesure qui aurait épargné de l'argent aux étudiants à Ottawa et dans la région de Toronto, mais qui aurait coûté cher aux institutions qu'ils fréquentent. Les libéraux de Dalton McGuinty disent qu'ils se contenteront de plafonner l'augmentation du prix de l'éducation postsecondaire à 5 % pour la prochaine année, comme ils le font depuis quelques années. « Aucun changement qui n'est envisagé exigerait que les universités fixent des droits de scolarité uniformes pour les programmes d'arts et sciences », précise le ministre

de la Formation et des Collèges et Universités, Glen Murray.

Le Toronto Star rapportait hier que Queen's Park songeait sérieusement à obliger les 19 universités de la province à uniformiser leurs droits de scolarité à 5366 \$ par année pour les programmes d'arts et sciences.

Une telle uniformisation aurait contraint l'Université d'Ottawa et l'Université Carleton d'abaisser leurs droits de scolarité de 54 \$ et 40 \$ respectivement, ce qui aurait entraîné des pertes de revenus de l'ordre d'un demi-million de dollars pour chacune des deux institutions.

LAVANTAGE.QC.CA: Pour expliquer la lutte étudiante, une affiche pas comme les autres! - Publié le jeudi, 08 mars 2012 16:46



(Photo Thérèse Martin)
Alexis Lauzier et Jérôme Perron privilégient la résolution du conflit de façon pacifique

par Thérèse Martin

Des étudiants du Cégep de Rimouski distribuent aux quatre coins de la ville une affiche... pas comme les autres !

Jérôme Perron et Alexis Lauzier, deux étudiants en sciences de la nature, font partie du groupe de huit étudiants du Cégep qui font la tournée des commerces de la ville de Rimouski pour distribuer leur petite affiche interactive. « Nous voulons sensibiliser les jeunes et la population en général à l'importance de s'opposer à l'augmentation des frais de scolarité en les

invitant à visiter régulièrement un site Internet où l'information est disponible et mise à jour de façon régulière. »



Cette petite affiche conçue d'une façon tout à fait différente des grandes affiches traditionnelles sur lesquelles on retrouve une phrase ou un slogan comporte l'adresse du site Internet qui recèle de l'information sur les enjeux du mouvement étudiant (bloquonslahausse.com), de même qu'un code QR permettant un accès direct.

Jérôme et Alexis ne sont pas membres de l'exécutif de l'association étudiante du Cégep de Rimouski mais font partie du Conseil de grève. « Nous favorisons la négociation avec le gouvernement du Québec et des moyens pacifiques de faire entendre le point de vue des étudiants. Nous croyons que notre action coordonnée pourra contribuer à mieux informer la population. Nous espérons aussi qu'elle contribuera à amener la Ville de Rimouski à appuyer la position des étudiants. »

LAPRESSE.CA: Droits de scolarité: Québec ne doit pas fléchir, selon Legault - Publié le jeudi 08 mars 2012 à 12h55



Photo: Jacques Boissinot, PC
Pour M. Legault, l'augmentation des droits de scolarité est incontournable pour mieux financer les universités et freiner l'exode des meilleurs professeurs.

Martin Ouellet, La Presse Canadienne, Québec

François Legault a encouragé jeudi le gouvernement Charest à maintenir la ligne dure envers les étudiants sur l'augmentation des droits de scolarité.

Le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ) estime que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, doit «rester ferme» et ne pas succomber aux pressions des grévistes opposés à la hausse de 1625 \$ des droits de scolarité sur une période de cinq ans.

Le gouvernement ne doit surtout pas reculer sur ce qui est essentiel «à chaque fois que des groupes de pression manifestent», a fait valoir M. Legault lors d'un entretien accordé à La Presse Canadienne.

Pour M. Legault, l'augmentation des droits de scolarité est incontournable pour mieux financer les universités et freiner l'exode des meilleurs professeurs.

En revanche, selon le leader de la CAQ, la ministre Beauchamp doit garder ouvert «un canal de communication» avec les associations étudiantes pour convenir des moyens d'assurer l'accessibilité aux études supérieures pour les revenus les plus modestes.

À cet égard, la coalition plaide pour une bonification du programme de prêts et bourses et pour la mise en place d'un mécanisme de remboursement proportionnel au revenu une fois les études complétées.

Le mouvement prend de l'ampleur

Pendant que les politiciens prennent position sur la question de l'augmentation des droits de scolarité, le mouvement de grève des étudiants continue de prendre de l'ampleur. Plus de 30 000 étudiants de l'Université Concordia se sont joints au mouvement mercredi, portant le total à plus de 160 000, et des votes de grève ont encore lieu dans des institutions collégiales et universitaires à travers la province.

Le porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, Gabriel Nadeau-Dubois, affirme que le mouvement n'est pas sur le point de s'essouffler et ira au contraire en s'accroissant. Selon lui, la balle est dans le camp de la ministre Beauchamp.

M. Nadeau-Dubois affirme que les menaces d'annulation de la session en cours n'ont aucun effet sur les étudiants, car il est impossible selon lui d'annuler une session. Il soutient qu'une telle démarche bloquerait des milliers d'étudiants au niveau où ils se trouvent, ce qui empêcherait l'accès aux finissants du secondaire qui veulent accéder au cégep.

Le leader étudiant note que cette menace a été brandie à chaque conflit sans jamais être mise en oeuvre. Quant à la possibilité de prolonger la session, M. Nadeau-Dubois estime qu'il s'agit d'un prix minime à payer par rapport aux gains que l'on cherche à obtenir à long terme pour les étudiants.

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC: Les professeurs de Trois-Rivières et Shawinigan dénoncent la hausse des droits de scolarité – Mise à jour le jeudi 8 mars 2012 à 12 h 05 HNE



Le syndicat des professeurs

Le Syndicat des professeurs du Cégep de Trois-Rivières et le Syndicat des enseignantes et enseignants du Collège Shawinigan donnent leur appui aux étudiants qui souhaitent faire la grève.

Les représentants syndicaux ont tenu un point de presse jeudi à Trois-Rivières. Les professeurs se disent contre la hausse des droits de scolarité. Ils craignent une baisse du nombre d'étudiants qui vont recevoir un diplôme.

« Les étudiants vont voter, ils vont entendre notre position et ils devront choisir. Est-ce qu'on aura réussi à les influencer, ce n'est pas notre cible première. C'est plutôt de lancer un appel citoyen, c'est un enjeu de société fondamental », explique le président du syndicat, Jean Fournier.

Le vote se poursuit

Le vote des étudiants du Cégep de Trois-Rivières pour déterminer s'il y aura une grève générale se poursuit pour une dernière journée jeudi. Le référendum aura duré trois jours.

Les étudiants doivent choisir s'ils veulent déclencher une grève générale dans la semaine du 19 mars.

De leur côté, les étudiants du Collège Shawinigan et ceux de l'Université du Québec à Trois-Rivières voteront la semaine prochaine. Au total, 130 000 étudiants sont déjà en grève au Québec.



Les étudiants votent au Cégep

En complément



Vidéo - Un résumé de Maude Montembeault

Les commentaires (2)

Envoyé par [St-Jacques Ouiqui](#) de Drummondville, 9 mars 2012 à 03 h 59 HNE

Par des moyens légaux, impossible de faire broncher le gouvernement. Les loi servent à encadrer la volonté collective. Par des moyens illgaux, on se fera réprimer jusqu'au sang, s'il le faut. Démocratie, intimidation, tyrannie, révolution. À qui l'ascenseur je vous prie?

Envoyé par [N.lemay Normand](#) de Québec, 8 mars 2012 à 12 h 23 HNE

Je trouve ça drôle que Charest annonce des millions pour la formation des travailleurs pour le Plan Nord...tandis qu'il nuis à la formation en générale, dans laquelle on inclut, aussi, des travailleurs formés au Collégial et à l'Universitaire pour ce Plan Nord...

Ca doit être des formations en économie sociales...pour envoyer des travailleurs dans le Nord au salaire minimum, cotoyant les syndiqués à 50 de l'heure...

Lachez pas! La justice sociale ne s'est jamais faite en se pognant le beigne.

LE NOUVELLISTE: Les professeurs appuieront les étudiants en cas de grève - Publié le jeudi 08 mars 2012 à 10h00



Photo: Sylvain Mayer

Jean Fournier et Vincent Roy, respectivement du Syndicat des professeur(e)s du Cégep de Trois-Rivières et du Syndicat des enseignantes et enseignants du Collège Shawinigan.

Paule Vermot-Desroches, Le Nouvelliste

(Trois-Rivières) Les professeurs du Cégep de Trois-Rivières et ceux du Collège Shawinigan appuieront les étudiants s'ils décident de déclencher une grève pour protester contre la hausse des frais de scolarité, en s'engageant notamment à respecter les lignes de piquetage.

«Dans l'optique où les étudiantes et les étudiants de nos cégeps respectifs prendront la décision de la défense collective de cet enjeu de l'éducation, nous n'irons plus enseigner», ont-ils déclaré.

Dans une conférence de presse qui se déroulait ce matin au Cégep de Trois-Rivières, le Syndicat des professeur(e)s du Cégep de Trois-Rivières et le Syndicat des enseignantes et enseignants du Collège Shawinigan ont uni leurs voix afin de dénoncer la hausse des frais de scolarité qui, selon eux, annonce «des jours sombres».

Les professeurs s'inquiètent notamment des résultats d'études sérieuses menées et qui projettent une diminution de 7000 inscriptions dans les universités québécoises en lien avec cette hausse. Selon eux, la cause doit devenir une cause citoyenne, et la population doit se mobiliser derrière les étudiants.

Rappelons que le vote de grève au Cégep de Trois-Rivières se déroule jusqu'à ce soir. Au Collège Shawinigan, les étudiants se prononceront mardi.

LA PRESSE: UNE GUERRE D'IDÉES: POUR la hausse: Revaloriser le diplôme – Jeudi 08 mars 2012

PASCALE BRETON

Pendant que les manifestations étudiantes se multiplient et s'échauffent, le gouvernement Charest répète que la hausse des droits de scolarité servira à rehausser le financement des universités. Mais certains sont sceptiques. Au coeur du débat, deux visions de l'éducation postsecondaire s'opposent. État de la situation. « Le constat qui a été fait est que les universités québécoises ne sont plus en mesure d'être compétitives avec le reste

du monde. » — Claude Montmarquette, président et directeur général, CIRANO Les étudiants ont manifesté à Québec contre la hausse des droits de scolarité, jeudi dernier. La manifestation d'hier, à Montréal, a rapidement tourné à l'affrontement entre les étudiants et les policiers.

D'avantage de professeurs réguliers, baisse du ratio étudiants- professeur, laboratoires informatiques et équipements à la fine pointe: la hausse des



droits de scolarité permettra un rehaussement du financement des universités, ce qui améliorera du coup la valeur du diplôme. C'est ce que promet le gouvernement Charest pour justifier la hausse de 75% en cinq ans des droits de scolarité qui sera imposée à compter de l'automne prochain.



PHOTOPASCAL RATTHÉ, LE SOLEIL

Le plan de financement est détaillé dans un document d'une cinquantaine de pages produit par le ministère des Finances.

Ce réinvestissement répond notamment à une demande pressante des recteurs qui décrient depuis plusieurs années le sous-financement des universités. La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec a chiffré le manque à gagner à 650 millions en 2010.

« Tous les élus de l'assemblée nationale du Québec reconnaissent le besoin de mieux financer les universités », souligne la ministre de l'éducation, Line Beauchamp, en entrevue à La Presse.

En choisissant d'augmenter les droits de scolarité, le gouvernement augmente la contribution des étudiants et diminue la sienne, qui se maintient toutefois au-dessus de 50%.

Les étudiants sont appelés « à faire leur juste part », s'est souvent défendue la ministre. « Ce sont les contribuables qui font la plus large part. Je vous rappelle que 430 millions sur les 850 millions [de revenus additionnels] proviennent carrément des impôts et des taxes des Québécois. » Québec entend aussi demander au secteur privé et aux particuliers – notamment les diplômés – de s'engager davantage au moyen de la philanthropie.

Bon an, mal an, les universités peuvent compter en moyenne sur 111 millions provenant de dons et de legs. Le gouvernement souhaite augmenter cette somme à 165 millions d'ici cinq ans.

Un défi d'équité quand l'on considère que les universités anglophones que sont McGill, Concordia et Bishop's recueillent à elles seules près de la moitié des dons et des legs. Au Québec, à peine 6% des dons provenaient des particuliers en 2008-2009, un taux qui grimpe à 42% ailleurs au Canada.

Des mécanismes financiers seront mis en place de façon à moduler les contributions selon la taille et le bassin des universités, de façon par exemple à ne pas défavoriser une plus petite université en région comparativement à une université qui accueille une nombreuse clientèle.

Un modèle qui a fait ses preuves dans le domaine de la culture, soutient Mme Beauchamp, ancienne ministre de la Culture.

Les universités devront diriger leur financement dans des secteurs précis. De 50 à 60% doivent ainsi être affectés à la qualité de l'enseignement tandis que de 15 à 25% seront dévolus à la qualité de la recherche. Pour un total d'environ 400 millions.

Il est important pour les universités québécoises de se démarquer, croit Mme Beauchamp. Cette somme permettra notamment « l'embauche de professeurs réguliers, le démarchage et l'embauche de professeurs renommés qui deviennent des figures de proue dans l'univers de la recherche ».

En échange de ce coup de pouce financier, les universités devront toutefois signer des ententes avec Québec. Ces contrats détermineront des indicateurs de qualité pour « l'amélioration de la performance globale » qui devront être respectés, sans quoi le gouvernement pourrait imposer des pénalités financières. Québec s'attend entre autres à voir une augmentation du nombre de diplômés.

Il était nécessaire de donner un coup de barre, croit Claude Montmarquette, président et directeur général du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO), qui a produit de nombreuses études sur la question.

« Le constat qui a été fait est que les universités québécoises ne sont plus en mesure d'être compétitives avec le reste du monde. »

M. Montmarquette estime qu'il n'y avait pas de solution de rechange à la hausse des droits de scolarité; il y a une limite à taxer les contribuables et les entreprises.

En revanche, il suggère, comme d'autres, de moduler les droits de scolarité en fonction des programmes d'études. Le remboursement proportionnel au revenu pourrait aussi faire en sorte que le nouveau diplômé commence à rembourser sa dette seulement lorsque son revenu atteint un certain seuil.

Des propositions qui n'ont pas eu d'écho à Québec. Le gouvernement entend cependant utiliser 35% des revenus provenant de la hausse des droits de scolarité pour bonifier le programme de prêts et bourses.

AUGMENTATION DES DROITS DE SCOLARITÉ



DETTE MOYENNE ÉTUDIANTE (À la fin des études)

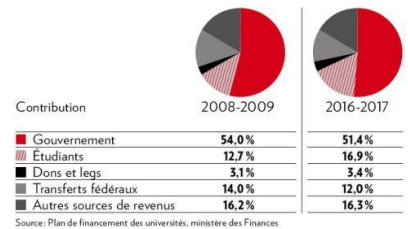
14 000 \$

Source: FEUQ

Québec promet 530 millions de plus pour les universités d'ici à 2016-2017. Où ira cet argent ?



QUI FINANCE LES UNIVERSITÉS ?



LA PRESSE: Une guerre d'idées: Contre la hausse: : Un débat réclamé – Jeudi 08 mars 2012



PASCALLE BRETON

L'idée que les universités québécoises sont sous-financées ne fait pas l'unanimité. Au lieu de penser dans la poche des étudiants, le gouvernement devrait se tourner vers les plus riches. Et

entreprendre une véritable réflexion sociale sur la mission universitaire.

C'est ce que soutiennent certains groupes formés notamment des organisations étudiantes, de professeurs et de chercheurs de l'institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) qui s'opposent à la hausse des droits de scolarité.

« Le fait de dépendre d'un financement privé fait en sorte que les universités doivent se coller davantage sur le secteur de l'économie, elles perdent leur distance. »
Éric Martin, coauteur, Université inc.

Le gouvernement a investi des millions de dollars supplémentaires dans les universités au cours des dernières années. Mais les résultats ne se voient pas dans les salles de cours, déplore la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

Les universités se livrent une bataille féroce pour attirer la clientèle. Les programmes se multiplient. Les nouveaux pavillons poussent rapide-

ment. Au cours des dernières années, l'université de Sherbrooke a implanté un campus à Longueuil. L'université de Montréal, à Laval.

« On a vu notre argent aller de ce côté, beaucoup plus que dans l'enseignement et la recherche », déclare Mme Desjardins.

Dans un mémoire récent qu'elle a fait parvenir au ministre des Finances, Raymond Bachand, la FEUQ remet d'ailleurs en doute l'étude de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) qui a servi à documenter le sous-financement des universités.

Au lieu d'augmenter les droits de scolarité, les étudiants proposent au gouvernement de taxer ceux qui ont des revenus élevés en ajoutant des paliers d'imposition. « Ce serait une façon d'aller chercher de l'argent pour bonifier le programme de prêts et bourses », suggère la présidente de la FEUQ.

La Coalition élargie de L'ASSÉ suggère elle aussi d'imposer davantage les plus riches, mais, sur-



tout, de puiser dans la poche des grandes entreprises.

« C'est un peu ironique de voir le gouvernement libéral imposer de force une hausse des droits de scolarité aux étudiants et, du côté des entreprises, favoriser la philanthropie », déclare le porte-parole de la Coalition, Gabriel Nadeau-Dubois, en rappelant que les entreprises bénéficient de la qualité de l'éducation postsecondaire. Les étudiants s'entendent pour parler de « mal financement » dans les universités, plutôt que de sous-financement. Certains domaines, notamment dans la recherche appliquée, sont plus favorisés au détriment de certains programmes en sciences sociales, soutiennent-ils.

Des propos qui rejoignent ceux d'Éric Martin, chercheur à L'IRIS et coauteur du livre Université inc., qui réfute les arguments avancés jusqu'ici par les défenseurs de la hausse des droits de scolarité.

Le gouvernement est en train de modifier la nature même du financement des universités, explique-t-il.

Il délaisse le modèle scandinave, plus égalitaire, pour se tourner vers le modèle anglais ou américain, plus orienté vers la hausse des droits de scolarité et la contribution du privé.

« Le fait de dépendre d'un financement privé fait en sorte que les universités doivent se coller davantage sur le secteur de l'économie, elles perdent leur distance », prévient M. Martin.

Il presse d'ailleurs le gouvernement d'organiser des états généraux pour redéfinir le rôle et la mission de l'université.

Une idée appuyée par la Fédération québécoise des professeurs d'université (FQPPU) qui a produit plusieurs études en ce sens.

Actuellement, les choix stratégiques font en sorte que le financement ne permet pas de combler les besoins, explique le président de la FQPP, Max Roy.

Malgré les investissements des dernières années, le sous-financement est chronique dans les universités. Pour endiguer la hausse de la clientèle, elles détournent des fonds de fonction-

nement au profit de dépenses en immobilisations, souligne la FQPPU.

Les rapports étudiants-professeur sont de plus en plus élevés dans les groupes. Ils atteignent en moyenne 1 professeur pour 21 étudiants alors qu'ils devraient être de 1 pour 18,5. Dans certains programmes à l'université du Québec à Montréal ou à l'université Concordia, c'est encore pire.

La diminution du nombre de professeurs au profit des chargés de cours se fait sentir même aux deuxième et troisième cycles. Au baccalauréat, certains programmes comptent jusqu'à 60% de chargés de cours.

Il est urgent de mener une réflexion collective sur l'avenir de la société, croit M. Roy. « Ce qui se passe actuellement est un symptôme d'un problème plus large et d'une réflexion qu'on doit mener avec l'ensemble des acteurs sociaux, pas seulement des élus. »

JOURNAL DE MONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Propos controversés: Claude Legault fait son mea culpa - Publié le: mercredi 07 mars 2012, 23H06 | Mise à jour: mercredi 07 mars 2012, 23H11



Photo d'archives

Claude Legault regrette ce qu'il a dit, mais demeure convaincu que les étudiants ont raison de se battre contre la hausse des droits de scolarité.

Marc-André Lemieux

Claude Legault a fait son mea culpa hier. Le comédien a admis être allé trop loin en déclarant que les étudiants pouvaient « décaïsser des bagnoles à l'envers » pour faire valoir leurs droits dans le conflit qui les oppose au gouvernement Charest.

En entrevue à l'émission de Paul Arcand sur les ondes du 98,5 FM, Claude Legault a répété ce qu'il avait confié au *Journal de Montréal* la veille. « J'ai dit ce que j'ai dit sous le coup d'une impulsion, nous a-t-il déclaré mardi soir. C'est mal sorti.

« Je n'ai jamais été un gars violent », a-t-il indiqué au *Journal*.

À l'antenne du 98,5 FM, Claude Legault a reconnu son erreur. « Je ne suis pas dans le club des mal cités. C'est bel et bien ce que j'ai dit. Quand je suis fâché, ça m'arrive de dire des énormités et celle-là en était une », a-t-il reconnu.

« Je suis contre le fait d'aller revirer des bagnoles à l'envers. Je suis contre les casseurs. Je déteste les casseurs, a-t-il poursuivi. Je me suis trompé. Ce n'est pas le message que je voulais lancer. »

Appui réitéré

Mardi matin, Claude Legault a été contacté par les policiers à la suite de ses propos controversés publiés dans *Le Journal*. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) cherchait à savoir si le discours de l'artiste pouvait être qualifié d'incitation à la violence. Après vérification, aucune accusation ne sera portée contre la star de *19-2* et *Minuit le soir*.

Hier, Claude Legault a réitéré son appui au mouvement des grévistes.

« On est face à un gouvernement que je n'aime pas, que beaucoup de gens n'aiment pas. C'est un gouvernement qui n'écoute personne [...] C'est difficile de se faire entendre par un gouvernement comme ça. Les étudiants vont devoir fighter très, très fort pour obtenir ce qu'ils veulent », a-t-il déclaré.

« Que celui qui n'a jamais dit une énormité sous le coup de la colère et de l'impulsivité me lance la première pierre. Ce que j'ai dit n'a pas d'allure, mais le fond de ma pensée a de l'allure », a-t-il ajouté.

Sous la loupe

En entrevue au *Journal de Montréal* mardi soir, Claude Legault s'est dit surpris de voir qu'on accordait autant d'importance à ce qu'il pensait.

« Je ne savais pas que j'étais sous la loupe à ce point-là », a-t-il confié.

De retour d'une longue journée de tournage dans le tumulte, le comédien semblait exténué.

« Mais ça va aller. J'ai traversé d'autres tempêtes », a-t-il conclu.

Afficher 5 commentaires

- PIXEL69
Bravo Monsieur Legault d'avoir rectifié sa pensée. Hier je vous accusais de manquer de jugement mais aujourd'hui vous prouvez le contraire avec des propos beaucoup plus réfléchis. Bravo ! Moi aussi je n'aime pas comment ce gouvernement travail. Je suis con-

vaincu que la hausse est inévitable mais l'arrogance du gouvernement à l'imposer de travers dans la gorge m'énerve. Ma façon de manifester contre ce gouvernement sera bien évidente dans la petite boîte de scrutin à la prochaine élection. J'invite les étudiants frustrés à faire la même chose. Manifester calmement et arrêter d'irriter la population avec vos manifestations sauvages. À la prochaine élection n'oubliez pas de poser LE GESTE qui aura le plus grand impact sur ce gouvernement soit de le sortir de là.

GhostRiderRun

Les propos de M. Legault ne discréditent rien la cause des étudiants qui réclame une équité à l'accessibilité aux études supérieures. Bien que certaines personnes aient tenté de profiter des paroles de M. Legault pour disqualifier la cause des étudiants, il est évident qu'on a tenté de faire de la propagande envers eux. La plupart des gens sont solidaire de la cause des étudiants.

Steve Harvey-Fortin

gontrane

« La plupart des gens sont solidaires de la cause des étudiants. »

Il faut lire tous les commentaires.

myriam77

J'IMAGINE qu'en regardant les étudiants manifester aujourd'hui, il doit doublement le regretter, surtout que dans l'émission 19-2, il incarne un bon policier

GhostRiderRun

Entre jouer le rôle d'un policier dans une série et la réalité de la vie il y a deux mondes et un grand pas à franchir. Ce que M. Legault a dit se réalise parce qu'il savait fort bien que cela allait arriver et surtout avec un gouvernement bonbon.

JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL: Semaine de relâche: Pas de grève dans les tout-inclus: Des milliers d'étudiants profitent du congé pour aller en voyage dans le Sud - Publié le: mercredi 07 mars 2012, 22H10 | Mise à jour: mercredi 07 mars 2012, 22H22

Où vont-ils ?

Les destinations les plus prisées par les étudiants

- Cancún (Mexique)
- Puerto Plata (République dominicaine)
- Varadero (Cuba)

Prix moyen payé par les étudiants pour un tout-inclus : 1 000 \$

Source : Voyage à Prix Fous

Ce que comprend généralement un tout-inclus*:

- Le voyageage (avion aller-retour)
- Une chambre en occupation double
- Tous les repas
- Une sélection de restaurants à la carte et un buffet

L'alcool (vin, bières, boissons fortes)

L'accès à la plage et aux piscines
Plusieurs activités (cours de danse, sports, etc.)

L'accès à la boîte de nuit de l'hôtel
Prix moyen payé par les étudiants pour un tout-inclus : 1 000 \$



* Liste basée sur différents forfaits offerts par des agences de voyages



Le spring break

Voici le voyage de type spring break offert par quelques bureaux de voyages étudiants.

Daytona Beach, Floride, du 3 au 10 mars (Prix : 449 \$)

Comprend:

Transport en autobus de luxe
Cinq nuitées au Hawaiian Inn Daytona Beach

Activités de jour et de soir
Guides accompagnateurs
DJ sur place pour « des party crazy »

Description : « Au programme : Beach Party, tournois de volley-ball, tournois de beer-pong, château de sable géant, party V.I.P en boîte de nuit, etc. »

Source : Le Transit, bureau de voyages de l'Université Laval

Sarah-Maude Lefebvre

Pendant que des milliers d'étudiants sortent dans la rue pour protester contre la hausse des droits de scolarité, d'autres profitent de leur semaine de relâche pour se prélasser sur les plages.

Les agences de voyages ont été plus qu'occupées dans les dernières semaines, alors que des centaines de cégepiens et d'universitaires ont réservé des voyages dans des forfaits tout inclus, question de profiter du soleil pendant leur semaine de relâche.

« Les étudiants constituent 50 % de notre clientèle à la fin février et au début mars », confirme

Geneviève Lemaire, directrice de l'agence Voyages à prix fous.

« Juste à notre agence, on parle de plusieurs centaines d'étudiants qui partent à Cuba et au Mexique. »



Photo le journal de Montréal, chantal poirier
Les agences de voyages ont été débordées ces dernières semaines, alors que des milliers d'étudiants ont réservé des forfaits tout inclus dans des destinations soleil.

Alcool et party

« Le mandat qu'ils nous donnent est clair, poursuit Mme Lemaire. Ils veulent un *spring break* comme on en voit dans les télé-réalités : pas cher, avec ben du *fun* et de l'alcool. »

New York semble également être une destination de prédilection pour beaucoup d'étudiants, notamment parce que ce voyage est moins cher (450 \$ en moyenne) qu'une semaine tout inclus dans le Sud (environ 1 000 \$).

« Mais les destinations soleil demeurent très populaires. Et, c'est le cas année après année », confirme Laetitia, de Voyages à Super Prix, qui évalue à 1 150 le nombre d'étudiants qui ont réservé un voyage au soleil dans son agence.

Prêts à mettre le prix

Même si une hausse des frais de scolarité sera vigueur dès l'automne prochain, l'attrait envers les tout inclus ne se dément pas auprès des étudiants.

« La demande est très forte, autant que les années passées » affirme Nadine Francis, propriétaire et directrice de Voyages Destination.

« C'est certain que les étudiants font toutefois attention au prix de leur voyage. La destination la plus populaire demeure Cancún, au Mexique, mais plusieurs se tournent vers Cuba, qui est un peu moins cher. »

Selon les différentes agences contactées par le *Journal*, il est très rare qu'un étudiant se contente d'un hôtel bas de gamme. Les établissements trois ou quatre étoiles sont très prisés.

« Cette année, nous avons eu beaucoup de demandes pour des voyages dits de dernière minute, parce qu'ils sont moins chers. Mais, il est très rare qu'un étudiant réserve un hôtel de catégorie deux étoiles », assure la porte-parole de Voyages à Super Prix.

La fin du spring break ?

Les traditionnels *spring break* organisés par les bureaux de voyage étudiants, semblent toutefois avoir moins la cote.

Ces voyages, qui rassemblent des étudiants de plusieurs écoles en un seul endroit pour quelques jours de *party*, souvent en Floride, souffrent de la popularité des tout-inclus.

Les divers bureaux de voyage contactés par le *Journal* ont confirmé cette tendance.

« Seulement une quinzaine d'étudiants se sont inscrits à ce voyage cette année, qui se déroulera à Daytona Beach, en Floride », révèle Dean Yagouni, du bureau de voyage L'escapade, au Collège Ahuntsic.

« Ces voyages sont beaucoup moins populaires depuis quelques années », dit-il.

« Ça fait au moins deux ou trois ans que le *spring break* est en baisse de popularité, confirme aussi Nancy Prévost, de Voyage Tour Étudiant. Les étudiants achètent directement des tout inclus en ligne. »

LESOLEIL.COM: Hausse des droits de scolarité: Charest demeure ferme - Publié le mercredi 07 mars 2012 à 16h06 | Mis à jour le mercredi 07 mars 2012 à 16h40



La Presse Canadienne
Des milliers d'étudiants ont manifesté le 1er mars dans les rues de Québec contre l'augmentation des droits de scolarité prévue par le gouvernement de Jean Charest.

Pierre Saint-Arnaud, La Presse Canadienne, Montréal

La tension monte entre les étudiants qui s'opposent à la hausse des droits de scolarité et le gouvernement Charest, qui ne donne aucun signe de fléchissement.

Mercredi après-midi, quelques centaines d'étudiants en grève ont investi l'édifice de Loto-Québec au centre-ville de Montréal, là où sont logés les bureaux de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ), et ont refusé de quitter les lieux malgré l'injonction des policiers. Ceux-ci sont ensuite intervenus afin de les expulser de force.

«La CREPUQ, ce sont des gens qui depuis plusieurs années demandent une hausse des frais de scolarité alors que ce sont les premiers à gaspiller l'argent que les contribuables et les étudiants mettent dans les universités

au Québec», a expliqué le porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), Gabriel Nadeau-Dubois.

Les étudiants avaient même érigé des barrières métalliques d'environ 2 mètres, semblables à celles que l'on retrouve parfois autour des chantiers de construction. C'est d'ailleurs l'érection de ces clôtures en pleine rue Sherbrooke qui a mené les policiers à intervenir.

Les policiers ont utilisé du gaz-poivre et de nombreuses bombes sonores pour soutenir leur opération. Un nombre indéterminé d'arrestations a été effectué en marge de l'événement et au moins quatre personnes ont subi des blessures mineures, dont deux qui ont été transportées à l'hôpital.

Les étudiants se sont ensuite dispersés et regroupés plus loin pour poursuivre leur manifestation, obligeant les policiers à jouer au chat et à la souris dans les rues de la métropole, une tactique dont les leaders de l'ASSÉ se lavent les mains.

«Quand une action est terminée, on en avise les étudiants qui sont présents. On invite les gens à se disperser. Après ça, si les gens veulent rester et veulent continuer à manifester, ce n'est pas notre rôle de nous de les contrôler et de leur dire quoi faire», a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois.

Les différentes associations étudiantes ont promis des actions d'éclat dans les jours à venir. Celle de mercredi était pilotée par les associations étudiantes en sciences politique et en droit de l'UQAM.

126 000 étudiants en faveur de la grève

Jusqu'à maintenant, 126 000 étudiants se sont prononcés pour la grève. Les votes des 30 000 étudiants de l'Université Concordia sont attendus dans les prochaines heures, tout comme ceux des cégeps Lévis-Lauzon et Sainte-Foy, qui se prononcent cette semaine.

Malgré tout, un peu plus tôt mercredi, le premier ministre Jean Charest avait réitéré l'intention de son gouvernement d'aller de l'avant avec l'augmentation des droits de scolarité - de 325 \$ par année pendant cinq ans.

M. Charest a affirmé que la décision n'était motivée que par un seul facteur, soit de préserver la qualité de l'éducation postsecondaire.

«Et dans la solution proposée par le gouvernement du Québec, c'est l'État québécois à travers les contribuables qui, à travers leurs impôts, vont

faire la part du lion en termes de financement des universités et des collèges, a répété le premier ministre. Et nous demandons aux étudiants d'assumer leur juste part.»

Le premier ministre a par ailleurs rejeté l'argument voulant que les démunis et la classe moyenne voient leur accessibilité aux études supérieures compromise.

«Tous ceux qui sont boursiers vont recevoir un montant équivalent additionnel qui représente (l'équivalent de) l'augmentation des frais de scolarité, pour protéger l'accessibilité», a soutenu M. Charest.

La première des augmentations doit être comprise dans le budget du ministre Raymond Bachand, qui sera déposé le 20 mars.

Selon Gabriel Nadeau-Dubois, toutefois, les étudiants n'ont aucunement l'intention de considérer l'augmentation comme un fait accompli même si elle est comprise dans le budget Bachand. Le mot d'ordre pour une grande manifestation le 22 mars est maintenu.

«Le ministre Bachand essaie probablement de nous prendre de court en annonçant le budget aussi tôt. Nous avons une mauvaise nouvelle pour lui: ça ne fonctionnera pas. Nos mandats de grève sont forts, ils sont renouvelés à des pourcentages extrêmement intéressants et nous on est prêts à faire durer la grève après le 20 et le 22 mars s'il le faut», a dit le leader étudiant.

RADIO-CANADA / RIVE-SUD-MONTRÉAL: Être étudiant (en grève) sur la Rive-Sud - Mercredi 7 mars 2012 à 9 h 34



Marie-Eve Maheu

Des dizaines de milliers d'étudiants du Québec sont en grève pour protester contre l'augmentation des droits de scolarité. Sur la Rive-Sud, ils sont plus de 11 000 cégépiens à boycotter les cours.

Parmi les étudiants de la Montérégie, certains estiment être davantage touchés par cette hausse que le sont leurs homologues montréalais. C'est l'avis notamment de Virginie Lambert, étudiante en soins infirmiers au Collège Édouard-Montpetit (au centre sur notre photo).

Celle-ci s'inquiète de voir les droits universitaires augmenter de 1625 \$ en cinq ans, pour atteindre 3800 \$ par année.

« Comme les cégeps sont plus éloignés qu'à Montréal, on a tous les coûts de transport qui s'ajoutent. » Nombreux sont ceux qui n'ont d'autres choix que d'avoir une voiture, fait-elle remarquer. Et ceux qui ont acheté au

transport collectif doivent déboursier jusqu'à 232 \$ par mois, selon la zone. Ce qui reste tout de même [moins cher qu'une automobile](#).

La Fédération étudiante universitaire du Québec estime, dans une étude publiée l'an dernier, que le coût élevé du transport en banlieue a un effet significatif sur le niveau d'endettement des étudiants.

« J'ai dû déménager pour me rapprocher du cégep », dit Virginie Lambert. L'aller-retour entre la maison familiale et le cégep lui prenait deux heures et demie chaque jour.

L'étudiante déplore aussi le fait qu'elle n'a pas accès aux bourses, puisque sa famille est issue de la classe moyenne. « Mon père est mort, mais ça, ils s'en foutent. Ma mère est travailleuse sociale. On a un parent pour plusieurs enfants, donc je me débrouille toute seule avec mes dettes. »

La Fédération étudiante collégiale du Québec dénonce ce qu'elle qualifie d'inaccessibilité à l'aide financière. « Presque tous les enfants de la classe moyenne n'ont pas accès aux bourses du gouvernement du Québec, critiquait récemment son président, Léo Bureau-Blouin, à RDI. Dès qu'une famille a un revenu brut de 60 000 \$, donc deux parents à 30 000 \$, on n'y a pas droit! »

Étudiants en grève en Montérégie

Collège de Valleyfield (AGÉCoV) : 1965

Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu (AGECSJR) : 3200

Collège Édouard-Montpetit (AGECEM) : 5900

JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL: 1^{ère} page: Grève étudiante: Claude Legault: La police l'interroge, la ministre le réprimande - Publié le: mardi 06 mars 2012, 22H29 | Mise à jour: mercredi 07 mars 2012, 6H44



JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL: Propos sur la grève étudiante: [Claude Legault] Contacté par la police - Publié le: mardi 06 mars 2012, 22H29 | Mise à jour: mercredi 07 mars 2012, 6H44

Les étudiants font la part des choses

Les leaders des associations étudiantes du Québec ne croient pas que leurs membres prennent les propos de Claude Legault au pied de la lettre et commentent à « décalisser des bagnoles ».

« Ça ne fait pas partie de nos plans, indique Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Je pense qu'il faut prendre ça au deuxième degré. C'est une figure de style pour montrer à la popula-

tion que les étudiants ont très peu de moyens pour se faire entendre. On n'a pas de lobbyistes payés à temps plein pour défendre nos intérêts à Québec. » Même son de cloche du côté de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

« Je crois que nos militants sont capables de faire la part des choses, affirme le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. Je crois que M. Legault comprend la colère des étudiants. Il voulait sans doute imaginer le fait que les choses doi-

vent changer, que les gens doivent se tenir debout. »

Pour sa part, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, juge que le comédien est allé trop loin. Elle précise qu'elle n'encouragera jamais ses membres à recourir à la violence.

« C'est intolérable », note-t-elle. Martine Desjardins est toutefois heureuse de constater que plusieurs grosses pointures du milieu culturel appuient les étudiants en grève générale illimitée pour

protester contre la hausse des droits de scolarité.

« Ça démontre que ce n'est plus seulement une cause étudiante, mais bien un enjeu de société, dit-elle. Ça touche tout le monde. »

Réaction de Québec

Jointe par *Le Journal de Montréal*, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp a condamné les propos de Claude Legault.

« Le Québec est une société démocratique. On a le droit de manifester, mais dans le respect de nos lois », a-t-elle précisé.

« Il faut en appeler au sens des responsabilités des citoyens, a ajouté la députée de Bourassa-Sauvé. Il faut arrêter de banaliser ce genre de geste. »

Marc-André Lemieux

Claude Legault a été interrogé par les policiers, hier matin, à la suite ses déclarations sur la grève étudiante faites la veille au *Journal de Montréal*. Après vérification, aucune accusation ne sera portée contre le comédien.

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) cherchait à savoir si le discours du comédien pouvait être qualifié d'incitation à la violence.



Photo d'archives

Claude Legault a beaucoup fait jaser, hier, en raison de ses déclarations sur la grève des étudiants.

En entrevue au *Journal*, lundi, Claude Legault disait appuyer les 123 000 jeunes en grève générale illimitée pour protester contre la hausse des droits de scolarité du gouvernement du Québec.

« Les étudiants ont le droit d'aller jusqu'au bout s'ils ne veulent pas payer plus. S'ils sont fâchés pis qu'ils ont envie de décâlisser des bagnoles à l'envers parce qu'on ne les écoute pas, eh bien qu'ils le fassent. Il faut arrêter d'être passif. Je leur dis : « Lâchez pas » Ça ne fera peut-être pas bouger Charest, mais ça va peut-être le faire tomber. »

Le SPVM a conclu que les paroles de Claude Legault, dont nous avons conservé

l'enregistrement, ne cachait aucune intention criminelle.

« Les étudiants ont le droit d'aller jusqu'au bout s'ils ne veulent pas payer plus. S'ils sont fâchés pis qu'ils ont envie de décâlisser des bagnoles à l'envers parce qu'on ne les écoute pas, eh bien qu'ils le fassent. Il faut arrêter d'être passif. »

Aucun acte criminel toléré

« On a vérifié avec notre contentieux pour voir si la déclaration de M. Legault pouvait être considérée comme une incitation à commettre des crimes, nous a confirmé le porte-parole du SPVM, le sergent Ian Lafrenière. On a contacté M. Legault et à la lumière de ce qu'il nous a révélé, on juge qu'à aucun moment il n'a voulu inciter les gens à commettre des actes de violence. On a bien compris que ce n'était pas le fond de sa pensée. »

M. Lafrenière souligne par ailleurs qu'aucun acte criminel ne sera toléré par le SPVM.

« On tient à rappeler aux manifestants qui songent à poser de tels gestes que ça fait tout sauf aider leur cause, renchérit-il. Le public se souvient beaucoup plus des actes criminels que du message dans ce genre de situation. »

En soirée hier, *Le Journal de Montréal* a joint Claude Legault au téléphone. Ce dernier a indiqué qu'il préférerait n'émettre aucun commentaire pour le moment, notant que le *Journal* « avait fait son travail » en rapportant ses propos.

Afficher 10 commentaires

- Lydia
Un autre "tatartist" qui ferait beaucoup mieux d'utiliser ses "cellules grises" plutôt que de dire n'importe quoi pour se donner de l'importance.
Dommage que les autorités n'aient pas sues lui enseigner la "civilité".
- Dave
Bravo M. L'ARTISTE, Incitation à la violence, au méfait public et à la destruction des biens collectifs pour faire promouvoir ses idéologies et points de vue... On appel ça de la propagande haineuse et du terrorisme... un GRAND TALENT ce Monsieur Legault....
- lucky Luc
La castafiore Marois se prononce contre la hausse responsable et nécessaire des frais de scolarité.
Et voilà qu'un de ses sujets, un autre séparatiste qui vit au crochet de subventions cinématographiques provinciale et fédérale, incite les étudiants affiliés à la CSN au désordre...
Imaginé vous un seul instant dans leur pays de cul, un QC séparé, avec ses innombrables problèmes, dont sa dettes astronomiques(que personne ne semble voir) à la merci de ces gens qui ont comme solution au problème évident de la mauvaise gestion déficitaire du QC : "on décâlisse toute".....ça va ressembler au pays de cul arabe et leur stupide printemps.....
J'espère que le gouvernement ne reculera pas comme les gardiennes d'enfants de la CSN.....
A/S des étudiants:
<http://www.youtube.com/watch?v...>
- LIZZ
C'ÉTAIT LE FOND DE SA PENSÉE ET IL L'A EXPRIMÉ!!! JE LE CROYAIS PLUS INTELLIGENT QUE ÇA...
- Jue'
Ah ok, parce que quand on exprime le fond de notre pensée, nous ne sommes pas intelligents ? ALLO PIS RÉVEILLE-TOI !
- Lydia

Je crois que ce qu'elle veut dire c'est qu'il aurait dû peut-être "réfléchir" un peu plus avant de parler et vous devriez peut-être faire de même... :)

L'étudiante

Moi je dis un gros BRAVO à Claude Legault, parce que rare sont les artistes qui nous appuient, nous les étudiants, et qui ne se censure pas dans leurs propos. Il ne faut pas oublier que nous sommes aux Québec, et que l'exagération est une forme de discours, qu'il soit aimé ou non. On parle ici de sophisme bénin, il est évident qu'il n'est pas fervent des bagnoles «décâlisser», mais dans sa phrase on décèle le plus profond de sa pensée.

À QUI LA RUE?

À NOUS LA RUE!

Lydia

La rue aujourd'hui et la rue demain. BRAVO!

nathm

Le gouvernement remet en question un de nos projets de société : la démocratisation de l'accès à l'éducation. Un projet qui a permis à plusieurs boomers, X et Y, de s'instruire. Un projet qui a déjà démontré qu'il est bénéfique socialement, bien qu'imparfaitement puisque peu de pauvres parviennent à l'université. Un legs que nous transmettons aux jeunes, pour qu'ils soient en mesure de s'épanouir et de participer à l'économie du savoir.

Ce qui m'attriste le plus, c'est que si peu de personnalités de renom appuient publiquement la défense du droit à l'éducation. Est-ce que les jeunes méritent que nous leur léguions surtout des dettes? Est-ce que nous souhaitons que de moins en moins de nos concitoyens soient en mesure d'améliorer leurs conditions d'existence?

Suivant le stéréotype, les étudiants se plaignent le ventre plein. C'est plutôt ceux qui l'ont qui ne peuvent comprendre les répercussions potentielles de cette hausse vertigineuse. En travaillant à temps plein comme serveuse, en n'ayant pas de voiture et de cellulaire, j'avais tout de même de la difficulté à payer toutes mes obligations financières,

dont mes frais de scolarité (alors 1100\$ par session) et les livres (environ 400\$ par session). Pas le droit d'avoir d'aide financière avant la maîtrise pour les jeunes dont les parents gagnent 60 000\$ par année. L'Ontario a décidé de réduire de 30% les frais de scolarité des jeunes dont les parents gagnent moins de 160 000\$ par année. Est-ce que la ministre Beauchamp a oublié que la classe moyenne est très endettée?

Lydia Réduire

Vous faites une comparaison avec l'Ontario - savez-vous à combien s'élève les coûts d'études universitaires en Ontario ? Comparez avec disons les mêmes 'programmes' qu'ici il demeure, qu'en Ontario comme n'importe où ailleurs, les coûts pour les mêmes études sont DE beaucoup, plus élevés qu'ici au Qc.

Je vous ferai remarquer également qu'en Ontario, le prix d'un logement (appartement) est beaucoup plus élevé qu'au Qc. Même chose pour l'épicerie.

Donc, ce que font la plupart des universitaires, ILS louent une chambre et ne s'achète pas de Latte quotidiennement. ILS trouvent des façons souvent originales d'épargner sur l'épicerie.

Je demeure plutôt "sceptique" sur les montants des coûts que vous indiquez "par session". Je serais assez curieuse de voir "les reçus" ou du moins, d'avoir un aperçu de toutes ces dépenses (obligations financières) dont vous faites mention.

Selon l'information rapportée PAR les médias concernant l'augmentation des frais, cette augmentation serait de 325\$ annuellement alors, ça ne représente qu'une augmentation de 27\$ par mois.

Pour ce qui est "des livres" 400\$ par session, je m'explique mal comment des jeunes qui se disent "conscients" de la misère sociale, ne trouvent pas des moyens des S'ENTRAIDER en eux et je m'explique :

Un étudiant qui a terminé sa session pourrait, pour une somme très modique, laisser ses livres (usagers) à la disposition d'un

autre étudiant qui "commence" sa session ? Nous c'est ce qu'on faisait et nous épargnions ainsi.

Je dois avouer que j'ai énormément de difficulté à m'expliquer comment il se fait que les jeunes universitaires d'aujourd'hui ne sem-

blent pas avoir PLUSSSSSS d'imagination, de créativité dans la façon de "gérer" leurs études et leurs besoins ?

LA PRESSE: Pour des associations étudiantes neutres - Publié le mardi 06 mars 2012 à 07h53



Photo: Mathieu Bélanger, Reuters
Quelques milliers d'étudiants et élèves en grève ont manifesté à Québec jeudi dernier.

Émilie Bilodeau, La Presse

Un nouveau mouvement, qui a vu le jour hier, soutient que les associations d'étudiants devraient rester neutres dans le débat sur les droits de scolarité. La Coalition étudiante pour l'association libre (CEPAL) propose un formulaire pour que les étudiants et élèves insatisfaits du travail de leur association puissent s'en désaffilier.

Jemeretire.ca propose un nouveau modèle de gouvernance des associations et rappelle aux étudiants et cégépiens qu'ils ne font pas partie d'un

syndicat professionnel. En citant l'article 26 de la loi sur les associations étudiantes, la coalition affirme par ailleurs que les étudiants et élèves ont le droit de se présenter à leurs cours, même si leurs pairs ont voté pour une grève.

«On n'est pas en train de dire qu'il faut sortir la politique des cégeps et des universités, bien au contraire», affirme Jean-René Roy, étudiant en droit civil à l'Université d'Ottawa et porte-parole de la nouvelle coalition.

La CEPAL propose deux modèles de regroupement étudiants: les associations qui reçoivent une cotisation obligatoire devraient demeurer neutres. En revanche, les associations à vocation politique, appelées AVP, pourraient prendre position dans les débats. Le versement d'une cotisation se ferait sur une base volontaire.

Renoncer aux services

En décidant de se désaffilier, les étudiants et élèves renoncent à leur droit de parole dans les assemblées générales et dans les référendums organisés par leur association, mais ils tournent aussi le dos à certains services qui leur sont offerts. Par exemple, les associations peuvent défendre un étudiant qui a été victime de discrimination raciale ou sexiste ou encore un élève qui voudrait demander une révision de note dans un cours.

«Contrairement à ce qu'on peut penser, ce sont des choses qui arrivent plutôt régulièrement. À ce moment-là, la première ressource, c'est l'association étudiante qui siège aux différentes instances du cégep ou de l'université», souligne Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'ASSE.

M. Nadeau-Dubois croit que les étudiants et élèves devraient d'abord tenter de faire valoir leurs arguments plutôt que d'agir sur un coup de tête en quittant une association.

THE GAZETTE: 10 questions and answers about Quebec's student strike – Tuesday, March 6, 2012 7:31 AM

By Kevin Dougherty, Gazette Quebec bureau

QUEBEC — About 7,000 of Concordia University's 35,000 students have joined a province-wide strike against a \$1,625 tuition-fee hike, while students at Dawson College began two days of voting Monday in a strike referendum.

According to the student strike website, including the Concordia students in women's studies, geography, public affairs, fine arts and political science, 53,511 university students, out of the education department's estimate of 220,222, and 71,130 CÉGEP students, out of the 179,131 total, are on strike.

While a one-day strike last November against the creeping \$325-a-year tuition-fee hikes, for five years, starting this fall, drew support from most Quebec campuses, enthusiasm for the students' spring offensive has been building slowly.



Photograph by: Dario Ayala, The Gazette
Students march up Sanguinet St. south of Sherbrooke St. in protest of increasing university tuition fees on Monday, Feb. 20, 2012. Students have been staging several demonstrations in the past weeks to protest the increasing fees.

Students at Vanier College and John Abbott College have voted in referendums against strike action.

And while students in most of the province's French-language CEGEPs and universities support the strike, those at McGill University and Bishop's University remain on the sidelines.

1. What's next?

Plans call for a major demonstration by about 30,000 students in Montreal on March 22, the expected date of the coming Quebec budget.

Last week an estimated 8,000 students marched on the Quebec National Assembly and their fronts lines, including at least one Parti Québécois MNA, were tear-gassed by the Sûreté du Québec riot squad when they broke through the steel fences ringing the legislature.

2. What's this about?

The hikes, raising university tuition in Quebec to \$3,793 in 2016-17, from \$2,168 in 2011-12, were announced by Finance Minister Raymond Bachand in his 2010 budget as part of a plan to increase funding for universities by \$850 million in five years.

According to Statistics Canada, tuition fees in Canada are rising and the average now is \$5,146, with top fees of \$6,640 in Ontario.

Quebec would add \$430 million under Bachand's plan, with \$101 million from other sources and \$54 million in corporate funding.

The tuition hike would account for \$285 million of the \$850-million total.

3. So why are the students striking?

The issue is access to higher learning, says Rushdia Mehreen of Concordia, noting higher tuition in Britain, where fees have risen to £9,000, (\$14,130 Canadian) is turning students away.

But Quebec has the lowest tuition in Canada?

Mehreen said that is because of pressure from Quebec students has kept tuition low, suggesting a better model would be European countries with successful education systems, such as Sweden and Finland, where there is no tuition and students are paid a monthly salary of 500 euros (\$650 Canadian).

4. What does the finance minister say?

The Nordic countries "do not have to compete with Ontario and New York state," Bachand says. Also, 35 per cent of the additional money raised in tuition would be returned to students now eligible for Quebec's loans and bursaries program, making the impact on students from lower-income families neutral.

5. And the student response?

The problem is students whose families are not rich enough to pay the higher tuition and not poor enough to qualify for the bursaries. As well, noted Mehreen, more student loans mean more student debt.

6. Who is organizing the strikes?

The [Fédération étudiante universitaire du Québec](#), the [Fédération étudiante collégiale du Québec](#) and the [Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante](#), as well as campus student unions.

7. How many students do the groups say are striking?

About 125,000 students, mostly in CEGEP, who pay no tuition fees, but will be hit by the higher university fees.

8. What are CEGEPs and universities doing about it?

Mixed reaction. The administrations are saying it is business as usual, but some teachers who side with the students are cancelling classes.

9. What is the provincial government doing about it?

Education Minister Line Beauchamp has been sticking to her position that the hikes are needed to finance university education and maintains that if a greater share was paid from tax dollars, families whose children do not pursue higher education would pay a disproportionate share.

10. Where do the opposition parties stand?

François Legault's CAQ does not oppose the hikes. PQ members and Québec solidaire's Amir Khadir wear the red cloth squares of the striking students, while Jean-Martin Aussant says his Option nationale party favours free education from kindergarten to Ph.D.

7 comments

teacher123 , 10:22 AM on 3/6/2012

I am currently attending university to get my Master's degree, and I completely support the tuition fee hikes. I do not think it is unreasonable to raise the fees; if you want a good education, sometimes you have to pay for it. Furthermore, I cannot stand when people complain that it will become unaffordable. Get rid of your cellphone, go out to the bars and for supper a few less times and you'll make ends meet and have even more money in your account.

If you cannot completely afford it, get a student loan. When you get out of university and get a job, you'll be able to pay off your loans. I also think this might force people to think twice before either a) fooling around and taking all kinds of extra time to complete their degrees, or b) not taking their education seriously and spending more time partying than studying. Get serious and everything will be fine. I worked the whole time I was doing my undergrad and didn't party much because I wanted to finish my degree on time. And I lived well; I had a new laptop, a cellphone and went out for supper or partying once a week. Stop whining for nothing.

CS , 9:36 AM on 3/6/2012

My favorite item is #3 summarizing why students are striking and trying to justify that they get PAID to get a college education. I would never hire someone with this entitlement attitude. Who do they think should pay for their entire education PLUS pay them? It's called the taxpayers even if that made sense. How about they work like many others to pay for the lowest tuition fees in NA. You can't strike when you're not an employee of a business. You're a "customer" of the university and if you don't want to pay the very reasonable fees to be that customer and get their service then go somewhere else (oh... that's not an option is it). There are many

people who will gladly take your place. Your illogical attitude will lead to much dissatisfaction in your life.

danic , 8:28 AM on 3/6/2012

Enough is enough. The majority of tax payers are in favour of the increases. The government cannot back down. Get these kids back to class or make them make up the classes they are missing during the summer. Or kick them out of school for their attendance. And stop giving them all this press coverage. As they say "education is a right" well so is housing. Is the government going to pay my rent. It has to stop. We are not a communist society.

people first , 6:59 AM on 3/6/2012

Higher income earners already pay about 50% of their salary to income taxes, besides municipal & sales taxes! The tuition increase is reasonable and affordable by most all students, especially with the advanced warning and a gradual increase. If the Government backs down on this one, we as a province, will be in an even more disadvantaged state than other provinces with abnormally high income tax rates. MAYBE THESE STUDENTS WILL GET THEIR EDUCATION HERE AND MOVE TO ANOTHER PROVINCE TO AVIOD PAYING THE ACCUMULATED DEFICIT IN QUEBEC.

shamilton88 , 6:40 AM on 3/6/2012

How many of those 'free' universities in Europe are considered amongst some of the best in the world as McGill is? Offering services in a country who's geography isn't much bigger than the city of Montreal is much different. In 5 years tuition in Ontario and nova scotia will be over \$10 000 and we already pay HUGE provincial income taxes. I am in the education system with 3 children who I will have to pay for and still support the hikes.

ao555 , 6:19 AM on 3/6/2012

I'm not completely unsympathetic to the students but the real issue here, I think, is the general incompetence of the provincial govt to manage anything. Healthcare, infrastructure, education, etc. all suffer from the myopic view that is the norm in Quebec. If you're going to get mad about something, get mad at how you're being asked to pay more because Quebec would rather fund "nation-building" exercises than invest in your education.

jamespark

7:04 PM on 3/5/2012

How can it be called a "strike" when the students are "abstaining" from a virtually free (85%) service provided to them? They are not stopping their services to anyone to call it a strike. Call a spade a spade.

JOURNAL DE MONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Frais de scolarité: « Lâchez pas ! » - Le cri du cœur de Claude Legault aux étudiants - Publié le: lundi 05 mars 2012, 21H34 | Mise à jour: lundi 05 mars 2012, 21H41



photo d'archives

Dans leur lutte contre la hausse des droits de scolarité, les étudiants peuvent compter sur l'appui de plusieurs artistes, dont Guy A. Lepage, Claude Legault, Les Cowboys Fringants et Michel Rivard.

Ce qu'ils ont dit



«Je suis contre l'augmentation des frais de scolarité. Nos enfants sont tous déjà énormément endettés. Et en prenant

pour acquis que ceux qui vont à l'université vont avoir une job mieux rémunérée, ils vont rembourser ça en impôts anyway. »

- Guy A. Lepage



«L'éducation, c'est l'enfant pauvre de notre gouvernement. Quand on met ça de côté, on tue à la racine. Il faut démocratiser l'éducation. Il faut en faire une priorité de société. »

- Valérie Blais



«C'est l'un de voir que les jeunes prennent la rue. Ça montre qu'ils sont conscientisés. Ça me rappelle les grands mouvements des années 1970 et 1980. »

- Michel Rivard



«Les étudiants ont le droit d'aller jusqu'au bout s'ils ne veulent pas payer plus. S'ils sont fâchés pis qu'ils ont envie de décâlisser des bagnoles à l'envers parce qu'on ne les écoute pas, eh bien qu'ils le fassent. Il faut arrêter d'être passif. »
- Claude Legault

Marc-André Lemieux

Les artistes se rangent du côté des étudiants dans le conflit qui les oppose au gouvernement de Jean Charest.

De Michel Rivard aux Cowboys Fringants, en passant par Claude Legault, Guy A. Lepage et Valérie Blais, plusieurs grosses pointures du milieu culturel appuient les quelque 123 000 jeunes en grève générale illimitée qui protestent contre la hausse des droits de scolarité annoncée dans le dernier budget provincial.

Rivard a affiché son soutien aux grévistes devant plus de 2 000 000 de téléspectateurs dimanche soir à Star Académie. Assis au banc des juges de l'émission, le chanteur portait fièrement le macaron rouge, symbole officiel d'appui au mouvement étudiant.

Par l'entremise de l'attachée de presse des Productions J, Véronica Sylvestre, l'auteur-compositeur a indiqué au Journal de Montréal qu'il arborait le fameux objet en signe de solidarité pour ses deux filles, Adèle et Joséphine.

« Michel Rivard se réjouit de voir que les jeunes prennent la rue, a dit Mme Sylvestre. Ça lui rappelle les rassemblements des années 1970 et 1980. »

Sans surprise, Les Cowboys Fringants se rangent eux aussi dans le camp des étudiants.

Afficher 51 commentaires

• [Caroline Auclair](#)

Perso, je crois que vous prenez trop les mots pour les mots! La majorité d'entre vous auriez fait la même chose... Ils ont raison de crier à l'injustice! Je remet mon projet de retour aux études car les frais me jetterai avec ma famille à la rue! Croyez bien qu'ils ne renverseront pas de voitures car ce n'est pas dans leurs intérêts! PUIS, les "zartistes" comme vous dites sont loin d'être aussi riche que vous le croyez! Ils n'ont pas d'emploi stable car une bonne majorité sont pigistes! Si nos taxes allaient à la bonne place, nous ne serions pas dans cette galère! Je leur lève mon chapeau à ces étudiants qui mettent une pause à leurs études pour revendiquer leurs droits! Ils ont le guts de se lever plutôt que de faire comme la population et rester assi sur leur steak à chialer sur tout et sur rien car ils sont trop mous pour se lever et se faire entendre. Vous voulez un accès à des soins plus rapidement, aucun nid de poule et bla bla bla... Ce n'est pas en restant assi sur votre cul que ça va bouger!

• [Francine Poirier](#)

L'éducation bien que l'on veuille qu'elle soit gratuite pour tout le monde, ce n'est pas réaliste! et j'ai dû travailler lorsque j'étais jeune, car mes parents n'avaient pas les moyens de payer mes études. Si les artistes ne sont pas riches comme vous dites, ce n'est pas "NOTRE" problème. Ce ne sont pas les seuls à être pigistes. Ma fille est pigiste comme graphiste, et elle n'a pas de subventions. Elle se démène afin d'apporter de la bouffe sur la table. Qui chiale présentement??? les étudiants. Enfants trop gâtés se permettant trop de sorties à mon avis. S'ils faisaient une vie d'étudiant (ils ne savent pas ce que c'est) et travailleraient un peu, cela ne causerait pas tant de problèmes à payer l'augmentation. Les bars sont pleins, les discothèques aussi ainsi que les restos dans les

Universités et autour. Et toi que fais-tu pour faire bouger les choses? chialer? un geste concret à souligner.....NON JE NE LÈVE PAS mon chapeau aux étudiants, pas à tous en tout cas. Plusieurs sont partis dans le sud.....avec le I-PAD, I-POD, etc, pauvres petits.....

• [louis lapierre](#)

Sans vouloir vous vexer, vous n'êtes pas étudiante et sa parait puisque votre vision des étudiants est TRÈS simplistes.

pelpat732

"S'ils sont fâchés pis qu'ils ont envie de décâlisser des bagnoles à l'envers parce qu'on ne les écoute pas, eh bien qu'ils le fassent."

Claude Legault

C'est tu beau de la part de nos artissss s-ventionnés à l'os par le gouvernementaman. Qui va payé si les frais augmente pas ? Les compagnies quittent déjà. Les riches sont déjà surimposés et quittent de plus en plus eux-aussi. La classe moyenne est déjà égorgé par les taxes de toutes sortes et les impôts. Les pauvres ?

J'espère qu'ils vont envoyer la facture à Claude Legault si des automobiles sont vandalisés.

uheep

Partfaitement d'accord avec vous. Quelle belle bande de déconnecté que ces zartisses gauchistes caviar. Ca regarde le peuple avec dédain du haut de leur tour a condo du plateau qu'ils ont pu se payer avec les subventions de nos poches.

jnbsoivert

Dans notre socio-démocratie, il doit y avoir des solutions autres que de détruire la propriété privée et publique pour se faire entendre. L'argent des "autres" ne nous permet peut-être plus, dans les conditions actuelles, d'offrir une couverture confortable à tous. Si on veut se dire solidaire, c'est pas en détruisant ce que l'autre possède (à crédit souvent) et qu'on envie naturellement d'avoir soi-

Les membres de la formation ont profité de leur concert de jeudi dernier pour encourager ceux-ci dans leur démarche.

Dans un cabaret La Tulipe plein à craquer, Karl Tremblay a lancé un appel à tous les contestataires avant d'entamer La manifestation, un des hymnes les plus populaires du quatuor.

Pas besoin de dire que le cri du cœur du chanteur a été accueilli par une salve d'applaudissements du public, lequel était en grande partie composé de mélomanes dans la jeune vingtaine.

« Ça fait peur »

En pleine tournée de promotion pour L'empire Bo\$\$é, une comédie sur la corruption dans le monde des affaires, Claude Legault ne mâche pas ses mots pour décrier les politiques du premier ministre québécois.

« Les étudiants ont raison de revendiquer. Jean Charest est en train de jeter aux poubelles le plan de société qu'on s'est donné il y a plusieurs années. On commence à se coller sur le modèle américain. Ça fait peur », dit-il en entrevue au Journal.

Le célèbre acteur rejette l'argument voulant que les étudiants d'ici sortent gagnants quand on compare les frais de scolarité en vigueur au Québec à ceux des autres provinces. « On s'en câlisse des autres provinces ! On n'est pas obligé de leur ressembler ! lance-t-il. Pourquoi on n'aurait pas le droit d'être différent. Pourquoi il faudrait tous être pareils ? »

Legault donne carte blanche aux universitaires qui ont décidé de boycotter leurs cours. « Les étudiants ont le droit d'aller jusqu'au bout s'ils ne veulent pas payer plus, déclare-t-il. S'ils sont fâchés pis qu'ils ont envie de décâlisser des bagnoles à l'envers parce qu'on ne les écoute pas, eh bien qu'ils le fassent. Il faut arrêter d'être passif. Je leur dis : 'Lâchez pas.' Ça ne fera peut-être pas bouger Charest, mais ça va peut-être le faire tomber. »

Même son de cloche du côté de Guy A. Lepage.

L'animateur de Tout le monde en parle croit qu'il est du devoir de la société d'éduquer les jeunes.

« Ils sont déjà tous énormément endettés, note-t-il. Avec les dettes qu'on a accumulées, ils doivent tous l'équivalent d'une maison à l'État. Pis on voudrait leur câlisser un 35 000 \$ de plus ? Je suis contre le fait que les étudiants écopent de nos mauvaises décisions. »

même. Comment détruire peut-il convaincre la majorité de mettre l'épaulé à la roue ?

M. Legault doit montrer sa cohérence collectiviste et passer aux actes: offrir en priorités véhicules personnels à la destruction collective. On pourrait faire ça lors d'un pow-wow festif; ça devrait suffire à contenter quide-droit. Dire qu'on a honte de nos bâtisseurs et qu'on s'apprête à glorifier nos démolisseurs.

Dégénération... Lorsque le chaos s'installe dans une société, pas bien loin suit le totalitarisme. L'une des premières victimes d'un tel régime est le monde culturel. Donc, si on est précurseur et qu'on veut y collaborer bénévolement, soyons imaginatifs: incendions la Place des Arts, saccageons la Place des Festivals, dynamitons la tour de Radio-Canada, envahissons les studios et les salles de nouvelles de nos diffuseurs, brûlons les tentes du Cirque du Soleil au Vieux-Port, lançons des Molotovs dans toutes les boîtes à chanson, etc. "Imagine there's no culture..."

Pour s'amuser encore plus, défions l'indéfinissable, créons nous-même du chaos nouveau, spectaculaire et premier au box-office: remplaçons Jésus par Mahomet dans une pièce de théâtre près de chez-vous. Solidaire social envers ses potes audacieux, M. Legault pourrait stationner ses nouveaux véhicules... juste à l'extérieur... juste devant... Imaginons !!!

Il doit être capable de se le permettre: après tout, sa capacité toute capitaliste de vendre ses talents le font probablement membre du 1% (du moins dans le milieu culturel).

uheep
Pas surprenant venant de la part des zartisses. Si une clique est déconnectée de la réalité, c'est bien cette clique artistique-socialiste gauchiste caviar.

Tres décevant de la part de Legault que j'aime bien comme comédien. Son commentaire est pratiquement une incitation à la violence.

Facile de dire aux contribuables de la classe moyenne la plus taxée en Amérique de payer encore plus pour les étudiants, quand tu gagne plus que la moyenne à faire ce que tu aimes.

Moi j'en ai marre de cette bande de subventionnés qui viennent faire la morale.

- [Nathalie Picard](#)
Juste comme ça: Arrêtez donc de penser que les étudiants sont des sauvages gauchistes!!! Ce n'est pas parce que Claude Legault dit de renverser des voitures que les étudiants vont le faire!!!! Voyons donc!!!! Sortez de votre cocon douillet de la routine: c'est une question de société!!!! Le commentaire de myriam77 le montre: tout le monde s'attend à ce que les redevances du Plan Nord (plan qui est complètement aberrant) aident la société québécoise... Au lieu de "basher" sur les artistes et les étudiants, regardez votre gouvernement et posez-vous des questions! T'en qu'à moi, notre argent est plus que mal géré et juste passer à côté du parlement ça pue la corruption libérale! La seule solution que j'envisage de tout ça, c'est de débarquer Charest et sa bande de clowns.
Aussi: les médias montrent essentiellement des nouvelles et des images sensationnalistes... ne basez pas votre perception de l'enjeu seulement la-dessus.
- myriam77
DEPUIS QU'IL A DU SUCCÈS
Legault se permet de dire n'importe quoi. Cela va lui retomber sur le nez une jour!!! Si on fait de la désobéissance civile à toutes les fois que l'on est pas d'accord avec le gouvernement, là on va avoir l'air d'une vrai SOMALIE. Legault n'a jamais trop pensé quand il a parlé. Un très bon comédien mais un faible penseur.
- [Leonce Hamelin](#)
voyons donc jusque nos artistes qui s'en mele c'est pas pour \$0.75 cents par jour qui ils vont devenir pauvres voyons donc la réalité tout le temps perdu pour une petite augmentation moi sur ma paie il m'en reste moins et je chiale pas alors que le gouvernement garde ses culottes je suis d'accord et espérant qu'il ne pliront pas assez c'est assez et vous les artistes restez en dehors de ce gang de séparatistes
- JaiMarreDesFavorise
Les comédiens, est-ce que vous payez votre jute part des impôts!!!!
Vous passez beaucoup de dépenses personnelles contre vos revenus de professions!!! Vos cachets sont surélevés!!!!
Il faudrait sûrement coupé les crédits d'impôts qui sont versés pour la production de films et téléseries... comme ça on aurait un bout de fait pour payer une partie des frais de scolarité
Maintenant les étudiants, vous avec des cellulaires, des voyages dans le sud, les sorties ça représente beaucoup d'argent!!! Regardez alentour de vous, vous vivez au-dessus de vos moyens, moi je n'ai jamais été dans le sud car je n'ai pas les moyens!!! je n'ai pas de cellulaire non plus!!!
Vous devez simplement qu'à couper votre abonnement de cellulaire ou le voyage dans le sud et vous aurez assez d'argent pour payer les hausses de frais de scolarité
- [RJ Richards](#)
Les étudiants ont le droit d'aller jusqu'au bout s'ils ne veulent pas payer plus. S'ils sont fâchés pis qu'ils ont envie de décalisser des bagnoles à l'envers parce qu'on ne les écoute pas, eh bien qu'ils le fassent. Il faut arrêter d'être passif. »

- Claude Legault

Est-ce que ça veut dire que tout est permis lorsqu'il s'agit d'idée de gauche?

Donc, la démocratie s'exerce seulement lorsque leurs idées sont retenues, sinon c'est l'anarchie

La gauche se radicalise vraiment au Québec, vous allez voir que le Québec ne pourra pas s'isoler puisque le modèle Québécois n'est pas économiquement viable.

Désolé pour nos artistes subventionnés avec nos impôts et taxes!!!!

uheap

Parfaitement d'accord. Y en a marre de ces donneurs de leçons.

[alain fradette](#)

J'espère que tu va être accusé au criminel, pour des paroles d'incitation à la violence et au méfait. (tartisse gauchiste subventionner avec mes taxes et mes impôts.)

doos12

Ben non Alain voyons, au Québec la Gauche n'est jamais redevable

Francois Blanchette

Merci M. Legault d'encourager la violence. Il y a la bonne violence, celle que vous encouragez. Mais qui décide de la bonne violence et de la mauvaise violence. Ha oui, c'est vous!

PetiteGamine

Moi ce qui m'écœure le plus dans cette histoire, n'est pas les commentaires ardens de Legault,

C'est la généralité et le peu d'intelligence dont fait part les gens qui commentent ce billet.

Franchement! Comme si être d'accord avec les étudiants fait de chaque personne un "gauchiste sale"

Bien sûr être un "zartiste" signifie être subventionné par le gouvernement, donc de ce fait il n'a aucun droit de parole sur ce débat? S'il aurait dit le contraire, qu'auriez-vous fait? L'applaudir et le vénérer?

Arrêtez donc de vous terroriser dans cette bulle d'ignorance encouragée par la radio-poubelle et essayez donc de penser par vous-même, afin de faire changement une fois dans votre vie.

Et comme le dit Caroline Auclair plus bas dans les commentaires, bien que Legault aille fait des commentaires dits "violents" sur le mouvement étudiant, je doute fort qu'ils agissent ainsi.

Et pour faire une petite mise au clair, non je ne suis pas une gauchiste-hippie-écologiste étudiante-sur le b.s

Je suis une étudiante qui paie pour mes études depuis le Cégep, l'augmentation des frais ne me nuira pas moi PERSONNELLEMENT, (je finis mes études universitaires dans moins d'un an), elle viendra nuire à mes enfants, aux futurs enfants des classes moyennes qui n'auront pas le droit aux prêts et bourse.

Aux classes défavorisées qui soit ne songeront même plus à poursuivre des études post-secondaire (à cause des prix) OU qui s'endetteront d'environ 6000\$ par année.

La hausse viendra créer une plus grande inégalité sociale dans les universités.

Songez, S'il-vous-plait, que ces "maudits étudiants" ne se battent pas pour eux, ils se battent pour la prochaine génération

MERCI

chichilim

À vous lire, on va que vous avez sûrement bien appris le discours de vos représentants "syndicalisés". Comme ça, vous vous battez

pour la prochaine génération? Celle qui va payer encore moins cher qu'à peu près partout ailleurs en Amérique? Ah, arrêtez de parler en immature! Si vous voulez penser à vos enfants, montrez-leur que vous avez réalisé qu'on vivait au-dessus de nos moyens et que parfois il faut refuser nos bonbons pour diminuer la facture de l'épicerie.

PetiteGamine

Le droit à l'éducation, un bonbon? Non mais vous êtes autant immature que vous m'accusez de l'être!

L'éducation est le pilier même d'une société!

Je n'ai pas "appris le discours de vos représentants "syndicalisés" " comme vous pensez le croire, je suis une personne éduquée et comme tel, je cherche le pour et le contre de chaque situation.

Je me suis informée, j'ai cherchée des informations dans les deux partis de ce débat et ENSUITE j'ai pris ma décision.

Et puis je voudrais vous rappeler que comme étudiants, nous n'avons pas les mêmes droits que les travailleurs et que même si le mouvement actuel est appelé une "grève" elle est en fait une mobilisation contre un bien offert par la société ou plus communément appelé "boycott" Nos représentants ne sont pas "syndicalisés", nous ne nous battons pas avec un syndicat.

Et puis pourquoi devrait-on payer autant que le reste du Canada ou même que les États-Unis? *(les États sont d'ailleurs reconnus pour avoir le pire accès aux études post-secondaires) Pourquoi toujours se comparer au pire!? Prouvons donc pour une fois que la société québécoise est capable de mettre ses priorités aux bonnes places.

[Alexis Mercier](#)

Voyons donc! La prochaine génération va payer plus d'impôt que celle d'aujourd'hui (qui va payer votre retraite et vos nombreux soins de santé?) tout en ayant moins de service? La prochaine, celle qui va présenter au étude et l'autre d'après. Réfléchissez 5 secondes avant d'écrire des propos comme celui-ci et renseignez-vous. Ainsi vous allez constater qu'économiquement il est plus avantageux de maintenir le gel des droits de scolarité.

[Francine Poirier](#)

Pas si sûre que ça que les étudiants se battent pour la prochaine génération! Ils se battent plutôt pour leurs loisirs et leurs plaisirs pour plusieurs. Si plusieurs ne recommençaient pas leurs cours, les frais seraient moins élevés. On change d'idée assez rapidement et on recommence! Réfléchir avant et sortir un peu moins afin d'atteindre la réussite. Et puis, avoir un peu de misère n'a jamais tué personne. Lorsque l'on commence à gagner des \$\$\$ on est +heureux et moins exigeant. Le Québec n'a pas les moyens, un point c'est tout. Arrêtons de rêver en couleur, comme tous les artistes subventionnés. Comme si nous étions obligés à eux. Lorsque l'on ne peut gagner sa vie avec un métier: on change et on fait autre chose, ou 2 choses.

mcdo65

Quel commentaire absurde de Claude Legault. Inciter les étudiants à renverser des «chars» s'ils sont fâchés. Quoi de mieux pour attiser un feu! M. Legault aurait dû réfléchir avant de mentionner ces paroles. Mais il va sûrement sortir dans les médias aujourd'hui pour dire qu'il n'a pas dit exactement ces paroles et qu'il a été mal cité!!! Je me demande si M Legault aurait fait le même commentaire si le PQ était au commandement de la province?

- M. Legault, je vous respecte énormément comme comédien, vous êtes un des meilleurs, mais de grâce, contentez-vous de jouer, de nous émouvoir et de nous faire rire. Laissez la politique au politicien!
- gontrane
Tous avec Claude Legault à une condition: qu'il donne son numéro de plaque de voiture et que les étudiants en fasse leur seul agneau sacrifié. Alleluia!
Tout un « appui » des artistes, wow...
Il y a des étudiants, même militants, qui doivent s'interroger sur leurs aînés.
- gaucar
Bravo à toi Claude Legault, belle exemple à donner aux jeunes «Décâlisser des bagnoles à l'envers parce qu'on les écoute pas» Il aimerait ça lui se faire décâlisser sa bagnole!!!
Pauvre société, au lieu d'avancer on recule avec du monde de même pis ça joue les policiers à la télé, je suis vraiment pas impressionné...
- myriam77
PIS, QUE FAIT-ON...
Les frais étudiants? On va chercher l'argent dans les redevances minières et les magouilles provinciales.
Les personnes âgées, surtout dans les CHSLD? On va chercher davantage d'argent dans les redevances minières et les magouilles de Charest
Les logements sociaux? Bin voyons, on charge davantage dans les redevances minières et les magouilles libérales.
Les soins de santé? Qu'on donc, on va charger plus au mine et une enquête sur les magouilles
Les médicaments qui coûtent très cher? la même chose
On est dans le trou cette année \$3 milliard de plus que déclaré? Qu'on donc, le monde ne comprend pas.: les mines et magouilles \$10 milliard de plus sur la dette accumulée? On augmente plus les redevances et on diminue la magouille.
Les foyers pour femmes battues? C'est évident: magouilles et mines
Les routes et les ponts qui nous tombent dessus? Quelle question
ETC...
- [Carole Besson](#)
Arrêtez de crier au scandale voyons!
Les étudiants sont des personnes capables de beaucoup de choses, malgré ce que le monde actuel semble penser : prendre les paroles de personnages publics avec nuance et critique; se rendre compte de ce qu'est une réforme injuste et "régressiste" (alors que les libéraux devraient être opposés aux conservateurs, qui en font de belles côté régression en ce moment-même), et j'en passe...
Et puis je tiens à indiquer que ce ne sont pas vraiment les étudiants qui vandalisent, en tout cas pas depuis quelques décennies... nous appelons les vandales des "casseurs" messieurs et mesdames, et ils sont souvent moins nombreux et démonstratifs dans les mouvements étudiants que dans les émeutes sportives (hum, pas besoin de citer d'exemple, si? :)).
Après, moi, en tant qu'étudiante contre la hausse des frais de scolarité, je ne suis pas persuadée des effets de la grève, mais plus de ceux des manifestations, des apparences publiques (puisque on a démontré pouvoir tenir une argumentation cohérente et relativement calme devant une caméra) et surtout de la présence devant les urnes, et des votes massifs et utiles!!!!!!

- nathm
Le gouvernement provincial affirme d'une part qu'il ne faut pas laisser une dette collective colossale aux jeunes générations et d'autre part, qu'ils doivent payer leur juste part des frais liés à leur formation académique. Dans les faits, il léguera une dette collective, tout en accentuant l'endettement individuel des jeunes et de leurs parents.
Notons également, comme l'a souligné Line Beauchamp, que c'est surtout la classe moyenne qui écope de cette augmentation des frais de scolarité. Le gouvernement remet donc en question la démocratisation de l'accès à l'éducation. De suite, il importe que maints citoyens défendent ce projet de société, si nous voulons assurer le droit à l'éducation des membres de la classe moyenne et des quelques pauvres qui parviennent à l'université.
De plus, dans une économie du savoir, il faut que la majorité de la population puisse s'instruire. Les membres de ma génération, ainsi que les X et les boomers ont eu l'opportunité de s'instruire à bas coûts, les jeunes générations doivent également profiter de ce choix de société.
- chichilim
Et vous répondez quoi à la statistique qui montre que le plus haut taux de diplomation se trouve dans les provinces où les frais de scolarité sont les plus élevés? En passant, le Québec est bon dernier malgré les plus bas frais...!!
- PetiteGamine
Il ne faut pas oublier que les autres provinces n'ont pas de Cégep, ce qui au Québec vient diminuer la statistique des diplômés universitaires.
- [Marc](#)
D'accord les frais pour nos études n'étaient pas élevés mais on sortait du cégep et y'avait pas d'emploi pour les 40 finissants ,alors qu'aujourd'hui les employeurs viennent chercher les étudiants dans les classes avant même qu'ils aient leurs diplômes
- GhostRiderRun
Très bonne observation nathm.
- cellequipaye
Mais qui paie pour les frais de scolarité? Pour la grande majorité ce sont les parents...de la classe moyenne. Donc c'est encore dans mes poches. Si les frais de garderie étaient augmentés de 75% en 5 ans, ce serait les parents qui seraient dans la rue.
- uheap
Les frais de scolarité sont payés à 90% par les contribuables,le plus taxés en Amérique du nord,juste comme ça en passant...
- [Paul-W Parent](#)
Paie tes cours. Certainement. Et après.....
APRÈS ben : ce sera le tour et l'EFFORT des artistes: PAIE TES FRAIS ET oublie les subventions.Deux poids deux mesures. Voyons dont. EDUCATION = CULTURE : donc MÊME MESURE.De toutes façons les impôts réguleront le tout APRÈS.
Mes frères : RIONS.
- livair
Il y a des fois dans la vie où on devrait se taire!
- lauriers
Nous sommes à la croisée des chemins et il est temps que les frais augmentent. Nos gouvernements depuis 1989 ont fait preuve de lâcheté en reculant, que nous parlions du PQ ou du PLQ. Il est vrai que l'éducation est élémentaire, mais en 1977 les frais étaient les mêmes qu'aujourd'hui en compa-

- rant les revenus moyens de l'époque. Mon ami n'a eu aucune aide, il travaillait les week-end, tous les étés et se privait toute l'année. La plupart de nos étudiants présents ne connaissent pas ce que c'est se priver... il y a un nombre minime qui sait compter et qui est capable d'attendre l'emploi pour pouvoir se gêner. Alors pour ceux qui disent que les frais étaient moindres, ils parlent au travers de leur chapeau!
Legault, Lepage et cie, faites vos clowns encore une fois, la classe moyenne en a ras le bol, elle ne peut plus payer. La génération des 18 à 35 ans veut tout gratuit: congés parentaux, garderies à prix ridicule, etc.
Inciter des gens à la violence, je reprends les propos de Legault: "S'ils sont fâchés pis qu'ils ont envie de décâlisser des bagnoles à l'envers parce qu'on ne les écoute pas, eh bien qu'ils le fassent"! M. Legault vous venez de "cracher" à la face des gens qui vous font vivre depuis des années, soit les baby boomers!
De plus, vous venez de mettre la vie de la population en danger; j'espère que vous aurez des accusations pour "incitation à la violence"!
(Modifié par l'auteur il y a 1 jour)
- [Amélie Trudel](#)
Monsieur de la classe moyenne, j'aimerais vous faire réaliser que ce n'est pas à vous qu'on demande de financer les universités. Le gouvernement libéral a réduit nos sources d'impôts diverses façons ces dernières années, en réduisant les 10 paliers d'impositions à seulement 3. ce qui signifie que les plus riches ne paient pas leur "juste part" proportionnellement à la classe moyenne. Si l'on accepte de se terroriser chez nous et qu'on laisse le gouvernement sabrer dans nos acquis, cet état de chose demeurera et les gens de la classe moyenne n'auront bientôt plus les moyens d'aider leurs enfants à faire face aux dépenses encourues par des études universitaires. Informez-vous avant de parler.
Une étudiante critique et informée
lauriers
Ne croyez pas Mlle Trudel que je n'ai pas vu passer les années difficiles. Je travaille depuis 1968, une année où les services à la population étaient presque inexistantes (éducation et santé surtout). Donc, je ne parle pas sans être informé... je parle pour avoir vécu... j'ai vu de l'eau couler sous les ponts, et des pancartes circuler dans les rues pour rappeler aux différents gouvernements les droits qu'ils devaient nous donner ou nous laisser, selon le cas. Mes impôts ont servi largement à améliorer la vie des québécois, croyez-moi! Donc quand on se dit "critique et informée"...
- [Carole Besson](#)
Voilà ma réponse aux personnes qui prétendent que les jeunes ont la vie plus facile (d'ailleurs c'est grâce à ce qu'on appelle des avancées sociales s'il y a moins de personnes comme moi dans la misère). De NOS jours, 2 mois de travail à temps PLEIN (donc pas pendant une session d'études) ne suffisent pas à payer les frais de scolarité + les frais reliés à la vie. La solution n'est sûrement pas de sur-endetter des étudiants qui le sont déjà beaucoup (notamment parce qu'ils doivent payer pour les générations précédentes, dont certaines ne sont pas entrées sur le marché du travail pendant une période de crise économique et environnementale mondiale!).

Elle serait de revoir le partage des richesses : alors avis aux têtes grises!

- livair
- Oui, je suis une tête grise, classe très moyenne, mes enfants sont allés à l'université et n'y sont pas sortis surendettés.... l'économie ça s'apprend à partir de 6 ans!
- lauriers
- Mlle Besson dites-vous que les têtes grises ont largement contribué aux "avancées sociales". Depuis 1968, je calcule que mes impôts, qui m'ont été largement perçus par les deux ministères, fédéral et provincial, ont contribué à l'avancement de notre société, et j'en suis ravi.
Arrêtez de cracher sur les têtes grises, alors que plusieurs ont commencé à travailler il n'y avait pas les services que vous avez aujourd'hui; et j'ose espérer que vous ne croyez pas que toutes les têtes grises vivent sur l'or. J'ai vu des gens se mettre dans la misère à cause d'une hospitalisation et de frais médicaux exorbitants.
Vraiment!
- Amélie Trudel
Pourquoi ai-je l'impression que c'est les "têtes grises" qui crachent sur nos têtes d'étudiants. Je ne remet pas du tout en question toutes vos années de labeur qui on justement fait avancer le Québec de façon remarquable pour ce qui est des services sociaux. On ne veut tout simplement pas revenir en arrière! Votre retraite pas dorée, on y contribuera largement par nos impôts grâce à nos jobs mieux payées de diplômés. Une fois nos études terminées, nous aurions remboursé notre dette d'étude en quelques années d'imposition de toute façon. Pourquoi faire payer davantage des individus qui n'en ont pas les moyens? À quoi sert ce filet social que sont les impôts sinon d'éviter de priver des gens déjà à terre de choses essentielles. Je ne parle bien pas de bière mais bien de vêtements et de nourriture!! C'est merveilleux si quelques étudiants parviennent à se payer un manteau à 800\$ et les toutes dernières technologie, bravo, ils mettent la main à la roue économique. Mais n'est-il pas injuste de faire payer tout le monde à cause d'une poignée de mieux nantis?
Vraiment!
- myriam77
ILS SONT DONC BONS, NOS ARTISTES

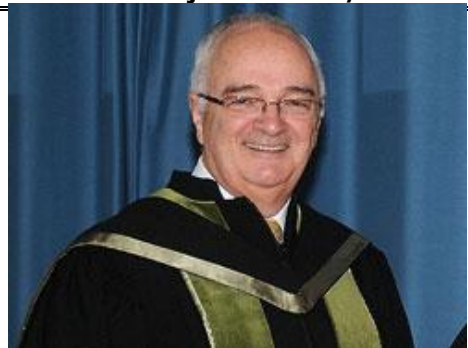
Quand Guy-A Lepage, OUPS II a déjà lancer un trophée, parce qu'il était connu, ces gens là pensent qu'ils ne sont pas critiquable. Lui aussi, il se croit un Dieu. Désolémon Guy-A, il n'y a pas de Dieu avec moi abidou300

- Bon Legault, et ces tis amis qui s'en mêle! Un autre séparatiste avec sa gang qui déconnecté de la réalité, et qui sont subventionnés par les gouvernements. Mr. Legault je vous aimait comme acteur, mais la vous dite n'importe quoi. J'ai 72 ans et je trouve que les étudiants d'aujourd'hui sont des enfants gâter. Moi je ramassait des bouteilles des bières sur le bords du chemin pour payé mes livres. S.V.P Excusé vous et vos tis amis aussi.
- sagace
"Le célèbre acteur" est un triste personnage. En passant, J'ai été étudiant moi aussi et j'ai constaté que les jeunes se paient une session presque "gratis" (sans efforts) car personne ne va couler (ce serait trop cher de les faire tous doubler).
- mmebouchard
Il est certain qu'une session passée à se lever tous les jours aux petites heures pour aller piqueter dans le froid, participer à des actions quotidiennes (manif, occupations, prestations artistiques, etc), se creuser la cervelle et redoubler d'imagination pour faire passer un message de façons multiples et diverses (dans les médias, au gouvernement, directement à la population), organiser et participer à des conférences, des comités de négo, des débats, dévorer, analyser, décortiquer toute la littérature scientifiques et médiatiques sur les enjeux entourant l'éducation ici et ailleurs pour étayer un argumentaire solide faisant réellement avancer le débat, il est certain que toutes ses choses constituent monsieur, une session remplie d'effort. Je vois autour de moi présentement des étudiants bcq plus travaillants que certains de leurs collègues peu curieux et peu passionnés, qui normalement se présentent à mes cours sans avoir de sentiment d'appartenance à leur institution et se contentent de fournir l'effort nécessaire non pas en premier lieu pour apprendre, mais surtout pour avoir leur bout de papier avec un sceau dessus. Je ne suis pas certaine que la performance de certains étudiants désengagés (au sens

large, non pas nécessairement au sein du présent débat) soit plus épatante sur le marché du travail que celle d'une très grande part de leurs collègues mobilisés (encore une fois plus largement) qui font preuve d'un sens aigu de l'initiative, de l'organisation et disons-le d'un dévouement dépassant leurs intérêts personnels.

- anos rez
bravo claudie faut les reveiller apres #stop ACTA
bart062
.....et si jamais la force policiere blesse nos enfant et bien alors jespere que nous tous parents rejoindrons nos enfants dans la rue et formerons pour une fois une resistance jamais vu jusqua ce jour.
- Catenen
OK pour pas augmenter les frais mais faudra bien trouver les \$ou\$ quelque part. Les plus riches font-ils suffisamment leur part pour soutenir les universités et autres. Le mécénat, l'implication financière de ceux qui ont de l'argent va devoir prendre plus de place... Les dons aux universités c'est pas juste ailleurs que ça devrait arriver, ici aussi. Pis là, on parle pas de juste un p'tit 2\$...
- anos rez
avant de critiquer le Quebec venez voir en Europe comment c est la vie... Si vous voulez pas ca battez vous , nous ce que vous payer sur 5 ans on le paye tous les ans!!! battez vous ouvrez les yeux sur le monde. ATTENTION J AIME LE QUEBEC!!! j y ai vecu, et j ai marier une quebecoise mais vous etes trop bien par rapport a nous donc vous ne voyez pas ce qu est le monde en dehors, ACTA vous connaissez... La censure du net , les medicament generique crissentement en baisse, le pain a 18\$? ACTA c est ca pour enrichir Monsanto & co . Battez vous pour les bonnes choses... ok le systeme est pas le meme , battez vous pour vos droits, battez vous et merci claudie de tenter de reveiller le Quebec physiquement et aps seulement ds les discution entre amis ou ds les bars
- lauriers Réduire
j'ai fait une erreur dans mon commentaire, au lieu de: La génération des 18 à 35 ans , veulent tout on doit lire: "veut tout"

JOURNAL DE QUÉBEC / 24HEURES.COM: Sous-financement des universités: Des dépenses critiquées – lundi 05 mars – Mise à jour: 19h27 / mardi 06 mars 2012 03h30



© Agence QMI / Archives
Le recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi, Michel Belley.

Diane Tremblay
QUÉBEC - L'adjoint au recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), Martin Gauthier, a le cœur voyageur. En seulement quatre mois, ce haut dirigeant a effectué trois voyages en Chine, aux frais de l'établissement, sans compter ses

déplacements rapprochés à Strasbourg et à Paris.

Au moment où le sous-financement des universités québécoises défraie la manchette, les nombreux voyages des cadres supérieurs de l'UQAC font jaser.

En vertu de la loi d'accès à l'information, le journaliste Dominic Maurais de CHOI Radio X a obtenu la liste des allocations de dépenses de M. Gauthier et du recteur Michel Belley. Les factures de billets d'avion, de restaurants et d'hôtels y abondent page après page.

Le 28 février 2011, par exemple, l'adjoint au recteur a soumis une demande de remboursement de 20 360\$ pour l'achat de quatre billets d'avion pour la Chine à partir de Bagotville. Un voyage auquel prenait également part le recteur. À cela s'ajoute d'autres dépenses totalisant de 7 133,86\$ uniquement pour ce voyage. M. Gauthier est retourné en Chine un mois plus tard et à une autre occasion en mai 2011, ce qui représente plusieurs milliers de dollars pour l'établissement qui accuse un déficit de 2,7 millions.

Volet international

«On fait des dizaines de voyages à l'étranger par année. On est très présent au niveau international. On a 3000 étudiants en Chine, au Maroc et en Amérique du Sud. Ça ne coûte pas un sou au gouvernement du Québec. C'est même très rentable pour l'université», a réagi, hier, Jean Wauthier, directeur des affaires publiques.

L'UQAC compte 1500 étudiants en Chine, où elle offre des cours dans quatre villes dans le domaine de la gestion de projets principalement.

Selon les explications fournies, ces activités relèvent du bureau de l'international que dirige M. Gauthier et qui possède un budget à part.

De 2006 à 2011, les activités à l'étranger ont généré des revenus de l'ordre de 15,6 millions de dollars. Si on soustrait les dépenses, il reste 6 millions dans les coffres qui ont été versés aux fonds généraux de l'établissement dont le déficit atteignait 11 millions de dollars, il y a quelques années.

«Lorsque les étudiants chinois obtiennent leur diplôme, ils sont très fiers d'avoir le recteur et le directeur du bureau international présents. Alors, on se fait un devoir d'y être même si ce n'est pas

toujours facile et évident. Ce ne sont pas des voyages de plaisir, aller cinq jours en Chine pour donner des diplômes.»

Vols noisifs

Mais, il n'y a pas que les voyages en Chine qui retiennent l'attention. Au cours de l'année dernière, le recteur de l'UQAC s'est aussi rendu à Victoria, Winnipeg, Ottawa, Montréal et Paris. De plus, il a autorisé à deux reprises le nolisément d'un avion de Saint-Honoré à Sept-Îles au coût de 3 000\$ chaque fois.

Ces appareils ont servi à transporter des professeurs, une solution plus économique que les lignes aériennes régulières, soutient M. Wauthier.

Pourtant, le recteur n'a pas hésité, lui, à se faire rembourser des frais de 1 579,28\$ pour un billet de dernière minute Bagotville-Montréal avec Air Canada.

Le clou de cette histoire va à M. Belley qui a acheté, le 29 novembre dernier, une plume Montblanc pour un montant de 609,50\$, un

cadeau destiné au vice-recteur pour souligner ses 35 ans de service.

L'addition, S.V.P.!

Restaurant Le Deauville: 704,05 \$ (15 déc. 2010)

Restaurant La Cuisine : 485,36 \$ (31 janv. 2011)

Restaurant Le Deauville : 790,98 \$ (19 sept. 2011)

Restaurant Le Bobovore : 1 062,54 \$ (19 sept. 2011)

L'Entre-Côte Riverin : 952,19 \$ (6 oct. 2011)

THELINK (Concordia's independent newspaper): Media Misinformation: Lacklustre Reporting, Bias Damage Fight Against Tuition – Tuesday, March 6, 2012



Graphic by Paku Daoust-Cloutier

Corey Pool

The coverage of university issues in Quebec is getting increasingly one-sided as the mainstream media struggle to cover complicated issues without a glaring bias.

The Gazette's intrepid university reporter Karen Seidman wrote an article on Feb. 28 titled "Concordia Tuition-Hike Protest a Real Yawner" about the recent Concordia Student Union sleep-in protest.

"Somehow jammies and hot cocoa don't seem to go with student insurrection," she wrote. "But the protest against rising tuition fees at Concordia University is getting soporific this week as students start a five-day sleep-in."

Despite a heavy dose of opinion in the writing, the piece was published under the guise of news. Over the past few weeks, an unfortunate majority of mainstream media in Quebec have dropped the ball on their coverage of university issues, specifically those related to the student movement against tuition increases.

Seidman has exemplified this trend with a series of articles that should only serve to embarrass her and her employers.

In her view, the students' side of the tuition argument is exhaustingly simple.

"And the bedtime story they'll be read goes something like this," she opined in the article on the sleep-in. "The government is unfairly raising tuition fees and making a university education inaccessible, so next week you should vote for a one-week strike opposing the hike so we can all live happily ever after."

This patronizing bullshit would only be acceptable on a few conditions.

First, if Seidman wasn't the newspaper's university reporter specifically responsible for news coverage concerning university issues. It's kind of tough to keep working a beat you so openly condemn though, isn't it? It certainly should be. Second, if it wasn't published as news. The article was changed online to the opinions section after a day or two without explanation. Classy.

This isn't to say that The Gazette hasn't published a few decent articles on the issue, but even a provincial Ministry of Education spokesperson admitted to OpenFile Montreal that the media hasn't exactly been asking the tough questions or getting to the bottom of this budget.

Perhaps Seidman should get the facts first, and leave the opinion writing for when the Ministry finally explains how and why they need to spend more student money.

Unfortunately, Seidman is not alone. This trend of highly biased reporting runs deep into the mainstream media.

CTV's Executive Producer Barry Wilson published an article on the CTV website titled "Postscript: Citizen Protest Succeeds, Student Protest Will Not," following the recent student demonstration in which a small group of protesters blocked the Jacques-Cartier Bridge.

Wilson concludes his piece with a "memo" to students, "Give it up. You will not win, and no one really cares about student strikes over fees." No one? There are currently about 100,000 students on strike in Quebec, with more set to vote this week. The Concordia University Part-Time Faculty Association just published a letter in support of striking students. Who is "no one," exactly?

After leaning on the "lowest tuition in Canada" crutch, regurgitating that "iPhones cost more," and asking that we all find jobs, Wilson wraps up this fine piece of work with a little backhanded sympathy.

"It would indeed be wonderful if we could provide free university for all. And perhaps milk and cookies at recess, but we cannot. Someone has to pay," he wrote.

In his defense, the article was published as an opinion. However, an ignorant and poorly written opinion from the Executive Producer of CTV Montreal, based on very little facts and a whole lot of baby-boomer angst, is a little unsettling.

There is a growing concern over the quality of coverage on this issue, and with good reason.

This is not good journalism. This is not honest, thorough, or balanced. Worst of all, this kind of reporting leads only to the misinformation of the public on an issue that is already so convoluted.

I'm not asking that everyone side with the students.

But before we scoff and dismiss the movement entirely, we need to offer both sides of the argument equally, dig deeper into the issue and ask the right questions to the right people.

As a concerned member of the media myself, I implore my colleagues to challenge themselves. Seek out better reporters, if it's necessary. Do what you have to do, but we need to uphold a standard of professionalism before this gets out of hand.

We can do better.

JOURNALDEMONTREAL.COM: McGillLeaks: Des documents confidentiels sur le financement de l'université McGill mis en ligne - Publié le: lundi 05 mars 2012, 18H43 | Mise à jour: lundi 05 mars 2012, 18H59

Emmanuel Delacour / Agence QMI

Le site Internet McGillLeaks a mis en ligne lundi une centaine de documents confidentiels portant sur les sommes versées par les anciens de McGill.

Les fichiers, provenant du département du développement et des relations avec les diplômés de l'université, concernent les dirigeants à la tête d'entreprises telles que Bombardier, SNC-Lavalin, 3M, VIA Rail et Quebecor.

Les documents révèlent les montants offerts par chacun des ex-étudiants, ainsi que de courtes biographies et d'autres informations qui pourraient s'avérer utiles quant au financement de l'université.

Un groupe anonyme, qui a mis son site en ligne le 3 mars, soutient avoir «en [sa] possession des centaines de documents concernant les efforts de collecte de fonds auprès d'entreprises privées.»

Toujours selon le site, «l'intention est d'offrir un compte rendu clair des rouages du financement de McGill, de fournir des informations précises sur les relations de l'université avec le secteur privé et de créer un contexte de transparence au sein de celle-ci.»

Les créateurs de McGillLeaks promettent de divulguer au cours des trois prochaines semaines plusieurs autres documents à propos des fonds provenant d'entreprises du secteur de la pharmaceutique, des biotechnologies et de l'industrie de la défense.

La véracité est assurée

Le groupe assure qu'il conservera l'anonymat de ses sources, mais que cela ne l'empêche pas de vérifier la véracité des documents. McGillLeaks certifie qu'ils n'ont été altérés d'aucune façon.

Par ailleurs, la page qui permet de contacter McGillLeaks avertit que l'information transmise doit être vérifiable avant d'être publiée.

Les mesures disciplinaires ou légales qui pourraient être prises contre les personnes derrière McGillLeaks sont inconnues, pour l'instant. Cependant, une politique concernant la divulgation protégée d'informations au sujet de pratiques inappropriées au sein de l'université, adoptée en 2007 par McGill, pourrait donc venir faciliter le travail des dénonciateurs. Cette politique « vise à promouvoir une culture fondée sur un comportement honnête, transparent et responsable. »

CYBERPRESSE: Droits de scolarité élevés: le Québec déjà dans les premiers - Publié le dimanche 04 mars 2012 à 09h13 | Mis à jour le dimanche 04 mars 2012 à 12h29

Mathieu Perreault, La Presse

Le Québec fait déjà partie des pays où les droits de scolarité sont élevés. Seulement le tiers des pays de l'OCDE affichent des droits de scolarité de plus de 1500\$ US pour les universités publiques, la limite retenue par l'organisme international pour la catégorie des droits élevés. En Amérique du Nord, cependant, le Québec est bon dernier parmi tous les États américains et les provinces canadiennes.

La hausse prévue fera passer les droits de scolarité universitaires au Québec de 2168\$ à 3793\$ d'ici 2016-2017. En Amérique du Nord, actuellement, seuls la Floride (3452\$ US), le Wyoming (3162\$ US) et Terre-Neuve-et-Labrador (2624\$) sont sous le niveau qu'atteindra le Québec d'ici six ans. Le Vermont détient la palme des droits de scolarité les plus élevés avec 12 008\$ US, mais quatre autres États dépassent les 10 000\$ US.

Black-blocs

Les trois pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) où les droits de scolarité étaient les plus élevés en 2011 sont la Corée du Sud (5312\$ US), les États-Unis (6312\$ US) et le Royaume-Uni (4840\$ US). L'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada (5138\$ CAN) suivent peu après. Huit des 34 membres de l'OCDE offrent une scolarité gratuite dans les universités publiques.

«La gratuité universitaire est une tradition de l'Europe continentale, tout particulièrement en Scandinavie, où l'État paie souvent les étudiants pour qu'ils aillent à l'université», explique Jean-Daniel LaRock, économiste à l'OCDE, en entrevue depuis Paris.

Des droits de scolarité élevés limitent-ils l'accès à l'éducation? «Pas s'il y a un bon système d'aide gouvernementale, dit M. LaRock. Aux États-Unis, par exemple, le quart des étudiants universitaires ont droit à des bourses gouvernementales

et moins du quart n'ont aucune aide. Si les frais de scolarité sont très élevés, il faut aussi un programme de remboursement modulé en fonction des revenus, avec la possibilité d'effacer le prêt après un certain temps pour éviter de payer une fortune en intérêts.»

L'un des problèmes du programme de prêts et bourses au Québec, c'est qu'il n'est pas accessible aux étudiants issus de la classe moyenne au baccalauréat: le gouvernement considère que les parents qui en ont les moyens doivent payer le coût de l'éducation de leurs enfants, même si ces derniers n'habitent pas avec eux - à moins qu'ils n'aient un époux ou un conjoint de fait. Est-ce un problème courant? «Je n'ai jamais entendu parler d'une telle disposition», dit M. LaRock.

24HMONTREAL.CANOE.CA / JOURNAL DE MONTRÉAL: Actualités: Les Black Blocs, casseurs ou activistes? - jeudi 15 mars 2012 09h41 / Jeudi 15 mars 2012



Photo: archives QMI

Les manifestants masqués se rapportant à l'idéologie du Black Bloc étaient déjà présents à Québec en 2001.

Jean-François Villeneuve

À chaque manifestation qui dégénère en vandalisme et en affrontements avec les policiers, on parle des Black Blocs. Qui sont-ils vraiment? 24H a posé la question à Francis Dupuis-déri, professeur à l'UQAM et auteur des ouvrages « Les Black Blocs : La liberté et l'égalité se manifestent » (Lux, 2007) et « L'altermondialisme » (Boréal, 2009).

Q : D'où vient le mouvement?

R : Cette pratique vient de l'Allemagne de l'Ouest, dans les années 1980. Les Black Blocs se retrouvaient dans des manifestations contre des policiers, mais aussi contre les néo-nazis et contre le nucléaire.

Ils se sont répandus en Occident à travers le mouvement antifasciste et le milieu punk dans les années 1990, puis par l'altermondialisme dans les années 2000.

Q : Quelles sont leurs motivations?

R : Il s'agit en premier lieu d'exprimer, par leur simple présence, une critique radicale du libéralisme, soit du capitalisme et du parlementarisme.

Q : Sont-ils tous des casseurs?

R : Le plus souvent, les Black Blocs défilent en manifestation de manière calme et paisible.

Parfois, ils manoeuvrent pour défendre la foule contre des charges policières ou pour exprimer une colère contre l'injustice en ciblant des symboles des puissances illégitimes de nos sociétés : des vitrines de banques ou de firmes multinationales, des médias au service du capitalisme ou de l'État et les policiers qui protègent le système.

Q : Font-ils véritablement partie des manifestations?

R : Les politiciens, policiers et même les journalistes ont tendance à dire que les Black Blocs « infiltrent » ou « s'invitent » dans des mouvements sociaux comme le mouvement altermondialiste ou le mouvement étudiant.

Le Black Bloc fait partie du mouvement tout comme le représentant d'une association étudiante, le hippie pacifique, la fanfare militante, le syndicaliste solidaire. Toute mobilisation sociale est diversifiée, plurielle et en partie contradictoire.

Q : Est-ce bon pour la démocratie?

R : Dans l'histoire de l'Occident, presque tous les droits aujourd'hui considérés comme fondamentaux ont été arrachés aux élites par des mobilisations souvent turbulentes.

Les élites ne plient jamais, ou presque, devant de simples demandes calmes et polies.

CYBERPRESSE: Black Bloc: des anarchistes non violents, selon des spécialistes - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 08h41



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Des étudiants ont pris à partie des casseurs de mardi après-midi. David Santerre, La Presse

Les manifestants participant à ce qu'on appelle le Black Bloc, chahutés par des étudiants après avoir commis des actes de vandalisme lors de la manifestation de mardi au centre-ville, sont pourtant non violents, affirment des spécialistes de ces groupuscules.

Portant vêtements et drapeaux noirs, masqués, ils auraient lancé des feux d'artifice, certains en direction des policiers, et ont peint en noir l'inscription «ACAB» (All Cops Are Bastards) sur une voiture de police.

Certains médias ont indiqué qu'ils étaient «membres du Black Bloc».

«Le Black Bloc, c'est une stratégie d'action, une idée. On ne peut en être membre, car ce n'est pas une organisation. L'idée est de se regrouper dans une manifestation et de décider d'une action au moment où ça se passe. C'est la démocratie directe, il n'y a pas de chef», explique Pascale Dufour, professeure de sciences politiques à l'Université de Montréal.

Son vis-à-vis à l'UQAM, Francis Dupuis-Déri, qui a écrit un livre sur le phénomène Black Bloc, dit que les participants ne sont pas dangereux.

«Quand j'en vois dans les manifestations, la plupart du temps, il ne se passe rien de spécial. Ils sont là, ils s'expriment. Ils sont une critique radicale du libéralisme économique et politique. Ils sont quelque chose qui s'apparente à l'anarchisme, ou à un communisme libertaire», explique

celui qui les a observés dans plusieurs manifestations altermondialistes dans le monde. Il est faux, selon lui, de prétendre qu'ils sont des casseurs qui «infiltrent» le mouvement étudiant pour en découdre avec la police et détourner le message des manifestants. «Ils font partie du mouvement. Ils ne sont pas plus extérieurs à la manifestation que le hippie pacifique ou l'étudiant en art déguisé en clown. Le mouvement étudiant n'est pas une armée. Il y a différents points de vue sur les tactiques à employer», croit-il.

Les deux professeurs croient que le Black Bloc prône la non-violence physique. «Ils font plutôt dans la destruction de matériel. Mais on ne casse pas qu'une vitrine, il y a un sens politique derrière le choix de la vitrine qui sera brisée. C'est souvent interprété par le public comme du vandalisme, mais pour eux, c'est une action politique», conclut Pascale Dufour. La police de Montréal a refusé de mentionner le nom de Black Bloc hier, mais a affirmé enquêter sur des actes de vandalisme commis mardi.

CYBERPRESSE: Casseurs extrémistes: la CLASSE réagit - Publié le mercredi 14 mars 2012 à 08h01

La Presse
Ils sont vêtus de noir, le visage masqué. Des groupes extrémistes s'infiltrent de plus en plus dans les manifestations étudiantes. Les jeunes condamnent les actes violents des casseurs, mais ils l'admettent: la situation est délicate. «Nous, on est là pour faire une manifestation, pour passer un message. Évidemment, on ne peut pas inciter les gens à adopter un compor-

tement en tant que tel, parce que si on leur demande d'avoir un seul comportement, c'est là qu'on va perdre le contrôle», a déclaré à La Presse Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE. Sous le couvert de l'anonymat, d'autres responsables étudiants ont toutefois confié craindre les représailles des éléments perturbateurs s'ils

condamnent haut et fort les actions répréhensibles. Des manifestants armés de bâtons ont tenté hier de briser les vitres de voitures de police, et la veille, un homme a profité d'une action étudiante pour fracasser des vitrines de La Presse. Chaque fois, cependant, des étudiants sont intervenus pour faire cesser le vandalisme.

JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUEBEC.COM / 24 HEURES.CANOE.CA: Manifestation: Le Black Bloc s'invite - Publié le: mardi 13 mars 2012, 13H15 | Mise à jour: mardi 13 mars 2012, 20H38 / mardi 13 mars 2012 13h48 - Mise à jour mardi 13 mars 2012 20h44

Vidéo; Des centaines d'étudiants se sont rassembler au Square-Victoria à Montréal, mardi après-midi, pour clamer haut et fort leurs revendications au gouvernement de Jean Charest. 13 mars 2012 Agence QMI
MONTREAL - Une autre marche contre la hausse des droits de scolarité s'est déroulée sous haute tension, mardi après-midi, au centre-ville de Montréal.
Une vingtaine de membres du Black Bloc, cagoulés et portant des drapeaux noirs, se sont invités parmi les quelque 1800 étudiants grévistes. Les leaders étudiants les ont priés de respecter le caractère pacifique de la manifestation. Le ton a été donné dès le début de la marche, rue Saint-Antoine, alors que des feux d'artifices ont été lancés dans les airs. Face à cette agitation, les organisateurs de la marche ont tenté de calmer les esprits en scandant «on reste pacifique». À de nombreuses reprises, les étudiants ont empêché les trouble-fêtes de poser des gestes violents.

Une trentaine de policiers suivait de près le petit groupe de perturbateurs. La cavalerie du SPVM fermait la marche.
Automobilistes nerveux
En plus de ne pas divulguer leur trajet aux policiers «pour éviter des arrestations massives», les étudiants ont ignoré la directive de circuler dans le même sens que la circulation. Sur René-Lévesque, les manifestants défilaient entre les véhicules, devant des automobilistes nerveux. Alors que certains klaxonnaient impulsivement, d'autres, comme Pierre Lachapelle, ont complètement figé devant la horde d'étudiants. «Ça me fait peur, a affirmé M. Lachapelle, ils sont en plein milieu de la rue et ils bloquent tout. Il y en a qui sont visiblement ici pour faire du grabuge.» Plus loin, des policiers ont été ciblés par les pièces pyrotechniques des membres du Black Bloc. Les agents ont dû battre en retraite.
Soutien aux étudiants
Devant l'Université Concordia les étudiants ont exprimé, en anglais, leur soutien aux étudiants qui venaient de se joindre au mouvement de

grève pour la première fois de l'histoire d'une université anglophone. De la peinture a été lancée sur le siège social de Rio Tinto Alcan, sur la rue Sherbrooke Ouest et des graffitis ont été faits sur des auto-patrouilles de la police de Montréal. La manifestation s'est terminée vers 16h30 avec le sit-in d'une soixantaine de personnes devant les bureaux du consulat de Colombie. Des membres du Black Bloc ont tenté de casser les vitres des voitures de police, mais des étudiants se sont interposés. Environ 350 protestataires sont demeurés au coin de Sherbrooke et Metcalfe, malgré la fin de la marche, qui a été déclarée «illégal» à ce moment par le SPVM. Peu avant 17h, les forces policières ont exigé de ceux qui restaient qu'ils se dispersent, en indiquant qu'il y aurait des arrestations s'ils n'obtempéraient pas. La foule s'est graduellement dispersée, vers 17h30, après l'intervention de la cavalerie et l'arrestation d'un jeune homme. Une arrestation a eu lieu, pour une bouteille lancée sur les policiers.

CYBERPRESSE: Des étudiants chassent les anarchistes d'une manifestation - Publié le mardi 13 mars 2012 à 12h46 | Mis à jour le mardi 13 mars 2012 à 18h35



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse
Des étudiants ont pris à partie des fauteurs de trouble mardi après-midi.

Autre manifestation étudiante, autres tensions. Mais cette fois, c'est entre manifestants qu'elles sont survenues, mardi au centre-ville de Montréal. Les vrais militants, pacifiques et majoritaires, ont réagi devant les casseurs. Vers 14h15, plus de 2000 manifestants ont quitté le square Victoria pour une marche contre la hausse des droits de scolarité, ou la «marchandisation» de l'éducation. L'itinéraire avait été gardé secret par les organisateurs. La loi ne les oblige pas à dévoiler leur trajet. Les élèves et étudiants ont déambulé dans les rues, jusqu'à

l'angle des rues Sherbrooke et Metcalfe, devant l'Université McGill. Tout s'est relativement bien déroulé, mis à part quelques graffitis et des balles de peinture qui ont été lancées sur deux ou trois immeubles. La note discordante est toutefois venue d'une vingtaine de jeunes masqués portant des drapeaux noirs. La plupart ne portaient pas l'emblématique carré rouge des étudiants grévistes. Sur le boulevard René-Lévesque, ils ont lancé des feux d'artifice, dont un, projeté en direction des policiers, a éclaté contre le mur d'un immeuble. Plus tard, ils ont peint des graffitis noirs sur des voitures de police, avant de s'en prendre à des membres des médias qui filmaient leurs gestes. Ces agissements ont fortement fait réagir les étudiants et cégépiens présents pour la cause, qui se sont mis à les huer copieusement. Plusieurs ont levé les doigts au ciel en signe de paix en scandant «On reste pacifiques!» en direction des individus en noir. «Sacrez votre camp!», ont lancé des manifestants, tandis que d'autres ont déploré le fait que ces anarchistes détournent le message réel de la manifestation en attirant les projecteurs vers eux. Puis, la foule s'est tranquillement dispersée et, peu après 17h, les policiers ont facilement pu

faire partir ceux qui bloquaient toujours la rue Sherbrooke. Un seul manifestant, qui était couché au sol et refusait de se lever, a été arrêté. Tout cela s'est déroulé sous les yeux de quelques dizaines d'étudiants de l'Université McGill étonnés. «Nous, en *management*, il n'y a aucune chance qu'on parle de grève», a indiqué une étudiante. «Ici, il y a 60% d'étudiants étrangers qui paient 16 000\$ pour étudier ici. Leurs parents paient si cher que s'ils faisaient la grève, ce serait considéré pour eux comme de l'argent gaspillé», explique un étudiant en science cognitive, qui se dit contre la hausse des droits, mais contre la grève comme solution pour protester. - Avec *Émilie Bilodeau*
«Sacrez votre camp», leur ont lancé d'autres jeunes, alors que d'autres déploraient le fait que ces anarchistes causent un détournement du message réel de la manifestation en attirant vers eux les projecteurs. Puis, les manifestants se sont tranquillement dispersés, si bien que vers 17h, ils n'étaient toujours que quelques dizaines à bloquer la rue Sherbrooke, toujours à l'angle de la rue Metcalfe. Policiers et jeunes se faisaient face. Les quolibets et moqueries fusaient de la bouche de quelques manifestants, mais cela n'a pas dégénéré. Des



policiers à vélo et à cheval les ont dispersés sans trop de heurts. Un seul manifestant, qui était couché sur la rue Sherbrooke et refusait de se lever, a été arrêté. Cette nouvelle manifestation marque une intensification des moyens de pression des étudiants, qui sont environ 150 000 en grève. Cette fois, ils soulignaient, de pair avec la leur, les luttes de confrères étudiants d'autres pays qui protestent contre ce qu'ils qualifient de «marchandisation» de l'éducation. Ils ont d'ailleurs fait un petit arrêt devant le consulat de Colombie, pointée du doigt.

Au départ de la marche, les organisateurs avaient refusé de dévoiler à la police l'itinéraire de leur action. Même le conducteur du camion transportant les haut-parleurs, ouvrant la marche, se faisait indiquer la route au fur et à mesure. Jeanne Reynolds, porte-parole de la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), a justifié cette décision. «C'est notre droit fondamental de ne pas annoncer notre trajet. Quand on le fait, les policiers nous attendent, procèdent à des arrestations de masse et la répression est encore plus grande», dit-elle.

La police de Montréal confirme d'ailleurs qu'aucun règlement n'oblige des manifestants à dévoiler les trajets de leurs marches. Même s'il est préférable de le faire. Aucun règlement n'interdit non plus, pour l'instant, de manifester avec le visage masqué. Un autre porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, affirme que petit à petit, l'opinion publique, qui leur était majoritairement défavorable en novembre dernier, bascule de leur côté. «Hors du parti libéral et de ses amis du patronat, les gens sont de notre côté», affirme-t-il. - Avec *Émilie Bilodeau*

Étudiant blessé – Violence policière

JOURNAL DE MONTREAL.COM: Assomption: Manifestation symbolique - Publié le: jeudi 15 mars 2012, 21H15 | Mise à jour: jeudi 15 mars 2012, 21H22



AXEL MARCHAND-LAMOTHE

Les étudiants sont demeurés devant le poste de police quelques heures, chantant des chansons, avant de quitter.

Axel Marchand-Lamothe / Agence QMI

L'ASSOMPTION – Un groupe d'une vingtaine d'étudiants du Cégep régional de Lanaudière à L'Assomption, actuellement en grève, ont offert jeudi après-midi un bouquet de fleurs symboliques aux policiers de L'Assomption.

C'est le lieutenant Dany Daneault qui a reçu le présent au nom de ses collègues dans cette manifestation pacifique qui se déroulait devant le poste de police de la rue Dorval à L'Assomption. Les étudiants voulaient ainsi dénoncer les débordements de violence, autant policière qu'étudiante, lors des manifestations montréalaises. Félix Vincent Ardea a remis le bouquet aux noms des étudiants, avant la lecture d'une lettre à l'attention des policiers. «Je demande aux policiers de bien vouloir faire la part des choses, beaucoup le font déjà, entre les actes illégaux de certains individus et le mouvement étudiant au complet, a expliqué une étudiante du Cégep, Sara Gourari. Je crois que le mouvement étudiant est un mouvement pacifique qui ne cautionne pas les actes répréhensibles.» Pour Félix Vincent Ardea, le geste est une dénonciation de la violence dans les manifestations. «C'est pour signifier que nous sommes contre la brutalité policière et étudiante, a-t-il souligné. Parfois, il y a des policiers qui atteignent des étudiants avec des flash-bang (NDLR : grenade assourdissante) et parfois ce sont les étudiants qui lancent des pétards sur les policiers.» Pour le Service de police de L'Assomption / Saint-Sulpice, les étudiants du cégep sont des manifestants exemplaires. «Nous vous avons offert notre collaboration dès le départ, en autant que l'on sache ce que vous faites. Nous allons être présents pour assurer votre sécurité», a pour sa part recommandé le lieutenant Daneault. Les étudiants sont demeurés devant le poste de police quelques heures, chantant des chansons, avant de quitter.

CYBERPRESSE: 1^{ère} page: Cocktail explosif / Tableau: Année mouvementée pour le SPVM / Les grenades assourdissantes sont là pour rester, dit le SPVM - Publié le mercredi 14 mars 2012 à 13h20 | Mis à jour jeudi le 15 mars 2012 à 08h46

Montreal jeudi 15 mars 2012. Le plus grand quotidien français d'Amérique

85¢ taxes en sus - Édition provinciale 95¢ Le prix peut être plus élevé en certains endroits



COCKTAIL EXPLOSIF

La combinaison de la marche contre la brutalité policière d'aujourd'hui et de la grève étudiante inquiète les autorités. PAGES A2 ET A3

David Santerre, La Presse

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) est catégorique: les grenades assourdissantes et irritantes tant décriées depuis l'événement qui pourrait coûter un œil au cégépien Francis Grenier sont bien moins dangereuses que la traditionnelle matraque pour disperser une foule qui résiste aux policiers.

Chose rare, le SPVM a convié les médias, mercredi, pour expliquer ce qui, selon lui, justifie l'emploi d'une force croissante dans le cadre de manifestations et pour dévoiler plusieurs pièces de son arsenal. On dit vouloir ainsi démystifier les opérations policières à l'occasion de rassemblements du genre.

Selon l'inspecteur-chef Alain Bourdages, ces armes servent à «éviter des blessures avant l'utilisation des bâtons».

«Nous les utilisons depuis 2008. Ça fait suite aux manifestations de Montréal-Nord au cours desquelles nous n'avions utilisé que les bâtons. Le continuum de l'utilisation de la force du Québec recommande que nous utilisions des éléments moins dangereux, comme les irritants chimiques», explique-t-il.

En matière d'usage de la force, on a précisé que le groupe d'intervention n'entre en jeu qu'une fois que les policiers du quartier où se déroule une manifestation ont tenté, sans succès, de disperser la foule après qu'un avis d'éviction a été lu.

MANIFESTATIONS

16 FÉVRIER 2012
La police répond à un appel de détresse fait dans un appartement du quartier Hochelaga-Maisonneuve. Jean-François Nadeau s'y trouve. Il est armé d'un long couteau, et il refuse de collaborer avec les autorités. Il se rue sur un policier et, coincé dans un couloir étroit, les agents sur place tirent au moins une fois. L'homme meurt sur le coup.

7 MARS 2012
Dans une manifestation étudiante, Francis Grenier a été atteint par un objet encore indéterminé, qui aurait été lancé par la police. Blessé gravement à l'œil droit, il est devenu muet malgré les soins prodigués par plusieurs étudiants et cégépiens, opposés à l'encadrement policier dans les manifestations.

7 JUIN 2011
À 6h40, Mario Hamel est agressé et dénoncé. Rue Saint-Catherine, il essuie des coups avec un couteau. Les policiers interviennent, mais l'homme se rue sur eux. Trois policiers ouvrent alors le feu, et l'individu s'écroule. Patrick Lironges, un employé de l'hôpital Saint-Luc qui se rendait au travail au même moment, est atteint mortellement par une balle perdue.

6 JANVIER 2012
Les policiers du SPVM interviennent Farhad Mohammadi, sans-abri, à la station de métro Bonaventure. L'homme de 36 ans est armé d'un couteau. Il blesse un policier et prend la fuite. Il est pris en chasse par des agents et est tué par un projectile qui fonce au haut du corps.

27 JANVIER 2012
Un groupe d'étudiants bloque l'entrée des bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal, rue Fullum. Plusieurs tiennent une banderole. Des policiers se placent en rangée devant les jeunes manifestants, et les étudiants montent à l'assaut. Pour une raison toujours inconnue, un policier quitte les rangs et charge un petit groupe avec un bâton. Les images se sont rapidement propagées sur les réseaux sociaux.

NOTRE VIDEO

Écoutez les mises en garde du SPVM aux participants à la manifestation d'aujourd'hui et revoyez certains des événements les plus marquants de la scène policière de la dernière année dans le reportage d'Isabelle Audet sur www.lapresse.ca/COBP

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE



Le 7 mars, on a estimé qu'à la suite d'un blocus de 50 minutes de la tour du 500, rue Sherbrooke Ouest après qu'une clôture a été érigée par les manifestants et que des bouteilles, des pierres et des morceaux de glace ont été lancés aux agents, il était temps de faire appel au groupe d'intervention.

Les hommes vêtus d'une lourde armure se sont avancés vers la foule en tapant leur bouclier de leur bâton en criant «bouge, bouge, bouge», une tactique servant à démontrer aux manifestants qu'il est temps de partir.

Si cette approche se heurte à une résistance active, entre alors en jeu l'arsenal spécialisé.

Le 7 mars, après avoir lancé 37 jets de gaz irritant CS sur les manifestants, les agents ont lancé neuf «*rubber ball grenades*», des petits engins assourdissants en caoutchouc ressemblant à des grenades militaires, lancés pour exploser au-dessus d'une foule.

Cela crée de la désorientation et une interruption du mouvement chez certains manifestants, et les policiers y voient une occasion d'avancer plus rapidement et avec plus de fluidité. Un «*blast disperser*», sorte de canette qui dégage du gaz irritant CS en explosant, a aussi été lancé.

Est-ce ce fameux projectile argenté que Francis Grenier dit avoir aperçu un instant avant de le recevoir au visage?

La police dit ne pas pouvoir le préciser et mène une enquête.

Implosion

Le SPVM insiste pour dire que ces bombes n'explorent pas, mais qu'elles imposent plutôt en ne dégageant aucun souffle pouvant causer des blessures.

«Depuis que nous utilisons ces outils, un seul autre cas de blessure que celui de Francis Grenier nous a été rapporté. C'était une *rubber ball grenade*. Un des morceaux de caoutchouc, en retombant, a frappé les lu-

nettes d'un manifestant. Ça lui a causé une ecchymose au-dessus de l'oeil», précise l'inspecteur-chef Alain Bourdages.

Ces armes pourraient de nouveau servir ce soir, lors de la manifestation annuelle du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP), qui démarrera au parc Émilie-Gamelin à 17h.

«Treize des quinze manifestations du COBP dans le passé ont débordé, pour se conclure par des arrestations de masse et la commission de méfaits», note Alain Bourdages.

Il invite les étudiants et cégépiens qui seront tentés d'y prendre part à se dissocier des habituels «casseurs» et à les dénoncer.

Il indique que ces casseurs profitent de la foule pour s'adonner à leurs méfaits.

«S'ils se retrouvent à nu, ils se calmeront», conclut-il.

Dans l'arsenal

Rubber ball grenade

Faite de caoutchouc, elle est lancée au-dessus de la foule et explose une première fois après 1,5 seconde, pour expulser à 1 mètre les quelques éléments métalliques qu'elle contient et éviter qu'ils soient projetés par l'explosion principale, qui survient une demi-seconde plus tard. Un «boum» de 175 décibels se fait entendre, et 26 grammes de gaz irritant CS retombent au sol.

Blast disperser

Cet engin ressemble à une canette de boisson gazeuse. Lui aussi explose au-dessus de la foule. Son bruit est trois fois plus faible que celui de la *rubber ball grenade*, mais il contient 90 grammes de gaz irritant CS, dont l'effet est similaire à celui du gaz poivre, mais de courte durée. Les ciselures dans le contenant, fait d'acier très mince, font qu'il s'éventre sans rejeter de pièces métalliques.

CYBERPRESSE: Grève étudiante: 5 jeunes se disent intimidés par la police - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 05h00

Caroline Touzin, La Presse

Les cinq jeunes grévistes arrêtés lundi soir non loin de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) sont victimes d'intimidation de la part de la police, selon leur avocat, Me Denis Poitras.

Une quarantaine de jeunes qui ont assisté à la comparution en soutien aux accusés, hier au palais de justice de Montréal, vont plus loin. La police se livre à du «profilage politique», dénoncent-ils.

«Les policiers y sont allés fort. J'y vois de l'intimidation à la suite des événements de la semaine dernière [étudiant blessé à un œil durant une manifestation] et un avertissement pour décourager les gens de participer à la manifestation contre la brutalité policière [aujourd'hui]», a expliqué Me Poitras à *La Presse*.

Âgés de 24 à 27 ans, Elsa Côté-Lambert, Mariana Hamel, Yan Bilodeau, Nicolas Lépine et Ivan Bricka sont accusés d'entrave au travail des policiers et d'intimidation à l'encontre d'une

personne associée au système judiciaire. Les deux jeunes femmes sont aussi inculpées de voies de fait commises à l'endroit d'un policier.

Les étudiants se trouvaient dans un local loué par les grévistes de l'UQAM, situé sur le boulevard De Maisonneuve, non loin de l'université, lundi. Il était passé minuit lorsque certains sont sortis pour fumer une cigarette. L'un d'eux avait une bière à la main. «Les policiers surveillaient le local depuis des heures. Ils se sont servis de la bière consommée sur la voie publique comme prétexte d'intervention. Un certain brouhaha s'en est suivi», raconte Me Poitras.

Les accusations criminelles sont «nettement exagérées», affirme l'avocat. L'accusation d'intimidation à l'encontre d'une personne associée au système judiciaire - créée pour lutter contre les Hells Angels - est rarement utilisée, selon lui.

Ce n'est pas l'avis du procureur de la Couronne, Me Jérôme Gagné. «On n'est pas dans un con-

texte de manifestation étudiante qui se déroulait en plein jour. On parle d'un événement qui a eu lieu la nuit lors duquel les policiers se sont sentis menacés au point d'utiliser du gaz poivre et des bâtons télescopiques», précise la poursuite.

Si deux policiers sont intervenus au départ parce que l'un des jeunes consommait une bière sur la voie publique, la situation a vite dégénéré, dit la poursuite. «Des individus ont encerclé la policière et l'ont bousculée, alors que son confrère était en train d'interpeller un autre individu», résume le procureur.

Le juge Denis Lavergne a imposé plusieurs conditions de liberté provisoire aux accusés. Ils devront respecter un couvre-feu de 22h à 7h. Ils n'ont plus le droit de se trouver au centre-ville sauf pour se rendre à l'UQAM dans le cadre de leurs études. Il leur est aussi interdit de consommer de l'alcool et de la drogue. Ils doivent retourner en cour le 24 avril.

JOURNALMÉTRO.COM: Droits de scolarité: Le SPVM invite les manifestants à collaborer pour éviter les débordements - Publié: mercredi 14 mars 2012 14:23 - Mis à jour: mercredi 14 mars 2012 14:34



Paul Chiasson

PIERRE SAINT-ARNAUD, La Presse canadienne

MONTREAL — Alors que se multiplient les manifestations d'étudiants dans les rues de la métropole, le Service de police de la ville de Montréal (SPVM) appelle les manifestants à collaborer avec les autorités pour éviter les débordements.

Le SPVM a fait le point mercredi sur ses stratégies d'intervention lors de tels événements à la veille d'une manifestation du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP), dont 13 des 15 sorties précédentes ont dégénéré en affrontement.

Les policiers se disent fort conscients que des casseurs se mêlent régulièrement à cet événement et profitent de l'anonymat que leur procure la foule pour se livrer à des méfaits ou poser des gestes illégaux qui ne leur donnent aucun choix que d'intervenir. Ils invitent donc les manifestants légitimes à se disperser lorsque des policiers le leur demandent et les avertissent de l'imminence d'une intervention afin de se soustraire à l'action policière et éviter que les casseurs se dissimulent dans la masse.

Par ailleurs, le SPVM refuse de confirmer que c'est une grenade assourdissante qui a blessé le jeune Francis Grenier à l'oeil lors de la manifestation du 7 mars sur la rue Sherbrooke, indiquant que l'affaire est toujours sous enquête.

Les responsables de la planification organisationnelle du SPVM ont justifié la nature plus musclée de l'intervention lors de la manifestation du 7 mars par le fait que des gestes illégaux étaient commis, en l'occurrence la séquestration pendant plus de 40 minutes des occupants de l'édifice du

500 Sherbrooke Ouest et la demande d'intervention de la part des responsables de l'édifice.

Selon le SPVM, les manifestants ont été avertis qu'ils devaient se disperser et le groupe d'intervention leur a donné le temps requis pour le faire. Cependant, plutôt qu'une résistance passive, certains manifestants ont offert une résistance active, lançant des objets en direction des policiers. Les policiers affirment que les règles d'engagement dans de telles circonstances, qui prévoient une gradation de la force utilisée, ont été suivies à la lettre.

Ces règles comprennent l'utilisation de quatre types d'irritants chimiques — dont les grenades assourdissantes, qui en sont remplies — pour déstabiliser les manifestants afin, d'une part, de les empêcher de blesser des policiers, et d'autre part, de les amener à quitter les lieux sans que l'usage du bâton ne soit requis.

À l'opposé, le blocage du pont Jacques-Cartier lors de la manifestation du 23 février n'avait pas donné lieu à des débordements, malgré l'action du groupe d'intervention, parce que les manifestants s'étaient alors dispersés à la demande des policiers.

Le SPVM a d'autre part demandé à nouveau aux organisateurs de collaborer en fournissant l'itinéraire de leurs manifestations, et ce, autant pour leur propre sécurité que pour celle du public en général.

Le SPVM a fait valoir, par exemple, que des milliers de manifestants qui investissent une rue sans que les policiers n'aient eu le temps de rediriger la circulation provoquent souvent une certaine panique chez les automobilistes qui se retrouvent encerclés.

À ce moment, la centrale téléphonique du 9-1-1 se voit débordée d'appels, ce qui risque de causer de graves problèmes à d'éventuels utilisateurs se trouvant en réelle situation d'urgence.

CYBERPRESSE.CA: Blessure de Francis Grenier: le mystère plane toujours - Publié le mardi 13 mars 2012 à 06h59

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Le mystère plane quant à l'engin qui pourrait coûter un oeil à Francis Grenier, cet cégépien blessé lors d'une manifestation qui a connu des débordements, mercredi dernier.

Selon la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), sa blessure à l'oeil droit lui a été infligée par une grenade assourdissante qui aurait explosé à proximité de sa tête.

Mais des images circulant sur la Toile semblent indiquer que des bombes fumigènes auraient aussi été utilisées lors de l'affrontement entre policiers et manifestants.

Dans une entrevue avec *La Presse*, un consultant spécialisé en contrôle de foule a soutenu que l'un ou l'autre des engins pouvait causer des blessures importantes s'ils explosaient trop près d'une personne.

«C'est un objet pyrotechnique», a-t-il résumé. Les conséquences pourraient être importantes si un policier décidait de la diriger «sur quelqu'un, directement, en plein visage» par exemple. Les fabricants des grenades assourdissantes soulignent d'ailleurs que leur produit peut se révéler mortel s'il n'est pas utilisé adéquatement.

La semaine dernière, des enregistrements vidéos de la manifestation de mercredi avaient émergé sur les réseaux sociaux.

Alors que la police de Montréal soutient que les grenades assourdissantes sont conçues pour être projetées au-dessus d'une foule à disperser, l'une des vidéos semblait indiquer qu'au moins l'une d'entre elles a éclaté au milieu des manifestants.

On y voit un policier lancer une grenade assourdissante vers une foule d'étudiants, alors que ses collègues mènent une charge. L'objet atterrit parmi les manifestants.

Avec *Tristan Péloquin*

RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE: Les professeurs de l'UQAT dénoncent la violence policière envers les étudiants - Mise à jour le lundi 12 mars 2012 à 15 h 05 HAE



© PC/Marie-Esperance Cerda

À Montréal, une manifestation étudiante contre la hausse des droits de scolarité a tourné à l'affrontement entre policiers et étudiants, le 7 mars. Le Syndicat des professeur(e)s de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue demande au gouvernement Charest de faire cesser la violence policière envers les étudiants.

Il incite même ses membres à participer aux manifestations étudiantes pour servir d'observateurs et ainsi limiter les cas de violence.

« On a peur que le gouvernement se serve des incidents violents pour discréditer les étudiants. » — Suzanne Brais, vice-présidente du Syndicat des professeur(e)s de l'UQAT

Le Syndicat s'oppose également à la hausse des droits de scolarité.

Les étudiants de l'UQAT tiendront un vote de grève le 20 mars.

JOURNAL DE MONTRÉAL: Éducation | Grève: Un policier montré du doigt - L'étudiant blessé lors d'une manifestation ne sait pas s'il va recouvrer la vue - Publié le: dimanche 11 mars 2012, 22H31 | Mise à jour: lundi 12 mars 2012, 9H13



Photo d'archives

C'est lors de cette manifestation devant les locaux de Loto-Québec que Francis Grenier a été sérieusement blessé.

Francis A-Trudel

Cinq jours après avoir reçu un éclat de grenade sonore au visage, Francis Grenier ne sait pas s'il verra à nouveau de l'œil droit. Mais sa confiance envers les policiers, elle, restera irrémédiablement affectée.

« On m'a toujours dit d'aller voir les policiers lorsque j'avais un problème, mais finalement, je crois que je vais aller voir un passant la prochaine fois que j'aurai besoin d'aide », a confié l'étudiant du Cégep de St-Jérôme.

Joint hier au téléphone par *Le Journal*, Francis Grenier s'est dit « déçu » du comportement de l'agent qui ne lui a pas porté assistance.

Le jeune homme jouait de l'harmonica au milieu d'un sit-in devant le siège social de Loto-Québec, mercredi dernier.

« Il y avait de plus en plus de policiers devant nous, raconte-t-il. Ils ont lancé à la foule de se disperser, alors on a commencé à partir, pas stressés. On croyait avoir du temps. »

Une première détonation a retenti. Celle d'une grenade assourdissante. Puis, une seconde, suivie d'une giclée de sang. Et tout est devenu noir.

« J'avais l'impression d'être en temps de guerre. Tout ce que je voulais, c'était fuir l'anti-émeute. Pour moi, le danger, ce n'était pas la manif, c'était vraiment l'anti-émeute. »

« Chaque fois que je mettais ma main sur mon visage, il y avait de plus en plus de sang sur mes mains, j'ai paniqué », relate-t-il.

Ignoré par un policier

Francis s'est alors dirigé vers un barrage routier érigé par les forces policières.

Mais quand il a demandé de l'aide à un policier au volant de son véhicule, celui-ci a démarré et s'est éloigné en prétextant ne pouvoir rien faire pour lui.
C'est finalement une passante qui a appelé une ambulance.
Malgré tout, l'étudiant refuse de mettre tous les policiers dans le même bateau.
« J'espère que c'est seulement un individu qui n'a pas fait sa job », dit-il.
Francis a tenu à lancer un appel au calme, à quelques jours de la marche annuelle pour dénoncer la brutalité policière.
Il « craint sérieusement » de devenir un prétexte qui légitimerait des actions violentes.
Organisée par le Collectif opposé à la brutalité policière, la manifestation est de tradition houleuse. L'an dernier, 258 personnes avaient été arrêtées.

« **Tous Francis Grenier** »
« J'espère que tout va bien se dérouler. J'ai des craintes. Je me dissocie de tout acte violent, tant envers les manifestants que la police. Ça ne changerait pas les choses. La violence n'engendre que la violence », affirme-t-il.
Une vidéo diffusée sur YouTube par le groupe 99 % Québec, intitulée « Nous sommes tous Francis Grenier », invite les citoyens au rassemblement en partance du Carré Berri.
« Je crois qu'il y a déjà eu assez de blessés, reprend-il. Je ne veux pas que ça arrive à quelqu'un d'autre. »
Présentement, Francis ne « voit absolument rien » de son oeil droit.
Il devra attendre de 6 à 8 semaines pour savoir s'il recouvrera la vue.
D'ici là, il doit espérer que sa rétine ne décolle pas et qu'il n'y ait pas d'infection.

CYBERPRESSE: L'étudiant blessé à l'oeil dénonce «l'arrogance» d'un policier - Publié le dimanche 11 mars 2012 à 18h00 | Mis à jour le lundi 12 mars 2012 à 09h23

Tristan Péloquin, La Presse
En voyant le sang gicler de son oeil mercredi dernier, Francis Grenier croyait que les policiers lui viendraient vite en aide. «J'ai toujours cru que le travail des policiers est de protéger et de servir la population. Malheureusement, ce que j'ai vu, c'est de l'arrogance et du je-m'en-foutisme.»

«J'étais complètement en panique. J'essayais juste d'essuyer le sang pour ne pas qu'il coule dans mon oeil. Tout ce que je voyais, c'était le visage des autres étudiants qui paniquaient autant en implorant un policier d'appeler l'ambulance», a-t-il dit dimanche lors d'un long entretien téléphonique avec *La Presse*.



Photo fournie par la famille Francis Grenier, sur une photo prise avant la manifestation de la semaine dernière.

Environ cinq minutes avant que la situation dérape, Francis Grenier jouait de l'harmonica assis dans la rue, près du siège social de Loto-Québec, avec un petit groupe de personnes. D'autres étudiants ont alors érigé une barrière de grillage au milieu de la rue, coinçant Francis et le petit groupe entre les policiers et les grilles. «Il y

a eu un premier avertissement de la police. On ne voulait pas rester pris là. On a voulu reculer, et c'est là que j'ai entendu la première détonation».



Photo: fournie par la famille Francis Grenier jouait de l'harmonica assis dans la rue lorsqu'une grenade assourdissante a explosé près de lui.

Selon plusieurs témoignages et des images diffusées sur YouTube, les policiers ont lancé au moins deux grenades assourdissantes dans la foule.

«J'ai vu la deuxième bombe. C'était un objet argenté, qui a éclaté tout près de moi, à un pied de ma tête. J'ai vu un flash noir et une giclée de sang. J'ai couru et j'ai mis mes mains au visage. À chaque fois que je regardais mes mains, il y avait plus de sang. Alors je me suis mis à paniquer», raconte l'étudiant de 22 ans.

Il dit avoir couru jusqu'au l'angle des rue Bleury et Sherbrooke, où se trouvait un barrage policier. «Des manifestantes sont allés chercher des *napkins* pour éponger mon visage. On a alors demandé à un policier d'appeler une ambulance. Plusieurs étudiantes l'implorait d'appeler les secours. Mais il a dit qu'il ne pouvait rien faire. Il a commencé à avancer son véhicule, puis il est parti», soutient l'étudiant.

L'ambulance a fini par arriver, et Francis Grenier a été emmené à l'hôpital, où il a vite reçu une panoplie de soins médicaux.

Le SPVM n'a pas voulu commenter la version des faits de Francis Grenier, se contentant de rappeler qu'une enquête est présentement en cours.

Aujourd'hui, après quelques jours de réflexion, Francis Grenier en veut beaucoup à ce policier qui aurait refusé de lui venir en aide. «C'était à lui d'appeler les secours. Pas à une autre personne. Il a agi avec arrogance. Il m'a dit qu'il ne pouvait rien faire, puis il est parti. J'aimerais savoir pourquoi les choses se sont passées comme ça. J'ai peur que ça se reproduise.»

Le père de Francis, Gilles Grenier, tente depuis deux jours de trouver le numéro de matricule de ce policier en contactant les témoins directs de l'incident. «Ce policier mérite de tourner des boulettes de hamburger dans un restaurant», lance-t-il. Gilles Grenier ne s'en cache pas: il songe à tenter une poursuite contre le SPVM pour la façon dont s'est déroulée l'opération policière.

Alité pour encore deux semaines, obligé de garder la tête couchée sur son oreille droite, son fils a cependant d'autres soucis. «Pour l'instant, ma priorité est de soigner mon oeil et de retrouver la vue. Après, on verra», dit Francis Grenier. Devenu un symbole de la grogne étudiante malgré lui, il dit espérer que ses confrères continueront de manifester pacifiquement. «Je ne suis pas un militant aguerrri. Je n'avais jamais manifesté avant que la grève commence. Mais il me semble que c'est un droit qu'on doit défendre. J'espère que les policiers vont le respecter.»

TVANOUVELLES.CA: Blessé lors d'une manifestation étudiante: Francis Grenier a quitté l'hôpital - Première publication 10 mars 2012 à 19h39



Crédit photo : Gracieuseté

Par Ian Gauthier | Agence QMI
Francis Grenier, ce cégépien qui a été blessé à un oeil par les éclats d'une grenade assourdissante lancée par la police lors d'une manifestation étudiante, mercredi, à Montréal, a obtenu son congé de l'hôpital.
L'étudiant de 22 ans a pu retourner chez lui, à Saint-Jérôme, vendredi matin, a confirmé son père, Gilles Grenier, au cours d'une entrevue accordée à l'Agence QMI, samedi.

«Il va bien, a explique le père du jeune homme. Il doit prendre des médicaments aux deux heures. Il n'y a pas d'infection à l'oeil, ça, c'est une bonne nouvelle. Il a subi une reconstruction de la paupière. Esthétiquement, c'est bien aussi.»

M. Grenier avait de bons mots pour l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont, où son fils a été soigné. L'étudiant a notamment été traité par les spécialistes de la clinique d'ophtalmologie de l'hôpital, reconnue dans le domaine.

«Tous les départements de l'hôpital qui nous ont reçus nous ont donné un service formidable, a raconté M. Grenier. Ils l'ont opéré rapidement. Tout a été fait de façon très, très professionnelle. Quand on y est allés, l'urgence était bondée pas à peu près, et les employés là-bas, ça court comme des fous, c'est terrible. Mais quand ils arrivaient pour s'occuper de quelqu'un, ils avaient le sourire. Ils ont été très encourageants

sur l'état de Francis, a l'urgence. Disons qu'ils nous ont remonté le moral pas mal.»

Le cégépien ne saura pas avant quelques semaines s'il pourra retrouver l'usage complet de son oeil.

«Son oeil, il va le garder, c'est sûr, a indiqué son père. Mais sa vision, ça, on ne peut pas le savoir. À l'hôpital, ils ne pouvaient pas vérifier son acuité visuelle. Ce que Francis voyait, avec cet oeil, c'était seulement des ombrages. C'est sûr et certain qu'avant cinq ou six semaines, il n'y aura pas d'amélioration côté vision. Présentement, sa paupière est encore pratiquement collée.»

Appel au calme

Francis Grenier a l'intention de s'adresser aux médias en début de semaine. Selon son père, il craint les contrecoups que pourrait engendrer sa mésaventure lors de la manifestation contre la brutalité policière, prévue pour le 15 mars à Montréal.

Cette manifestation, tenue annuellement, est souvent le théâtre d'affrontements violents entre les participants et les policiers.

«Il veut faire un appel à la paix, pour éviter que des étudiants aillent à la manifestation gonflés à bloc, que ça cause des problèmes justement parce que lui a été blessé, a expliqué M. Grenier. Il va faire quelques entrevues pour appeler tout le monde à faire une manifestation pacifique, pour qu'il n'y ait pas d'autres blessés comme lui. Il ne veut pas que des étudiants se rendent là.

Pour des jeunes de 16-17-18 ans, ce n'est pas l'endroit rêvé.»

Il retournera manifester

Malgré ce qui lui est arrivé, Francis Grenier a l'intention de retourner manifester contre la hausse des frais de scolarité, quand son état le permettra.

«Présentement, il y a deux semaines où il ne pourra pas vraiment bouger, a précisé son père. Dans deux semaines, sa rétine devrait être bien collée. Francis va aller à une ou deux manifesta-

tions, c'est certain. La cause, pour lui, est importante. Il va continuer d'appuyer les étudiants.»

Vendredi, une centaine d'étudiants et d'enseignants du Cégep de Saint-Jérôme ont marché silencieusement par solidarité envers Francis Grenier et pour dénoncer la brutalité policière. La police de Montréal poursuit son enquête à propos de l'incident ayant mené à la blessure du jeune homme.

LAPRESSE.CA: L'étudiant blessé à l'oeil a quitté l'hôpital - Publié le 10 mars 2012 à 13h15 | Mis à jour le 10 mars 2012 à 13h24



Photo tirée de YouTube
Francis Grenier jouait de l'harmonica avant d'être atteint par une grenade assourdissante.

Valérie Simard, La Presse

Francis Grenier, l'étudiant blessé à l'oeil mercredi dernier lors d'une manifestation à Montréal, a obtenu son congé de l'hôpital vendredi. Les médecins ignorent toujours s'il pourra retrouver l'usage de son oeil droit.

«Nous ne saurons pas avant six semaines s'il va pouvoir retrouver la vue ou non», a fait savoir samedi, la mère de Francis Grenier, Sylvie Rodrigue, qui est présentement en arrêt de travail temporaire pour s'occuper de son fils. Chose certaine, dit-elle, il conservera des séquelles. «À quel niveau,

on ne sait pas, a-t-elle ajouté. Les médecins nous ont dit qu'il va être porté à faire des cataractes toute sa vie.»

Quelques heures après avoir quitté l'hôpital, l'étudiant de 22 ans du Cégep de Saint-Jérôme a toutefois dû y retourner brièvement en raison d'un risque d'infection. Selon sa mère, il se porte bien. «Francis a un très bon moral, a-t-elle souligné. Il a toujours été très positif.» Encore au repos, l'étudiant ne souhaite pas s'entretenir avec les médias.

Vendredi, une centaine d'enseignants et d'étudiants du Cégep de Saint-Jérôme ont marché pour dénoncer la brutalité policière, une initiative du regroupement Profs contre la hausse. Ils se sont rendus au bureau du député péquiste de Prévost, Gilles Robert, afin de lui demander de faire une intervention à l'Assemblée nationale. Un rassemblement est également prévu le 15 mars prochain, à la place Émilie-Gamelin à Montréal, dans le cadre de la Journée internationale contre la brutalité policière.

Selon sa version des faits et celle des leaders étudiants, Francis Grenier aurait reçu des éclats d'une «grenade assourdissante» -aussi appelée *flash bang*- lorsque les policiers ont dispersé les étudiants qui manifestaient contre la hausse des droits de scolarité, mercredi dernier, devant l'édifice de Loto-Québec. Sa copine, qui se trouvait à ses côtés, aurait également été légèrement blessée par des éclats du projectile. Francis Grenier a été rencontré par des enquêteurs du Service de police de la Ville de Montréal, mercredi soir, à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont où il était hospitalisé.

Une [vidéo qui circule sur les réseaux sociaux](#) depuis vendredi soulève d'ailleurs des questions quant à l'utilisation des grenades assourdissantes par les policiers de Montréal. Le SPVM soutient que les grenades assourdissantes sont conçues pour être projetées au-dessus d'une foule à disperser. Les images diffusées sur Internet semblent toutefois indiquer qu'au moins l'une d'entre elles a éclaté au milieu de manifestants.

LAPRESSE.CA: Grenades assourdissantes: une vidéo soulève des questions - Publié le vendredi 09 mars 2012 à 13h39 | Mis à jour le samedi 10 mars 2012 à 08h31



Photo: André Pichette, La Presse
Policiers et étudiants se sont affrontés lors d'une manifestation tenue devant l'édifice de Loto-Québec, mercredi dernier.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Une vidéo circulant sur les réseaux sociaux soulève des questions quant à l'utilisation des grenades assourdissantes par les policiers de Montréal.

Alors que le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) soutient que les grenades assourdissantes sont conçues pour être projetées au-dessus d'une foule à disperser, une vidéo qui a émergé vendredi sur les réseaux sociaux semble indiquer qu'au moins l'une d'entre elles a éclaté au milieu de manifestants.

On y voit un policier lancer une grenade assourdissante (*flash-bang*) à travers une foule de manifestants, alors que ses collègues mènent une charge.

L'objet, projeté à mains nues par un agent, atterrit parmi les étudiants. Il semble exploser au milieu de la foule.

Mercredi, Francis Grenier a été grièvement blessé à l'oeil droit au cours d'une manifestation qui a tourné au vinaigre, au centre-ville de Montréal. Selon sa version des faits et celle des leaders étudiants, il aurait été atteint par les éclats d'une grenade assourdissante. Vendredi, le SPVM avait confirmé à La Presse que les grenades assourdissantes explosent normalement au-dessus de la foule que les policiers cherchent à disperser. «On lance une grenade toujours au-dessus de la tête des manifestants, avait affirmé l'inspecteur-chef Alain Bourdages. Le but n'est jamais de blesser ou de lancer directement une grenade sur les manifestants. Nos policiers sont entraînés et formés.»

Vendredi, les policiers n'ont pas voulu faire de commentaire sur la vidéo. Le porte-parole Ian Lafrenière a seulement affirmé qu'elle était visionnée par les forces de l'ordre et ferait l'objet de «vérifications internes».

Émilie Joly, porte-parole d'un groupe d'étudiants en droit qui s'est donné pour mission de surveiller les interventions policières, soutient qu'il s'agit clairement d'une «force excessive». Selon elle, le fait de lancer la grenade assourdissante avec ses mains plutôt qu'à l'aide d'un lanceur augmente le risque de la voir atterrir dans la foule.

«Ce qu'on voit quand elle est lancée à la main, c'est qu'elle a tendance à exploser très bas, soit au niveau de la tête, soit au sol, a-t-elle fait valoir. C'est clairement, à notre avis, une pratique dangereuse.»

Il est impossible d'établir si c'est au cours de cet incident que le cégépien de Saint-Jérôme a été blessé. Mais «ce serait un événement comparable», selon Mme Joly.

Qu'est-ce qu'une grenade assourdissante?

Une grenade assourdissante est un projectile conçu pour exploser très bruyamment au-dessus d'une foule à disperser.

Selon Denis Roussel, responsable du programme de technique policière au Collège de Maisonneuve, l'engin est fait entièrement de carton, sans composantes métalliques. C'est pourquoi il dit avoir été «étonné» de la

gravité de la blessure qu'a subie Francis Grenier. Selon lui, l'explosion détruit normalement l'ensemble de la grenade, qui ne retombe donc pas sur le sol. - Avec Pascale Breton

LA PRESSE: 1^{ère} page: Manifestation étudiante: la grogne contenue / CHAREST DÉFEND LES POLICIERS - Publié le vendredi 09 mars 2012 à 06h44



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Marche pour la Journée de la femme, hier soir au centre-ville.

PASCALLE BRETON ET HUGO DE GRANPRÉ

Avec la collaboration d'Émilie Bilodeau

Dur lendemain de veille, hier, après les bousculades entre étudiants et policiers survenues au centre-ville de Montréal. Atteint à un œil par l'éclat d'une « grenade de diversion » lancée par un policier, le cégépien Francis Grenier, 22 ans, a subi une o

« Le but n'est jamais de blesser ou de lancer directement une grenade sur les manifestants. »

Le lieutenant-chef Alain Bourdages du SPVM

Au lendemain des manifestations qui ont tourné à l'affrontement entre étudiants et policiers, le premier ministre Jean Charest a défendu le travail des forces de l'ordre et invité les grévistes à faire preuve de retenue.

M. Charest a affirmé que les manifestants n'ont pas collaboré comme ils l'auraient dû avec les forces de l'ordre. « Envahir un édifice, faire peur aux gens... Évidemment, ça a des conséquences », a réagi le premier ministre.

Mercredi, une manifestation étudiante organisée par la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) dans les rues de Montréal a tourné à la violence.

Une centaine d'étudiants ont occupé le hall de l'édifice abritant les bureaux de LotoQuébec et de la Conférence des recteurs et des principaux d'universités du Québec (CREPUQ).

Le groupe d'intervention du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a été appelé pour les déloger. Les policiers ont d'abord tenté de disperser la foule de manifestants réunis dans la rue, devant l'édifice. Au cours de l'intervention, un étudiant a été grièvement blessé à un œil par une grenade sonore lancée par les policiers.

Commentant les incidents, le premier ministre a invité les étudiants à s'asseoir avec les policiers afin de s'assurer que les manifestations se déroulent en toute sécurité.



ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Les étudiants ont manifesté dans le calme hier au centre-ville, sous haute surveillance de la police de Montréal.

Les manifestants devraient notamment fournir l'itinéraire du parcours qu'ils comptent emprunter, a-t-il souligné.

« Il faut que les leaders étudiants agissent de manière responsable », a déclaré M. Charest, ajoutant que « les policiers font leur travail aussi bien qu'ils le peuvent ».

Ces commentaires ont soulevé la colère des organisations étudiantes, qui accusent le gouvernement de faire la sourde oreille. Elles lui reprochent de l'ignorer dans le débat entourant la hausse des droits de scolarité.

« Depuis le début, le gouvernement fait des tactiques de confrontation avec les étudiants », a déclaré la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

Elle faisait ainsi référence à la directive envoyée par Québec aux universités afin qu'elles rappellent aux professeurs qu'ils sont tenus de donner leurs cours malgré la grève étudiante.

Par contre, le gouvernement « ne prend pas ses responsabilités quand c'est le temps de rappeler à l'ordre les forces policières qui ont visiblement fait preuve d'excès. C'est clair que ça n'aide pas la situation », a ajouté Mme Desjardins.

Les étudiants se veulent pourtant pacifiques, assurent les leaders du mouvement de contestation.

« C'est inacceptable qu'on réprime ainsi la contestation, une contestation pacifique, avec une force policière aussi brutale », a dénoncé la porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds.

La chef de l'opposition, Pauline Marois, a elle aussi refusé de blâmer le travail des policiers, hier. Mais elle a reproché au gouvernement d'être fermé à tout dialogue avec les étudiants.





« Il ne doit pas y avoir de dérapages ni d'un côté ni de l'autre. Et le gouvernement doit prendre cette situation au sérieux », a déclaré Mme Marois.

Ignorer les revendications des étudiants n'améliore en rien le climat, a conclu la critique en matière d'enseignement supérieur, la députée Marie Malavoy. « Quand on leur dit [aux étudiants] depuis des semaines qu'on ne veut ni les entendre, ni les écouter, ni bouger sur quoi que ce soit, c'est certain que ça n'appelle pas au calme. »

Le SPVM se défend

De son côté, le Service de police de la Ville de Montréal a dû défendre son intervention, hier. Les forces de l'ordre ont suivi la procédure normale lors de manifestations, a expliqué le lieutenant-chef Alain Bourdages.

Les manifestants ne sont pas obligés de remettre leur itinéraire aux policiers. Mais la majorité le font pour une question de sécurité, a-t-il dit, soulignant qu'autrement, les manifestants se promènent au milieu des automobilistes.

Par contre, l'occupation illégale d'un édifice est un acte criminel. « Dès lors, la manifestation devient illégale », a indiqué M. Bourdages.

Les policiers de quartier, qui sont sur le terrain, interviennent en premier. Si la foule ne collabore pas, le groupe d'intervention est appelé en renfort. Des avertissements invitent les manifestants à se disperser. Si ce n'est pas le cas, les policiers interviennent.

Mercredi, ils ont employé des grenades sonores, utilisées au SPVM depuis 2008. Ces grenades doivent être lancées au-dessus de la tête des manifestants.

« Le but n'est jamais de blesser ou de lancer directement une grenade sur les manifestants. Nos policiers sont entraînés et formés pour les utiliser », explique M. Bourdages, précisant qu'une enquête est en cours

Envahir un édifice, faire peur aux gens... Évidemment, ça a des conséquences.

*Jean Charest, premier ministre du Québec
Quand on leur dit [aux étudiants] depuis des semaines qu'on ne veut ni leur parler, ni les entendre, ni les écouter, ni bouger sur quoi que ce soit, c'est certain que ça n'appelle pas au calme*

Marie Malavoy, députée de Taillon et porte-parole de l'opposition en matière d'enseignement supérieur.

Le gouvernement fait des tactiques de confrontation avec les étudiants et ne prend pas ses responsabilités quand c'est le temps de rappeler à l'ordre les forces policières qui ont visiblement fait preuve d'excès. C'est clair que ça n'aide pas la situation.

Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Il y a clairement quelque chose de très grave qui s'est passé. C'est inacceptable qu'on réprime ainsi la contestation, une contestation pacifique, avec une force policière aussi brutale.

Jeanne Reynolds, porte-parole de la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante

TVANouvelles.ca / 24HMONTREAL.CANOE.ca: Manifestations étudiantes: Charest : Les manifestants doivent agir «de manière responsable» - jeudi 08 mars 2012 11h56 - Mise à jour jeudi 08 mars 2012 16h20

Agence QMI

MONTRÉAL - Pendant que les étudiants marchaient une fois plus dans les rues de Montréal pour protester contre la hausse des frais de scolarité, jeudi, le premier ministre Jean Charest les a incités à «agir de manière responsable».

Les étudiants ont le droit de manifester, a-t-il assuré, mais ils doivent collaborer avec les autorités en donnant, par exemple, le parcours de leur manifestation.

Même son de cloche du côté de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui a déploré le déroulement de la manifestation étudiante de mercredi.



Le rassemblement étudiant avait été le théâtre d'affrontements violents entre policiers et manifestants. Une vingtaine de personnes ont été blessées au cours de cette manifestation, dont ce cégépien de Saint-Jérôme qui a reçu une grenade assourdissante près du visage et qui craint de perdre l'usage de son œil.

«Ce n'est pas acceptable. Je pense que dans une société démocratique comme le Québec, on a le droit de manifester, mais une manifestation ne doit pas dégénérer en affrontement», a indiqué Mme Beauchamp.

«Il faut pouvoir collaborer avec la police, notamment en indiquant son trajet, ce qu'on va faire. Ça aide à ce qu'on ne revive plus de tels affrontements, a ajouté la ministre de l'Éducation. [...] Tout le monde doit prendre ses responsabilités et collaborer.»

Le président du Comité exécutif de la Ville de Montréal, Michael Applebaum, estime pour sa part que le SPVM a «réagi avec les moyens qu'il juge appropriés».

«La police est là pour contrôler les manifestants, pour garder l'ordre à Montréal», a-t-il mention-

né, en marge d'un point de presse sur la question du déneigement.

Dénoncer la violence policière

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a exhorté le premier ministre Jean Charest à «dénoncer la violence policière à l'égard des étudiants qui manifestaient pacifiquement devant les bureaux de Loto-Québec», mercredi après-midi.

«En ne dénonçant pas la répression policière contre les étudiants, le premier ministre, ministre de la Jeunesse, y consent, a affirmé la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, jeudi, dans un communiqué. Combien de temps encore Jean Charest va-t-il se mettre la tête dans le sable ? Combien d'autres événements malheureux de ce genre va-t-il se produire avant que le gouvernement prenne ses responsabilités ?»

Selon la FEUQ, les services de police ont non seulement «perdu le contrôle de la situation», mais ils ont exercé «une force démesurée pour disperser la foule».

LA PRESSE: Étudiant blessé à l'oeil: son père en colère - Publié le jeudi 08 mars 2012 à 10h43 | Mis à jour le vendredi 09 mars 2012 à 09h30



Photo: courtoisie de la CLASSE

Francis Grenier a subi une intervention chirurgicale au cours de la nuit de mercredi à jeudi.
Tristan Péloquin, La Presse

Gilles Grenier savait que son fils Francis, âgé de 22 ans, qui étudie en arts au cégep, participait à la manifestation de mercredi devant les locaux de Loto-Québec. «Je connais mon gars, je sais qu'il est pacifique, qu'il n'a pas l'habitude de jouer les gros bras. Et là, je reçois un appel à 17h, on me dit qu'il a l'oeil arraché! C'est quoi, ça?»

Devant l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, Gilles Grenier est calme, malgré la fatigue. Il pèse chacun de ses mots. «Je ne veux pas que l'histoire de mon fils fasse escalader la tension, mais je trouve ça triste. Il faut que les policiers réfléchissent à ce qu'ils font», implore-t-il.

Au cours de la nuit, son fils a dû se faire opérer d'urgence à un œil. Il a aussi dû subir une seconde opération en soirée jeudi pour reconstruire sa paupière, gravement blessée lors de l'événement de mercredi. «L'opération a fonctionné. La rétine recolle bien, mais on ne saura pas avant plusieurs jours si l'oeil va guérir, et c'est à peu près certain qu'il va avoir des séquelles.»

Selon sa version des faits, l'étudiant aurait reçu des éclats d'une «grenade assourdissante» - ou *flash bang* - lorsque les policiers ont dispersé les manifestants mercredi après-midi. «Francis était assis par terre et il jouait de l'harmonica quand la première grenade a éclaté. Il s'est levé, et c'est là que la deuxième lui a éclaté à 30 centimètres du visage», affirme M. Grenier. Sa copine, qui se trouvait à ses côtés, aurait égale-



ment été légèrement blessée par des éclats du projectile.
La CLASSE, qui a organisé la manifestation, affirme que les projectiles ont été tirés à bout portant, à la verticale. Selon Michel Deslauriers, formateur en utilisation d'engins de diversion chez Protact Canada, les grenades assourdissantes (aussi appelées de diversion) sont habituellement utilisées pour les «entrées dynamiques» dans les lieux clos pour désorienter des

individus. «On ne les utilise généralement pas à l'extérieur pour contrôler les foules vu leur propulsion à provoquer des blessures, affirme-t-il. Si des grenades de ce type explosent à moins de cinq pieds, elles peuvent causer des séquelles à l'ouïe. Sans compter de graves blessures à la main si la grenade explose par inadvertance dans la main de la personne la manipulant», indique le spécialiste.

Visite des enquêteurs

Mercredi soir, des enquêteurs du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ont rendu visite au blessé à l'hôpital. Les policiers refusent cependant de commenter les affirmations de la CLASSE et de la famille Grenier. La visite des enquêteurs enrage M. Grenier. «Tout ce qu'ils veulent, c'est prouver que Francis aurait reçu une balle de neige dans l'oeil plutôt qu'une flash bang. Je regrette, une balle de neige, ça n'arrache pas une paupière comme ça», lance-t-il.

24HMONTREAL.CANOE.CA: Étudiant blessé: «Il y a eu une giclée de sang autour de mon visage» - jeudi 08 mars 2012 09h49 - Mise à jour jeudi 08 mars 2012 15h15

MONTRÉAL - Francis Grenier, le jeune homme qui a reçu une grenade assourdissante près du visage lors de la manifestation étudiante de mercredi, craint de ne jamais recouvrer la vue, et ce, malgré une délicate opération chirurgicale subie dans la nuit de jeudi.

Ce n'est pas avant quelques semaines qu'il saura s'il verra à nouveau. «J'ai encore peur pour mon œil. Pour le moment, je ne vois que des ombres, mais très peu», a-t-il mentionné.

Même si l'étudiant dit aller «un peu mieux», il trace un triste bilan de l'affrontement de mercredi entre policiers et étudiants. «La force utilisée par les policiers était exagérée», a-t-il dit.

«On manifestait de façon pacifique, on chantait quand la grenade est arrivée à un pied de mon visage, entre moi et ma copine», a expliqué le jeune homme de sa chambre d'hôpital, jeudi, en entrevue à LCN. Sa copine aurait été brûlée par l'engin explosif.

L'étudiant blessé affirme qu'il quittait les lieux lorsqu'il a reçu l'engin en plein visage. «Ils ont sorti l'antiémeute, on a décidé de s'en aller parce que l'escouade a lancé un avertissement.»

Un policier refuse de l'aider?

C'est en s'éloignant de la manifestation qu'il aurait été atteint par la grenade. «Tout ce que je sais, c'est qu'il y a eu une giclée de sang autour de mon visage. J'ai couru de plus belle jusqu'au coin des rues Bleury et Sherbrooke.»

Sérieusement blessé, le jeune homme dit avoir demandé à un patrouilleur du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) qui se trouvait à cet endroit de l'aider et d'appeler une ambulance, ce que le policier aurait refusé de faire.

C'est une étudiante qui se trouvait tout près qui aurait appelé des secours.

«Tout ce que ça me dit, c'est que présentement à Montréal, on n'a pas le droit de manifester», a amèrement conclu l'étudiant.

En entrevue jeudi, Gilles Grenier, le père de Francis, a précisé que son fils ne se trouvait pas à l'intérieur du bâtiment de Loto-Québec lorsqu'il a reçu la grenade au visage, mais qu'il était beaucoup plus loin dans la foule.



Francis Grenier

© Twitter

La police enquête

Appelé à réagir, le SPVM s'est fait plutôt prudent. Le Service dit avoir reçu beaucoup d'informations au sujet de cette affaire. L'étudiant impliqué a d'ailleurs été rencontré par les policiers, en avant-midi jeudi.

«Il y a une version qui dit que ce sont nos grenades sonores qui l'ont blessé. Par contre, il va falloir étudier toutes les images disponibles afin

de déterminer la cause réelle de cette blessure-là», a mentionné Philippe Pichet, du SPVM.

«On ne se réjouit pas de voir des choses comme ça, a-t-il ajouté. Notre but n'est pas de blesser les manifestants. Ce qu'il faut comprendre, c'est que quand on donne des ordres d'éviction, on a plusieurs moyens à la suite des avis à la foule pour que les gens s'en aillent.»

Qu'est-ce qu'une grenade assourdissante?

Les grenades assourdissantes, ou bombes sonores, sont utilisées par les membres du Groupe tactique d'intervention du SPVM, communément appelés les policiers antiémeutes. Ces agents sont formés pour intervenir lors de mouvements de foule.

Pour utiliser les grenades, les policiers doivent au préalable obtenir l'autorisation de leur commandant qui se trouve au centre opérationnel de la police.

Lorsqu'ils ont le feu vert, ils tirent la grenade à l'aide d'un canon. Pour être efficace, la grenade assourdissante - de la taille d'une boîte de conserve - doit être envoyée en chandelle et non à bout portant. Lors de son explosion dans les airs, la grenade émet un son assourdissant et disperse un agent irritant.

Théoriquement, les débris de la grenade, qui sont très chauds, retombent au sol assez doucement.

La grenade sonore est souvent confondue avec la bonbonne de gaz lacrymogène. Ce dernier outil est très rarement utilisé au centre-ville de Montréal, car il incommoder non seulement les manifestants, mais aussi les gens des immeubles aux alentours en raison des systèmes de ventilation.

TVANouvelles.ca: Blessé lors de la manifestation: Un policier aurait refusé de l'aider - Première publication jeudi 8 mars 2012 à 09h03 - Mise à jour : jeudi 8 mars 2012 à 12h12



(photo: TVA Nouvelles)

Francis Grenier, le jeune homme qui a reçu une grenade assourdissante près du visage lors de la manifestation étudiante de mercredi craint de ne jamais recouvrer la vue, et ce, malgré une délicate opération chirurgicale subie la nuit dernière.

Ce n'est pas avant quelques semaines qu'il saura s'il verra à nouveau. «J'ai encore peur pour mon œil. Pour le moment je ne vois que des ombres, mais très peu».

«Force exagérée»

Même si l'étudiant dit aller «un peu mieux», il fait un triste bilan de l'affrontement de mercredi entre policiers et étudiants: «La force utilisée par les policiers était exagérée».

«On manifestait de façon pacifique, on chantait quand la grenade est arrivée à un pied de mon visage, entre moi et ma copine» explique le jeune homme de sa chambre d'hôpital, en entrevue à LCN Matin. Sa copine aurait été brûlée par l'engin explosif.

L'étudiant blessé affirme qu'il quittait les lieux lorsqu'il a été blessé. «Ils ont sorti l'antiémeute, on a décidé de s'en aller parce que l'escouade a lancé un avertissement.»

Un policier refuse de l'aider?

C'est en s'éloignant de la manifestation qu'il aurait été atteint par la grenade: «Tout ce que je sais c'est qu'il y a eu une giclée de sang autour de mon visage. J'ai couru de plus belle jusqu'au coin des rues Bleury et Sherbrooke.»



Crédit photo : TVA Nouvelles

Sérieusement blessé le jeune homme dit avoir demandé à un patrouilleur du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) qui se trouvait à cet

endroit de l'aider et d'appeler une ambulance, ce que le policier aurait refusé de faire.

C'est une étudiante qui se trouvait tout près qui aurait appelé des secours. «Tout ce que ça me dit, c'est que présentement à Montréal, on n'a pas le droit de manifester» conclut amèrement l'étudiant.

Gilles Grenier, le père de Francis, a expliqué à Claude Poirier que son fils ne se trouvait pas à l'intérieur du bâtiment de Loto-Québec lorsqu'il a reçu la grenade au visage, mais était beaucoup plus loin dans la foule.

La police enquête

Appelé à réagir, le SPVM se fait plutôt prudent à l'heure actuelle. Le Service dit avoir reçu beaucoup d'informations au sujet de cette affaire.

L'étudiant impliqué a d'ailleurs été rencontré par les policiers au cours des dernières heures.

«Il y a une version qui dit que ce sont nos grenades sonores qui l'ont blessé. Par contre, il va falloir étudier toutes les images disponibles afin de déterminer la cause réelle de cette blessure-là, explique Philippe Pichet, du SPVM. On ne se réjouit pas de voir des choses comme ça. Notre but n'est pas de blesser les manifestants. Ce qu'il faut comprendre, c'est que quand on donne des ordres d'éviction, on a plusieurs moyens à la suite des avis à la foule pour que les gens s'en aillent!»

TVA NOUVELLES.CA: Manifestation à Montréal: Un étudiant risque de perdre l'usage d'un oeil - Première publication 7 mars 2012 à 21h57 - Mise à jour : 8 mars 2012 à 00h28



Crédit photo : Courtoisie Twitter CLASSE

TVA Nouvelles

Atteint au visage par une grenade assourdissante décochée par les policiers lors de la manifestation de mercredi, un étudiant risquerait maintenant de perdre l'usage d'un oeil, indique la Coalition large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (CLASSE).

L'incident se serait produit alors que les policiers ont chargé les étudiants, qui avaient pris place derrière une clôture qui avait été érigée devant les bureaux de Loto Québec, a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

«Un étudiant est présentement hospitalisé parce qu'il a reçu une bombe sonore, tirée à bout portant. Il va probablement perdre son oeil», a indiqué M. Nadeau-Dubois.

Ce dernier soutient qu'après avoir tiré des grenades en l'air, des policiers auraient décoché des projectiles en direction des manifestants et que l'un d'eux a atteint à la tête d'un cégépien de Saint-Jérôme prénommé Francis.

«Un jeune homme qui s'est levé ce matin pour défendre le droit à l'éducation va se réveiller demain avec un oeil en moins. C'est extrêmement grave», s'indigne le leader étudiant, qui a confié que la victime avait le visage ensanglanté au moment où il a été pris en charge par les ambulanciers.

En soirée, l'étudiant était toujours à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont, où il devait subir une intervention chirurgicale pendant la nuit dans l'espoir de sauver son oeil, toujours selon la CLASSE.

Le SPVM a indiqué en fin de soirée que l'étudiant hospitalisé sera rencontré par des enquêteurs pour tenter de faire la lumière sur les événements ayant mené à cette blessure.

On indique toutefois que «plusieurs types projectiles volaient dans les airs» et qu'il faut être prudent avant d'affirmer que la blessure a été infligée par une grenade assourdissante.

JURALIB.NOLOGS.ORG: Perdre l'usage d'un oeil suite à un tir de flashball – Mardi 06 mars 2012



Ce qui nous relie, par Pierre, Joan et Joachim

Les 6 et 7 mars 2012, le policier qui a tiré au flashball sur Pierre, le privat de l'usage d'un oeil, passe en procès au TGI de Nantes. Joachim comparaitra comme témoin à la demande de Pierre. Joan sera également présent.

Ce qui nous relie, c'est d'avoir perdu l'usage d'un oeil suite à un tir de flashball. Pierre lors de l'occupation du rectorat de Nantes pendant le mouvement contre la loi LRU qui met en place la destruction de l'enseignement public. Joan, l'année suivante à Toulouse, au cours du même mouvement, lors d'une autoréduction pour dénoncer la précarité étudiante. [Joachim lors d'une manifestation contre l'expulsion d'un squat à Montreuil.](#)

Ce qui nous relie, c'est notre volonté d'être solidaires face à la violence de la police.

Ce qui nous relie, c'est d'affirmer qu'il ne s'agissait pas de bavures. La police nous a ostensiblement visés à la tête.

En ce qui concerne Pierre, le policier se situait à une dizaine de mètres. Il était armé d'un flashball LBD 40, d'une grande précision. Pierre était statique. Le policier ne pouvait manquer sa cible. En ce qui concerne Joan, le policier a tiré sur lui alors que l'action était terminée et que les étudiants-grévistes s'éloignaient pour rejoindre la manifestation interprofessionnelle. En ce qui concerne Joachim, les policiers ont tiré une dizaine de fois. Quatre manifestants ont été touchés au-dessus de l'épaule, à la nuque, au front, à la clavicule et à l'oeil. Chaque tir aurait pu mutiler. Dans les trois cas, il y avait une volonté très claire, au plus haut niveau, de faire mal, d'en mutiler un pour terroriser tous les autres.

Ce qui nous relie, c'est de vouloir dire qu'il ne s'agit pas de cas isolés. Cela est arrivé à beaucoup d'autres. On ne compte plus les personnes mutilées ou tuées par la police.

Ce qui nous relie, c'est l'arme avec laquelle nous avons été frappés : un flashball. Comment qualifier cette arme, maintenant très répandue dans la police, qu'elle use comme on use d'une matraque ? Une arme qui terrorise. Une arme avec laquelle la police a de nouveau le droit de tirer sur la population. Une arme avec laquelle elle tire à toute occasion : 2787 tirs de flashball pour l'année 2011. Une arme qui dit : « Rentez chez vous et n'en sortez plus ».

Ce qui nous relie, c'est de vouloir rattacher la violence dont nous avons été la cible, à la violence quotidienne de la police : le harcèlement de certains quartiers, la traque des sans-papiers, les expulsions des gens de leurs logements, les délires anti-terroristes à l'encontre de nos amis, la criminalisation de tous ceux qui sortent du rang.

Ce qui nous relie, c'est d'avoir voulu, coûte que coûte, ne pas céder à la peur, retourner dans la rue, lutter.

Nous serons ensemble le 6 et 7 mars 2012 au TGI de Nantes.

Communiqué de Pierre et de ses proches – Perdre l'usage d'un oeil suite à un tir de flashball

Il y a quatre ans, Pierre a perdu l'usage d'un oeil suite à un tir de flashball lors de l'occupation du rectorat de Nantes au cours du mouvement contre la loi LRU. Le policier qui lui a tiré dessus passe en procès le mardi 6 et mercredi 7 mars. C'est le premier procès mettant en cause un policier ayant mutilé une personne au flashball lors d'un mouvement social. Depuis, nombreuses sont les personnes qui ont été blessées par cette nouvelle arme introduit par Claude Guéant en 2005. Parmi eux, on compte beaucoup de jeunes des quartiers populaires, des enfants et des manifestants.



Quatre parmi eux seront au procès pour témoigner leur solidarité à Pierre et dire leur refus des violences de la police et de l'impunité dont elle bénéficie.

Seront présents au procès le 6 et 7 mars au TGI de Nantes :

- Pierre, lycéen mutilé à l'œil lors de l'occupation du rectorat de Nantes dans le cadre du mouvement contre la loi LRU (comme plaignant),
- Joachim, mutilé à l'œil alors qu'il manifestait contre l'expulsion d'un squat à Montreuil, (comme témoin de la défense),
- Joan, étudiant mutilé à l'œil, lors d'une autoréduction à Toulouse dans le cadre du mouvement contre la loi LRU 2,
- Geoffrey, lycéen mutilé à l'œil, encore à Montreuil, alors qu'il occupait son lycée dans le cadre du mouvement contre la réforme des retraites.

Par leur présence commune à ce procès, ils veulent dire que ce qui est arrivé à Pierre, n'est pas un acte isolé, n'est pas une bavure. Pour chaque cas, on retrouve la même intention de faire mal, d'en mutiler un pour terroriser tous les autres. De la part du gouvernement cela se traduit par : « Il est temps de réprimer le mouvement ». De la part du préfet par : « Vous avez carte blanche ». De la part du policier, par un tir de flashball ajusté en plein visage. Si la justice relaxe le policier, c'est une carte blanche à tous les policiers pour continuer à mutiler impunément. Pierre et Geoffrey dans leurs lycées, Joan dans son université, Joachim dans son quartier luttait pour un avenir fait de solidarités plutôt que de concurrence de tous contre tous. Il n'en faut pas plus aujourd'hui, pour être mutilé par la police. Qu'en sera-t-il demain ?

Tir de flashball : Pierre et Joachim, gravement blessés, détaillent la violence policière

Tous deux ont été la cible d'un tir de flashball, cette arme aux effets potentiellement dévastateurs dont l'usage s'est répandu en France à partir de 1995 sous l'impulsion de Claude Guéant, alors directeur général de la police nationale. Grièvement blessés, ils gardent l'un et l'autre les marques de la violence subie. Ce ne sont pas des cas isolés, plus d'une vingtaine de personnes ont subi le même sort ces dernières années.

En novembre 2007, Pierre manifeste à Nantes contre la loi sur les universités quand il est touché au visage. Il a 16 ans et devient quasiment aveugle du côté droit. En juillet 2009, Joachim réside à Montreuil et se mobilise contre l'expulsion d'un squat dans sa ville. Visé lui aussi, à 37 ans, il perd un œil.

Les 6 et 7 mars 2012, le policier qui a tiré sur le jeune Nantais est appelé à la barre. À l'occasion de ce premier procès lié à l'usage du flashball lors d'une manifestation, Mediapart a rencontré Pierre et Joachim pour évoquer leur expérience de cette arme, symbole de la politique répressive de Nicolas Sarkozy, et les efforts pour surmonter la peur.

Qu'attendez-vous, Pierre, du procès du policier qui a tiré sur vous le 27 novembre 2007 ?

Pierre. Après plus de quatre ans de bataille judiciaire, le procès a été fixé les 6 et 7 mars 2012. Je ne me suis jamais fait d'illusion sur l'institution judiciaire, mais j'ai déposé plainte, avec ma famille, pour faire parler de l'affaire, pour qu'elle ne soit pas aussitôt enterrée, oubliée, et surtout pour calmer au moins temporairement la police, envoyer un message, dire "On ne peut pas mutiler impunément un lycéen, on ne peut pas tirer sur une manifestation". Je n'ai jamais pensé que le tireur irait aux assises, même si un citoyen lambda tirant avec une arme d'épaule sur quelqu'un aurait pris immédiatement de la prison ferme, surtout en ces temps de durcissement législatif et sécuritaire.

Malheureusement, en quatre ans et demi, les cas se sont accumulés. Un exemple m'a particulièrement scandalisé : Geoffrey, à Montreuil, en 2010, qui s'est fait tirer dessus, il avait le même âge que moi et a été blessé dans les mêmes circonstances. Le cas de Joachim aussi, évidemment, est similaire, tout comme celui de Joan à Toulouse. À chaque fois que quelqu'un se fait tirer dessus au flashball, qu'il perd l'usage d'un œil, à chaque fois, c'est comme si on me blessait à nouveau, parce qu'on se rend compte qu'il y a un sentiment d'impunité dans cette police insolente qui continue à viser délibérément les visages.

Entendez-vous vous servir de ce procès comme tribune pour demander l'encadrement de l'usage du flashball ou son interdiction ?

Pierre. J'attends que le tireur soit déclaré coupable. Une relaxe du tireur serait perçue comme un chèque en blanc. Cela signifierait que l'État, la justice autorise les polices de France à tirer sur des manifestants et à blesser délibérément, à mutiler à vie des gens. Si le policier est déclaré coupable, le minimum serait que son port d'armes lui soit retiré, qu'il soit mis hors d'état de nuire, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, il est en exercice, je l'ai revu armé dans des manifestations à Nantes. Plus généralement, j'espère que cela incitera la population à réfléchir sur les pratiques de la police, et la police à être contrainte de calmer ses ardeurs répressives et mortifères.

Je ne me place pas forcément dans l'optique de faire interdire le flashball, même si, à titre personnel, j'y suis favorable. Je souhaite que s'engage une réflexion plus large sur les violences policières, sur tout le contrôle sécuritaire, les tasers, les drones, toutes ces armes de plus en plus offensives de contrôle de la population.

Je souhaite que les victimes de violences policières en général entrent en contact et ripostent collectivement, car la police, elle, reste unie et solidaire. Les syndicats policiers savent défendre leurs droits, disons leurs droits à mutiler, ou à tuer, contrairement à nous qui sommes isolés, atomisés par la répression.

Joachim. Il faut faire le lien entre ce qui nous est arrivé et l'ensemble des violences policières, les personnes humiliées, tabassées, mutilées, tuées. Mais au quotidien, la police, c'est aussi les expulsions de logements, la traque des sans-papiers, le harcèlement des habitants de certains quartiers. La police est là pour maintenir un ordre profondément injuste et destructeur. Face à cette situation, évidemment, les gens se révoltent, manifestent, occupent. Dans ces situations la police n'hésite pas à tirer sur les gens. C'est de tout cela qu'il faut parler.

VIOLENCES POLICIERES DU 27 NOVEMBRE 2007 A NANTES

Le 27 novembre 2007, devant les grilles fermées du rectorat de Nantes, au terme d'une manifestation lycéenne et étudiante dépourvue de tout caractère violent, Pierre, un lycéen mineur était touché au visage et grièvement blessé à l'œil par un tir de lanceur 40 mm (flashball nouvelle génération à portée plus longue et à plus grande précision) effectué par un policier masqué (port d'une casquette intégrale sans l'autorisation administrative nécessaire), ayant en charge d'expulser cette nouvelle arme dans le département.

Le lendemain même, alors que la gravité des blessures du jeune mineur hospitalisé était connue, la préfecture s'acharnait déjà à faire de la victime un coupable. Elle s'efforçait en effet à alimenter la presse en fausses informations sur les blessures, sur l'absence de tirs policiers, sur les conditions de la manifestation, tandis que la police procédait de la même manière (un tireur cagoulé de lanceur 40 mm) pour faire cesser un très modeste blocage lycéen au lycée privé Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle.

Le policier tireur a été mis en examen le 26 février 2010, puis renvoyé devant le tribunal correctionnel le 6 août 2010. Plus de quatre années après ces violences, au terme d'une attente judiciaire inacceptable, le policier tireur, toujours en fonction, comparaitra devant le tribunal correctionnel de Nantes les 6 et 7 mars 2012.

Nous, membres du collectif contre les violences policières du 27 novembre 2007, jeunes qui avons participé aux récents mouvements sociaux et été confrontés aux pratiques de la police nationale, dénonçons ces violences policières répétées et rappelons que le cas de Pierre est loin d'être isolé. N'oublions pas Joan en mars 2009 à Toulouse, Joachim en juillet de la même année, Geoffrey en octobre 2010 à Montreuil, ou bien encore Nassour (âge de 9 ans) le 7 octobre 2011 à Mayotte. Tous sont des victimes de l'utilisation du flashball, tous ont été mutilés par cette arme jugée non-létale, et pourtant, à l'heure actuelle, aucun des policiers tireurs n'a encore été jugé. Le rapport d'Amnesty International du 2 avril 2009 le constate : « en France, les policiers sont "au-dessus des lois". Faut-il attendre d'être la prochaine victime pour réagir ?

Notons que ces cas s'inscrivent dans un contexte révoltant où la police non seulement mutilé, mais tue. Rappelons le cas de Mostefa Ziani mort suite à un tir de flashball le 22 décembre 2011 à Marseille ou celui, tout récent de Wissam El-Yamni à Clermont-Ferrand, qui a succombé ce 9 janvier suite à son interpellation dite "muscle" du 31 décembre 2011. Refusons de fermer les yeux sur ce que pouvoir en place et médias tentent d'occulter et faisons entendre notre voix.

Contrairement à ce que ces médias et politiciens veulent nous faire croire, ces violences policières ne sont pas le reflet de pratiques "exceptionnelles" ou "anormales" d'une minorité déviante. Elles ont été progressivement encouragées et institutionnalisées par les différents gouvernements successifs, de droite comme de gauche. Alors que l'injustice sociale touche de plus en plus de personnes, des politiques sécuritaires toujours plus importantes sont mises en œuvre pour faire accepter cet ordre économique et social aux plus pauvres. Assassinats, mutilations, criminalisation des mouvements sociaux, vidéosurveillance, usage abusif du flashball et du taser, etc. : tous les moyens sont bons pour réprimer toute contestation légitime de ce système.

La justice française, toujours prompt à se montrer impitoyable envers les citoyens-ne-s ordinaires, participe activement à la construction de cette société sécuritaire en France capable de violences et de meurtres.

- ▶▶▶▶▶ Révolte-és par ces violences policières devenues courantes dans notre pays,
- ▶▶▶▶▶ Interloqués-e face à une institution judiciaire qui applique une justice à deux vitesses au détriment des classes populaires,
- ▶▶▶▶▶ Contre la militarisation de la police et l'explosion des lois sécuritaires.

Nous appelons les organisations syndicales et politiques ainsi que les individu-e-s à venir les 6 et 7 mars au tribunal de Nantes, pour soutenir Pierre et sa famille mais aussi toutes les victimes de violences policières

Collectif contre les violences policières

CONTRE TOUTES LES VIOLENCES POLICIERES
EN SOUTIEN A PIERRE ET SA FAMILLE
RASSEMBLEMENT
MERCREDI 7 MARS
14H - TRIBUNAL DE NANTES
QUAI FRANCOIS MITTERRAND - ARRET MEDIAPARTHEQUE LIGNE 1
6 ET 7 MARS DE 9H A 18H DEVANT LE TRIBUNAL DE NANTES
- TABLE DE PRESSE
- INFORMATIONS
- BUUVETTE

Comment vous préparez-vous en vue du procès ?

Pierre. J'ai demandé à Joachim de venir témoigner au procès car je veux, en plus de la parole juridique, une parole personnelle de quelqu'un qui partage la même expérience que moi. Je souhaite aussi faire passer un message politique. Si cela est arrivé à Joachim et à moi, ainsi qu'à d'autres, c'est qu'il ne s'agit pas d'un acte isolé.

Comment ça s'est passé le 27 novembre 2007 ?

Pierre. Le 27 novembre 2007, à Nantes, le mouvement lycéen et étudiant dure depuis plusieurs semaines. C'est un mouvement assez vivace, avec l'université et les lycées du centre-ville bloqués, c'est un mouvement contre la loi LRU de privatisation des universités pour défendre notre droit à l'éducation. Au même moment, il y a des émeutes à Villiers-le-Bel. Ce jour-là, on part en manifestation, une grosse manifestation de quelques milliers de lycéens et d'étudiants. On se dirige vers le rectorat, lieu traditionnel de manifestations à Nantes. On entre dans le parc du rectorat.

Plusieurs unités de police se déploient rapidement : la Bac, la brigade anti-criminalité en civil, les gendarmes mobiles et les compagnies départementales d'intervention, les CDI, qui sont l'équivalent des CRS, à l'échelle départementale. Je repère tout de suite un policier cagoulé, qui a un flashball de couleur jaune, c'est un lanceur de balles, un nouveau type d'armes avec visée qu'on n'avait pas encore vu en manifestation jusque-là. D'habitude, on voyait le flashball le plus répandu, le plus traditionnel, le flashball super pro, sans viseur et moins précis.

Rapidement, la police a ordre de nous charger. Ça se passe très violemment. On ne comprend pas, la manifestation est pacifique, il y a des gens qui jonglent, qui jouent de la musique, qui chantent. Lors du procès, on montrera des photos illustrant cette atmosphère. D'un seul coup, les forces de l'ordre nous chargent par devant et sur les côtés, elles frappent aussitôt, la brigade anti-criminalité tire des gens de la manif et les frappe. Cela crée un contexte de peur. Dans un mouvement de panique, la manifestation se met à refluer et est évacuée du parc du rectorat en quelques minutes. Plusieurs personnes sont interpellées par la Bac et molestées.

Une fois qu'on est à l'extérieur de l'enceinte du rectorat, la police ferme la grille de l'entrée du parc, les manifestants sont sur la voie publique, il n'y a plus aucun enjeu de maintien de l'ordre. C'est à ce moment là que le policier tire. Il est dans le parc du rectorat, de l'autre côté de la grille, moi

je suis à moins de 10 mètres sur la voie publique. Je sens un énorme choc sur ma tempe. J'ai le réflexe de me tourner, je vois le policier avec son arme orientée en direction de mon visage. Je comprends tout de suite ce qui s'est passé. Par la suite, j'apprendrai qu'il y a eu d'autres tirs de flashball sur d'autres manifestants, qui n'ont pas atteint le visage heureusement, par des agents de la Bac. Je me retourne, je vois ce policier qui m'a tiré dessus, j'ai le réflexe de mettre ma main sur mon visage, je vois que ça pisse le sang, je demande de l'aide, on me transporte un peu plus loin en attendant les secours. Voilà comment ça s'est passé.

Pourquoi évoquer Villiers-le-Bel ?

Pierre. À la fin du mois de novembre 2007, deux jeunes sont morts, ils ont été renversés par la police à Villiers-le-Bel. Des émeutes ont suivi. Environ 24 heures avant que je me fasse tirer dessus, la télé passait en boucle des images de policiers blessés dans ce quartier, dont un policier qui s'était fait tirer dans l'œil. Il avait l'œil bandé, Nicolas Sarkozy était à son chevet et disait que c'était inadmissible de s'attaquer aux forces de l'ordre de cette façon. Je ne peux pas dire qu'il y a un lien de cause à effet, mais il est frappant que peu après un policier ajustait son tir de flashball dans mon œil.

Et le 8 juillet 2009 à Montreuil ?

Joachim. Un lieu avait été ouvert dans une ancienne clinique dans le centre de Montreuil, qui était squatté depuis des mois et dans lequel étaient organisées de nombreuses activités ouvertes sur le quartier. De ce lieu il y avait eu une expulsion la veille. Pour répondre à cette situation, on voulait être présents dans la rue. On avait préparé un grand repas et on avait invité les habitants concernés à venir nous rejoindre. Au bout de deux ou trois heures, on a décidé de partir en manifestation. Calmement, on est partis en file indienne sur le trottoir et on s'est réunis devant la clinique. Au même moment, les policiers sont arrivés, assez calmement. Ils se sont garés à côté de la clinique, ils sont sortis, ils se sont armés, beaucoup avaient des flashballs.

On s'est dit qu'on n'allait pas chercher les ennuis. Un mot d'ordre a été lancé par un manifestant, 'On y va', avec l'idée qu'on partait. On est tous partis, un peu en ordre dispersé, sur la place qui fait face à la clinique et sur laquelle il y a un marché, deux fois par semaine. On marchait et, à un moment, on a entendu un cri. La police venait d'interpeller quelqu'un. Je me suis retourné pour voir ce qui se passait. La police était face à nous et s'est adonnée, pour reprendre leurs mots, à une véritable partie de ball-trap.

Ils nous ont tiré dessus à de nombreuses reprises, cinq personnes ont été touchées, la plupart au-dessus de l'épaule : à la nuque, sur le front, sur la clavicule et moi en plein dans l'œil. Tout le monde ayant été touché au-dessus de l'épaule, ce qui est normalement interdit, on peut parler de préméditation.

Pouvez-vous mettre des mots sur cette violence que vous avez subie ?

Pierre. C'est très étrange. J'ai senti un énorme choc dans mon visage. Mais, au début, comme une douleur au-delà de la douleur, je n'ai pas eu vraiment mal. C'est venu ensuite. J'ai vu que je saignais abondamment, je ne voyais plus rien, on m'a mis à l'écart et j'ai été pris en charge par les pompiers.

Alors que j'étais complètement sonné, aveuglé, je me souviens que des policiers sont venus prendre mon identité pour préparer sans doute leur ligne de défense. Au lieu de me porter secours, ils ont fait dégager les gens qui m'entouraient, les copains, et je les entendais braquer les autres manifestants, demandant leur nom, leur adresse.

La douleur est venue plus tard à l'hôpital, je vomissais du sang. Le flashball est une arme cinétique, on ne sent pas tout de suite l'effet mais ça cause des dommages irréversibles à l'intérieur du corps. Pendant plusieurs jours, j'ai eu la moitié de la tête bleue, gonflée, et j'ai gardé l'œil rouge vif pendant plusieurs mois. J'ai eu peut-être de la chance dans mon malheur car la balle a tapé dans l'os. J'ai eu des micro-fractures, la balle a ricoché sur l'os. Dans un sens, c'est mon crâne qui a absorbé le choc, sinon j'aurais perdu mon œil en plus de la vue. Les conséquences, c'est que je ne vois plus d'un œil, ça a causé des lésions irréversibles sur la rétine. J'ai perdu l'usage d'un œil.

Encore aujourd'hui j'ai des douleurs à la tête, des céphalées. J'ai subi deux opérations dans les semaines qui ont suivi et un traitement qui a duré plusieurs mois. Si j'ai gardé mon œil, bien que quasiment aveugle, c'est que j'ai subi ces deux opérations qui m'ont accaparé pendant six mois, qui m'ont fait mal et qui m'ont mis groggy.

Joachim. Quand ça arrive, on est K.-O. Le choc est tel que tout le corps est sous le coup, au-delà de la douleur. On ne s'évanouit pas, mais la commotion provoque une montée d'adrénaline, tous les voyants passent au rouge. J'ai tout de suite senti que quelque chose était arrivé, quelque chose de très grave. Comme le flashball m'a crevé l'œil, cela a impliqué qu'on l'enlève, qu'on mette une bille à la place et une prothèse. Ce sont des opérations lourdes, difficiles.

J'ai le visage peut-être pas défiguré, mais je garde une forte trace physique. Cette dimension est présente dans le regard des autres et pour moi.

Il faut aussi parler de la peur qui rentre en toi après une telle mutilation. Une semaine après, je suis allé à la manif qui répondait à cet acte de violence. Mais c'est un combat de chaque jour pour maîtriser la peur qui est entrée en toi, pour arriver à faire face à des policiers armés de flashball sans se dire 'Je rentre immédiatement', pour prendre la parole et raconter. Après, il faudrait aussi parler de tous ceux qui, à travers nous, ont été touchés par la peur. En mutilant certains, on terrorise tous les autres.

Ce que vous dites, c'est que la police a atteint son objectif de semer la peur.

Pierre. Le flashball est un instrument de peur, comme l'a dit Joachim, un instrument de terrorisation. À Nantes, ça a marché. Quand j'étais encore à l'hôpital, une manifestation contre les violences policières a été organisée, cela m'a touché, 5000 personnes ont défilé avec une grande banderole. Mais est-ce que cela n'a pas été un baroud d'honneur, parce qu'ensuite le mouvement lycéen et étudiant s'est éteint. Je me suis fait tirer dessus, il y a eu une manifestation ritualisée, puis plus rien. Très concrètement, les parents ont interdit à leurs enfants de sortir, 'Tu ne sors pas, tu vois ce que font les flics, ils tirent, si tu sors, tu vas te faire shooter'.

Joachim. Pour ma part, je ne veux pas négliger l'importance de la réaction qui a suivi le soir du 8 juillet. D'abord celle des copains qui ont organisé la manifestation juste après et puis celle de tous ceux qui ont manifesté leur solidarité. Pour lutter contre la peur, les réponses collectives sont très importantes. Sinon, je pense que j'aurais beaucoup plus souffert au moins dans ma tête. Si personne ne se bouge, la seule chose que les gens lisent, c'est le communiqué de la préfecture qui explique d'une manière ou d'une autre que vous l'avez bien mérité. Ensuite, l'IGS, l'Inspection générale des services, mène une enquête qui sème le doute dans la tête de tout le monde. Enfin, si la justice n'enterre pas le dossier, les policiers seront relaxés. Donc, la solidarité est ici vitale.

Est-ce que ce type de violences ne créent pas de la révolte, de la défiance, en même temps qu'elle suscite de la peur ?

Joachim. Le flashball sert à réprimer toute tentative de retrouver prise sur les choses en sortant des cadres. Si l'on regarde dans quelles situations les personnes ont pris un tir de flashball, elles sont très différentes, très banales aussi, mais toutes semblent dire : 'Ici, c'est chez nous'. Quel est le point commun entre occuper un lycée, ouvrir un squat, faire vivre son quartier en faisant un repas ou en jouant à la balle ? Dans beaucoup des cas, il y a cette dimension d'habiter, d'occuper le territoire, de se réapproprier un espace.

Le flashball est une arme qui dit aux gens 'Rentrez chez vous'. Quand on ne peut pas payer, l'espace pour dormir, manger, se rencontrer, s'entraider, fabriquer des choses, se réduit à pas grand-chose. Alors, les gens forcément trouvent d'autres moyens. Mais très vite, on les criminalise, et s'ils résistent, on leur tire dessus.

Pierre. Les policiers aussi ont peur, une peur que le pouvoir construit dans leurs esprits pour qu'ils attaquent. Ils n'ont jamais été aussi violents, mais en même temps ils sont tétanisés, comme s'ils étaient dépassés et qu'ils ne savaient plus faire face à une foule. Ils ont peur, c'est pour cela qu'ils sortent leur flashball en permanence. Avec les fantasmes mensongers médiatico-politiques sur les anarcho-autonomes ou sur les banlieues, les responsables politiques les ont mis en garde, 'Il y a un ennemi intérieur, il faut attaquer, sinon il vous attaquera'.

Cette paranoïa d'État aboutit à un usage encore plus violent, gratuit, décomplexé du flashball, et plus généralement de la violence physique et verbale contre tous ceux qui sortent du rang. Quand les lycéens prennent la rue, les policiers ont peur parce qu'ils savent qu'il n'y a pas de parcours déposé en préfecture et que le cortège se balade n'importe où.

La police craint tout ce qui est incontrôlable. Mais ce qui est incontrôlable peut aussi s'arrêter à tout moment. C'est ce qui est arrivé avec le mouvement à Nantes, avec cette logique d'atomisation. La police tire sur une personne, touche un corps, pour semer la peur dans tout le corps social, pour terroriser tout le monde. Il y a des interstices, sans doute, mais là, je vois malheureusement surtout de la peur. Dans la manifestation anti-répression, beaucoup de filles et de garçons étaient révoltés, mais cela a joué un rôle d'exutoire plutôt qu'autre chose, avec les pouvoirs locaux qui lançaient des appels au calme.

Joachim. La peur ou la révolte ? Ça fonctionne dans les deux sens. Lors de la manifestation qui a répondu aux tirs de flashball à Montreuil, les gens se sont casqués et portaient des lunettes, comme s'il y avait eu une prise de conscience que désormais il fallait se protéger, collectivement, de la police. Cela nous a obligés à prendre acte de la violence dont peut user la police contre nous. La rue, il faut savoir l'occuper. Ce sont des problématiques auxquelles il faut trouver des réponses qui ne soient pas celles du service d'ordre de la CGT.

En tirant sur vous, la police a exprimé brutalement la violence d'État, elle a mis à nu ce qu'en général elle s'efforce de cacher. Est-ce que ça témoigne d'un changement de doctrine dans les pratiques policières ?

Pierre. Je ne suis pas spécialiste de l'histoire du maintien de l'ordre, mais il semble qu'on est passé d'une police défensive, munie de gaz lacrymogène, à une police offensive, avec flashball et taser. La police est passée à l'attaque, elle tire sur les gens, elle marque les corps, elle cible les mineurs. Ce passage à l'offensive est lié à l'ère sécuritaire qui a commencé sous Jospin et qui s'est amplifiée sous Sarkozy.

Joachim. Comme le dit Pierre, la police est passée à l'offensive et les armes à létalité réduite ont un rôle très important dans cette nouvelle doctrine. Car du fait de leur létalité réduite, elles échappent en grande partie au cadre strict de la légitime défense qui encadre les armes létales. Elles sont utilisées de manière offensive. On le voit bien, les policiers se servent du flashball, comme on se sert d'une matraque.

Ces pratiques policières sont symptomatiques d'un état de la société, d'une politique à un moment où le consensus, le compromis historique liant la classe ouvrière au capital s'effondre. Le donnant-donnant cantonnant la contestation à l'intérieur d'un certain cadre en échange de l'État-providence ne fonctionne plus. Tout saute. Le pouvoir ne reconnaît plus la symbolique des manifestations, celles-ci sont délégitimées et tendanciellement criminalisées. Comme l'État n'a plus de marge de manœuvre sociale, il est de plus en plus réduit à sa fonction policière.

Ce qui vous est arrivé relève-t-il de la « bavure » policière ou le considérez-vous comme le résultat d'une politique répressive ?

Pierre. Je me méfie beaucoup du terme de bavure. Une bavure, c'est quoi ? Une tache d'encre ? Une bêtise ? Un acte isolé ? Quand des gens sont visés de manière délibérée au visage depuis quatre ans, que les cas se multiplient, on peut parler d'actions coordonnées, de violences policières, voire de crimes ou de meurtres policiers. Les mots sont importants, on est dans une guerre sémantique, et pour moi, le terme de bavure vise à relativiser ce qui s'est passé alors que, dans le même temps, les autorités parlent de prise d'otage pour désigner les grèves et les manifestations. Pour moi, ces tirs sont le résultat d'une politique concertée, qui va de pair avec une militarisation de l'État. On observe, depuis plusieurs années, une surenchère dans la technologie sécuritaire.

Joachim. Il n'y a aucun hasard dans ce qui s'est passé. Toutes ces situations induisent une forme de préméditation et d'intention visant à réprimer et à faire mal. En même temps, le flashball est une arme à bavure. L'institution policière pourrait se dire qu'il faut resserrer les règlements, modifier les armes, elle pourrait tout à fait s'approcher d'un risque zéro de bavures. Mais, non, elle continue, comme s'il y avait une intentionnalité basse, indirecte, mais bien présente et assumée. Une police que l'on sait pouvoir commettre facilement des bavures fait peur.

Qu'est-ce que ça a changé sur votre parcours militant ?

Joachim. On lutte pour que cela ne change rien. Si, en plus, on devait s'arrêter de faire ce qu'on faisait avant, c'est-à-dire militer, participer à des manifestations, si on devait renoncer à tout ça, alors ils auraient gagné. Tout le combat est de continuer comme avant. Mais ce n'est pas simple. Il faut du temps pour arriver à encaisser le coup. L'enjeu est aussi de continuer à faire de la politique sans être dans une confrontation directe avec la police.

Pierre. Certaines personnes m'ont dit : 'Avec ce qui t'es arrivé, tu ne vas pas retourner en manif...' Mais il n'a jamais été question de rester chez moi. Si je ne sors plus, si je ne dérange plus, ils auront gagné, donc j'essaie de continuer à résister à leur ordre, à mon échelle.

Est-ce que ça a modifié votre rapport à l'État ?

Joachim. L'enjeu pour moi est de me libérer de ce face-à-face avec la police, de continuer à faire ce que je faisais, comme participer à un collectif de chômeurs et précaires ou lutter autour de la restructuration du quartier où j'habite. Même si la police a vite fait de vous tomber dessus. Aujourd'hui quand on occupe un pôle emploi, la direction demande à tous les agents de faire valoir leur droit de réserve, ce qu'elle n'a pas le droit de faire, cela doit rester une initiative personnelle. Les agents partent et la police arrive. Alors que vous étiez venus discuter avec les agents, rencontrer les chômeurs, la police vous expulse. La réponse à la violence de la police, la société entière doit la porter. C'est un mouvement plus général qui doit dire : 'Arrêtez-là, c'est fini, vous prenez trop de place, vous les policiers, vous êtes nuisibles, vous semez la peur, vous traquez les sans-papiers, vous expulsez les gens, vous êtes une force destructrice, arrêtez-vous, dégagez !'

Est-ce que vous vous reconnaissez dans le terme de « victimes » ?

Pierre. Je n'aime pas cette terminologie victimaire. La justice nous renvoie à ce statut de victime ou de plaignant tout en nous accusant d'avoir jeté des projectiles. Les policiers nous chosifient. Quand ils nous visent, ils parlent de 'neutraliser la cible', comme si on était en guerre. Peut-être que je dirais cela : je suis une cible des violences policières.

Quels moyens avez-vous déployé pour vous approprier ce qui vous est arrivé ?

Pierre. Avoir un policier identifié à la barre est le résultat d'un rapport de force. Ça ne s'est pas fait tout seul. Il n'a pas suffi que la justice suive son cours. Quelques jours après ma mutilation, des policiers de l'IGPN, l'Inspection générale de la police nationale, sont venus dans ma chambre d'hôpital pour faire leur enquête. Ils essayaient de me piéger, de voir si j'avais lancé des choses, alors que j'étais encore sonné. Ils essayaient de trouver des failles dans ma version, comme si j'étais l'agresseur, et ils me demandaient 'Qu'est-ce qu'il a fait le collègue ?'

On a tout de suite compris que si on ne faisait pas le travail nous-mêmes, ça ne marcherait pas. Des proches se sont constitués, non pas en comité de soutien d'une victime qui s'appellerait Pierre, mais en groupe de travail, qui a rassemblé des données et qui a mené une sorte de contre-enquête citoyenne.

Notre objectif était de permettre 'l'établissement de la vérité' sur les faits, comme disent les juges. On savait que l'enquête de l'IGPN ne permettrait pas d'éclairer la vérité. On a lancé un appel à vidéo, cela nous a été très utile, car, comme par hasard, les deux caméras de la police qui étaient censées filmer la manifestation sont tombées en panne au moment des tirs. Les vidéos que l'on a récupérées ont été synchronisées et nous ont permis d'obtenir un timing précis, minute par minute, seconde par seconde. C'est grâce à ce travail que l'IGPN a été obligée de lâcher le tireur. Ensuite, le juge d'instruction a été contraint d'instruire l'affaire. On a dû organiser des conférences de presse et relancer la justice pour avoir une date de procès.

Il ne faut rien attendre de la justice, il faut faire le travail d'investigation soi-même dans la mesure du possible. Dernièrement, une petite fille qui s'appelle Daranka s'est fait tirer dessus dans la banlieue parisienne. À Mayotte, un petit garçon a perdu son œil pendant le mouvement social de l'automne dernier. Ils n'auront pas forcément le même éclairage médiatique qui permettra de faire éclore ces affaires. Qui parle d'eux ?

Comment la police et les médias ont communiqué sur vos affaires ?

Pierre. Dans mon cas, les médecins ne savaient pas encore ce que j'avais que déjà le préfet déclarait à la presse que j'étais touché à l'arcade et que je n'avais rien à l'œil. J'ai observé que le même scénario se répétait à chaque violence. Les autorités et les médias dominants minimisent à chaque fois les blessures des gens agressés par la police et 'inventent' en parallèle des policiers blessés. Sont toujours mis en balance les policiers blessés et les manifestants blessés pour faire croire que la police n'a fait que se défendre, pour légitimer la violence de la police.

C'est une guerre médiatique, une guerre dans l'opinion, les policiers l'ont compris. Les communiqués de la préfecture évoquent des 'échauffourées' entre lycéens et policiers. Mais, moi, je n'ai pas vu d'échauffourées, j'ai vu des policiers qui attaquaient une manifestation pacifique. On a aussi dit que j'avais été blessé par un caillou lancé par un autre manifestant.

Joachim. Tout se focalise d'abord sur l'identité de la personne qui s'est fait toucher. La police m'a aussitôt désigné comme un jeune squatteur, un anarchiste, etc., comme si, pour la police et pour l'opinion publique, il y avait une catégorie de gens sur laquelle on peut tirer légitimement.

En termes de stratégie judiciaire, vaut-il mieux viser la condamnation d'une seule personne ou souligner la responsabilité de la hiérarchie ?

Pierre. La stratégie des policiers vise à brouiller les pistes, à dire qu'il n'y a pas de tireur et à renvoyer la responsabilité sur la hiérarchie. À l'arrivée, il n'y a pas de coupable. Qui m'a tiré dessus ? Qui a tiré sur Joachim ? Ce sont des individus. Ils doivent être reconnus coupables. Sinon, ça se termine en non-lieu ou par une relaxe et l'opinion publique pense qu'il ne s'est rien passé. Et ça contribue aussi à décomplexer la violence des policiers qui se sentent toujours plus impunis, exonérés.

Joachim. Condamner un policier, c'est condamner la police. C'est toujours cela de gagné contre l'impunité policière. Les policiers ont le sentiment d'être en guerre, et ce sentiment est encouragé par les pouvoirs publics. Leur mission : rétablir l'ordre dans les zones de non-droit. À travers cette expression issue de la presse à scandale, ils se croient autorisés à agir de manière extra-judiciaire ou offensive, c'est la même chose. Ils se croient autorisés à tirer aux flashballs sur les habitants d'un quartier sans raison comme à Villiers-le-Bel, le jour où Alexandre et Bruno ont perdu un œil. Si la police veut devenir une armée, exigeons au minimum qu'elle rentre dans ses casernes.

Leur presse (Carine Fouteau, Mediapart.fr, 5 mars 2012)

Nantes : le procès du flashball débute aujourd'hui

Le 27 novembre 2007, un lycéen de 17 ans perdait un œil suite à un tir de flashball lors d'une manifestation.

Le procès du policier soupçonné d'avoir blessé un lycéen avec un flashball s'ouvre ce mardi. Le 27 novembre 2007, à l'issue d'une manifestation contre la loi Pécresse, Pierre, un lycéen de 17 ans perdait un œil suite à un tir de flashball.

Les parents du lycéen avaient, à l'époque, déposé une plainte contre X. À la suite de l'incident, le policier avait été mis en examen pour « violence volontaire avec arme par personne dépositaire de l'autorité publique ».

En mai 2010, le parquet de Nantes avait requis un non-lieu pour le policier à l'origine du tir de flashball.

Dans son réquisitoire définitif déposé le 25 mai 2010, le parquet avait estimé que le policier avait agi de façon non-disproportionnée et dans un état de « légitime défense ».

Le Collectif contre les violences policières, le Codelib (Comité de défense des libertés fondamentales contre les dérives sécuritaires) et l'intersyndicale CGT, FCPE, FSU, LDH, Solidaires, SEN et UNEF ont choisi de se rassembler en marge de ce procès. Ces organisations « attendent de ce procès qu'il permette d'expliquer comment un fonctionnaire de police, agissant au nom de la République, a pu en arriver à se servir d'une arme en « expérimentation » ayant la réputation de mutiler et causer de graves lésions, en particulier lors de tirs au visage. »

Le rassemblement est prévu mercredi à 14 heures devant le Palais de Justice de Nantes.

Le gomme-cogne, une arme critiquée après plusieurs blessures graves

La comparution ce mardi devant le tribunal correctionnel de Nantes du policier soupçonné d'avoir grièvement blessé avec un gomme-cogne un lycéen qui participait à une manifestation en 2007 s'inscrit dans une polémique qui dure depuis dix ans.

Cette catégorie d'armes, comprenant notamment le Flash-Ball et le LBD40, est régulièrement critiquée depuis qu'elle a été étendue à la police de proximité en 2002 et a provoqué plusieurs blessures à la tête depuis 2005.

Le gomme-cogne ou lanceur de balles de défense est une arme dite sublétales de quatrième catégorie, comme le pistolet à impulsions électriques Taser utilisé par les policiers et les gendarmes.

Ces équipements tirent des balles en caoutchouc ou en mousse en principe non perforantes, de calibre variable selon les équipements (44 millimètres pour le Flash-Ball, arme à portée réduite et 40 millimètres pour le LBD40, précis jusqu'à 40 mètres).

En mai 2009, la Direction centrale de la sécurité publique avait rappelé la proscription de viser « au niveau du visage ou de la tête » et la nécessité d'une utilisation « proportionnée ».

Au cours de l'année 2010, les gomme-cogne et les pistolets à impulsion électrique avaient été utilisés à 2.787 reprises par les policiers et gendarmes qui en étaient dotés, selon le ministère de l'Intérieur.

Incidents depuis 2005

- 2005 -

- 7 juillet : Aux Mureaux (Yvelines) un garçon de 14 ans est sérieusement blessé à l'œil par le tir d'un policier qui le poursuit. Le policier indique s'être senti menacé quand l'adolescent s'est arrêté pour ramasser un objet au sol.

- 2006 -

- Dans la nuit du 28 au 29 octobre, dans une cité HLM de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), un adolescent de 16 ans est blessé à l'œil lors d'incidents avec la police venue au secours de pompiers caillassés lors d'une intervention.

- 2007 -

- 27 novembre : Un lycéen de 16 ans perd l'usage d'un œil après avoir été touché à l'issue d'une manifestation contre la loi Pécresse à Nantes (Loire-Atlantique).

- 2009 -

- 8 juillet : Le réalisateur Joachim Gatti, 34 ans, perd un œil après avoir été touché par un tir policier alors qu'il manifestait contre une expulsion de squatteurs à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Le 19 août 2009, l'Inspection générale des services déclare que les policiers n'ont pas respecté les règles de tir.

- 19 mars : Joan Celsis, un étudiant de 25 ans, est gravement blessé à l'œil en marge d'une manifestation d'étudiants à Toulouse quand la police tente de déloger un groupe de manifestants d'un magasin Monoprix.

- 1er mai : À la cité des Fauvettes, à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), Samir Aït-Amara, 18 ans, joue à une « chasse à l'homme » avec des jeunes de la cité lorsque, selon sa sœur, un policier sort d'une voiture et lui tire dessus à moins de trois mètres sans sommation. Il perd l'audition de l'oreille gauche.

- 9 mai : À Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), deux hommes de 21 et 31 ans sont grièvement blessés à un œil lors de violences entre des groupes de jeunes et la police, qui font cinq blessés légers côté policier. Appelée pour tapage nocturne, la police parle d'un « guet-apens », tandis que l'un des deux blessés affirme « qu'il mangeait un sandwich dans la rue quand des forces de l'ordre sont arrivées ».

- 2010 -

- 14 octobre : Un élève de 16 ans du lycée Condorcet de Montreuil (Seine-Saint-Denis) est gravement blessé à un œil lors d'affrontements avec des policiers devant un autre établissement de la commune.

- 12 décembre : Le résident d'un foyer de Marseille est victime d'un arrêt cardiaque par le tir au thorax par des policiers intervenant dans une rixe avec autre locataire. L'homme de 43 ans meurt le lendemain.

Cette succession d'incidents suscite de vives critiques sur le gomme-cogne, un député communiste demandant son retrait, tandis que les Verts déposent une proposition de loi pour les proscrire.

- 2011 -

- 7 février : un adolescent de 17 ans est éborgné par un tir à Audincourt (Doubs). Une information judiciaire à l'encontre d'un policier est ouverte en janvier 2012.

- 4 octobre : à Mayotte, un enfant de 9 ans perd un œil à la suite du tir d'un gendarme, qui est mis en examen.

Leur presse (Fabienne Beranger et AFP, 6 mars 2012)